

**LE CHEMINEMENT DE RÉFORME DE DÉFENSE GÉORGIENNE
ET LA GUERRE DE 2008**

**THE GEORGIAN DEFENSE REFORM AGENDA
AND THE 2008 WAR**

Thèse soumise à la Division des Études supérieures
du Collège militaire royal du Canada
par

Frédéric Labarre, MA

en vue de l'obtention du diplôme de
docteur ès philosophie en Études de la Guerre

Avril 2024

© La présente thèse peut être utilisée au Ministère de la Défense nationale du Canada, mais l'auteur conserve les droits de publication dans les deux langues officielles.

REMERCIEMENTS

Je tiens tout spécialement à remercier mon directeur de thèse le Dr Pierre Jolicoeur, pour la latitude qu'il m'a laissée dans la recherche et la rédaction du présent ouvrage. Je ne pourrais pas non plus passer sous silence l'encouragement essentiel prodigué par le Dr Michael Hennessy, pour la suggestion de poursuivre ces études de doctorat. Bien évidemment, cette conviction serait laissée lettre morte sans l'enthousiasme de la Dre Magali Deleuze, directrice du programme d'Études de la Guerre, et de Maggie Shepherd, à faire cheminer subséquemment ma proposition de thèse et mon enrôlement dans le programme d'Études de la guerre du Collège militaire royal du Canada (CMR). Je remercie également la Dre Sarah Hill, qui, ayant pris le relais de la Dre Deleuze, m'a accordé un sursis pour terminer cette thèse. Je tiens finalement à remercier le colonel à la retraite Bernard Saint-Laurent (R22R), le Dr Alan Whitehorn, professeur émérite au CMR, ainsi que le Dr Thomas-Durrell Young de la Naval Postgraduate School à Monterey, en Californie, qui m'ont témoigné de leur soutien dans leurs lettres de référence.

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1 : Acquisition de matériel militaire par la Géorgie 1992-2008
- Tableau 2 : Dépenses militaires de la Géorgie 1992-2008
- Tableau 3 : Importations d'équipement militaire de la Géorgie 1992-2008
- Tableau 4 : Comparaison brigades/régiments Géorgie/Russie, 2000
- Tableau 5 : Comparaison brigades/régiments Géorgie/Russie, 2008

LISTE DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS

Document 1 : Imagerie satellitaire des bombardements (ONU/UNOSAT)

Document 2 : Page 1 des ordres opérationnels de 01h30 soumis par les Russes à la Commission Tagliavini

Document 3 : Page 1 des ordres opérationnels de 05h15 soumis par les Russes à la Commission Tagliavini

Document 4 : Ordres opérationnels de 09h00 « authentiques » soumis par les Géorgiens à la Commission Tagliavini

Document 5 : Ordres opérationnels de 15h00 « authentiques » soumis par les Géorgiens à la Commission Tagliavini

LISTE DES ACRONYMES

ABM	Anti-ballistic Missile (Traité)
BERD	Banque européenne de Reconstruction et Développement
BFM	Bataillon de Fusiliers motorisés
CCMR	Center for Civil-Military Relations
CCIR	Commander's Critical Information Request
CÉI	Confédération des États indépendants
DAC	Development Assistance Committee (OCDE)
DCA	Défense contre les aéronefs
DCAF	Democratic Control of Armed Forces
DFM	Division de Fusiliers motorisés
DUI	Déclaration unilatérale d'Indépendance
EAPC	Euro-Atlantic Partnership Council
EUCOM	European Command
FAG	Forces armées géorgiennes
FCE	Forces conventionnelles en Europe (Traité)
FMI	Fond monétaire international
FPRI	Foreign Policy Research Institute
GSSOP	Georgia Sustainment and Stability Operations Program
GTEP	Georgia Train and Equip Program
HNS	Host Nation Support
HUMINT	Human Intelligence
IIFMCG	Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia
IPAP	Individual Partnership Action Plan
ISAB	International Security Advisory Board
ISSAT	International Security Sector Advisory Team
JFCOM	Joint Force Command
JPKF	Joint Peacekeeping Force
MAP	Membership Action Plan (PAA)
OCDE	Organisation de Coopération et Développement économique
OMC	Organisation mondiale du Commerce
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation de Sécurité et Coopération en Europe
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PARP	Partnership Action Review Plan
PpP	Partnerariat pour la Paix
RASD	Réforme de l'Appareillage de Sécurité et de Défense
RFM	Régiment de Fusiliers motorisés
RSS	Républiques socialistes soviétiques
SHAPE	Supreme Headquarters Allied Powers Europe
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
START	Strategic Arms Reduction Treaty
UE	Union européenne
URSS	Union des Républiques socialistes soviétiques
USECT	Understand, Shape, Engage, Consolidate, Transition

LISTE DES CARTES ET IMAGES

Carte 1 : La nuit du 6 au 7 août 2008

Carte 2 : La nuit du 7 au 8 août 2008

Carte 3 : Le matin du 8 août 2008

Carte 4 : L'après-midi du 8 août 2008

Carte 5 : La soirée du 8 août 2008

Carte 6 : La journée du 9 août 2008

Carte 7 : Le matin et l'avant-midi du 10 août 2008

Carte 8 : La journée du 11 août 2008

Carte 9 : Facsimile d'une carte soviétique au 1:100 000 de la région de Tskhinvali

Image 1 : Schéma de la démonstration et de l'argumentaire de recherche

Image 2 : Carte présentée par Tsyganok

RÉSUMÉ

Le sujet de cette thèse fait coïncider plusieurs thèmes de l'après-guerre froide, dont la question de la réforme des agences de sécurité et de défense, l'élargissement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les aspirations de la Géorgie, ancienne république socialiste soviétique (RSS), à émuler le parcours politico-stratégique d'autres RSS, soit de rejoindre les rangs de l'Alliance atlantique. Toutefois, l'adhésion à l'OTAN est conditionnelle à une réforme en profondeur de l'appareil de sécurité de tout nouvel aspirant, en plus de réformes visant le traitement de toute minorité, le règlement des différends frontaliers, ainsi qu'une attitude de bon-voisinage. Cette thèse ne peut dissocier ces conditions, mais se penche surtout sur la question de la transformation des forces armées géorgiennes entamées depuis l'arrivée de l'équipe de réformistes menée par Mikheil Saakashvili au pouvoir, et de leurs performances lors de la guerre russo-géorgienne d'août 2008.

Les forces armées géorgiennes (FAG) sont essentielles à toute protection de la souveraineté territoriale en Géorgie, mais avaient eu un enfantement difficile, souvent expliqué par l'endiguement des habitudes organisationnelles, administratives et opérationnelles soviétiques. L'armée géorgienne dut donc se recomposer, se réformer, et se déployer en fonction des souhaits et préceptes des hégémons de l'heure, soit les États-Unis et les experts de l'OTAN. Le programme de réforme de la Géorgie était donc souhaité parce qu'il semblait proposer une feuille de route vers l'adhésion. Mais les réformes de défense étaient de toutes manières nécessaires pour tout pays de la période post-guerre froide. Ces réformes visaient un meilleur équilibre entre les dépenses de sécurité et les dépenses sociales, et semblaient destinées à réduire le sentiment d'insécurité créé par de grandes structures militaires chez les voisins. Elles devinrent très vite le médium d'une ré-institutionnalisation des forces de défense afin d'intégrer l'OTAN.

Le cheminement de la réforme était largement piloté depuis Washington et depuis Bruxelles. En avril 2008, le sommet de l'OTAN de Bucarest avait promis l'adhésion à l'Ukraine et la Géorgie. Jusque-là toléré, l'élargissement de l'OTAN allait désormais se heurter à la farouche opposition de la Russie. Cette opposition se manifesta par l'ingérence de la Russie dans les affaires géorgiennes et en particulier par la manipulation des questions séparatistes et des missions de paix en Géorgie. La transformation accélérée des FAG devait aussi pourvoir la Géorgie d'une organisation défensive capable de maintenir l'ordre et d'interopérer avec les forces otaniennes. Il serait donc raisonnable de croire que l'accroissement du potentiel militaire géorgien et ses réformes, entamées depuis l'arrivée de M. Saakashvili au pouvoir, aient pourvu la Géorgie d'un appareil dissuasif et offensif efficace. Lorsque la Géorgie lança sa malheureuse offensive pour reprendre les territoires renégats de l'Ossétie du Sud, il est normal de se demander si le type de force qu'engendrent les réformes à l'occidentale ne sont pas causes de la défaite géorgienne. En d'autres mots, la réforme à l'occidentale est-elle capable de surmonter une force hostile opérant encore sur le modèle soviétique?

Cette thèse s'intéresse à l'histoire de la réforme sécuritaire durant les années 1990 et 2000, à l'évolution de la politique de défense, de sécurité, et de relations étrangères russes vis-à-vis du Caucase du Sud et de la Géorgie, à la réforme de l'appareillage de sécurité géorgien en tant que réponse à la pression russe, et propose une étude de cas pour expliquer l'insuccès militaire géorgien dans la Guerre des Cinq Jours de 2008. En comparant la performance des forces géorgiennes lors de la bataille de Tskhinvali avec les indicateurs de leur transformation, nous pourrions être à même d'estimer la validité des principes guidant la structure des forces des pays de l'OTAN. Cette question semble essentielle à considérer dans un contexte où les tensions entre l'Alliance et la Russie sont à leur paroxysme. Cette étude vise donc un but pratique; informer les analystes et les planificateurs canadiens et otaniens.

Mots-clés : *Transfert de normes, réforme de l'appareillage de sécurité et défense, post-Guerre froide, OTAN, Géorgie, Russie, intégration, transformation militaire, performance militaire, guerre russo-géorgienne.*

ABSTRACT

The subject of this thesis coincides with several post-Cold War themes, including the question of the reform of security and defence agencies, the enlargement of the North Atlantic Treaty Organization (NATO) and the aspirations of Georgia, a former Soviet Socialist Republic (SSR), to emulate the political-strategic path of other SSRs, i.e. to join NATO. However, NATO membership is conditional on a thorough reform of the security apparatus of any new aspirant, in addition to reforms aimed at the treatment of any minorities, the settlement of border disputes, as well as a good-neighbourly attitude. This thesis cannot dissociate these conditions, but focuses on the question of the transformation of the Georgian armed forces since the arrival of the reformist team led by Mikheil Saakashvili in power, and their performance during the Russo-Georgian war of August 2008.

The Georgian Armed Forces (GAF) remained essential to any protection of territorial sovereignty in Georgia, but had a difficult birth, often explained by the containment of Soviet organizational, administrative and operational habits. The Georgian army therefore had to be recomposed, reformed, and deployed according to the wishes and precepts of the hegemons of the day, i.e. the United States and NATO experts. Georgia's reform programme was therefore desirable because it seemed to offer a roadmap towards accession. But defence reforms were necessary for any country in the post-Cold War period anyway. These reforms aimed at a better balance between security and social spending, and seemed intended to reduce the sense of insecurity created by large military structures among neighbours. They very quickly became the medium for a re-institutionalization of the defense forces in order to join NATO.

The path of reform was largely steered from Washington and Brussels. In April 2008, the NATO summit in Bucharest promised membership to Ukraine and Georgia. Hitherto tolerated, NATO enlargement was now met with fierce opposition from Russia. This opposition manifested itself in Russia's interference in Georgian affairs and in particular in the manipulation of separatist issues and peace missions there. The accelerated transformation of Georgian forces intended to provide Georgia with a defensive organization capable of maintaining order and interoperating with NATO forces. It would therefore be reasonable to believe that the increase in Georgia's military potential and its reforms, which have been underway since Mr Saakashvili came to power, have provided Georgia with an effective deterrent and offensive apparatus. When Georgia launched its ill-fated offensive to retake the renegade territories of South Ossetia, it is natural to wonder whether the kind of force generated by Western-style reforms was not the cause of the Georgian defeat. In other words, is Western-style reform capable of overcoming a nominally operating hostile force, still on the Soviet model?

This thesis focuses on the history of security reform during the 1990s and 2000s, the evolution of Russian defense, security, and foreign relations policy vis-à-vis the South Caucasus and Georgia, the reform of the Georgian security apparatus as a response to Russian pressure, and finally proposes a case study to explain the Georgian military failure in the 2008 Five-Day War. By comparing the performance of Georgian forces in the Battle of Tskhinvali with indicators of their transformation, we may be able to approximate an answer as to the validity of the principles that guide the force structure of NATO countries. This question seems essential to consider in a context where tensions between the Alliance and Russia are at their peak. This study is therefore intended to inform Canadian and NATO analysts and planners.

Keywords: *Norms transfer, reform of the security and defence apparatus, post-Cold War, NATO, Georgia, Russia, integration, military transformation, military performance, Russo-Georgian war.*

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	11
Trois facteurs porteurs de réforme	14
Problématique et questionnement de recherche	15
Approches analytiques	17
Méthodologie et présentation de l'information	22
Structure de la démonstration.....	23
Positionnement dans le corpus de recherche académique	25
LES CONTOURS ET LE CONTENU DE LA RÉFORME DE L'APPAREILLAGE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE.....	28
Réforme économique, socio-politique ou militaire?	30
Un concept ambigu.....	31
Définition des concepts fondamentaux de la RASD	36
La doctrine otanienne comme « fin » de la RASD.....	44
LA GÉORGIE DANS LE COLLIMATEUR DU KREMLIN.....	49
Boris Eltsine – Le premier mandat et « l'étranger-proche »	50
Eltsine et le Caucase : La source de la politique étrangère russe	52
La Russie et l'opérationnalisation de la sécurité militaire.....	57
Eltsine – Le second mandat et l'ascendance des renseignements	60
Vladimir Poutine aux commandes : Premiers concepts sécuritaires cohérents.....	61
La deuxième administration Poutine 2004-2008.....	66
Poutine et Munich	73
GÉORGIE : LA RASD EN RÉPONSE AUX PRESSIONS RUSSES	79
Gamsakhourdia et l'indépendance géorgienne.....	80
Chevardnadze 1992-1995 – La phase d'établissement.....	83
1996-1998 : La recherche de contre-poids	86
Les premiers agents de transformation.....	88
Le premier concept de sécurité nationale	89
L'obsession du MAP et la fin de Chevardnadze	93
Du GTEP au GSSOP	95
Saakashvili et la Réforme : 2004-2007	99
La montée en puissance.....	102
L'accumulation des retards	105
2008 – Année fatidique	106

Un nouveau président russe et le défi civilisationniste.....	112
LA BATAILLE DE TSKHINVALI.....	115
Recherches antérieures et nouvelles sources.....	115
La nuit du 6 au 7 août 2008.....	119
Début officiel des combats : la nuit du 7 au 8 août	121
De surprises en surprises : la journée du 8 août 2008.	124
Le major BLANC et la « compagnie perdue ».....	126
Le 9 août : La journée de l’aviation russe	129
Le 10 août : le début de la fin.....	131
Le 11 août : Les Russes consolident leur mainmise.....	131
12 août : Fin officielle des combats.....	132
LA DOCTRINE OTANIENNE, SON APPLICATION ET LA PERFORMANCE GÉORGIENNE.....	143
Une RASD incomplète ou non entérinée (H1).....	144
Le facteur temps (H1.1).....	144
Le manque de préparation (H1.2).....	146
La doctrine russo-soviétique est plus efficace relativement à l’objectif visé (H2).....	148
Le calcul de corrélation des forces et la masse de puissance de feu (H2.1)	148
La contribution d’autres armes à l’appui de l’effort terrestre russe (H2.2)	151
La doctrine otanienne est inefficace (H3)	154
Relativement aux objectifs visés et aux circonstances, la doctrine de combat occidentale est incomplète ou immature (H3.1)	155
La doctrine otanienne n’a pas été appliquée à bon escient (H3.2)	162
Sommaire des déductions	169
CONCLUSION	173
RECOMMANDATIONS	177
BIBLIOGRAPHIE	178
ANNEXE	198

INTRODUCTION

La conduite de la guerre et la conception de sécurité nationale telles qu'appliquées en Occident sont le fruit d'une tradition philosophique remontant à l'Antiquité. Dans sa *République*, Platon tente de définir, par la raison pure, la composition du meilleur régime. Ce faisant, il incorpore des éléments qui feraient de la république un État ressemblant beaucoup plus à Sparte que l'Athènes démocrate de Périclès. Après tout, Sparte n'a-t-elle pas réussi, à la fin d'une guerre parfois froide, souvent chaude, par venir à bout d'Athènes? La démocratie athénienne avait produit une armée, une marine, et un système de prise de décisions stratégiques qui furent éventuellement incapables de défaire l'État guerrier totalitaire qu'était Sparte. Les penseurs athéniens semblaient d'avis que la sécurité de la cité nécessitait une réforme émulative de l'adversaire. L'organisation de la force armée découle ainsi de la forme de la société. De tout temps, les sociétés vaincues au combat n'ont pas hésité à s'inspirer des méthodes de leurs adversaires, quitte à transformer leur régime politique et leurs valeurs.

Cette tradition s'est accommodée des transformations politiques tout au long des siècles et a mis en valeur l'innovation à tous points de vue comme facteur décisif de la gestion de la violence étatique. Par exemple, durant l'époque napoléonienne, les fantassins levés en masse insistèrent pour recevoir un entraînement au maniement des armes différent de la force régulière témoignant de l'impact des idées démocratiques qui animaient le nouveau régime; combattre, oui, mais avec des chances raisonnables de survie, car on combat pour *soi-même*. Le concept balbutiant des relations civiles-militaires naquit quand les régiments de volontaires élirent leurs propres commandants.¹ Ces innovations relevaient d'un nouvel élan; le patriotisme. Le patriotisme peut être inspirant, mais le zèle dénué de talent n'obtient pas toujours de bons résultats. Le professionnalisme des forces adverses, plus petites, plus agiles, incorporait plus facilement d'autres outils, comme l'artillerie et la cavalerie, de sorte à s'appuyer mutuellement sur le champ de bataille.²

L'adoption du modèle français força des innovations administratives dans les états-majors non-habitué à contrôler une si grande force. Une symbiose émergea entre le commandant d'une force et son état-major de sorte à ce que ce dernier agisse comme conseiller – et non comme subordonné. L'excellence de l'état-major prussien devint alors un modèle émulé par les autres armées modernes.³ Ces cycles de développement se sont poursuivis au gré du temps, culminant en deux guerres mondiales si meurtrières qu'elles fondèrent un ordre mondial basé sur l'hégémonie bipolaire de l'Union soviétique et des États-Unis. Ces derniers demeurent les héritiers les plus influents de ces traditions innovatrices, puisant les idées et concepts fondateurs de leur république dans le siècle des Lumières, qui réinterprétait l'expérience antique. Les États-Unis sont également les émulateurs de l'expérience antique. La victoire sur le champ de bataille découle de la « bonne » forme d'organisation socio-politique. L'idéologie néolibérale, la démocratie et le savoir-faire technologique se sont conjugués pour produire la victoire durant la Seconde Guerre mondiale, mais, plus pertinent pour notre sujet, pour exécuter la guerre-éclair du Golfe de 1991 qui acheva de convaincre l'Union soviétique à bout de souffle que face à une telle puissance, il était inutile de résister. Max Boot observa que

Western states have been the most successful military innovators over the past five-hundred years. There was something about Western Europe (and its overseas offspring) that made it much more dynamic and open to change than other civilizations. Having a relatively liberal political intellectual climate of the kind that the West developed towards the end of the Middle Ages helps to create an atmosphere in which innovation can flourish. The Soviet Union's lack of freedom ultimately sabotaged its attempt to keep pace with the Information Age, just as the lack

¹ Archer Jones, *The Art of War in the Western World* (Londres : Oxford University Press, 1987), 322.

² Ibid., 323.

³ Ibid., 392.

of freedom in Spain and France made it difficult for them to keep pace in a naval arms race with first the Netherlands and then Britain.⁴

Les tentatives de réformes socio-économiques de M. Gorbatchev, de 1985 à 1990, sont symptomatiques de cette épiphanie, ainsi que de la relation difficile liant le facteur russe aux autres républiques et aux pays satellites de l'URSS. « Gorbachev clearly sought from early in his rule to bring the Soviet Union closer to Europe. And from mid-1988 onward, this objective coincided with the realization that Eastern Europe also would have to be reintegrated with Europe if 'Europe as a common home' were to be built. »⁵ La fin de la Guerre froide résulta en une émulation démocratique qui se mua en « contagion » subséquente.⁶

La chute du Rideau de Fer ne fut pas moins traumatique pour ce régime que le démantèlement des murs ceinturant Athènes le fut pour les Athéniens 2300 ans auparavant. Presque sans exceptions, les peuples et les dirigeants des RSS semblèrent comprendre que le modèle socialiste totalitaire ne pouvait rivaliser (économiquement et militairement) avec le modèle néo-libéral.

Les autorités soviétiques avaient compris – trop tard – que des réformes étaient nécessaires, car le salut de l'idéologie socialiste et la sécurité de l'URSS en dépendaient. En effet le Rideau de Fer n'avait jamais été étanche; les idées occidentales et soviétiques transpiraient de part et d'autre.⁷ Le choix n'était pas seulement entre un idéal socialiste ou un idéal capitaliste, mais aussi entre l'idée d'une Union renouvelée ou de nation. Pour demeurer légitime, l'option devait être choisie librement.⁸ La réaction des républiques constitutives et des pays satellites constituait le test décisif de la solidité de l'Union soviétique face aux tensions nationalistes – test auquel l'URSS échoua.⁹ Les idées économiques néo-libérales avaient pénétré avec trop d'insistance pour garantir la survie du communisme comme idéologie nationale.

Dès leur sécession, les anciennes RSS obéirent à ce désir assimilateur presque automatiquement, inspirées – ou aspirées – par l'idéologie « gagnante ». Ainsi, le préambule de la Constitution géorgienne de 1995 stipule que les citoyens géorgiens désirent établir « un ordre social démocratique, la liberté économique, un État social et un État de droit, à garantir les droits et les libertés de l'homme universellement reconnus, à renforcer l'indépendance de l'État et les relations pacifiques avec d'autres pays. »¹⁰ Cet acte de fondation a logiquement un impact sur le développement des forces armées et du

⁴ Max Boot, *War Made New* (New York : Gotham Books, 2005), 462. «Les États occidentaux ont été les innovateurs les plus efficaces des cinq cent dernières années. Il y avait quelque chose à propos de l'Europe occidentale (et de sa progéniture outre-mer) qui la rendait plus dynamique et ouverte au changement que les autres civilisations. Bénéficier d'un climat intellectuel politiquement libéral du genre que l'Ouest a su développer vers la fin du Moyen-Âge aide à créer une atmosphère dans laquelle l'innovation peut prendre racines. Le manque de liberté de l'Union soviétique a saboté ses tentatives de maintenir le rythme de l'Âge de l'Information, tout comme le manque de liberté en Espagne et en France avait respectivement sapé leur capacité à maintenir le rythme d'une course aux armements navals avec tout d'abord les Pays-Bas et puis avec la Grande-Bretagne.» (Trad. Auteur).

⁵ Karen Dawisha, *Eastern Europe, Gorbachev, and Reform : The Great Challenge*, 2^{ème} éd. (New York : Cambridge University Press, 1990), 21-22. «Gorbachev cherchait clairement dès le début de son administration à amener l'Union soviétique plus près de l'Europe. À partir de la mi-1988, cet objectif coïncida avec la réalisation que l'Europe orientale devrait être réintégrée avec l'Europe si une 'maison européenne commune' était pour se bâtir.» (Trad. Auteur)

⁶ Alessandra Pinna, « The International Dimension of Democratization, » *Marine Corps University Journal* 5, no 1, (printemps 2014) : 27-29.

⁷ Dawisha, *Eastern Europe, Gorbachev, and Reform...*, 30.

⁸ Ibid., 32.

⁹ Ibid., 36.

¹⁰ Constitution de la République de Géorgie, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/ge1995i.htm#1>. (1995) Consulté le 3 mai 2024.

secteur de sécurité, ainsi que sur l'emploi de la coercition étatique. Cette proposition confirme que « the collapse of the Communist alternative enhanced the relevance of the democratic identity as Western countries started to behave as normative powers actively spreading their own political system and principles around the world through concrete public policies. »¹¹

Dans la transition socio-économique et politique qui a suivi, toutes les anciennes républiques de l'Union soviétique – y compris la Fédération de Russie – adoptèrent le modèle néo-libéral.¹² Aleksandr Golts livra un dernier lament : « the Soviet Union is finished as a 'superpower' possessed by messianic ideas. Not only do we have no means to assert our views around the world (our true interests are another matter), we simply have no such ideas. »¹³

La démocratisation créerait des « oasis de bonheur »; plus qu'un système politique, il s'agissait là d'un locus culturel occidental au sein duquel les « peuples vivraient dans une société prospère et démocratique. »¹⁴ Cependant, pour accomplir cette promesse, les pays, les groupes et les individus devaient adopter *tous* les principes composant ce système, s'ils s'y identifient.¹⁵ John Major, Premier Ministre du Royaume-Uni en 1991, proposait même à Gorbatchev d'envoyer des conseillers en URSS pour veiller à la transition macro- et micro-économique qui conditionnait l'inclusion de l'URSS dans les institutions économiques multinationales.¹⁶ Ainsi donc, toute l'urgence de la transformation socio-économique se propageait de par l'Union soviétique. On y voyait là l'opportunité d'opérationnaliser l'adage selon lequel les démocraties ne se font pas la guerre.¹⁷ La démocratisation est donc un gage de sécurité mutuelle.

Les « programmes d'injection de contenu démocratique »¹⁸ qui devaient faciliter la transformation des institutions de la classe politique et de la société civile sont une forme d'interventionnisme objectif (les pays en quête de réforme se rabattent « naturellement » sur le modèle gagnant) et subjectif (les intervenants démocratiques proposent et imposent des programmes, politiques, incitatifs et doctrines) pour répandre le changement. La Russie indépendante a effectivement été assistée par les démocraties les plus importantes, notamment par les États-Unis de Bill Clinton (épaulé par l'éminent soviétologue Strobe Talbott). Mais ce sont surtout les anciennes RSS les plus proches de l'Occident qui se sont précipitées sur les opportunités de réforme. En fait, la recrudescence des programmes de transferts de normes et d'assistance au développement militaire voués aux anciennes RSS correspond à l'accession au pouvoir de Vladimir Poutine, dont le programme (et la provenance professionnelle) soulevait bien des interrogations et des inquiétudes. Aux desseins euro-atlantistes des anciennes RSS désireuses de se mériter une place au sein de l'OTAN, un dilemme émergea: il n'était pas certain que l'adoption de principes organisationnels, de gestion et de développement des forces armées n'accouchent de structures capables de dissuader un agresseur potentiel comme la Russie. La Géorgie, en particulier, cherchait à

¹¹ Pinna, « The International Dimension... », 39. « L'écroulement de l'alternative communiste a accru la pertinence de l'identité démocratique, alors que les puissances occidentales devenaient des agents normatifs répandant activement leurs principes et systèmes politiques par des politiques publiques concrètes. » (Trad. Auteur).

¹² Mikhail S. Gorbatchev, *Mémoires* (Paris : Du Rocher, 1997), 762-764.

¹³ Aleksandr Golts, « Does a 'Space' need a Foreign Policy? » *Krasnaya Zvezda*, 13 septembre 1991, 3, sorti de *Russian Foreign Policy Today : Selections from the Current Digest*, Gordon Livermore, ed. (Columbus OH : juillet 1992), 27. « Aujourd'hui il est évident que l'Union soviétique est fichue en tant que 'superpuissance' mue par des idéaux messianiques. Non seulement sommes-nous dépossédés de moyens de faire valoir notre point de vue au monde (sans parler de nos intérêts), mais nous n'avons simplement pas de telles idées. » (Trad. Auteur).

¹⁴ Gorbatchev, op. cit., 14.

¹⁵ Pinna, op. cit., 40.

¹⁶ Gorbatchev, op. cit., 768.

¹⁷ Bruce Russett et al. « Correspondence : The Democratic Peace » *International Security* 19, no 4 (printemps 1995) : 164.

¹⁸ Pinna, op. cit., 50.

assurer sa sécurité future, mais, ce faisant, s'exposait à la plus grande des insécurités – les appétits grandissants de la Russie.¹⁹

Si les destinées démocratiques et sécuritaires d'un pays dépendent de l'attitude d'un hégémon, il est normal de postuler que les institutions de sécurité, les politiques et les doctrines qui découleront de cette réforme seront également affectées. Comme nous le verrons, la Géorgie tenta de s'affranchir de la quasi-tutelle de la Russie durant les premières années de son existence. Au moment d'amorcer son pivot vers l'alternative occidentale, la Géorgie (encore fragile dans ses assises nationales) s'exposa à l'influence de deux hégémonies : l'une russe et autoritaire, l'autre occidentale et accueillante – à certaines conditions.

Au moment de son indépendance, la Géorgie était aux prises avec une guerre civile sans merci dont elle émergea avec un déficit de souveraineté territoriale qui perdure toujours. Elle dut donc entreprendre de développer un outil de défense efficace capable de dissuader la Russie, capable de persuader les autorités séparatistes de réintégrer son territoire, et se rendre attrayante pour l'OTAN.²⁰ La transition démocratique devait jouer un rôle prépondérant dans le maintien de cet équilibre car la transparence inhérente à un régime démocratique digne du nom demeurerait la pierre angulaire d'un appareillage de sécurité qui ne débouchait pas sur un dilemme de sécurité ruineux.

Même dans un environnement stratégique moins inquiétant, la logique de l'après-Guerre froide exigeait une réforme du secteur de sécurité : «in new political, economic and social conditions, reliable military security requires rational material and financial expenses. The armed forces should not be a burden for society. Army reforms are inevitable.»²¹

Trois facteurs porteurs de réforme

Des réformes étaient inévitables car après un demi-siècle de «qui-vive» nucléaire, l'activisme académique – cherchant à dépasser la *realpolitik* – poussa très fort pour convaincre les élites mondiales de privilégier les dépenses sociales au lieu d'engraisser le complexe militaro-industriel.²² Ainsi l'idée des armées de masses, basées sur le service militaire obligatoire, perdit sa légitimité géostratégique, technique et socio-politique.²³ Un autre facteur important fut la prédilection des académiciens pour substituer de nouveaux thèmes à insérer dans la rubrique de la « sécurité nationale. » On « sécurisait » les problèmes de malnutrition, de pauvreté ou les problèmes écologiques et environnementaux dans un contexte de globalisation afin de discerner de nouvelles implications pour la sécurité nationale.²⁴ Enfin, sans doute le facteur le plus important fut l'attraction des populations des ex-RSS pour toute idée,

¹⁹ David Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007* (Tbilissi: Caucasus Institute for Peace, Democracy, and Development, 2008), 63.

²⁰ Graham Smith, *The Post-Soviet States : Mapping the Politics of Transition* (New York : Arnold Publishing, 1999), 171-172.

²¹ Tina Gogueliani, «Georgia's Security Conception,» *Conflicts and Negotiations* 1-2, nos.18-19, (hiver-printemps 1998) : 13. «Dans de nouvelles conditions politiques et socio-économiques, une sécurité militaire fiable exige des dépenses matérielles et financières rationnelles. Les forces armées ne devraient pas être un fardeau pour la société. Les réformes de l'armée sont inévitables.» (Trad. Auteur).

²² Inis Claude, *Swords into Ploughshares : The Problems and Progress of International Organizations*, 4^{ème} éd. (New York : Random House, 1988). Jean-François Rioux, Ernie Keenes et Gregg Légaré, «Le néo-réalisme ou la formation du paradigme hégémonique en relations internationales,» *Études internationales* 19, no. 1, (1988), 60-61.

²³ Karl. W. Haltiner, «Mass Armies in Western Europe,» in *The European Military in Transition*, M. Vlachova, dir. (Baden-Baden : Nomos, 1998), 39.

²⁴ Darchiashvili, op. cit., 9. Voir pour une discussion plus poussée Barry Buzan, *People, States, and Fear*, 2^{ème} éd. (Londres : Cambridge University Press, 1991).

principe ou contenu américain – que ce soit dans la vie de tous les jours ou pour la réforme de l'appareillage de défense et de sécurité.²⁵

Ces trois facteurs tracèrent les contours et le contenu de la réforme du secteur de sécurité. Très tôt l'activisme académique s'articula par le truchement d'agences nationales, multilatérales ou même d'organisations non gouvernementales (ONG) et des consultances privées. Le Center for Civil Military Relations (CCMR) de la Naval Post-Graduate School, de Monterey, en Californie, l'OTAN, le Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF) et l'International Security Advisory Board (ISAB) en sont respectivement les exemples les plus connus. Le ferment intellectuel qui se développa durant les années d'unipolarité américaine (1992-2002) au sujet de la réforme sécuritaire-militaire doit sa portée au besoin urgent des économies en transition de générer une puissance militaire à la fois capable, abordable et fiable. Cette dernière qualité a une double vocation : une force fiable pouvant être capable d'accomplir ses tâches de manière convaincante pour la population qu'elle sert et à la fois de servir d'auxiliaire compétent pour toute initiative ou intervention conjointe avec des forces amies.

Suite à une transformation de ses forces de sécurité et de défense, la Géorgie espérait générer le genre d'appareillage de coercition apte à la défendre et éventuellement accélérer son adhésion à l'OTAN. La pleine adhésion est une mesure subjective du succès des réformes du secteur de sécurité. Une mesure concrète de la validité des réformes peut se trouver dans la doctrine d'emploi de la force qui, étant participante et fruit de l'idéologie néo-libérale, produit un appareillage de coercition capable de combattre efficacement. La mesure de performance ici se calcule par les résultats du test des armes. Or, la défaite géorgienne suite à la Guerre des Cinq Jours, du 8 au 12 août 2008, représente un problème pour les planificateurs de l'OTAN, car elle soulève non seulement de nombreuses questions concernant l'emploi des FAG, mais également sur la validité de l'application de la doctrine occidentale.

Problématique et questionnement de recherche

La Géorgie, par ses ambitions atlantistes et son désir affiché de devenir membre de l'OTAN en 2002, dut consentir également à adopter les principes de gestion de son appareillage de sécurité et de défense selon des normes démocratiques et rationaliser l'équilibre entre les dépenses sociales et de défense. Elle procéda à des réformes institutionnelles, structurelles et administratives afin de générer une force selon les préceptes et conditions promulgués par l'Alliance et les conseillers occidentaux chargés d'appuyer cette transition. On peut présumer que les efforts de transition géorgiens auraient dû produire un système de gestion de la défense et des institutions capables d'estimer le type et le potentiel de risques à la sécurité nationale, et de générer une force reconnaissable à d'autres unités « otaniennes ». Cette force devrait être capable de répondre efficacement aux contingences déterminées par l'administration publique de la défense et l'état-major. Le résultat de la Guerre d'août 2008 indique que les FAG avaient montré des lacunes opérationnelles importantes face à un adversaire russe usant de doctrines et plans aux allures soviétiques.²⁶

Ceci soulève une série de questions dont la plus générale est la suivante : quels sont les motifs précis de la défaite géorgienne lors de la bataille de Tskhinvali? Cette question suscite trois hypothèses impliquant le thème du cheminement de réforme, le succès relatif de cette réforme et le choc des performances géorgiennes et russes dans ce conflit.

²⁵ Nick Gillespie et Matt Welch, «How 'Dallas' Helped Win the Cold War,» *Washington Post*, 27 avril 2008, Opinion. L'auteur peut attester de la puissance culturelle américaine sur la jeunesse post-soviétique durant le temps qu'il a passé en Estonie, en 2000-2001, et en 2008-2010.

²⁶ Ariel Cohen et Bob Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War : Lessons and Implications for U.S. Policy* (Carlisle, PA : Strategic Studies Institute (US Army War College), 2011), 28.

Hypothèse 1 : La réforme de l'appareillage de sécurité et de défense de la Géorgie n'avait pas été complétée, ou n'avait été que partiellement entérinée, causant une carence en estimation des risques et en préparation des FAG.

Hypothèse 2 : La doctrine d'emploi de la force « proto-soviétique » déployée par la Russie – doctrine qui privilégie la masse et la puissance de feu – a eu raison des FAG à Tskhinvali.

Hypothèse 3 : La doctrine otanienne est inefficace.

À chacune de ces hypothèses correspondent des questions de recherche plus précises et susceptibles de générer des indicateurs de performance mesurables. Les questions sont présentées ici respectivement aux hypothèses qui les suscitent.

Question 1 : Qu'est-ce qui a empêché la Géorgie de compléter ou d'appliquer ces réformes?

Question 2 : Quels facteurs de la doctrine russe sont le legs de l'ère soviétique dans l'emploi de la force et à quel point pouvons-nous associer ces facteurs à des succès opérationnels et tactiques?

Question 3 : Quels sont les facteurs de la doctrine otanienne qui sont associés à l'insuccès opérationnel de la Géorgie?

Plusieurs autres hypothèses émergent, qui laissent entrevoir des indicateurs qualitatifs et parfois quantitatifs. Ici également, les sous-hypothèses sont présentées en correspondance avec les questions qui précèdent.

Hypothèse 1 : La réforme de l'appareillage de sécurité et de défense de la Géorgie n'avait pas été complétée, ou n'avait été que partiellement entérinée, causant une carence en estimation des risques et en préparation des FAG.

Question 1.1 : Pourquoi la Géorgie n'a-t-elle pu compléter ou appliquer ces réformes?

Hypothèse 1.1 : La Géorgie n'a pas eu le temps de compléter son programme de réforme.

Hypothèse 1.2 : La Géorgie n'a pas pu mettre en pratique les méthodes euro-atlantiques au niveau tactique ou opérationnel.

Hypothèse 2 : La doctrine d'emploi de la force « proto-soviétique » déployée par la Russie – doctrine qui privilégie la masse et la puissance de feu – a supplanté les FAG.

Question 2.1 : Pourquoi les forces russes ont-elles si bien performé lors de la bataille de Tskhinvali?

Hypothèse 2.1 : La Russie a employé un calcul de corrélation de la force qui intégrait une réserve opérationnelle dans un déploiement en échelons, réduisant l'importance de la logistique, augmentant ainsi la puissance de la masse.

Hypothèse 2.2 : La Russie a mis à contribution toutes les branches des forces armées en appui aux forces terrestres.

Hypothèse 3 : La doctrine otanienne serait inefficace.

Question 3.1 : Quels facteurs nous permettent de prétendre que la doctrine occidentale est mal adaptée (ou mal adoptée) par les Forces géorgiennes?

Hypothèse 3.1 : La doctrine otanienne est inefficace si l'écart entre la taille structurelle des forces en présence est trop grand.

Hypothèse 3.2 : L'opération a été mal effectuée car la doctrine n'a pas été appliquée à bon escient.

De toutes les questions et hypothèses ci-haut, c'est la dernière (Q 3, H 3.1 et H 3.2) qui est d'un plus grand intérêt, car des possibilités de réponses recourent les autres questions et hypothèses qui précèdent. Ainsi, de dire que la doctrine n'a pas été appliquée à bon escient pourrait dépendre du facteur temps (H 1.1), de l'entraînement reçu (H 1.2) ou que la doctrine soviéto-russe est supérieure opérationnellement (H 2.1). Loin de composer une question de recherche circulaire, notre problématique nous permet d'observer des indicateurs concrets à plusieurs moments du développement de la politique sécuritaire russe, du cheminement de réforme géorgien et de la performance sur le terrain. Ces indicateurs résident dans la doctrine otanienne qui sert de guide à la planification et l'exécution de l'action coercitive. La bataille de Tskhinvali dégénéra en conflit de cultures stratégiques et en un choc doctrinal. Puisque parmi nos hypothèses nous supposons que la doctrine otanienne peut être mise en défaut, il devient urgent de saisir si c'est la non-application ou, au contraire l'application fidèle de la doctrine qui a scellé la défaite géorgienne.

Approches analytiques

Plusieurs approches analytiques ont été considérées pour encadrer cette dissertation. Très tôt, sur l'avis du Dr. James McKay, l'approche comparative a été suggérée et brièvement mise en application. Notre sujet de recherche vise à établir une corrélation entre l'accomplissement des réformes du secteur de sécurité géorgien et la performance des forces armées durant la bataille de Tskhinvali. Une comparaison avec le programme de réforme de la Pologne semblait appropriée puisque la documentation pertinente était disponible ouvertement. De plus, on considérait la réforme militaire polonaise comme étant « réussie ». Cependant il est devenu clair qu'une comparaison entre les processus de réforme de la Pologne et de la Géorgie obtiendrait des résultats invalides. Premièrement, une comparaison entre les deux processus soulignerait les différences entre les deux programmes de réforme sans pour autant fournir d'explication détaillée sur les raisons de la défaite géorgienne en 2008. Une comparaison nous empêche donc d'examiner en détail le rôle de la doctrine dans l'échec de la Géorgie à Tskhinvali.

Deuxièmement, de dire que la réforme polonaise représente l'exemple à suivre implique un vice méthodologique si nous employons la bataille de Tskhinvali comme étude de cas. La Pologne n'a pas eu à faire usage de ses forces armées dans un contexte similaire à celui de la Géorgie. Son « succès » ne se résume qu'à l'acceptation de ses réformes par les autorités de l'OTAN. Ce succès se mesure donc par l'invitation à rejoindre l'Alliance que la Pologne a reçue en 1999, une perspective qui demeure hors de portée pour la Géorgie à ce jour. Donc, dans un cas comme dans l'autre, la comparaison serait douteuse. Troisièmement, la Pologne a mis son programme de réforme en marche seulement *après* qu'elle fût devenue membre de l'OTAN. Elle n'a donc pas été soumise aux conditions de transformation politique et militaire dans le même contexte que les pays adhérents qui sont venus après le Sommet de l'OTAN de Washington en 1999.²⁷ L'approche comparative nous a donc paru inappropriée.

En deuxième lieu, l'auteur a pensé interpréter le processus de réforme militaire géorgien par l'entremise de théories des relations internationales. Prometteuse au début, cette approche s'est révélée très vite infructueuse. Deux théories complémentaires avaient été retenues : le néo-réalisme et le constructivisme. Ces deux théories permettaient d'engendrer un questionnement sur le rôle de la réforme militaire de la

²⁷ Andrzej Karkoszka, « Defence Reform in Poland 1989-2000 » dans *Post-Cold War Defence Reform*, T. Winkler et I. Gyarmati, dirs. (Londres : Brassey's, 2002).

Géorgie dans ses relations avec la Russie, mais n'expliquerait pas directement les raisons de la défaite lors de la bataille de Tskhinvali, ni si la doctrine occidentale était en cause d'une manière ou d'une autre.

Les deux théories partageaient pourtant les mêmes paramètres : le monde est anarchique, les États veulent survivre, et l'environnement sécuritaire est composé d'acteurs étatiques rationnels qui sont les seuls sujets d'intérêt pour l'analyse.²⁸ Les réalistes expliquent la structure des relations internationales en fonction de l'équilibre des pouvoirs. Ce manque d'équilibre pourrait bien expliquer les décisions russes à l'égard de la Géorgie jusqu'à la guerre d'août 2008. Cependant, le programme de réforme de l'appareillage de sécurité géorgien ne cadre pas bien avec la théorie, car il comporte une composante normative importante; la transformation militaire géorgienne s'accorde avec la vision stratégique institutionnelle de l'OTAN et non à une abstraction théorique comme l'équilibre des pouvoirs ou le dilemme de sécurité. Autrement dit, le constructivisme explique mieux la partie géorgienne des relations russo-géorgiennes. Parallèlement, le comportement de la Russie s'inscrit de manière palpable en opposition à l'éventualité de l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN, renforçant l'idée d'équilibre. Il devient tentant de concevoir les relations entre la Russie et la Géorgie comme l'application inconsciente de la théorie néo-réaliste. Comme le souligne John Mearsheimer « policymakers' views on the future... are shaped by their implicit preference for one theory of international relations over another. »²⁹

Les interactions que l'on peut cataloguer entre la Russie et la Géorgie depuis la fin de la Guerre froide empruntent au néo-réalisme en apparence seulement, car la Géorgie a longtemps négligé le facteur matériel le plus important qui lui permettrait de faire contrepoids à la puissance de la Russie : ses forces armées. Cette dissertation propose un court survol historique des relations entre les élites politiques à Tbilissi et les chefs de groupes armés qui se sont disputé le pouvoir en Géorgie durant les années formatives du pays de 1991 à 2008. Les circonstances chaotiques de ces relations rendaient l'établissement d'une nouvelle force militaire nationale impossible au moins jusqu'à la fin des années 1990. De plus, la théorie néo-réaliste demeure intolérante des nouveaux acteurs internationaux. Elle ne permet pas d'intégrer harmonieusement l'Ossétie du Sud ou bien les forces de maintien de la paix mixtes dans les relations russo-géorgiennes. Le phénomène « d'hyper-nationalisme »³⁰ a évidemment coloré les décisions des acteurs en présence et il serait malhonnête d'en écarter l'Ossétie du Sud. Pour notre propos, toutefois, nous postulons que l'Ossétie du Sud, son gouvernement et ses milices, sont des auxiliaires aux forces armées russes.

Il faudrait que le néo-réalisme explique les relations entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie dans les mêmes termes que les relations entre cette dernière et la Russie. Si plusieurs thèmes s'accordent effectivement avec le néo-réalisme, les comportements des unités d'analyse s'apparentent plus aux psychologies des dirigeants nationaux impliqués dans les conflits. La rationalité cesse d'être étatique et devient personnelle – et faillible. Stephen Van Evera a produit une hypothèse des effets du nationalisme sur les causes de guerre qui a un potentiel explicatif substantiel. Cette hypothèse suppose que des causes immédiates et des causes secondaires sont à l'œuvre. Ces causes opèrent dans des contextes politiques et perceptuels précis.

Les relations entre le gouvernement central à Tbilissi et les gouvernement de facto sud-ossète à Tskhinvali se sont gaspillées au grè des attaques répétées par le gouvernement Gamsakhourdia contre l'émancipation sud-ossète, cimentant ainsi une perspective d'oppression parmi la population de

²⁸ Alexander Wendt, « Constructing International Politics, » dans *Theories of War and Peace*, M. E. Brown, O. R. Coté et al, dirs. (Cambridge, MA : MIT Press, 1998), 417.

²⁹ John J. Mearsheimer, « Back to the Future : Instability in Europe after the Cold War, » dans *The Cold War and After : Prospects for Peace*, S. M. Lynn-Jones, dir. (Cambridge, MA : MIT Press, 1991), 144-145. « la vision de l'avenir... des politiques sont façonnés par leurs préférences implicites pour une théorie des relations internationales plutôt qu'une autre. » (Trad. Auteur).

³⁰ Ibid., 156-157.

Tskhinvali.³¹ Ainsi le degré de coercition appliqué par un gouvernement central contre une minorité nationale confirme son illégitimité, accentuant le risque de conflit.³² Cette dernière proposition illustre bien les défis auxquels ont dû faire face les premières administrations géorgiennes et les autorités d'Ossétie du Sud.

Alternativement, intégrer l'Ossétie du Sud et la mission de paix conjointe (Joint Peacekeeping Force ou JPKF) comme acteurs dans la relation Russie-Géorgie pourrait être le fruit d'une tentative de résolution du dilemme de sécurité entre groupes disparates. Ce dilemme de sécurité n'est pas nécessairement causé par un « autre », mais par une incertitude concernant l'avenir.³³ Dans cette optique, l'approche néo-réaliste tient compte de la faiblesse inhérente d'un État comme la Géorgie à son tout début. Cependant, ni cette approche ni le constructivisme ne permettent d'expliquer l'évolution de la réforme militaire géorgienne. Mearsheimer concède d'ailleurs la faiblesse de néo-réalisme à cet égard en disant que le nationalisme est une force structurelle de second ordre.³⁴

Le néo-réalisme force l'analyste à mettre trop d'emphase sur la structure et trop peu d'attention sur les identités des acteurs. Ce sont ces identités qui guident les choix stratégiques, choix qui correspondent aux normes que ces identités véhiculent. Identité et normes sont des concepts importants qui guident les acteurs dans leurs choix et vers leurs objectifs. En conséquence, le comportement de ces acteurs serait plus facilement compréhensible par l'application de la théorie constructiviste des relations internationales. Le constructivisme accommode les changements de politiques étrangères et sécuritaires géorgiennes, changements qui se sont produits au gré du regain de puissance de la Russie. L'évolution des politiques a eu un impact certain sur les relations régionales lorsque les normes de base changèrent également. Les relations entre les pays ne sont pas que le fruit du système qu'ils animent, mais aussi de « social relationships. Social relationships have three elements; shared knowledge, material resources, and practices. »³⁵

Le constructivisme peut expliquer la politique géorgienne jusqu'à un certain point seulement. Premièrement parce qu'elle dépend, comme notre design de recherche le montre, de la politique russe. Si la politique russe fait preuve du néo-réalisme le plus belliqueux, la décision géorgienne de se plier aux conditions de réforme de l'OTAN relèverait de l'imprudence car le développement des forces armées géorgiennes tendrait vers l'acquisition de capacités de lutte au terrorisme, ce qui accentuerait l'asymétrie des forces géorgiennes face à celles de la Russie. L'OTAN, agent institutionnel de transfert de normes incorporant les volontés stratégiques de près de deux douzaines d'États, lie ses promesses d'élargissement à l'adoption de manières de faire militaires occidentales. Une attitude réaliste – et non constructiviste – sous-tend donc le désir d'intégration de la Géorgie.

Dans notre cas, tout l'édifice explicatif du constructivisme s'écroule lorsque la Géorgie soudainement décide de réduire l'incertitude causée par son incapacité matérielle relative en se réarmant, pour culminer en un choc violent avec la Russie en Ossétie du Sud. Au final ni le néo-réalisme ni le constructivisme ne nous permettent d'examiner notre sujet avec le degré de précision nécessaire. Ce qui fait l'originalité de

³¹ Pierre Jolicoeur. «Post-Westphalian Statehood : The Case of Georgia » dans *Theoretical and Technical Perspectives on Security Sector Governance from the Adriatic to the Caspian Sea*, F. Labarre et M. Tzankova, dir. (La Haye : IOS PReSS, 2012), 8-9.

³² Stephen Van Evera, « Hypotheses on Nationalism and War, » dans *Theories of War and Peace*, E.M. Brown, O.R. Coté Jr. et al, dirs. (Cambridge, MA : MIT Press, 1998), 260-261.

³³ David A. Lake et Donald Rothchild, « Containing Fear : The Origins and Management of Ethnic Conflict, » dans *Theories of War and Peace*, E.M. Brown, O.R. Coté Jr. et al, dir. (Cambridge, MA : MIT Press, 1998), 294-299. Barry R. Posen, «The Security Dilemma and Ethnic Conflict,» *Survival* 35, no. 1, (1993), 27-47.

³⁴ Mearsheimer, « Back to the Future, » 157.

³⁵ Wendt, «Constructing International Politics,» 418. «des relations sociales. Les relations sociales sont composées de trois éléments; des connaissances partagées, des ressources matérielles et des habitudes.» (Trad. Auteur).

cette thèse est le lien que l'on peut tracer entre le succès d'une réforme (fruit d'une transformation normative ou d'une tentative de résolution du dilemme de sécurité, nous en convenons) et la performance de l'armée géorgienne en considération des normes qu'elle a intégrée (normes illustrées par la doctrine). Ces théories tentent de prédire l'avenir sur la base de données historiques, mais notre tâche ici n'est pas de savoir ou non si le conflit était prévisible, mais bien d'expliquer le résultat pour établir si les normes qui sous-tendent l'emploi de la force sont en cause. Traiter d'un tel sujet par un filtre théorique impose trop de contraintes et encourage le chercheur à faire abstraction d'un trop grand nombre de variables d'importance. Le problème des théories est qu'il implique

two dimensions often at odds with each other: parsimony and descriptive fit. Parsimony is the ability to say a lot with a little. It is the principle of Ockham's razor: shave away unnecessary detail. However, parsimony is only one dimension of power. Inventing parsimonious explanations is easy; inventing parsimonious explanations with a reasonable descriptive fit is rare. Explanatory power requires accounting for behavior with few anomalies.³⁶

Notre démonstration requiert l'inclusion de plusieurs anomalies. Le néo-réalisme de Kenneth Waltz permet l'intégration de variables externes pour expliquer le comportement d'unités d'analyse au niveau individuel. Les personnes peuvent avoir certains intérêts propres – certains désirs, même, comme la préservation de leur amour-propre – en tant que dirigeants politiques. Cependant, leurs décisions sont encadrées par la structure des relations qu'ils engagent avec d'autres acteurs. La guerre russo-géorgienne, dans cette optique, ne concerne pas que des pays, mais aussi l'interaction de dirigeants opérant dans un contexte multivarié.³⁷ Les dirigeants politiques sont confrontés non seulement aux intérêts de leurs adversaires, mais également à leur personnalité. De plus, le comportement de ces acteurs dépend de facteurs et d'événements qui n'ont pas de volonté propre, mais qui néanmoins « font autorité » dans l'esprit des acteurs. Cette nuance rend le modèle de l'acteur rationnel attrayant. Ce modèle, fameusement employé pour décrire les décisions prises lors de l'affaire des missiles de Cuba, se prête bien à notre sujet puisqu'il s'agit d'une crise tout aussi sérieuse pour la Géorgie.³⁸

Le problème du modèle de l'acteur rationnel comme méthode d'analyse réside dans la disponibilité et la qualité d'information de première main. Au moment d'écrire cette thèse, il n'était pas raisonnable d'espérer avoir des entretiens avec les autorités russes proches des dossiers pour évaluer comment M. Poutine a perçu la déclaration du communiqué de l'OTAN du Sommet de Bucarest. A-t-il vu dans ce communiqué des traces d'une OTAN unie ou désunie? Est-ce cette unité ou cette désunion qui a propulsé la Russie à intervenir en Géorgie?

Nous avons tenté dans cette dissertation, d'obtenir des informations auprès de sujets d'entrevue. Au moment d'écrire ces lignes, cette méthode nous est proscrite avec la Russie. La Géorgie est beaucoup plus tolérante envers les inquisiteurs académiques. Cependant la courtoisie et des considérations élémentaires de sécurité exigent qu'on maintienne l'anonymat des personnes interviewées. De plus, puisque la controverse concernant les territoires renégats occupe toujours les relations russo-géorgiennes, la prudence est de mise même pour l'analyste. On pourrait d'ailleurs poser la même question aux dirigeants géorgiens de l'époque : qu'ont-ils vu dans la foulée de la déclaration de Bucarest, une

³⁶ Joseph S. Nye, « Old Wars and Future Wars : Causation and Prevention » *Journal of Interdisciplinary History* 18, no. 4 (printemps 1988) : 582-583. « deux dimensions souvent dissonantes : la parcimonie et l'harmonie descriptive. La parcimonie est la capacité de dire beaucoup en peu de mots. C'est le principe d'Ockham : on élimine le détail impertinent. Toutefois, la parcimonie n'est qu'une dimension du pouvoir explicatif. L'invention des explications parcimonieuses est facile; en inventer qui comportent une harmonie descriptive raisonnable est rare. Le pouvoir explicatif exige qu'on tienne compte de quelques anomalies pour expliquer le comportement. » (Trad. Auteur).

³⁷ Kenneth Waltz, « The Origins of War in Neo-Realist Theory, » *Journal of Interdisciplinary History* 18, no. 4 (printemps 1988) : 616-618.

³⁸ Graham Allison et Philip Zelikow, *Essence of Decision*, 2^{ème} éd. (New York : Longman, 1999), 24-25.

autorisation à réintégrer de force l'Ossétie du Sud ou l'imminence d'une attaque russe? Il reste que le communiqué final du Sommet de Bucarest de 2008 est un produit bureaucratique. Il n'est pas le produit d'un seul acteur institutionnel (l'OTAN), ni même du plus puissant de ses membres, les États-Unis ou de son président. Le communiqué est le produit d'une organisation sur laquelle ni M. Medvedev ni M. Saakashvili n'ont d'emprise.

Le dilemme de sécurité qui propulsa la Russie et la Géorgie vers la crise entre le mois d'avril et le mois d'août 2008 a autant à voir avec la perception mutuelle des dirigeants politiques qu'avec la manière qu'ils ont choisie de réagir aux décisions de l'OTAN. Ces décisions « font autorité ». Elles influencent les acteurs sans avoir besoin de connaître leur provenance. Le chercheur voulant déterminer le cheminement de décisions culminant en un programme de réforme de l'appareillage de sécurité et de défense devra combler les vides d'information à partir de sources disparates. Comme nous venons de le montrer, ces sources peuvent être des documents qui en soi témoignent d'une identité propre ou de valeurs propres. C'est notamment le cas des documents doctrinaux que nous employons dans cette thèse pour appuyer notre analyse. Cependant, ces documents aussi sont des produits bureaucratiques et ils sont également des déclarations normatives. Le modèle de l'acteur rationnel perd de la rigueur quand cette documentation devient source d'autorité au lieu des volontés des dirigeants politiques.

Le modèle d'analyse qui a finalement été retenu pour expliquer le résultat final d'une crise qui trouve sa source dans un passé lointain est celui qui allie l'approche du comportement organisationnel³⁹ et la description historique. La crise qui couve de longue date ne laisse pas présager, à elle seule, un choc violent. C'est l'influence du paradigme du comportement organisationnel qui influe sur ce processus. Chaque programme de l'OTAN représente un signal institutionnel. Chaque tentative de réforme géorgienne, ou chaque politique russe (comme la politique d'attribution de passeports aux sympathisants russes)⁴⁰ représente un contre-signal. De plus, l'attention vouée par les légions de conseillers militaires et politiques des pays occidentaux permet de supposer que la standardisation des opérations et la routine procédurale sont le prolongement de l'influence normative de l'OTAN.

Les habitudes de planification et d'exécution militaires russes étant bien connues, les doctrines militaires euro-atlantiques peuvent être mises en opposition pour expliquer la performance des forces géorgiennes à Tskhinvali. Le modèle du comportement organisationnel est celui qui permet d'accueillir le plus grand nombre et type de variables disparates – ou d'anomalies. L'unité d'analyse est ici l'action gouvernementale, qui inclut la décision d'intervention militaire, et la forme de cette intervention. Qui plus est, ce modèle permet aussi de mettre en exergue la décentralisation de l'exécution.

Dans le cas de la Géorgie, la nature de la doctrine militaire putativement appliquée lors de l'intervention de Tskhinvali s'accorde avec les principes otaniens de centralisation de la décision et de l'autonomisation de l'exécution au niveau local. L'éthos du leadership russe, lui, s'appuie sur un dirigisme beaucoup plus palpable. Mais dans les deux cas, les autorités politiques sont mues par des habitudes ou influences organisationnelles fortes. Dans le cas de la Géorgie, c'est tout le motif de la réforme militaire; rompre les anciennes habitudes bureaucratiques, et se conformer aux exigences et pratiques otaniennes. En revanche, dans les deux cas également, nous pouvons incorporer l'action des dirigeants politiques à tout moment dans le flot des décisions organisationnelles en appliquant une approche historico-descriptive. C'est d'ailleurs la seule manière d'expliquer logiquement une part des défaillances programmatiques du processus de réforme militaire et de l'exécution de l'opération de Tskhinvali par la partie géorgienne – un choc entre les intérêts organisationnels et les volontés des dirigeants politiques.

³⁹ Allison et Zelikow, *Essence of Decision*, 164-185.

⁴⁰ Politique communément appelée «passeportisation».

L'avantage singulier d'une approche hybride organisationnelle-historico-descriptive est qu'elle nous permet de considérer séparément la doctrine otanienne que notre hypothèse tient pour responsable de la défaite géorgienne. Grâce à cette approche, ce ne sont pas des décisions « neutres » qui font autorité, mais des produits bureaucratiques qui ne proviennent pas nécessairement des organisations géorgiennes (ou russes). L'approche du comportement organisationnel est particulièrement utile pour expliquer l'attitude des bureaucraties confrontées au changement. Ce sont les habitudes héritées du passé soviétique et la quasi-anarchie du début des années 1990 en Géorgie qui motivent l'interventionnisme personnel des dirigeants politiques géorgiennes. C'est pourquoi l'analyse qui suit s'inspire du modèle de comportement organisationnel en y ajoutant le bémol de l'analyse historique.

L'intégration d'une si grande variété de variables sur un horizon aussi lointain est rare. La tâche est de joindre les politiques étrangères et de sécurité des deux belligérants les unes avec les autres dans un enchaînement d'actions-réactions pour expliquer le développement du programme de réforme militaire de la Géorgie. En parallèle, nous traitons de l'idée de réforme de l'appareillage de sécurité et de défense comme d'un leitmotiv ayant affecté toutes les RSS dans l'après-Guerre froide. Finalement, le produit de cette réforme, illustré par l'adoption ou l'application des principes otaniens devient le baromètre par lequel nous pouvons juger à la fois de la performance des forces géorgiennes dans la bataille de Tskhinvali, et de l'applicabilité de la doctrine otanienne. Cette tâche nous incombe afin de mieux percevoir les futurs pièges que l'avenir nous réserve, mais aussi afin de mieux saisir l'importante d'événements et de décisions en apparence anodines sur les relations russo-géorgiennes. Il vaut la peine d'espérer que les détails ainsi affichés par ce modèle historico-descriptif de comportement organisationnel sera d'un quelconque secours à d'autres théoriciens et praticiens des sciences politiques et de sécurité.

Méthodologie et présentation de l'information

Le narratif de cette recherche procédera du général au particulier. C'est-à-dire que nous faisons un lien explicite entre les grands principes directeurs de l'action – les valeurs – et le produit de la planification – l'action sur le terrain. L'approche inductive s'appuie sur une méthodologie de recherche principalement qualitative. Les sources employées sont issues d'entrevues non-structurées, menées entre la fin 2008 et le printemps 2009⁴¹, et d'entrevues structurées menées en Géorgie entre le 22 juin et le 2 juillet 2023.⁴² Une dernière entrevue – enregistrée celle-là – avec le lieutenant-colonel Bob Hamilton du U.S. War College à Carlisle en Pennsylvanie, menée le 3 octobre 2023, a grandement enrichi nos connaissances sur les programmes *Georgia Train and Equip* (GTEP) et le programme *Georgia Sustainment and Stability Operations* (GSSOP). Les entrevues de 2008-2009 ont permis la rédaction de deux textes⁴³ sur la bataille

⁴¹ Les individus interviewés étaient membres de l'état-major géorgien qui avaient tous trois participé aux combats. Ils se sont mis à la disposition de l'auteur alors qu'ils étaient membres du cours principal au Collège de Défense baltique où l'auteur était à l'époque chef de département d'études politiques et stratégiques. Il s'agissait des majors Zaza Japaridze, Beka Ambroladze et Revaz Balakhadze.

⁴² Les notes d'entrevues sont disponibles sur demande. Étant donné qu'aucun des répondants géorgiens n'a daigné donner son nom ou être enregistré, nous avons procédé comme suit : nous avons attribué une couleur à chaque répondant et nous avons laissé à chacun l'opportunité de vérifier les notes avant leur finalisation. Le répondant BLANC, un officier d'état-major géorgien, a été interviewé le 26 juin 2023. Un autre officier d'état-major, ROUGE, a été interviewé le 27 juin 2023. Les répondants BLEU, JAUNE et NOIR, respectivement un membre de l'état-major, une analyste du ministère de la Défense et un analyste du Ministère de la Défense, ont tous trois été interviewés le 30 juin 2023. L'auteur connaît les noms de BLANC et ROUGE, et peut fournir ces informations au comité de révision au besoin. Les noms de BLEU, JAUNE et NOIR n'ont jamais été divulgués à l'auteur.

⁴³ Il s'agit de Frédéric Labarre, « Sustainable Armor for Small Powers : The Case of the Battle of Tskhinvali, » *Baltic Security and Defence Review* 11, no. 2 (2009), et «The Battle of Tskhinvali Revisited,» *Small Wars Journal* (octobre 2014), en ligne <https://smallwarsjournal.com/jrnl/art/the-battle-of-tskhinvali-revisited>.

de Tskhinvali sur lesquels une nouvelle analyse est présentée ici, enrichie par les témoignages recueillis lors d'une étude de terrain à Tbilissi à l'été 2023.

Les sources documentaires employées – dont des sources primaires – font partie du narratif de confrontation qui perdure 15 ans après la guerre. Elles exigent donc un traitement approfondi dont les conclusions partielles infirment ou confirment certaines hypothèses. Il est apparu important à l'auteur de diversifier les sources et, autant que possible, de se rapprocher des points de vue des belligérants sans interprétation préalable. La partie géorgienne a été extrêmement coopérative dans la rédaction de cette thèse et nous sommes reconnaissants du temps que les divers intervenants ont passé pour nous parler. Le point de vue russe doit être appréhendé par des sources documentaires principalement, car les circonstances de l'époque (sans parler des circonstances présentes depuis le 24 février 2022) rendent imprudentes les tentatives de contacts académiques avec des intervenants russes. Nous nous appuyons donc sur des documents officiels, sur les ouvrages d'agences russes spécialisées, ainsi que des médias officiels des forces armées russes.

La réforme du secteur de sécurité est un sujet vaste. Plusieurs concepts doivent s'emboîter pour permettre à un pays en transition d'accoucher d'une réforme réussie. L'espace manque pour faire l'examen de liaisons entre ces concepts et ceci rendrait l'étude trop descriptive. L'auteur a choisi de limiter le sujet thématiquement à l'examen de la transformation militaire de la Géorgie, quoique de brèves références aux transformations des forces du ministère de l'Intérieur de ce pays soient parfois nécessaires. La Géorgie a longtemps jonglé avec ses agences de sécurité intérieure et avec leur rôle paramilitaire. Bien que le secteur de sécurité implique les forces de l'ordre et les forces armées (sans parler des organes de renseignement et l'appareillage de justice⁴⁴), nous choisissons ici de les exclure de notre analyse.

Cette thèse est multidisciplinaire. Elle présente les faits comme un narratif historique qui emprunte aux relations internationales, au droit international, à la socio-psychologie, à la philosophie politique et aux lettres pour appuyer les données et les faits. Le souci de produire un travail de synthèse susceptible d'inspirer la formulation des politiques publiques et la diplomatie de défense motive ces choix.

Notre narratif commence à la fin de la Guerre froide et se termine le lendemain de la défaite de la Géorgie dans la bataille de Tskhinvali. Nous limitons notre examen aux questions liant le gouvernement central de Tbilissi à celui de la Russie et de l'Ossétie du Sud presque exclusivement. Pour notre propos, nous ne discutons des questions d'Abkhazie et d'Adjarie que de manière oblique. La question de l'histoire de la réforme du secteur de sécurité agit comme un filtre qui influence à la fois les politiques sécuritaires russes et géorgiennes.

Pour les besoins de notre cause, toutefois, nous traitons de l'évolution de la politique sécuritaire russe comme d'une variable indépendante, affectant le processus de réforme de la Géorgie. Les conséquences de ces interactions se trouvent examinées dans l'étude de cas de la bataille de Tskhinvali. L'analyse procède en cinquième partie.

Structure de la démonstration

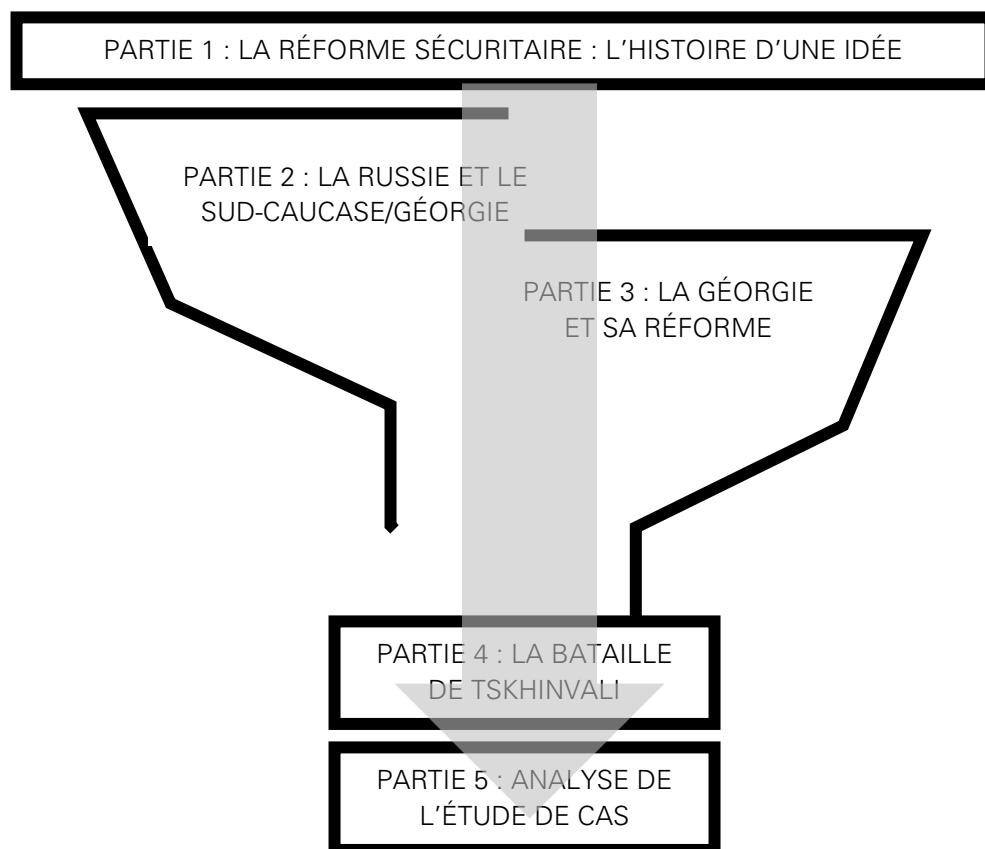
Nous proposons d'examiner ces thèmes en cinq temps. Tout d'abord, nous tracerons les contours et le contenu de ce que nous appellerons désormais la *réforme de l'appareillage de sécurité et de défense (RASD)*, afin d'éviter la confusion entre *réforme du secteur de sécurité* et *républiques socialistes soviétiques* qui autrement partageraient le même acronyme (RSS). Cette section vise à donner un portrait rapide de l'histoire de l'idée de réforme, qui culmine en une distinction importante parmi les réformes socio-économiques, les réformes institutionnelles et politiques, et la RASD à proprement parler. Cette

⁴⁴ Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 11.

section postule que la doctrine militaire découle des grandes aspirations démocratiques et humanistes auxquelles la Géorgie dit participer. La Géorgie a donc un intérêt à émuler ces valeurs et les doctrines de sécurité qui en découlent.

La seconde partie trace l'historique du développement de la politique étrangère, de défense et de sécurité de la Russie. L'intention ici est de saisir les moments où la Russie s'est progressivement détournée des valeurs occidentales pour adopter un régime autoritaire dont les ambitions se sont éventuellement tournées vers le Sud-Caucase et la Géorgie en particulier. La question soulevée par cette section est: comment la Russie a-t-elle conceptualisé son intérêt pour la Géorgie et les remèdes pour l'empêcher de rejoindre l'OTAN. Comme expliqué précédemment, cette section agit comme variable indépendante et influence le déroulement de la section 3.

Image 1: Schéma de la démonstration et de l'argumentaire de recherche



La troisième section traite principalement des efforts généraux de transition démocratique et des conséquences particulières aux niveaux normatifs, institutionnels et structurels. Ces thèmes sont considérés dans un climat d'instabilité domestique auquel la Géorgie a dû faire face et à la pression exercée sur la psychologie des dirigeants, qui a influencé leur manière de diriger. Naturellement cette section est co-dépendante de la précédente, et cette co-dépendance trouve sa résolution dans l'étude de cas de la bataille de Tskhinvali, dans la section 4.

La quatrième partie traite de la « mise à l'épreuve » des FAG. Bien que cette étude de cas demeure l'une des représentations les plus détaillées de la bataille de Tskhinvali, elle n'est utile pour notre propos que si le narratif et les données recueillies par l'examen des sources documentaires et entrevues permettent d'isoler certaines instances d'emploi de la force (ou de certaines armes) pour une analyse en cinquième partie. Il s'agit dans cette section de faire ressortir comment l'emploi de l'artillerie géorgienne, de la force aérienne russe, de l'infanterie et des blindés participe de principes et de doctrines otaniens (ou proto-soviétiques).

La cinquième partie se sert des doctrines otaniennes comme indicatrices des valeurs euro-atlantiques pour déterminer les sources profondes de l'insuccès géorgien à Tskhinvali. Par cette analyse, nous devrions être en mesure de déterminer si c'est l'inapplication de la doctrine par les Géorgiens qui est à blâmer pour leur défaite ou bien si les doctrines de planification et de combats de l'OTAN sont invalides pour un adversaire comme la Russie. Par la suite, nous émettons quelques recommandations à l'intention de la Géorgie, du gouvernement du Canada et des membres de l'OTAN concernant la révision de la doctrine, de politiques ou de postures de forces.

Positionnement dans le corpus de recherche académique

Les études portant sur les aspects opérationnels de l'emploi de la force sont plutôt rares, et se retrouvent habituellement dans des ouvrages spécialisés d'histoire et de théorie militaires. Dans le premier cas, l'histoire militaire ne se limite qu'aux actions d'unités spécifiques sur le champs de bataille, et adopte une perspective descriptive. Anciennement, les faits d'armes relatés dans ces récits étaient associés au mérite ou au démérite des généraux, et à l'organisation sociale des forces en présence pour expliquer le succès ou l'insuccès d'une campagne. Hans Delbrück, en particulier, a inauguré cette manière de faire. On note l'attention qu'il porte à la fois aux capitaines d'armées et à la composition des forces pour expliquer l'évolution de l'art militaire médiéval, en particulier.⁴⁵

D'ordinaire, cependant, l'analyse est limitée aux faits et gestes des leaders militaires. Par exemple, l'historien Jac Weller interprète une bonne partie des guerres napoléoniennes par le filtre offert par le génie du Duc de Wellington.⁴⁶ Il n'est pas le seul; Richard Holmes et Michael Glover font de même.⁴⁷ Ce n'est qu'avec John Keegan, vers le milieu des années 1970 que l'intérêt de l'historien se porte sur les *conditions* du combat. Dans *The Face of Battle*, Keegan incorpore des éléments habituellement hors du contrôle humain dans l'explication des faits – le climat, la maladie, la géographie et la disponibilité des vivres.⁴⁸ Martin Van Creveld, en revanche, fut l'un des premiers à incorporer les principes d'administration du pouvoir dans son analyse du leadership. Les systèmes de commandement et de communication sont essentiels dans l'explication du succès sur le champs de bataille.⁴⁹

⁴⁵ Hans Delbrück. *History of the Art of War, volumes I-IV*. Trad. W. J. Renfroe Jr. (Lincoln, NE : University of Nebraska Press, 1982).

⁴⁶ Voir Jac Weller. *Wellington at Waterloo*. (London : Greenhill Books, 1967).

⁴⁷ Voir Richard Holmes. *Wellington : The Iron Duke*. (London : HarperCollins, 2003) et Michael Glover. *Wellington as Military Commander*. (New York : Penguin Classic Military History, 1968).

⁴⁸ John Keegan. *The Face of Battle*. (New York : Penguin, 1976). Notons aussi que Keegan se rabat sur la personnalité des dirigeants comme facteur décisif de succès militaire. Voir John Keegan. *The Mask of Command*. (London : Pimlico, 1999).

⁴⁹ Voir Martin Van Crefeld. *Command in War*. (Boston : Harvard University Press, 1985).

Cette dissertation se situe à la confluence de ces deux traditions et innove en expliquant comment les pressions appliquées sur les forces armées de la Géorgie se sont traduites par des pratiques formelles d'emploi de la force indiquées par la doctrine otanienne, dont l'adoption est gage de succès militaire.

Il s'agit d'un ouvrage qui incorpore l'histoire de transformation des institutions de défense de la Géorgie par le prisme de l'évolution socio-politique du pays, laquelle dépend de l'influence de pôles d'attraction puissants – tantôt l'OTAN, tantôt la Russie. La transformation des forces armées se mesure par l'adoption et l'application des principes otaniens d'emploi de la force. Cet art du combat sera testé lors de la bataille de Tskhinvali, et nous procure ainsi l'occasion d'expliquer à la fois l'insuccès géorgien, et la validité de nos approches de combat relativement à celles des Russes. Il s'agit donc d'un ouvrage qui trouve sa place non seulement dans l'histoire militaire classique, mais également dans l'histoire politique institutionnelle de l'idée de réforme démocratique. Enfin, cet ouvrage décrit également les aléas de l'administration publique internationale et son influence sur les décisions souveraines des États. Les destinées de la Géorgie s'en sont trouvées gravement affectées, et la prospective de cette dissertation indique aux autres membres de l'OTAN de faire preuve de prudence quant à la foi portée dans nos approches et techniques militaires, lesquelles se trouvent pour la plupart non testées.

**PARTIE 1 : RÉFORMER L'APPAREILLAGE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE
– L'HISTOIRE D'UNE IDÉE**

LES CONTOURS ET LE CONTENU DE LA RÉFORME DE L'APPAREILLAGE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

C'est avec un soupir de soulagement que le monde accueillit la fin de la Guerre froide, qui se termina pratiquement et symboliquement par la chute du Mur de Berlin et l'ouverture des frontières est-allemandes, hongroises et tchèques, en novembre 1989. Surprenante pour plusieurs, cette « victoire » avait pourtant été prédite par l'ambassadeur américain en Union soviétique, George Kennan. Dans un article signé « X » devenu célèbre⁵⁰ dans la revue *Foreign Affairs* de l'été 1947, Kennan souligne que le système soviétique est « fragile dans ses fondements philosophiques »⁵¹ et pourrait s'écrouler du jour au lendemain.

Dans ce contexte, il éstit normal de penser – comme beaucoup l'ont fait à l'époque – que le désir naturel de liberté et de prospérité individuelles qui avait été artificiellement brimé par le soviétisme céderait le pas naturellement à un retour à la vie démocratique et à la participation à l'économie de marché. Cette vision romantique était peut-être vraie pour la société civile presque étouffée des régimes communistes⁵², et surtout pour la « classe » managériale industrielle, mais pas pour la majorité des travailleurs et des paysans. Comme le mentionne Stanley Hoffman dans son ouvrage *The Oligarchs*, les premiers signes de « rébellion » se firent sentir dès le milieu des années 1980, et ce sont les capitaines d'industrie soviétiques qui frappèrent la table de leurs poings. Fatigués d'être tenus responsables pour l'absentéisme de leur personnel, pour les tombées manquées des plans quinquennaux ordonnés par la classe politique, ces capitaines d'industrie exigèrent les ressources économiques et matérielles nécessaires à la production attendue.⁵³ L'assouvissement des besoins populaires – en fait la matérialisation de la promesse du socialisme soviétique – nécessitait qu'en pleine course aux armements, l'Union soviétique amorce une lente métamorphose en réel État-providence. Trouver un équilibre entre les deux est un dilemme que connaît toute société politique organisée. Initialement, dans un contexte d'État-providence, « réformer » signifiait rééquilibrer la part du budget national enjointe aux programmes sociaux relativement à celle allouée à la défense.

La réalité était d'autant plus compliquée pour l'Union soviétique qui dépendait, pour sa sécurité et pour la permanence des idées communistes, de la santé économique et sécuritaire de ses satellites, dont l'Allemagne de l'Est et la Pologne. Parler de la « victoire » de l'Occident sur le monde communiste n'est pas un euphémisme. Selon Norman Friedman, l'administration Reagan considérait non seulement qu'une telle victoire était possible, mais qu'elle était possible *rapidement*. Il s'agissait de faire pression sur l'Union soviétique de quatre manières; tout d'abord, tenter de scinder le bloc communiste en mettant l'emphase sur les droits politiques collectifs. Ensuite, développer la technologie militaire là où les Soviétiques étaient les plus ineptes, soit la miniaturisation et l'informatique.⁵⁴ Troisièmement, par un effort propagandiste de tous les instants destiné à manifester une confiance américaine renouvelée. Enfin, ces trois thèmes se rejoindraient pour forcer l'économie soviétique à dilapider d'autant plus de ressources budgétaires dans des programmes militaires coûteux.⁵⁵

Durant les années 1980, donc, les Soviétiques commencèrent à avoir des troubles de liquidité. Ils ne pouvaient pas à la fois financer le développement économique de leurs pays-satellites et maintenir le rythme du développement technologique. La Pologne, en particulier, dut se tourner vers l'Ouest pour un

⁵⁰ Mr X. "The Sources of Soviet Conduct," *Foreign Affairs* (Juin-juillet 1947).

⁵¹ Henry Kissinger, *Diplomacy* (New York : Simon and Shuster, 1994), 454-455. Voir également Emmanuel Todd, *La Chute finale* (Paris: Laffont, 1976), 9.

⁵² François Fejtő, *La Fin des Démocraties populaires* (Paris : Seuil, 1997), 123-144.

⁵³ Stanley Hoffman, *The Oligarchs* (New York: Public Affairs, 2004).

⁵⁴ Shashank Joshi, «Ypres with AI», Special Report : Warfare after Ukraine, *The Economist*, 8 juillet 2023, 3.

⁵⁵ Norman Friedman, *The Fifty Year War: Conflict and Strategy in the Cold War* (Newport, RI: Naval Institute Press, 2000), 452-453.

soutien économique.⁵⁶ Éventuellement, les analystes soviétiques se rendirent compte que l'URSS était dans l'impossibilité de continuer à financer ses satellites. La position de l'URSS dépendait maintenant de comment le Parti communiste pourrait gérer ce changement. La solution envisagée fut de marier les réformes économiques et politiques; tolérer une forme d'opposition officielle et changer l'approche économique.⁵⁷

L'idée de réforme faisait déjà son chemin dans la tête des élites soviétiques, Ulf Walther arguant d'ailleurs que les premières réformes furent tentées par le Secrétaire-Général Youri Andropov.⁵⁸ C'est cependant son protégé qui lui succéda, Mikhaïl S. Gorbatchev, qui lança le premier programme de réforme soviétique sous le slogan de *perestroïka*, signifiant « restructuration ». Cet effort de réforme, marié au principe de « transparence » (*glasnost*), fut sans lendemain. Trop peu trop tard, le bloc communiste tentait d'émuler, sinon d'adopter, le système des « vainqueurs » occidentaux, tout comme les philosophes athéniens de naguère tentaient de faire fléchir leur démocratie vers le modèle politico-militaire spartiate. Ces premières tentatives de réformes étaient perçues comme un stratagème pour maintenir le pouvoir du Parti communiste, et, à la fois, préserver la position de Mikhaïl Gorbatchev.⁵⁹ Pour l'élite communiste, les réformes étaient utilitaires – et non normatives. De toute manière, l'URSS n'avait plus les moyens de ses ambitions et, un à un, les satellites furent laissés à eux-mêmes – sur l'avis du ministre réformiste des affaires étrangères de l'époque Édouard Chevardnadze – celui-là même qui allait devenir président de la Géorgie indépendante quelques années plus tard.⁶⁰ Cette érosion de l'espace soviétique provoqua un revirement dans l'élite sécuritaire de l'URSS et les nouveaux leaders du KGB s'érigèrent en opposition à Gorbatchev, s'arrogeant le rôle de préserver le dogme communiste qui constituait l'Union. Ceci mena éventuellement au putsch d'août 1991.⁶¹ Ce courant ultra-conservateur, dont les idéologies ont été habilement manipulées et présentées dans la presse populaire, présageait une lutte acerbe entre pro-occidentaux et nationalistes, ces derniers étant motivés par les « tchékistes » de l'époque soviétique.

Les médias internationaux ont fixé leurs regards sur les images évocatrices de milliers d'est-européens se précipitant aux frontières pour demander l'asile politique, ou bien refaire une nouvelle vie, surtout en Allemagne de l'Ouest. Ce sont ces images qui forment notre perception selon laquelle la démocratie et l'économie de marché sont des aspirations humaines naturelles, qui rejailliraient dès le moment venu. À la place, les régimes communistes des républiques socialistes soviétiques créèrent des fronts populaires qui causèrent ce que Gorbatchev appela dans ses *Mémoires* la « parade des souverainetés ».⁶² La Russie tentait de retarder ce virage nationaliste. Ce sont les républiques autrefois intégrantes de l'URSS qui devenaient indépendantes, et qui se tournaient désormais vers l'Ouest, en quête de salut socio-économique. Fruit de l'approche normative visant à faire réaliser les droits démocratiques et politiques des minorités, cette fragmentation signifia le début de la fin de l'URSS. L'Occident fut tellement surpris par le succès de la stratégie reaganienne qu'aucune politique n'était en place pour accueillir un changement si profond. Les réformes socio-économiques de Gorbatchev étaient demeurées sans substance *parce qu'* elles n'avaient pas réduit le pouvoir des forces de sécurité, et le complexe militaro-

⁵⁶ Friedman, *Fifty-Year War...*, 460.

⁵⁷ *Ibid.*, 470-478.

⁵⁸ Ulf Walther, «The KGB and the End of the Soviet Union,» *Journal for Intelligence, Propaganda and Security Studies (JIPPS)* 8, no. 1, (2014) : 59.

⁵⁹ *Ibid.*, 60.

⁶⁰ *Ibid.*, 62.

⁶¹ *Ibid.*, 62.

⁶² «La Parade des Souverainetés,» 1991, La Fin de l'URSS, Bibliothèque Sciences Po, modifié la dernière fois le 23 septembre 2021, sciencespo.fr/bibliotheque/fr/dossiers-documentaires/1991-fin-urss/documents.html, consulté le 13 septembre 2023.

industriel continuait d'exister, sinon de fonctionner.⁶³ Selon Friedman : «the reform that destroyed the Soviet system was unavoidable only because Soviet military industry could not match the revolution in military affairs, not because the system was failing to maintain the Soviet standard of living.»⁶⁴

La révolution dans les affaires militaires (RMA) – que les soviétiques tentaient d'émuler – était l'expression technologique de l'expérience démocratique. Les démocraties, inquiètes des campagnes militaires coûteuses en trésor et en vies humaines, penchaient naturellement vers une culture stratégique économe en vies qui avait prouvé ses mérites avec la Guerre du Golfe de 1991.⁶⁵ Cette guerre a confirmé non seulement la justesse et l'efficacité de la RMA, mais également les avantages d'un art opérationnel, d'une manière de combattre qui découlait non seulement du savoir-faire occidental, mais de son savoir-vivre. Un savoir-vivre dans lequel la vie humaine a une valeur intrinsèque, dans lequel les droits individuels priment sur les intérêts nationaux.⁶⁶ Elle jeta les bases de ce que la RASD devrait être : un processus menant à la démocratisation, dont les assises technologiques et matérielles formeraient des forces capables d'opérer conjointement avec d'autres pays.⁶⁷ Pourtant, toute réforme est douloureuse; elle implique la destruction de structures socio-économiques, de carrières, mais aussi de systèmes de pensée ancrés dans les esprits depuis trop longtemps.⁶⁸

Réforme économique, socio-politique ou militaire?

La question de savoir si c'est le libéralisme économique qui amène la démocratie ou le contraire est caduque, ici. Les deux principes sont liés. Dans l'esprit de Ronald Reagan et de Margaret Thatcher, la libéralisation économique ouvre nécessairement la politique au pluralisme. Et le pluralisme soulève des questions tranchantes; que faire de l'appareillage de sécurité? Comment répondre aux besoins de prospérité collective tout en maintenant une défense crédible? Dans un régime émergent de la dictature totalitaire, se hasarder à poser des questions était nouveau, car la déontologie qui motive un tel système exige non seulement la loyauté, mais aussi la responsabilité des constituants envers l'État.⁶⁹ Ce sont les citoyens qui *doivent* défendre l'État, l'idée et le régime – et non le contraire. Les ressortissants des régimes communistes avaient soif de sécurité *humaine*.⁷⁰ Il fallait trouver un compromis si le Parti communiste voulait avoir une chance de survivre aux bouleversements sociaux qu'impliquaient la quête de cette sécurité. Il fallait que l'État démontre qu'il était prêt à remplir ses devoirs envers ses citoyens. Le contrat social peut sembler évident pour les ressortissants de la majorité des sociétés contemporaines, mais on oublie souvent qu'il fonctionne dans les deux sens; l'individu libre n'a de responsabilités envers l'État que dans la mesure où celui-ci remplit ses obligations de sécurité. Le monopole de la coercition, qui s'applique à l'interne par les forces de maintien de l'ordre, et à l'externe par des forces armées

⁶³ Friedman, *The Fifty-Year War...*, 483. «La réforme qui détruisit le système soviétique devint inévitable parce que l'industrie militaire ne pouvait soutenir le rythme de la révolution dans les affaires militaires et non pas parce que le système ne pouvait maintenir le niveau de vie.» (Trad. Auteur).

⁶⁴ Ibid., 486.

⁶⁵ Joshi, «Ypres with AI,» 4.

⁶⁶ Lawrence Freedman, *Strategy : A History* (Londres : Oxford University Press, 2013), 218-219.

⁶⁷ Jeremy Stöhs, «U.S. Defence Policy after the Cold War,» *Journal for Intelligence, Propaganda and Security Studies* 8, no. 1 (2014) : 144.

⁶⁸ Boot, *War Made New...*, 465.

⁶⁹ Constitution of the Union of Soviet Socialist Republics (USSR) (Moscou : Novosti Publishing Agency, 1982), Art. 62. «Citizens of the USSR are obliged to safeguard the interests of the Soviet state, and to enhance its power and prestige. Defence of the Socialist Motherland is the sacred duty of every citizen of the USSR.» «Les citoyens de l'URSS ont l'obligation de sauvegarder les intérêts de l'État soviétique, et d'augmenter son pouvoir et son prestige. La défense de la Mère Patrie socialiste est le devoir de tout citoyen de l'URSS.» (Trad. Auteur).

⁷⁰ Marenne Jansens et Eric-Hans Kramer, «The Future of the Comprehensive Approach as a Strategy for Intervention,» in *Violence in Extreme Conditions : Ethical Challenges in Military Practice*, E.-H. Kramer et T. Mollendijk, dirs. (New York : Springer, 2023), 92.

équipées et structurées pour assurer la sécurité des frontières, n'est pas rendu à l'État sans conditions. Le gouvernement doit être imputable s'il agit au nom de ses citoyens. L'URSS était expansionniste à l'étranger et son régime abusait de sa propre population à l'interne *parce qu'elle* n'était pas imputable devant son peuple. Démocratie, réforme et sécurité sont donc liées thématiquement et pratiquement. Ceci veut dire que non seulement l'avenir des pays post-communistes passe par les réformes démocratiques, mais que la sécurité de l'espace situé entre l'ex-Union soviétique et l'OTAN en dépend aussi.

Un concept ambigü

Ce détour historique était nécessaire pour insister sur le fait que les tentatives de réformes (économiques) du régime soviétique étaient en fait une forme de compromis entre le régime et le public afin d'éviter l'effritement de la légitimité du Parti communiste. Les réformes sont très généralement interprétées comme étant un effort de libéralisation contrôlé visant à faire perdurer le régime. Elles n'interviennent pas afin de faire face à des réalités sociales, administratives ou normatives objectives. En même temps, l'idée de réforme est imprécise dans la tête de leurs architectes. Il est donc difficile d'en tracer les contours et ce n'est qu'à la fin de la Guerre froide que l'idée de RASD émergera. Elle fut tout d'abord nécessaire pour éliminer le dilemme de sécurité qui avait caractérisé les relations internationales durant la Guerre froide. Elle sera bien vite interprétée comme le résultat logique de l'effort de réforme socio-économique et de la transition démocratique des anciennes RSS. Cette réforme sera d'autant plus imposée par l'entremise d'une panoplie de programmes pilotés par les grandes organisations internationales comme l'OTAN et l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

La RASD n'apparaît comme vision programmatique indépendante aux autres réformes qu'environ une décennie après la fin de la Guerre froide. L'idée d'un meilleur équilibre entre la provision de sécurité humaine (par les programmes sociaux) et la sécurité nationale faisait déjà son chemin depuis belle lurette. Cette question avait occupé moult chercheurs dans les deux premières décennies d'après-guerre. Le point de départ de cette approche est le « contrat social ». Dans un État-providence digne de ce nom, toute tâche de sécurité est tout d'abord sujette à la règle de droit, qui elle-même protège les privilèges individuels. En temps de paix, la société alloue une portion minoritaire de sa jeunesse et de son budget à la protection de l'espace géopolitique sur lequel le pays est souverain.

En temps de guerre, et c'est particulièrement vrai dans les conditions d'industrialisation des conflits armés, une société peut se mobiliser tout entière si elle fait face à une menace existentielle. Ce fut certainement le cas dans les deux premiers conflits mondiaux. L'Union soviétique, en tant qu'adversaire idéologique, avait néanmoins tenu sa société mobilisée comme si elle faisait face à une guerre permanente. Bien entendu, ce ne fut pas le cas de nos sociétés démocratiques durant la même période. Cependant, les deux régimes ont en commun que leurs forces armées, leurs services policiers et de renseignement, leur équipement, la manière de s'en servir, leurs missions « et » leur déontologie sont invariablement le reflet de la société qu'ils desservent.⁷¹ Comme l'écrit Friedman,

To Westerners, the Soviet Union was a paradox: seemingly a country like other countries, but at the same time primarily an exporter of revolution, to which all non-Communist governments were illegitimate. The same contradiction complicated Soviet foreign policy. As a state, the Soviet Union sought conventional relationships with other states. State-to-state contact was handled by the Foreign Ministry... The revolutionary side of foreign policy was run by the Soviet Communist Party's International Department, in charge of party-to-party relationships...⁷²

⁷¹ Voir à cet égard Sir Richard Hackett, *The Profession of Arms* (Londres: Brassey's, 1984).

⁷² Friedman, *The Fifty-Year War...*, xii-xiii. «Pour les Occidentaux, l'Union soviétique était un paradoxe; en apparence un pays normal, mais en même temps exportatrice de révolution, pour laquelle tous les gouvernements non-Communistes étaient illégitimes.» (Trad. Auteur). Voir aussi Condoleeza Rice, « The

Cette structure de relations inter- et intra-partis deviendra une habitude (Young parle de « pathologie »)⁷³ qui, sous d'autres augures, sera maintenue par la Russie, héritière titulaire de l'URSS qui allait bientôt s'effondrer, dans ses relations post-Guerre froide. Cette habitude influencera plus tard l'exercice de sa politique étrangère et de sécurité pour polluer ses relations avec les anciennes RSS, dont la Géorgie.

Dans les forces armées soviétiques, on retrouvait la même contradiction, soit une structure militaire doublée d'une structure politique chargée de maintenir la rectitude idéologique au sein de l'appareillage de sécurité. Ceci décuplait les coûts sans pour autant procurer une meilleure capacité militaire. Cette structure fut propagée partout dans l'espace géostratégique communiste, répondant aux besoins révolutionnaires, et procurant aussi une forme d'équilibre institutionnel et de contrôle civil des forces armées. Lorsque la transition vers une réelle démocratie participative prit son essor, ce sont les polices politiques, chargées de la rectitude idéologique dans les services de sécurité des pays communistes, qui firent l'objet de l'épuration la plus soignée⁷⁴ – créant la base de la première phase de RASD, soit une réduction des effectifs (et donc des coûts), ainsi qu'une restructuration qui invitait la désidéologisation de la sécurité.

Cette structure était massive et conférait une « préparation structurelle » (structural readiness), basée sur la masse et la puissance de feu pour toute éventualité où le conflit idéologique deviendrait un conflit armé.⁷⁵ Dans de telles circonstances, on attendait des membres de l'Armée Rouge une abnégation devant l'ennemi qui aurait été intolérable dans des démocraties. Similairement, la course aux armements dans les deux camps est le symptôme de la recherche de sécurité absolue, qui cause l'insécurité absolue chez l'autre. La course aux armements n'est pas seulement une fonction de l'esprit révolutionnaire et expansionniste des gouvernements soviétiques, ou de l'impérialisme occidental; elle est aussi fruit d'une perception en apparence objective de la menace des forces en présence.⁷⁶

À la veille de l'écroulement de l'Union soviétique, la RASD se traduisait principalement par le désir mutuel de réduire les armements conventionnels, cause principale d'insécurité et de suspicion mutuelles. Les adhérents de l'idée de « sécurité humaine », qui supplantait peu à peu l'idée de « sécurité nationale », y voyaient là une alternative crédible au paradigme réaliste des relations internationales et un meilleur équilibre sécuritaire au profit du développement socio-économique et individuel.⁷⁷ Le Traité sur les Forces conventionnelles en Europe (Traité FCE), conclu en 1990, codifiait cette nouvelle attitude. Le Traité FCE prévoyait de réduire de parts et d'autres la quantité et le type d'armement en présence en Europe, le retrait de troupes russes des pays satellites et le redéploiement de certaines catégories d'armement hors de zones-flanc identifiées dans le Traité.⁷⁸ En principe, le Traité FCE forçait la réforme par le désarmement géographique et structurel. Comme nous le verrons plus loin, le Traité FCE aurait

Strategy of a Revolutionary State, » Dans *Strategy from Machiavelli to the Nuclear Age*, P. Paret, dir. (Princeton, NJ: PUP, 1986).

⁷³ Thomas Durrell-Young, «Legacy Concepts : A Sociology of Command in Central and Eastern Europe,» *Parameters*47, no. 1, (printemps 2017) : 32.

⁷⁴ Fejtő, *La Fin des Démocraties populaires*, 406-407.

⁷⁵ Richard K. Betts, *Understanding Military Readiness* (Washington DC : Brookings, 1995), 40-42. Betts définit la génération de force « structurelle » comme s'appuyant sur une masse d'équipement et de redondance, plutôt que sur l'articulation de « capacités » particulières destinées à affronter une menace ou une contingence précise.

⁷⁶ Voir à cet égard la théorie de l'équilibre de la menace popularisée par Stephen M. Walt, *The Origins of Alliances* (Ithaca, NY : Cornell University Press, 1987).

⁷⁷ Jansens et Kramer, «The Future of the Comprehensive Approach...» 93.

⁷⁸ Daryll Kimball. *The Conventional Armed Forces in Europe Treaty and the Adapted CFE Treaty at a Glancei*, Arms Control Association, (7 November 2023), <https://www.armscontrol.org/factsheet/cfe> Consulté le 3 mai 2024. Le Traité FCE stipule des maxima de 20000 blindés, 30000 véhicules de combat, 20000 pièces d'artillerie limités dans des zones concentriques entre l'Atlantique et l'Oural.

des implications géostratégiques profondes car il forçait de dégarnir des zones-tampon importantes pour la Russie et l'OTAN.

Le Strategic Arms Reduction Treaty, ou Traité START, en est un autre exemple, ciblant les armes stratégiques. Signé en 1991, ce traité avait aussi pour objet de diminuer l'insécurité, mais favorisait aussi la réduction des budgets de défense – ce que le Président américain George Bush appelait « encaisser les dividendes de la paix. »⁷⁹ Pour un temps, « réforme du secteur de la sécurité » ne se résumait qu'à « désarmement »; par l'objectif de « suffisance stratégique » et par la « refonte des épées en socs de charrue. »

Désormais, pensait-on, les relations internationales seraient conçues comme des échanges principalement culturels et commerciaux. Réforme implique donc tout d'abord, pour un camp comme pour l'autre, désarmement et relaxation des tensions. Vandemoortele théorise que la RASD est une pratique issue des efforts conjoints de démobilisation, désarmement et réintégration à la vie civile suite à un conflit. Elle ne vise rien de moins que la « reinstitutionnalization of the military, police and judiciary sectors to foster internal (citizens) and external (state) security. »⁸⁰ Cette formule élégante de simplicité est selon nous applicable à l'ensemble des tentatives de réformes des ex-RSS post-Guerre froide. On peut se féliciter qu'il s'eût agit d'une Guerre froide, mais il n'en reste pas moins que les multiples conflits par procuration de cette période ont néanmoins été coûteux en trésor, vies humaines et libertés individuelles. En ce sens, l'idée de Vandemoortele tient la route pour les relations entre les pays occidentaux, la Russie et les ex-RSS – car il s'agissait réellement d'une guerre d'une durée de cinquante ans.⁸¹

Si pour bon nombre de pays occidentaux la transformation du secteur de sécurité était motivée par la réorientation des fonds publics aux fins d'améliorer le niveau de vie citoyen et rembourser les dettes publiques, pour les anciens pays et républiques communistes, le « triomphe » néo-libéral se traduisait par des réformes économiques structurelles qui facilitaient la réduction des effectifs militaires, mais qui n'étaient pas sans problèmes au niveau de la stabilité domestique. Le désinvestissement dans l'appareillage de sécurité dans des sociétés qui avaient été bâties dessus ne faisait pas l'affaire de tous. Comme le fait remarquer Blandy: « new, independent states are particularly sensitive to security problems, as they lack the experience that comes from independent statehood. They have not had the opportunity to develop a defined culture for strategic planning or foreign policy engineering. »⁸²

C'est pourquoi une attention toute particulière fut portée principalement à la question de la réforme du secteur de sécurité comme composante essentielle de la sécurité au sens large dès 1993-1994.⁸³ Cette

⁷⁹ Président George H. Bush, Discours devant une session conjointe du Congrès américain concernant la crise du Golfe persique et du déficit budgétaire fédéral, 11 septembre 1990. Mis en ligne par Gerhard Peters and John T. Woolley, The American Presidency Project <https://www.presidency.ucsb.edu/node/264415>. Consulté le 23 septembre 2023.

⁸⁰ Antoine Vandemoortele, «The Promotion of Security Sector Reform : Comparing the Role of the European Union and Canada,» *Review of European and Russian Affairs* 3, no. 2 (2007) : 67. « réinstitué des secteurs militaire, judiciaire et policier afin de générer une sécurité interne (citoyenne) et externe (étatique).» (Trad. Auteur).

⁸¹ Friedman, *The Fifty-Year War...*, xvi.

⁸² Charles. W. Blandy, «NATO promoting Stability and Security in the South Caucasus,» dans *The South Caucasus : Promoting Values through Cooperation*. J. Dufourcq et L. Ponsard, dirs. Rapport de Séminaire 20 (Rome : Collège de Défense de l'OTAN, juillet 2004), 66, citant Rondeli. «les nouveaux états indépendants sont particulièrement sensibles aux problèmes sécuritaires, n'ayant pas bénéficié de l'expérience d'être un État. Ils n'ont pas eu l'opportunité de développer une culture de planification stratégique ou de génie de politique étrangère.» (Trad. Auteur). Voir aussi Kornely Kakachia et Salomé Minesashvili, «Identity Politics : Exploring Georgian Foreign Policy Behaviour,» *Journal of Eurasian Studies* 6 (2015) : 174.

⁸³ Teddy Winkler, *Challenges of Security Governance* (Genève: DCAF, 2003).

attention était notamment due à la « ...proliferation of intra-state wars and the privatisation of conflict in poorly-governed or “failing” states (when) the international community began to recognize that more often than not it is individual and social groups that need to be protected rather than the state whose dysfunctionality is often the source of insecurity. »⁸⁴

Toutefois, la RASD demeurait «...a relatively ambiguous concept, which refers to a plethora of issues and activities related to the reform of the elements of the public sector charged with the provision of external and internal security. »⁸⁵ La RASD est définie par Heiner Hänggi du Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF) comme un outil programmatique et non analytique. C’est un instrument pratique de coordination et d’intégration conceptuelle de réformes de sécurité interne et de défense dans les États post-autoritaires et post-communistes en Europe centrale et ailleurs.⁸⁶ La RASD doit donner des résultats tangibles, empiriquement vérifiables. Les bénéfices de cette transformation devaient être appliqués par les autorités et vécus par les citoyens.

Cette définition peut être raffinée. Premièrement, « la suffisance stratégique »⁸⁷ générée par les efforts de désarmement produit-elle un appareillage de sécurité et de défense « efficace »? Toutes proportions gardées, un désarmement « suffisant » devrait créer des économies qui rendraient la provision de sécurité à la fois efficace et efficiente.⁸⁸ Le défunt ex-secrétaire-général de l’ONU Kofi Annan renchérisait que l’appareillage de sécurité et de défense, comme tout autre service gouvernemental, devait faire preuve de transparence.⁸⁹ On insiste donc sur la nécessité d’imputabilité comme garante de la rationalité des décisions de défense. De fait, donc, on rejoint la maxime de Sir Richard Hackett; un appareillage de sécurité légitime et crédible ne peut être que l’expression d’une volonté démocratique.

Au niveau national, c’est le Royaume-Uni qui le premier tenta de conceptualiser l’esprit de réforme et qui déploya moult conseillers civils et militaires auprès des chancelleries et ministères de la défense d’ex-RSS. Il faudra attendre 2005 pour que l’Union européenne fasse de même.⁹⁰

Pendant ce temps, la Suisse créait DCAF à la fin des années 1990. Cette organisation s’est surtout concentrée sur les problèmes de contrôle civil et de démocratisation des organes de sécurité et de défense en ex-URSS, mais n’a jamais vraiment touché les aspects techniques des réformes, bien qu’elle ait mis sur pied un organe d’intervention direct, l’International Security Sector Advisory Team (ISSAT), qui déploie des conseillers à l’étranger à la demande de gouvernements et d’ONG.⁹¹ L’action de DCAF se traduisait au début par des conférences, séances d’informations, sessions d’entraînement pour les cadres juniors et seniors, mais ce transfert de normes avait de la difficulté à cerner exactement comment cette

⁸⁴ Heiner Hänggi, «Conceptualising Security Sector Reform and Reconstruction,» dans *Reform and Reconstruction of the Security Sector*, A. Bryden et H. Hänggi, dirs. (Berlin: LIT Verlag, 2005), 5.

«...prolifération de conflits intra-étatiques et de la privatisation de la violence dans les États mal gouvernés ou “faillis” (quand) la communauté internationale réalisa que la plupart du temps ce sont des individus et des groupes sociaux qui ont besoin de protection plutôt que les États dont la dysfonction est souvent source d’insécurité.» (Trad. Auteur).

⁸⁵ Ibid., 3. «...un concept relativement ambigu, qui renvoie à une pléthore de sujets et d’activités liés à la réforme des éléments du secteur public chargés de pourvoir la sécurité externe et interne.» (Trad. Auteur).

⁸⁶ Ibid., 3, citant Cottley, Edmunds et Forster.

⁸⁷ Il est entendu que, du temps de la Guerre froide, le concept de «suffisance stratégique» s’appliquait à la réduction des arsenaux nucléaires des deux superpuissances. Nous employons toutefois les mêmes termes ici pour l’arsenal conventionnel.

⁸⁸ Hänggi, op. cit., 8.

⁸⁹ Ibid., 9, citant Annan.

⁹⁰ Vandemoortele, «The Promotion of Security Sector Reform...» 70.

⁹¹ Voir site web du Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF) au <https://www.dcaf.ch/index.php/organisational-structure> DCAF a été rebaptisé Geneva Centre for Security Sector Governance en 2021.

transformation normative changeait le caractère de l'exercice de l'autorité dans les pays nominalement ex-communistes. Aujourd'hui, elle offre une panoplie de services et de ressources destinés à faciliter et populariser les efforts de transition. Ces efforts se traduisent habituellement par des changements institutionnels dans les secteurs parlementaires, judiciaires et des forces du maintien de l'ordre. En revanche, le Comité d'Assistance au Développement (DAC, de son acronyme anglais) de l'OCDE traçait un lien direct entre la sécurité (humaine) et le développement économique.

Ceci amena l'OCDE à se mêler à l'industrie de la réforme sécuritaire en 2007 en publiant un bréviaire de bonnes pratiques pour appuyer les organisations d'assistance au développement à intégrer la réforme du secteur de sécurité dans leurs programmes.⁹² Une des conclusions d'un rapport de dissémination de cet ouvrage concluait que l'adhésion de la société civile, conjuguée à l'assentiment des élites politiques et exécutives étaient indispensables au succès.⁹³ Des normes émergent donc qui, au bout d'une décennie, se focalisent surtout sur une réforme du système judiciaire et pénal dans les pays en voie de développement, et de la gouvernance de ces fonctions par un gouvernement responsable et imputable. La pratique de la réforme, en revanche, se verra compliquée par ces agents gouvernementaux ayant un intérêt à préserver les structures d'Ancien Régime, l'opacité des décisions et la non-responsabilité de leurs fonctions.

Avec d'importantes publications concernant la lutte contre la corruption officielle, la civilianisation des forces armées, le contrôle parlementaire de l'appareil coercitif national, DCAF présageait que toute réforme du secteur de sécurité passait d'abord et avant tout par une transition démocratique complète. En « réaction » à ce changement, on peut alors compter sur une transformation correspondante de l'appareillage de sécurité. Car il n'est nul cas de se défaire des forces armées des nouveaux pays indépendants issus de conflits ou de la dissolution soviétique; plutôt, il s'agit d'équilibrer les dépenses gouvernementales pour tout à la fois stimuler l'économie, générer une force capable de défendre le pays de manière efficace et efficiente et faire de ces décisions la propriété du public. À cet égard, DCAF publia en 2009 *Defence Management : An Introduction*, ouvrage qui aide les nouveaux États indépendants à tracer le lien entre une gouvernance démocratique et la formulation de politiques destinées à générer des forces équilibrées et crédibles.

All these states have strategic expectations from defence and security sector reforms, rightfully considering the success of these reforms as facilitating their integration in the Euro-Atlantic community and enhancing their *people's* security and prosperity.

The achievement of these... goals requires better distribution of constrained resources, a more efficient way of utilizing these resources, and a more visible and accountable outcome of government programs... The question then is how government can « produce defence » in a more efficient manner.⁹⁴

⁹² OECD, *The OECD DAC Handbook on Security System Reform: Supporting Security and Justice* (OECD Publishing, Paris, 2008) : <https://doi.org/10.1787/9789264027862-en>. Consulté le 23 mars 2023.

⁹³ Rory Keane et Alan Bryden, *Security Sector Reform : What Have We Learned? Results and Trends from the Publication and Dissemination of the OECD DAC Handbook on Security Sector Reform* (Paris : OECD Publishing, novembre 2009), 16.

⁹⁴ Hari Bucur-Marcu, «Introduction,» dans *Defence Management : An Introduction*, H. Bucur-Marcu, P. Fluri et T. Tagarev, dirs. (Genève : DCAF, 2009), 4. «Tous ces États ont des attentes stratégiques découlant des réformes du secteur de la défense et de sécurité, anticipant justement que le succès de ces réformes conduira à l'intégration euro-atlantique qui améliorera la sécurité et la prospérité de leurs *peuples*. L'atteinte de ces... objectifs exige une meilleure distribution de ressources limitées, une manière plus efficiente de leur emploi, et une manière plus visible et plus imputable des résultats de programmes gouvernementaux... Ainsi il s'agit de savoir comment les gouvernements peuvent « produire de la défense » d'une manière plus efficiente.» (Trad. et ital. Auteur).

La réforme du secteur de sécurité dépend donc de réformes démocratiques et parlementaires préalables. Ainsi, deux procédés distincts vinrent à émerger : celui, d'une part qui vise la transformation des institutions administratives et politiques, et l'autre, pourtant inséparable du premier, qui visait à une *reconstruction* de l'appareillage de sécurité sur des bases rationnelles et démocratiques.

Sous l'impulsion américaine, la RASD devait désormais se pencher sur la réforme en tant que génération de forces militaires partenariales capables de coopérer dans des opérations conjointes ou bien de répartir le fardeau de la sécurité globale. Cependant, comme l'écrit Kerr, « many partner countries lack the capacity to defend their own population and borders, never mind the capabilities necessary to contribute meaningfully to international coalitions. »⁹⁵ Réforme signifie donc, dans un certain sens, « réarmement ».

Définition des concepts fondamentaux de la RASD

Efficiencie renvoie à un pourcentage minimum du budget national alloué à la sécurité interne et externe et générant une certaine efficacité. *Efficacité*, en revanche, renvoie à la sécurité pressentie, à la crédibilité de l'appareillage de défense, à son pouvoir de dissuasion, sa rapidité de mobilisation et de déploiement, et d'impact coercitif de la puissance de feu – en bref, sa performance. Finalement, *imputabilité* est un principe démocratique alliant la transparence du développement et de la gestion de l'appareillage de sécurité, contrôlé par des représentants civils élus démocratiquement et responsables devant leurs électeurs.

Ces trois rubriques font de la RASD un concept plus inclusif et moins ambigu. Selon l'OCDE, citée par Hänggi, la RASD « is the transformation of the security system which includes all the actors, their roles, responsibilities and actions – working together to manage and operate the system in a manner that is more consistent with democratic norms and principles of good governance. »⁹⁶ On se détache progressivement de la perception techno-centrique de réforme, basée sur le désarmement conclu par le Traité FCE, et sur des notions d'équilibre entre le beurre et les canons. Des réformes concluantes auront donc tendance à accomplir deux objectifs normatifs : tout d'abord, des agences de sécurité abordables, efficaces et efficientes dans leurs manières de pourvoir à la sécurité nationale et externe et, deuxièmement, un système de contrôle et de surveillance de cet appareillage conforme aux normes démocratiques. Il est ensuite présumé que cette combinaison de facteurs aurait un impact déterminant et bénéfique sur le champ de bataille, le cas échéant.

Cependant, Chris Donnelly, ancien conseiller spécial pour l'Europe centrale et de l'est auprès du secrétaire général de l'OTAN Sir George Robertson dira qu'il n'y a en réalité aucune manière certaine de mesurer la performance de la RASD.⁹⁷ Il dira en outre que « what makes it difficult to arrive at an overall conclusion is that our evaluation, in the final analysis, must be based solely on a subjective estimation of the likely nature, extent and imminence of a future threat. »⁹⁸ Ce constat démontre qu'il n'est pas suffisant

⁹⁵ Alexandra Kerr, «Introduction,» dans *Effective, Legitimate, and Secure : Insights for Defense Institution Building*, A. Kerr et M. Miklaucic, dirs. (Washington, DC : NDU Press, 2017), ix. «Plusieurs pays partenaires n'ont pas la capacité de défendre leur propre population ou frontières, et encore moins de contribuer à des coalitions internationales.» (Trad. Auteur).

⁹⁶ Hänggi, «Conceptualising Security Sector Reform and Reconstruction,» 9. « la transformation du système de sécurité pour inclure tous les acteurs, leurs rôles, responsabilités et actions – travaillant ensemble pour gérer et opérer le système de manière cohérente avec les normes et principes de bonne gouvernance démocratique.» (Trad. Auteur).

⁹⁷ Chris Donnelly, «Learning from SSR in Central and Eastern Europe,» dans *Reform and Reconstruction of the Security Sector*, A. Bryden et H. Hänggi, dirs. (Berlin: LIT Verlag, 2005), 45-65.

⁹⁸ Ibid., 45. «Ce qui rend toute conclusion concernant une évaluation quelconque problématique, in fine, doit être basé sur une estimation subjective de la nature probable, extante et imminente d'une menace future.» (Trad. Auteur).

de prendre pour acquis les ambitions démocratiques « naturelles » des anciens pays communistes ou de leurs populations soumises à un joug autoritaire. La « destination » démocratique, qui façonne la réforme du secteur de sécurité ne peut, à elle seule, guider les décideurs politiques et administratifs dans les pays en transition. Il faut tenir compte de leur contexte spécifique. Darchiashvili met l'accent sur la qualité démocratique de ces décisions, ancrées par le contrôle civil de l'appareillage démocratique :

Civilian authorities should take into consideration the professional needs of the military. These norms are considered to be a prerequisite to the accession of NATO today. All of this requires both a clear legislative framework and development of civil expertise in security affairs. The process of establishment of democratic civil control is, however, influenced by factors like legacy from the past and the peculiar traits of government institutions.⁹⁹

Heiner Hänggi tente pour sa part de saisir le processus de réforme à partir de trois points de départ : le contexte développemental, le contexte idéologico-politique et le contexte post-conflit. Barany lui voit trois contextes généraux : le contexte de conflit, le contexte de transformation de régime et le contexte de transformation de l'État.¹⁰⁰ Barany rejoint Hänggi et ajoutant des circonstances particulières pour chacun de ces contextes. Ainsi, des réformes du secteur de sécurité surviennent bien après des conflits, mais procèdent différemment selon qu'il s'agisse d'un conflit interétatique majeur ou d'un conflit intra-étatique. De même, une RASD suite à une transformation de régime procédera différemment selon qu'il s'agisse d'une junte militaire ou d'un régime communiste. Dans le premier cas, il s'agit de retirer le militaire du politique et subordonner la défense à un pouvoir civil, tandis que dans le second il s'agit de retirer le politique du militaire et subordonner le tout à la règle de droit.¹⁰¹ Pour finir, la transformation étatique se divise en deux circonstances : le colonialisme (qui rappelle le contexte de développement socio-économique de Hänggi) et la réunification ou l'*apartheid*.¹⁰² Dans notre cas, il n'est pas impertinent d'ajouter « sécession » à cette dernière circonstance.

La RASD se définirait donc en fonction de chaque circonstance particulière. Il devient tentant d'effectuer des comparaisons; si le Traité de Versailles limitant les armements de l'Allemagne a suivi la Première Guerre mondiale, pourquoi le Traité FCE ne suivrait-il pas la fin de la Guerre froide? Car Friedman est catégorique. Il n'y a pas de nuance dans son propos. « The West won the Cold War. The Soviets did not merely lose interest in the competition. They lost the war, and they paid the usual price of defeat. »¹⁰³ Cette défaite politico-militaire se solda par la transformation étatique et du régime qui était à sa tête. Les ex-RSS devaient aborder leur cheminement de réforme non pas à partir d'une perspective de conflit, mais de sécession. C'est la Russie, héritière principale de l'URSS, qui abordait sa réforme à partir de la perspective de conflit. Ceci expliquerait en partie pourquoi plusieurs ex-RSS, vinrent à craindre le revanchisme russe. Il devient alors possible de prendre pleinement conscience de la sévérité du dilemme d'un pays comme la Géorgie. Elle devait piloter sa transformation, bâtir son appareillage de sécurité dans trois contextes différents simultanément : un contexte de sécession de l'URSS, un contexte de conflit intra-étatique et un contexte idéologico-politique.

Si nous avons une idée plus exacte de ce qu'implique la RASD, il faut convenir que la transformation de l'appareillage de sécurité procédera au cas par cas. Nous pourrions nous interroger, dans le cas de l'ex-URSS, laquelle de toutes ces circonstances prédomine pour expliquer le processus de RASD pour chacune des ex-républiques, et éventuellement pouvoir décider du succès ou de l'insuccès de l'effort de

⁹⁹ Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 14.

¹⁰⁰ Zoltan Barany, « How to Build Democratic Armies, » *Prism* 4, no.1 (2012) : 4.

¹⁰¹ Ibid., 5-6.

¹⁰² Dans son livre de 2012 *The Soldier and the Changing State*, Barany emploie l'Afrique du Sud comme étude de cas.

¹⁰³ Friedman, *The Fifty-Year War...*, 486. « L'Occident a gagné la Guerre froide. Les Soviétiques n'ont pas seulement perdu intérêt. Ils ont perdu et payé le tribut de la défaite. » (Trad. Auteur).

réforme. Thomas-Durrell Young a identifié trois typologies parmi les institutions de défense communistes: le modèle soviétique, appliqué à toutes les RSS de l'Union, le modèle du Pacte de Varsovie et le modèle socialiste non-aligné (qui inclut la Roumanie et la Yougoslavie).

Si les généralisations positives sont difficiles à extraire, les trois modèles possédaient néanmoins des points communs « négatifs »; entraînement rudimentaire, types de missions plutôt simplistes, effets de masse, et une tendance lourde visant à décourager l'initiative individuelle et la conception de solutions tactiques originales.¹⁰⁴ Une image de RASD bien accomplie verrait donc certains facteurs, fonctions et pratiques ressortir. Ces facteurs correspondraient au modèle occidental d'institution de défense, soit une force basée sur le soldat-citoyen professionnel; sur des organisations tactiques avec assez d'autonomie pour composer des solutions à des problèmes complexes; un corps de sous-officiers compétent, et un système de planification et de décision militaire capable de produire une force efficace basée sur une estimation précise et honnête des menaces et des tâches nécessaires à remplir pour une opération sans en référer nécessairement aux plus hauts échelons politiques.¹⁰⁵

Durant la première moitié des années 1990, ce que nous entendons par « réforme de l'appareillage de sécurité » pouvait emprunter plusieurs chemins, mais nul chemin ne donnait alors une idée précise de la destination telle qu'élicitée ci-haut. Ainsi, si la création d'une « société civile » pour « démobiliser » les sociétés totalitaires exigeait une réforme parlementaire politique, il était aussi nécessaire de réorienter les fonds publics vers des programmes sociaux et non des projets militaires. Ces projets incarnaient ce que Philipp Fluri appelait la « première vague » de réformes, qui se mesurait par des conditions de service militaire raccourcies, la vente ou le remisage d'équipement lourd ou obsolète, et la fermeture de bases, sites d'entraînement et retrait de troupes déployées à l'étranger, sinon l'abolition complète de régiments, et l'annulation de contrats d'acquisition de matériel.¹⁰⁶ Cette première phase de réforme, qui visait simplement la réduction des structures de sécurité, avait pour effet de réduire la portée effective d'une armée sur un territoire donné. Autrement dit, les armées modernes devaient se rabattre automatiquement sur la défensive, non seulement à cause des ressources réduites et du coût prohibitif des armements, mais aussi parce que la nature urbaine des combats contemporains annulait tout avantage pour l'attaquant.¹⁰⁷

La seconde vague de réformes, toujours selon Fluri, correspond à la période des guerres interétatiques de l'ex-Yougoslavie qui a provoqué une nouvelle conceptualisation du rôle des forces armées au service d'opérations de paix coercitives, et ainsi, d'une interprétation très large géographiquement et thématiquement de ce que signifiait la sécurité. Le changement le plus significatif fut une tendance à la réduction des effectifs humains par la professionnalisation des forces armées, et, éventuellement, par le remplacement de la masse humaine par la technologie et le réseautage. Ces deux dernières phases se déroulèrent en succession rapide entre 1996 et 2001.¹⁰⁸ Mais c'est durant la première phase de réformes de services de sécurité que le monde académique et institutionnel vint à créer une sorte de division des tâches concernant la réforme du secteur de sécurité.

Cette division des tâches est une conséquence des deux premières phases de la réforme de l'appareillage de sécurité tel qu'envisagé au début des années 1990, qui vit l'abolition de la conscription et

¹⁰⁴ Thomas-Durrell Young, *Anatomy of Post-Communist European Defense Institutions*, 35.

¹⁰⁵ Ibid., 35-37.

¹⁰⁶ Philipp Fluri, «Preface,» dans *Defence Institution Building: A Sourcebook in Support of the Partnership Action Plan (PAP-DIB)*, W. F. van Eekelen et Ph. Fluri, dirs. (Vienne: LandesverteidigungsAkademie, septembre 2006), 17.

¹⁰⁷ Jones, *The Art of War in the Western World*, 710.

¹⁰⁸ Fluri, op. cit., 17. Le lecteur canadien évoquera pour sa part le douloureux souvenir de la « décennie noire » des Forces canadiennes, dont on réduit le budget, de l'abolition du Régiment aéroporté, et de l'annulation des contrats d'hélicoptères embarqués et de recherche et sauvetage, ainsi que les fermetures de bases à l'étranger.

l'élargissement simultané des missions militaires.¹⁰⁹ Le contrôle démocratique (parlementaire) des forces armées et des services de maintien de l'ordre émergea alors comme un sujet spécifique des initiatives de réforme, ce qui permit l'isolement de sujets techniques, comme la dotation transparente d'équipement capable d'appuyer une force réduite en terme de capacité offensive. D'ailleurs, Darchiashvili proposait de compartimentaliser les services constabulaires de l'État et les forces armées encore plus nettement, sans exclure une quelconque collaboration et coordination, mais toujours contrôlé par le pouvoir civil.¹¹⁰

À un moment où plusieurs anciens pays satellites de l'URSS et ex-républiques commençaient à agiter pour un élargissement de l'OTAN, une panoplie de thèmes liés aux réformes de leur appareillage de sécurité fut élaborée afin de cerner les limites et les conditions qui pourraient être attachées à un quelconque élargissement. Si, comme l'indique Hans Born, le contrôle civil de l'appareillage de sécurité est devenu un sujet en soi pour bon nombre d'organisations internationales, il fut aussi l'objet d'un programme ambitieux de l'OTAN pour assurer un contrôle démocratique des services de sécurité; le Partenariat pour la Paix (PpP, Pfp de son acronyme anglais).¹¹¹ Le PpP fut créé pour accueillir, et, certains diraient, absorber les ambitions d'intégration à l'OTAN de pays issus de la dissolution du Pacte de Varsovie, sans pour autant promettre une adhésion formelle. « The Partnership for Peace is not a way station to NATO, as is often misleadingly asserted, but an alternative to it... »¹¹²

En tête de liste apparaissaient cinq objectifs auxquels tout non-membre de l'OTAN désireux de coopérer avec l'Alliance devait souscrire; la transparence en planification de défense, le contrôle démocratique des forces armées, le maintien de moyens pour entreprendre des missions onusiennes, le cas échéant, développer des structures de coopération en vue d'opérations de gestion de crises, et, éventuellement, le développement de forces interopérables avec celles des membres de l'OTAN.¹¹³ Ces cinq objectifs constituent donc l'essentiel de la réforme du secteur de sécurité pour les nouveaux pays de la sphère post-soviétique. Ces derniers n'avaient à l'époque nulle promesse d'adhésion à l'Alliance. En revanche, s'ils veulent se prévaloir de consultations concernant tout risque ou menace à leur intégrité territoriale ou sécurité nationale, ils doivent développer les structures de coordination et coopération sises au QG de l'OTAN, et bien entendu, tenter de rencontrer les objectifs du Document Cadre du PpP qu'ils auront signé de bonne foi.

Le développement de contrôles civils et démocratiques des forces armées est une composante du processus de RASD qu'on a tendance à analyser en parallèle avec le processus de réforme en soi. Pourtant, des relations civiles-militaires tendues peuvent théoriquement influencer négativement sur la performance d'un appareillage de sécurité et de défense qui, sous toute autre définition, aurait complété ses réformes avec succès. La RASD est en quelque sorte distincte des relations civiles-militaires, mais elle ne peut en être dissociée. De même, la question de transition économique se retrouve elle aussi séparée de la question de réforme de l'appareillage sécuritaire. En fait les questions de transition à l'économie de marché seraient plus l'affaire des relations avec le Fonds monétaire international (FMI), ou la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD). Les thèmes de la

¹⁰⁹ Hans Born, «Democratic Control of Defence Activities,» dans *Defence Institution Building: A Sourcebook in Support of the Partnership Action Plan (PAP-DIB)*, Willem F. van Eekelen et Philipp Fluri, dirs. (Vienne: LandesverteidigungsAkademie, septembre 2006), 90.

¹¹⁰ Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 15.

¹¹¹ Born, op. cit., 91.

¹¹² Rémi Hyppia, «L'OTAN et le Partenariat pour la Paix,» *Revue québécoise de Droit international* 9, (1995) : 1. Voir aussi Joseph S. Nye, Jr., «A Partnership with Peace,» *Christian Science Monitor* (1 mai 1995) : csmonitor.com/1995/0501/01204.html consulté le 10 mai 2023. Voir aussi Kissinger, *Diplomacy*, 824. «Le PpP en lui-même est une structure alternative à l'OTAN, et non une rampe d'accès vers celle-ci, contrairement à ce qu'on prétend» (Trad. Auteur).

¹¹³ OTAN, *Partenariat pour la Paix : Document Cadre*, Communiqué de presse M-01 (1994) 002, 10 janvier 1994, para. 3, points a) à e).

transition post-communiste et de la réforme sont donc distingués les uns des autres, ce qui aide à circonscrire notre recherche. Ce carrefour fut franchi en début 1994, lorsque l'OTAN convint formellement d'étudier la question de l'élargissement, pressée par plusieurs pays d'Europe centrale et de l'est qui persistaient à voir en la Russie une menace potentielle, sinon imminente.

En décembre 1994, l'OTAN annonçait la mise sur pied d'une étude sur l'élargissement éventuel de l'Alliance. Publiée le 3 septembre 1995, l'*Étude sur l'Élargissement* jette les conditions d'admission. Le premier chapitre tente de fonder une nouvelle architecture de sécurité :

L'OTAN considère la sécurité comme un large concept englobant des éléments politiques et économiques, ainsi que des éléments relatifs à la défense. C'est sur ce large concept que doit reposer la nouvelle architecture de sécurité... résultant d'une interaction des institutions multilatérales existant en Europe... qui auraient chacune un rôle à jouer selon leurs responsabilités et vocations respectives...¹¹⁴

L'*Étude* rappelle les principes soulignés dans le *Document cadre* du PpP selon lesquels la promotion et la protection des progrès dans les pays en transition sont les pierres angulaires de l'établissement d'une Europe unie et en sécurité, d'une communauté de valeurs basée sur la règle de droit, la démocratie et le respect des libertés individuelles.¹¹⁵

L'*Étude* est non seulement descriptive, elle est également prescriptive; les nouveaux membres « assumeront toutes les obligations... accepteront et observeront les principes, politiques et procédures déjà adoptés... au moment de cette adhésion. »¹¹⁶ Elle transforme aussi le PpP en instrument de soutien à l'élargissement pour que les pays se désignant comme adhérents à l'OTAN voient leur progression facilitée. Les thèmes auxquels les pays adhérents doivent se consacrer deviennent alors précisément concernés par la défense et la sécurité telle qu'interprétée par l'Alliance, soit; la restructuration et la réorganisation des relations entre les forces armées et les gouvernements en vue d'un contrôle démocratique de l'appareillage de sécurité, la transparence dans la planification et la dotation de la défense, la correspondance entre la planification, le budget et la législation et la doctrine de défense, la formulation de manuels de campagne, et finalement, l'interopérabilité.¹¹⁷ Dès lors, les efforts de RASD deviennent programmatiques, et visent non seulement la transformation des institutions administratives, politiques et militaires, mais également les manières de faire, dont l'application de la force.

L'interopérabilité est un terme qui ne souffre pas généralisation, et c'est pourquoi, hormis la nécessité que « certaines normes minimales » doivent être remplies pour assurer la crédibilité de l'Alliance, le développement de l'interopérabilité dépend en fait des efforts déployés par les adhérents. Pour soutenir ces efforts, l'*Étude* prévoit « l'élaboration de mesures spécifiques », ce qui deviendra plus tard le Plan d'Action à l'Adhésion (PAA, MAP de son acronyme anglais).¹¹⁸ Le processus d'adhésion se faisant au cas-par-cas, les programmes de réformes seront également taillés sur mesure, en fonction des évaluations bilatérales préalables et des capacités nationales. Toutefois, on exigera des adhérents qu'ils se conforment aux politiques et principes otaniens préétablis, qu'ils participent aux exercices, développent des structures d'appui logistique (Host Nation Support en Anglais), et qu'ils se penchent enfin sur le développement de l'interopérabilité. L'interopérabilité, c'est l'adoption de normes (par exemple, l'usage de l'anglais, ce qui implique de vastes programmes d'instruction linguistique chez les adhérents),

¹¹⁴ OTAN, *Étude sur l'Élargissement* (Bruxelles : Bureau d'Information de l'OTAN, 3 septembre 1995), ch. 1, para. 1.

¹¹⁵ Ibid., ch. 1, para. 4.

¹¹⁶ Ibid., ch. 1, para. 4

¹¹⁷ Ibid., ch. 3, para. 38.

¹¹⁸ Ibid., ch. 3, para. 40. Les versions françaises de la documentation otanienne relative au Plan d'Accès à l'Adhésion emploient l'acronyme anglais MAP qui suggère une carte routière. Nous reprenons cet usage ici.

l'harmonisation des techniques de contrôle et commandement (C2), ainsi que l'adoption de procédures normalisées de planification opérationnelle.¹¹⁹

L'interopérabilité implique donc des changements mesurables et observables; au chapitre 5 de l'*Étude*, on insiste sur ce que les pays adhérents doivent faire; harmoniser les doctrines et les procédures, pourvoir à l'interopérabilité du commandement, ce qui signifie qu'une unité danoise, par exemple, pourrait être menée tout aussi naturellement par un commandement roumain ou américain, l'harmonisation du contrôle et des communications, interchangeabilité des munitions et systèmes d'armes, et mettre les procédures logistiques au diapason de l'Alliance.¹²⁰ L'Étude sur l'Élargissement donna le ton de ce que la RASD devait accomplir, mais n'instituait pas de procédure ou de cheminement clairs. Ce fut le MAP qui permit cette innovation administrative. Un des avantages de ce programme est qu'il met les administrateurs nationaux en contact direct avec des agents de l'OTAN qui aident à guider la réforme.

Le MAP, divulgué lors du sommet du 50^{ème} anniversaire de l'OTAN à Washington, se veut un programme auto-différencié à l'intention des adhérents potentiels. Il s'agit d'activités précises qui ne constituent toutefois pas une garantie d'adhésion, car « NATO does not want to find itself in a situation where an applicant brings a neatly checked-off list, and says 'It is all accomplished'. Thus thee (*sic*) title Membership Action Plan is something of a misnomer. Fulfilling all requirements... does not guarantee membership. »¹²¹ À cet égard, le MAP réitère surtout la distinction thématique apportée par l'*Étude*, et divise le programme d'adhésion en cinq chapitres; les questions politiques et économiques, les questions militaires et de défense, les questions de ressources, les questions de sécurité (de l'information) et les questions juridiques.¹²²

Le MAP s'inscrit d'une manière logique dans la progression du PpP, de l'*Étude*, pour permettre un lien programmatique clair, une division entre les réformes politiques et militaires nécessaires et enfin, l'élaboration d'un processus précis et de conditions nécessaires pour ratifier l'ajout de nouveaux membres. Pour aider à remplir les conditions d'adhésion, le MAP prévoyait des séries de rencontres bilatérales entre les pays candidats et l'Alliance, ponctuées par la livraison d'un rapport annuel sur les Plans annuels nationaux (PAN, ANP, de l'acronyme anglais) durant le processus de réforme permet à la fois d'orienter le pays candidat et informer la bureaucratie otanienne des progrès accomplis.¹²³ Si nous tenons pour acquis que le développement et/ou la réforme des forces armées selon les critères de l'OTAN facilitent (même s'ils ne garantissent pas) l'adhésion, nous pouvons réitérer le postulat que la sécurité nationale est également assurée par les réformes exigées de par le MAP. À cet égard, quatre aspects particuliers retiennent notre attention pour bien définir ce qu'on entend par réformes de l'appareillage de sécurité, soit; l'acceptation de la « conception de sécurité telle qu'exprimée par le Concept stratégique », la fourniture de « forces et capacités pour la défense collective et les autres missions de l'Alliance », la participation à la planification de la défense collective et, bien entendu, la normalisation des procédures et l'interopérabilité.¹²⁴

¹¹⁹ OTAN, *Étude sur l'Élargissement* ch. 4, para. 50.

¹²⁰ Ibid., ch. 5, paras. 64 et 76.

¹²¹ Jan Arveds Trapans, «Georgia, the Black Sea, and the Approaching West,» dans *From Revolution to Reform : Georgia's Struggle with Defense Institution Building and Security Sector Reform*, Ph. Fluri et E. Cole, dirs. (Vienne: LandesverteidigungsAkademie, juin 2005), 299. «L'OTAN ne veut pas se retrouver dans une situation où un adhérent ne fait que se présenter avec une liste soigneusement remplie, et qui déclare 'tout est accompli'. Ainsi le titre de MAP est mal venu... Remplir les conditions... ne garantit pas l'adhésion.» (Trad. Auteur).

¹²² OTAN, *Plan d'Action pour l'Adhésion (MAP)*, Communiqué de presse NAC-S (99) 66-066, 24 avril 1999, para. 4.

¹²³ Ibid., para. 4.

¹²⁴ Ibid., I – Questions politiques et économiques, paras. 2 a, b, d, et g.

Ensemble, ces sujets composent ce qui devint plus tard le Développement des Institutions de Défense (ou Defence Institution Building (DIB) de l'acronyme anglais). DIB est une initiative américaine qui trouva rapidement écho à l'OTAN, qui créa le Plan d'Action au Partenariat-DIB (PAP-DIB) pour appuyer les réformes destinées à faciliter les opérations conjointes. DIB voulait assurer que tout nouveau membre soit en mesure de contribuer à la sécurité globale et non pas seulement « consommer » de la sécurité, comme les pays baltes au moment de leur adhésion. L'initiative répondait à un besoin paradoxal; aucune nation, même la plus puissante, ne pouvait faire face à la complexité et la multitude des défis sécuritaires – des menaces traditionnelles aux risques asymétriques – seule.¹²⁵ DIB était un programme d'investissement euro-atlantique visant à rendre les partenaires capables de contribuer en facilitant les efforts de transition sur trois plans; le niveau politico-administratif, le niveau ministériel, et les quartiers-généraux pour le niveau opérationnel. À chaque niveau correspondent des objectifs capacitaires, mais ceux du niveau opérationnel nous intéressent particulièrement. Les quartiers-généraux étaient une de ces institutions qui bénéficieraient de principes de gestion totale, de développement de la force, de la logistique et du système de commandement et d'imputabilité.¹²⁶ En quelques sortes, DIB est héritier de la RASD et si les premières phases de réforme du début des années 1990 avaient pour objectif la rationalisation et l'efficacité de l'appareillage de sécurité, DIB, en revanche, complétait cette progression de réforme en mettant l'accent sur l'efficacité.¹²⁷ On présage donc, dès le milieu des années 2000, du besoin de réarmer les ex-RSS.

L'OTAN cherche donc des partenaires (ou des membres) dont les capacités ne sont pas en elles-mêmes menaçantes, mais demeurent suffisantes pour dissuader et pour se nicher au sein de forces combinées multinationales. Comme il a été entendu lors d'une conférence récente sur la Sécurité de la mer Noire tenue à Tbilissi, l'OTAN n'est plus disposée à accueillir des membres qui sont eux-mêmes dans l'impossibilité de contribuer à la sécurité de l'Alliance en vertu de l'Art. 3 du Traité de l'Atlantique-Nord.¹²⁸

La résolution des questions *techniques* de RASD des pays candidats telles qu'interprétées au chapitre II du MAP fut l'affaire d'experts le plus souvent envoyés par des membres des forces armées ou des ministères de la défense de pays de l'OTAN. Il *n'y a pas un* processus de réformes, mais *plusieurs*. Tout dépend de quel pays otanien est approché par le pays candidat. Dans le cas de la Géorgie, il semble que le pays de prédilection ait été les États-Unis surtout à cause du GTEP (programme américain destiné à la Géorgie exclusivement qui suivit la mise sur pied du MAP), et du Plan d'Action individuel au Partenariat de l'OTAN (IPAP) dont la Géorgie fut la première adhérente en 2004.¹²⁹

Avec les précisions apportées par l'évolution des programmes de réforme tels que dictés par les institutions internationales, le cheminement de réformes démocratiques suivit son cours indépendamment de la composante militaire des réformes. Ce sont les progrès techniques et opérationnels – pour peu qu'ils appuient le Concept stratégique et les méthodes militaires précédant l'élargissement – qui sont

¹²⁵ Kerr, «Introduction,» ix.

¹²⁶ Thomas Ross, «Defining the Discipline in Theory and in Practice,» dans *Effective, Legitimate, Secure : Insights for Defense Institution Building*, A. Kerr et M. Miklaucic, dirs. (Washington DC : National Defense University Press, 2017), 27-30 et 40-44.

¹²⁷ Kerr, op. cit., x. En 2016, la Géorgie fonda la *DIB School* avec soutien de l'OTAN, démontrant que le contenu de DIB pouvait appuyer des efforts de RASD très précis. Voir OTAN, *Factsheet : Defence Institution Building School : An Initiative of the Substantial NATO-Georgia Package* (Brussels : NATO Information Office, 2017).

¹²⁸ Notes prises par l'auteur d'une réponse fournie par Robert Hamilton durant la période de questions et réponses du panel « NATO's Role in the Black Sea Region », de la conférence du Foreign Policy Research Institute « Changing Tides in the Black Sea Region », tenue à l'Université Ilia à Tbilissi, en Géorgie, le 28 juin 2023.

¹²⁹ Maka Petriashvili, «Defense Institution Building : The Dynamics of Change in Georgia and the Need for Continuity of Effort» (Diss. Maîtrise, Naval Postgraduate School, 2014), 68. Voir aussi Vandemoortele, «The Promotion of Security Sector Reform...» 72.

perçus comme garants du succès stratégique de l'Alliance, soit la crédibilité de la dissuasion conventionnelle. La mesure du succès de la réforme militaire et de défense des pays adhérents devait alors correspondre aux méthodes et pratiques opérationnelles de l'OTAN – à savoir la capacité de générer une interopérabilité. Ces attentes valent pour tous les pays candidats, peu importe les circonstances de leur candidature.

La Russie a, pendant un temps, participé à cet effort de réforme avec un certain enthousiasme, notamment par le PpP. Cependant, l'expectative qu'elle fasse un jour partie de l'Alliance ne fut admis que du bout des lèvres.¹³⁰ D'ailleurs, l'éventualité de sa non-adhésion est anticipée par l'*Étude*, qui consacre un plein chapitre à ce sujet, et se veut rassurante, rappelant que l'élargissement ne vise personne en particulier. Ceci veut aussi dire que la Russie ne serait invitée à effectuer que le genre de réformes lui permettant de coopérer avec l'OTAN dans des missions précises (de maintien de la paix, ou d'exercices conjoints, par exemple). Donc des réformes en profondeur seraient nécessaires pour leur propre mérite, mais sans être instrumentales à une quelconque adhésion future. N'étant pas soumise aux mêmes obligations, le cheminement de réforme de la Russie subirait une trajectoire différente. Il faut donc prévoir dans notre démonstration ultérieure que le cheminement de réforme géorgien sera nécessairement différent de celui de la Russie, au fur et à mesure que les relations parmi les acteurs se détériorent. C'est donc dire que la qualité des relations OTAN-Russie d'une part et Géorgie-Russie, d'autre part, sont des variables puissantes qui motivent et informent l'orientation des réformes géorgiennes.

Le Document Cadre du PpP, l'*Étude sur l'Élargissement*, le MAP ainsi que les transactions bilatérales entre les pays candidats et leurs mentors de l'OTAN fournissent des critères de réforme extrêmement précis qui sont également porteurs de sécurité, sinon de succès militaire sur le terrain (encore que, comme le mentionne Chris Donnelly, ces talents ne se fussent que très rarement mis à l'épreuve au cours de la Guerre froide, hormis la Guerre du Golfe de 1991). Cependant, il demeure que la manière dont la force a été employée durant ce conflit fit école pour la génération de réformistes qui suivit. L'expression de ces principes se retrouve clairement dans les documents doctrinaux qui supportent l'emploi de la force parmi les armées de l'OTAN.

L'Alliance émit une déclaration définitive de ce qu'on attendait en terme de réformes à son Sommet d'Istanbul de 2004.¹³¹ La liste est exhaustive et on peut facilement discerner les thèmes institutionnels des thèmes opérationnels et techniques. Pour les thèmes institutionnels, on s'attend à;

- Un contrôle démocratique des activités de défense;
- Participation civile à l'élaboration des politiques;
- Surveillance efficace des organes de défense par le législatif et le judiciaire;
- Optimisation des ministères et agences de sécurité;
- Transparence des procédures de planification, financement et allocation des ressources en matière de défense.

Pour les thèmes opérationnels, on s'attend à;

- Une augmentation de la capacité d'estimer les risques à la sécurité, et le nécessaire à la défense, en correspondance avec le développement de capacités abordables et interopérables;
- Conformité avec les normes et pratiques internationales dans le secteur de la défense, incluant le contrôle des exportations;
- Gestion efficace des budgets de défense, de la restructuration et de ses conséquences;

¹³⁰ James Chace et Charles Kupchan, «Bring Mother Russia into the Fold,» *Los Angeles Times*, 1 juillet 2001, <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2001-jul-01-op-17546-story.html> consulté le 17 juillet 2023. Le sérieux de cette proposition réside dans le fait que Charles Kupchan est membre du très influent *Council on Foreign Relations* de New York, qui publie le périodique *Foreign Affairs* et *Russia in Global Affairs*.

¹³¹ Kerr, « Introduction, » xvi.

- Transparence de la gestion du personnel;
- Coopération internationale fructueuse et relations de bon-voisinage dans les affaires de défense et sécurité.

Instamment, la RASD devint une condition *sine qua non* de l'adhésion à l'OTAN. En l'occurrence, les Accords de Standardisation (Standardisation Agreements ou STANAGs) s'accordent avec ces objectifs et s'expriment clairement dans le contenu des éléments doctrinaux otaniens. Ainsi, un document comme *Allied Land Tactics* (ATP 3.2.1) a comme objectif de « ... describe a common understanding and approach to land tactical operations, conducted across the spectrum of conflict through a manoeuvrist approach, in order to ensure a suitable level of interoperability during planning, training and execution. »¹³² Ces documents doctrinaux représentent le « gold standard »¹³³ de l'art opérationnel occidental, de ce dont on attend des forces armées partenaires et des aspirants membres.

La doctrine otanienne comme « fin » de la RASD

La RASD devrait avoir pour conclusion de supplanter les concepts de planification et d'exécution soviétiques pour des plans d'opérations qui reflètent les effets de la transition démocratique des aspirants membres de l'OTAN. Comme le lamente Thomas-Durrell Young, bien des plans sont conçus, mais peu sont exécutés ou actualisés à cause de la persistance des anciennes idées.¹³⁴

La doctrine otanienne est non seulement un guide d'action pour tout adhérent en quête de réforme, mais elle est aussi l'expression logique d'une manière de faire, d'un art opérationnel et du combat qui reflète les valeurs communes des membres de l'OTAN. En particulier, portons tout d'abord attention sur les principes de « commandement de mission » (Mission command, en Anglais, ou mieux, *Auftragstaktik*, en Allemand) et d'approche manœuvrière. Ces deux concepts s'inscrivent en contre-distinction de l'approche soviétique du combat, qui s'appuie sur l'obéissance aveugle des subordonnés, et sur l'emploi d'une puissance de feu massive dans des attaques frontales coûteuses en vies humaines.

À n'en pas douter, ces approches étaient également celles des puissances occidentales au début du XX^{ème} siècle. Cependant, l'imputabilité inhérente aux régimes démocratiques sujets à la pression populaire interdit désormais le gaspillage inutile de vies humaines tel qu'enduré durant les deux premiers conflits mondiaux. Les changements doctrinaux de l'époque ont d'ailleurs été pilotés par des académiciens et penseurs militaires de renom, dont les écrits veillaient à rendre au champs de bataille son dynamisme et sa mobilité. Ainsi, les développements technologiques de la Première Guerre mondiale ont permis à Giulio Douhet de concevoir des vagues de bombardiers qui allaient déborder les flancs statiques d'armées de masse et porter un coup mortel loin derrière le front, dans les industries et les capitales ennemies directement. De même, le concept de « torrent expansif » de Liddell-Hart s'appuyait sur la force de frappe et la rapidité des blindés pour disloquer l'adversaire. Tous deux visaient à créer des effets opérationnels et stratégiques chez l'adversaire, de sorte à le faire fléchir sans nécessairement engager de grandes unités en choc frontal. Le souci de la vie humaine et la valeur de ce qu'elle accomplit (même dans une entreprise aussi destructrice que la guerre) est à la base de ce parcours intellectuel, qui trouva éventuellement une expression dans les doctrines opérationnelles et tactiques officielles. Dynamisme et mobilité se résument par l'approche manœuvrière.

¹³² OTAN, *Allied Land Tactics* (ATP 3.2.1) (Bruxelles : Bureau d'information de l'OTAN, 2009), para. 0101. « Décrire une approche et une compréhension commune des tactiques d'opérations terrestres menées de par tout le spectre de conflit par une approche manoeuvriste afin d'assurer un niveau adéquat d'interopérabilité durant la planification, l'entraînement et l'exécution. » (Trad. Auteur).

¹³³ Young, *Anatomy...*, 37. « *nec plus ultra* » (Trad. Auteur).

¹³⁴ *Ibid.*, 37.

Dans la tradition occidentale, le but d'une armée moderne n'est pas la destruction pure et simple de l'ennemi. Elle n'est pas l'instrument d'un gouvernement despotique ou d'un monarque capricieux qui dépendent d'une loyauté aveugle, même si les pays occidentaux ont eux aussi leur lot d'épisodes embarrassants, comme le témoigne cette ligne de Tennyson; « Ours' is not to wonder why. Ours' is to do and die. »¹³⁵

Ce vers, repris par Steven Spielberg dans son film « Saving Private Ryan » (1998), évoque l'aversion des démocraties modernes aux pertes futiles. Cette aversion est due non seulement au fait que la vie humaine a une valeur intrinsèque, mais aussi parce que toute entreprise militaire représente un risque qu'une démocratie n'est pas pressée de prendre. La culture stratégique d'une démocratie cherchera donc un équilibre entre la valeur d'une vie humaine et la valeur d'un objectif opérationnel. Dans le film de Terrence Malik « The Thin Red Line » (1998), un lieutenant-colonel (Tall, joué par Nick Nolte) confronte un de ses capitaines (Staros, incarné par Elias Koteas) justement avec cette équation;

- I don't know if you realize the importance of this operation, Staros... Once our position is secured, we can move the bombers in, and that means air power for a thousand miles in every direction. Guadalcanal may be the turning point in the war! It will cost lives, Staros. Is that what's troubling you?
- No, Sir.
- I explained to you the importance of this objective. How much do you think it's worth... How many lives?
- I can't say, Sir...
- Are you prepared to sacrifice the lives of *any* of your men in this campaign? How many? One, two, twenty? Lives will be lost in your Company, Captain. If you don't have the stomach for it, now is the time to let me know.
- You know, Sir, you're right. About everything you've said...
- Fine, fine, that'll be all Captain... One more thing, Staros. It's not necessary for you to tell me that you think that I'm right. Ever. We'll assume it. Dismissed.¹³⁶

Échange illustratif du fait que désormais, une culture populaire qui considère la vie comme précieuse insistera pour que sa culture stratégique fasse de même. Plus tard, le personnage joué par Elias Koteas (le capitaine Staros) dira que ce qui l'affecte le plus est de ne pas savoir si tout ce sacrifice fait une différence. Aujourd'hui, les doctrines de conduite du combat traduiraient ce sentiment par les termes « avoir un effet » opérationnel. Le but de la RASD est de réaliser une transformation pour des populations dont les forces armées étaient auparavant dévouées à la sécurité des régimes communistes, et non des droits individuels.

¹³⁵ «De connaître le pourquoi n'est pas pour nous. Notre lot est d'obéir et de périr.» (Trad. Auteur).

¹³⁶ - Je ne sais pas si vous réalisez l'importance de cet objectif, Staros... Une fois prise, cette position nous permettra d'amener les bombardiers, et ça signifie de la puissance aérienne pour mille Miles à la ronde. Guadalcanal pourrait être le tournant de la guerre! Ça coûtera des vies, Staros. Est-ce que ça vous empêche de dormir?

- Non, Monsieur.
- Je vous ai expliqué l'importance de cet objectif. Combien vaut-il... Combien de vies?
- Je ne pourrais vous dire, Monsieur...
- Êtes-vous prêt à sacrifier la vie d'un seul homme dans cette campagne? Combien? Un? Deux? Vingt? Des vies seront perdues dans votre Compagnie, Capitaine. Si vous n'avez pas assez de ventre pour ça, maintenant serait le temps de me le dire.
- Vous savez, Monsieur, vous avez raison... À propos de tout ce que vous avez dit.
- Très bien, très bien. Ce sera tout, Capitaine... Au fait, Staros... Il n'est pas nécessaire pour vous de me dire que j'ai raison. Jamais. Nous le présumerons. Rompez. (Trad. Auteur).

Pour se prémunir contre les revers politiques qu'une campagne militaire coûteuse pourrait prendre, mais aussi parce pour préserver la santé économique nationale dont les sociétés démocratiques dépendent, on s'appuie désormais sur la professionnalisation militaire au sein d'armées réduites en taille.¹³⁷ Une armée moderne sera donc composée de « professionnels » (dans tous les sens du terme) des armes, sujette au commandement de mission et employant une méthode de combat manœuvrière. Une telle force est destinée à servir ceux qui ne peuvent se défendre eux-mêmes. Cette vocation se retrouve inscrite explicitement dans la doctrine.

Ainsi l'emploi de la force et la conception des opérations découlent de type de forces et de valeurs de la société qui déploie cette force. La coercition qui s'ensuit, lorsque nécessaire, doit notamment considérer les « effects of firepower upon the population, the infrastructure, and subsequent missions. »¹³⁸ Au Canada, la doctrine est encore plus exigeante : « risks in force protection may have to be accepted in order to protect the civilian populace, and certain tactical successes may have to be delayed or sacrificed for the benefit of protecting and keeping the support of, the local populace. »¹³⁹ La doctrine s'accorde à celle des principaux alliés du Canada (dont les États-Unis, précédemment cités), et elle est également l'application formelle de la documentation doctrinale de l'OTAN, notamment *Allied Joint Doctrine for Operations* (AJP 3.2) et *Allied Land Tactics* (ATP 3.2.1).¹⁴⁰

Une RASD bien accomplie accouche de structures capables de planifier des opérations qui tiennent compte des effets sur les populations civiles, soit « a human-centric approach to analysis through monitoring and assessments (of threats and opportunities to people) and civil-military interaction enables the interactions, behaviours, and motivations of relevant actors as well as relevant dilemmas related to the protection of civilians, to be understood. »¹⁴¹

Lorsqu'il s'agit d'interaction civile-militaire, AJP 3.2 rappelle que les commandants de forces ont « a moral and legal responsibility towards the civilian populations. »¹⁴² Les opérations doivent être planifiées et exécutées en fonction et en conformité avec le droit humanitaire et martial international autant que possible.¹⁴³ Cette attention s'étend également aux infrastructures civiles et services essentiels à la population.¹⁴⁴ La RASD est donc destinée à produire une déontologie martiale pour tous les intervenants détenant ou aspirant à une place dans la communauté euro-atlantique, et plus particulièrement à un siège

¹³⁷ Young, *Anatomy...*, 37.

¹³⁸ Secretary of the United States Army, *Combined Arms Operations in Urban Terrain* (FM-3-06.11) (Washington DC : Department of the Army, février 2002), paras. 1-5, e) et 4-11. Voir également Jones, *The Art of War in the Western World*, 370. « effets de la puissance de feu sur la population, les infrastructures et les missions subséquentes. » (Trad. Auteur).

¹³⁹ Director of Army Doctrine, *Land Operations* (B-GL-300-001/FP-001) (Ottawa : Quartiers-généraux de la Défense nationale, 2008), paras. 207.5 et 208.5. « les risques pour la protection de la force pourraient devoir être acceptés afin de protéger la population civile, et certains succès pourraient devoir être remis ou sacrifiés au profit de protéger et maintenir l'appui de la population locale. » (Trad. Auteur).

¹⁴⁰ Ibid., para. 1 (Introduction).

¹⁴¹ OTAN, *Doctrine for Land Operations* (AJP 3.2, éd. B, version 1) (Bruxelles : NATO Standardisation Office (NSO), février 2022), paras. 1.7 et 2.9 d). « Une approche centrée sur l'individu pour l'analyse par la veille et l'estimation (des risques et opportunités pour les gens) et l'interaction civile-militaire permet les interactions, comportements, et motivations des acteurs pertinents ainsi que les dilemmes pertinents à la protection des civils d'être compris. » (Trad. Auteur).

¹⁴² Ibid., para. 3.51. « Une obligation légale et morale envers les populations civiles. » (Trad. Auteur).

¹⁴³ Ibid., A, para. A-11 a).

¹⁴⁴ Ibid., para. A-17 e), Secretary of the United States Army, *Combined Arms Operations in Urban Terrain*, para. 1-5 g) et h), et OTAN, *Allied Land Tactics*, paras. 0931 et 0932.

à l'OTAN. Cette déontologie est exigeante, car elle dépend de la « *conviction* (emphase de l'Auteur) that the force's purpose and manner in which it conducts operations are morally and ethically sound. »¹⁴⁵

La Géorgie, riche de son expérience de maintien de la paix au Kosovo et de stabilisation en Irak, et ayant bénéficié de conseils d'experts dans le programme GTEP et IPAP, convaincue que non seulement son destin, mais aussi son origine « de » la communauté euro-atlantique militent pour l'application de ces principes, devrait normalement voir son processus de RASD se conformer à cet *éthos*. Nous sommes donc en droit de supposer que ses planificateurs soient adeptes à générer une doctrine indigène se rapprochant de celle des membres de l'OTAN.

Cette impression est d'autant plus puissante que les autorités russes, dans le témoignage qu'elles donnèrent à l'Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia (IIFFMCG, mieux connue sous le nom de Commission Tagliavini), soulignent à quel point les méthodes otaniennes ont été appliquées pour la planification et l'exécution des opérations des Force armées géorgiennes (FAG) durant la bataille de Tskhinvali. Il devient donc utile de se servir de la doctrine otanienne pour mesurer la performance géorgienne non seulement dans son programme de RASD, mais aussi pour mesurer la performance des FAG durant le conflit.

Nous postulons donc que l'application de la doctrine signifie également l'adoption préalable de cet *éthos* opérationnel et tactique. Si cette doctrine a guidé la planification des opérations et que malgré tout, les résultats (que nous connaissons) ont été sous-optimaux, nous pouvons donc émettre les hypothèses suivantes; les méthodes de combat euro-atlantiques ne sont pas aussi efficaces qu'imaginées, ou bien la Géorgie a incorrectement ou incomplètement complété sa RASD, résultant en une intégration ou application incomplète de la doctrine. Une analyse de ces conditions permettra d'isoler les causes de l'insuccès géorgien durant la bataille de Tskhinvali.

¹⁴⁵ OTAN, *Doctrine for Land Operations*, para. 2.7. «*Conviction* que les objectifs de la force et la manière dont elle exécute les opérations sont moralement et éthiquement solides.» (Trad. Auteur, Emphase de l'auteur).

PARTIE 2 : ÉVOLUTION DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET SÉCURITAIRE RUSSE

LA GÉORGIE DANS LE COLLIMATEUR DU KREMLIN

Il est crucial pour notre propos d'expliquer l'évolution de la politique russe relativement au Caucase du Sud (et envers la Géorgie en particulier) si l'on veut expliquer le ressentiment qui va plus tard animer les relations russo-géorgiennes. Plusieurs facteurs militaient en faveur du maintien de l'hégémonie russe sur l'espace post-soviétique. Tout d'abord plusieurs nouveaux États indépendants anciennement constitutifs de l'Union soviétique avaient des dettes énormes envers la Russie.¹⁴⁶ Mais en fait, il appert que si l'appétit de Moscou pour le Caucase n'est pas récent, l'attention qu'elle y a consacrée a fluctué en fonction de ses capacités diplomatiques et militaires. La qualité de cette attention ne peut toutefois s'expliquer que par un quelconque « réflexe » néo-impérial. Plusieurs facteurs et événements ont contribué à nourrir cet intérêt.

Richard Sakwa dénote cinq moments-clés dans le développement de la politique étrangère russe de la première décennie de l'après-Guerre froide.¹⁴⁷ En succession rapide il y eut d'abord la phase d'émergence, avant le coup d'août 1991, suivie de la phase d'établissement, durant le dernier semestre de 1991 qui marqua la fin de l'Union soviétique. Les phases qui nous intéressent sont les périodes « romantique », qui dura de janvier 1992 à février 1993, et de « confirmation », entre mars 1993 et janvier 1996, date à laquelle Andreï Kozyrev, le premier ministre des affaires étrangères de la Russie moderne, remit sa démission. Finalement, il y eut le « nouveau pragmatisme » marqué par l'arrivée de Evgueni Primakov en 1996 et la crise du Kosovo en mars 1999.

Avec l'arrivée de Vladimir Poutine aux commandes, la politique étrangère russe n'en resta pas là. Elle s'affermir au gré des tendances relativement démocratiques – mais sujettes à des influences rétrogrades des élites nostalgiques de la puissance soviétique. La réactivité politique (manifestée par les « phases » de la politique étrangère russe) est une conséquence du vide idéologique qui affligeait les politiques de la nouvelle Russie. Ces carences furent rapidement pointées du doigt par les commentateurs des médias russes, qui gagnèrent une influence cruciale sur l'opinion publique. Les médias – les journaux en particulier – sont donc un baromètre des intentions officielles. Vladimir Poutine sut habilement saisir le pouls du public et promit de rétablir la Russie dans ses droits et privilèges.

Le démocratisme malhabile de Boris Eltsine cèdera la place à la « verticale du pouvoir », un édifice de gouvernance dominé par les services de renseignements et basé sur la loyauté d'un cadre oligarchique soumis à la volonté de Poutine. Cette méthode de contrôle a ceci de fortuit qu'elle permet d'associer une politique à une personne en particulier, et ainsi, on peut émettre l'hypothèse que des influences externes affectant cette personne sont responsables des humeurs changeantes de la politique nationale. Ainsi, le réalisme à outrance de Vladimir Poutine, qui entra en scène comme Président de la Russie au début 2001 ne s'est concrétisé qu'après 2003, suite aux premières invitations lancées aux anciennes RSS baltes de rejoindre l'OTAN, et l'invasion illégale de l'Irak par les États-Unis. Les relations avec la Géorgie, elles, s'étaient envenimées bien avant l'arrivée de Poutine au pouvoir.

À ses débuts, la Russie devait, comme la Géorgie, composer avec une société civile survoltée et émotive. La difficulté de naviguer entre les deux extrêmes politiques – de la gauche nostalgique à l'extrême droite revanchiste – alors que la société elle-même était aux abois, ne peut être passée sous silence. À cette difficulté s'ajoutent les institutions soviétiques dysfonctionnelles incomplètement supplantées par des institutions nationales mal établies. Une politique étrangère ainsi concoctée ne pouvait être que porteuse d'ambiguïtés dangereuses.

¹⁴⁶ Smith, *The Post-Soviet States*, 168.

¹⁴⁷ Richard Sakwa, *Russian Politics and Society*, 2^{ème} éd. (Londres : Routledge, 1998).

Boris Eltsine – Le premier mandat et « l'étranger-proche »

L'objectif de Boris Eltsine, qui avait pris en main les affaires extérieures russes personnellement, était d'assurer une conjoncture favorable à l'accomplissement de réformes économiques (tout en laissant la porte ouverte à l'assistance étrangère, si nécessaire), et éliminer les « structures confrontationnelles » issues de la Guerre froide.¹⁴⁸

Mais si une certaine accordance semblait naître entre les pays occidentaux et la Russie, cette dernière eût tôt fait de convoiter ses ex-républiques maintenant indépendantes. Les plus fragiles étaient celles du Caucase.

Legislators and military figures, however, cited attacks on military personnel in the Baltics and in the Transcaucasus, discrimination against the Russian populations in the Baltics and Moldova, and increasing attacks on Russian-speaking civilians in the context of military conflicts in Moldova and Georgia as evidence that a tougher policy was necessary... By the end of May 1992, the need for a harder line was broadly accepted in Russian policy circles.¹⁴⁹

Au même moment, les pays du Caucase tentaient de se redéfinir. La quête d'identité de la Géorgie passait par le façonnement d'une raison d'être en opposition stridente à l'identité russe. Les politiciens géorgiens arrivèrent à attirer les regards de la Russie sur la Géorgie très tôt suite à l'effondrement soviétique par le vitriol qu'ils déversaient à l'égard de la Russie. Le regard prédateur de la Russie se tourna de plus en plus résolument vers la Géorgie mais la faiblesse étatique de celle-ci « prevented Georgia from insulating itself from more aggressive elements in the Russian polity. »¹⁵⁰

Désormais, la politique étrangère et de sécurité russe allait se faire balloter de Charybdes en Scylla, alors que le Kremlin, tiraillé par les promesses de l'Occident et la menace de la nostalgie russe pour l'URSS défunt, devait trouver un équilibre politique. Dans l'essentiel, les élites politiques craignaient que le « romantisme » pro-occidental ne laisse les abords de la Russie – c'est-à-dire la région géographiquement cernée par des anciennes républiques soviétiques maintenant indépendantes – vulnérables à des influences extérieures qui pourraient se révéler hostiles à la Russie. Ces nouveaux pays étaient dans une catégorie « différente des pays étrangers ordinaires ». ¹⁵¹ Le terme « étranger-proche » – *blijnee zaroubije* – allait désormais coller au nom du nouveau ministre des affaires étrangères russe – Andreï Kozyrev – à jamais.

Plus que tout autre concept, c'est « l'étranger proche » qui confirma la direction de la politique étrangère dès 1992. Sous pression des centristes et des nationalistes patriotiques, la politique étrangère russe devint clairement plus réaliste; la Russie avait des intérêts vitaux à défendre.¹⁵² En mars 1992, plusieurs

¹⁴⁸ Sakwa, *Russian Politics and Society*, 278.

¹⁴⁹ Wynne Russell, «Russian Relations in the 'Near-Abroad',» dans *Russian Foreign Policy since 1990*, P. Shearman, dir. (Boulder, CO : Westview Press, 1995), 61. «Des personnalités législatives et militaires, cependant, pointaient le doigt sur les attaques contre le personnel militaire dans les pays baltes et du Caucase, sur la discrimination vécue par les populations russes dans les pays baltes et en Moldavie, et l'augmentation des attaques sur les civils russophones dans le contexte des conflits en Géorgie en Moldavie comme évidence du besoin d'une politique plus sévère... Vers la fin du mois de mai 1992, l'élite politique russe était largement en accord avec l'idée d'adopter une ligne dure.» (Trad. Auteur).

¹⁵⁰ Jaba Devderiani, « Georgia and Russia : The Troubled Road to Accommodation, » dans *Statehood and Status : Georgia after the Rose Revolution* (Cambridge, MA : MIT Press, 2005), 159. «empêchait la Géorgie de se prémunir contre les éléments les plus agressifs de l'appareillage politique russe. » (Trad. Auteur).

¹⁵¹ Sakwa, op. cit., 278.

¹⁵² Vladimir Rezuwayev, « Sticks and Carrots, » *Nezavisimaya Gazeta* 10, 5 mars 1992, 15, cité dans *Russian Foreign Policy Today: The Soviet Legacy and New Beginnings*, Gordon Livermore, dir. (Columbus OH:

commentateurs proches du ministère se prononçaient en faveur d'une « doctrine Monroe à la Russe » pour gérer l'ensemble des relations dans l'espace post-soviétique. Il vaut la peine de citer en longueur l'article de la plume de Sergei Stankévitch, paru dans *Nezavisimaya Gazeta*, le 28 mars 1992;

It is frequently asserted that Russia's concern about the fate of Russians in neighboring states signifies interference in the internal affairs of independent states. In my view, Russia cannot agree with this interpretation... It is the obligation of a new state that is claiming a fitting role in the international community to deal in a humane and civilized way with the legacy of the previous era, to treat people and their fate solicitously, and to cautiously remove the most painful contradictions.

Unfortunately, in a number of states that used to be part of the USSR, a different path was chosen. Nationalist forces have stepped up their activity there, motivated, in essence, by paranoid ideas about historical or national vengeance... Russian communities... are unable to counter-balance this pressure, and as a result they end up as victims of discriminatory... legislation.

Russia has no moral right to remain in the position of a passive observer. A reaction to any sort of discriminatory decision against the Russian population... (graves, monuments, schools, churches, monasteries, museums) should become the first rule of our embassies in « nearby-foreign » countries... it is time for Russia to talk in tougher tones...¹⁵³

De telles propositions rendaient la position de Kozyrev difficile. La politique étrangère de la Russie dut graduellement évoluer à mesure que les pressions se faisaient sentir sur le ministre. Kozyrev fit l'objet de plusieurs critiques virulentes notamment pour l'appui qu'il vouait à Eltsine. On lui reprochait de ne pas coordonner la politique étrangère avec les autres ministères, notamment les organes de sécurité, pour promouvoir la place de la Russie sur l'échiquier mondial. « The Russian Ministry of Foreign Affairs is not a monolith. Kozyrev has overt and covert enemies. There are considerably more of the latter... Meanwhile, relations between the Foreign Ministry on the one hand, and the security agencies and the military, on the other, have remained the same – bad. »¹⁵⁴

Current Digest of the Soviet Press, juillet 1992), 37-38. (Ci-après Livermore 1992). Voir également Russell, «Russian Relations in the Near-Abroad,» 64.

¹⁵³ Sergei Stankevitch, «A Power in Search of Itself,» *Nezavisimaya Gazeta*, no.13, 28 mars 1992, 1-4, cité dans Livermore 1992, 39. «On entend souvent dire que l'inquiétude de la Russie pour le sort des Russes dans les États avoisinants est un exemple d'interférence dans les affaires de pays indépendants. Selon moi, la Russie ne devrait pas partager cette interprétation... Il est dans l'obligation d'un nouvel État qui prétend à un rôle dans la communauté internationale de composer de manière perspicace avec l'héritage de l'ère précédente, de traiter les gens et leurs sorts avec sollicitude, afin d'éliminer les contradictions les plus douloureuses

Malheureusement, dans un certain nombre d'États auparavant parties de l'URSS, un chemin différent a été emprunté. Des forces nationalistes sont de plus en plus actives, motivées, essentiellement, par des idées paranoïaques de vengeance nationale ou historique... Les communautés russophones...sont incapables de faire contre-poids à cette pression et se retrouvent donc la cible de discrimination...

La Russie a le devoir moral de réagir. Une réaction à toute forme de décision discriminatoire ou d'action contre la population russophone... (sépultures, monuments, écoles, églises, monastères, musées) devrait être la priorité de nos ambassades dans les pays étrangers « rapprochés »...Il est temps pour la Russie de hausser le ton.» (Trad. Auteur).

¹⁵⁴ Leonid Mlechine, « The Corridors of Power : Who is Pushing Minister Kozyrev to Resign? » *Novoye Vremya*, no. 32, août 1994, 8-10, cité dans *Russia's Evolving Foreign Policy 1992-1994: A Supplement to the 5th Edition of Russian Foreign Policy Today*, Gordon Livermore, dir. (Columbus OH: Current Digest of the Soviet Press, 1994), 3-4. (Ci-après Livermore 1994) «Le ministère des affaires étrangères n'est pas un monolithe. Kozyrev a des ennemis ouverts et couverts et plusieurs sont dans le camp de ces derniers... pendant ce temps, les relations

La position de faiblesse relative de la Russie nécessitait le renforcement des organes de décision multilatéraux, notamment l'ONU. Cependant, le rôle de l'ONU dans la gestion des crises qui était d'un intérêt particulier pour la Russie était remis en question, et supplanté par l'action décisive de l'OTAN dans les Balkans.¹⁵⁵ Toutefois, les problèmes de la diplomatie russe s'aggravèrent lorsque les sanctions contre la Serbie faillirent à tenir en compte les intérêts russes.¹⁵⁶ Kozyrev fut donc forcé d'expliquer pourquoi la Russie était dans l'impossibilité d'appuyer les sanctions ou même de les contrecarrer. Mais la vraie douche froide vint quand il devint évident que l'OTAN s'apprêtait à intervenir unilatéralement dans les Balkans.

Lors d'une session du Conseil de l'Atlantique nord à Oslo en juin 1994, le ministre des affaires étrangères de la Norvège demanda à ce que « l'OTAN fasse savoir sans équivoque à ceux responsables des violences en ex-Yougoslavie et au Nagorno-Karabakh que la situation était inacceptable. »¹⁵⁷ Pire, cette position fut fermement appuyée par Lawrence Eagleburger, alors sous-secrétaire d'État, qui déclara que « l'OTAN devrait intervenir pour alléger les souffrances » et trouver un rôle au Nagorno-Karabakh.¹⁵⁸ L'OTAN montrait des signes à vouloir se propager non seulement par ses projets d'élargissements, mais sous prétexte d'imposer la paix dans les régions en conflit. La Russie n'était certes pas en mesure, dans les années 1990, d'imposer sa volonté dans la zone d'intérêt euro-atlantique qu'étaient les Balkans. Cependant, lorsque de hauts responsables américains firent allusion à un rôle otanien jusque dans la cour arrière de la Russie, l'élite politique russe forma le carré. Ceci aida à briser l'isolement grandissant de Kozyrev et Eltsine.

Eltsine et le Caucase : La source de la politique étrangère russe

Déjà depuis 1992 la question du Caucase occupait le Kremlin. Vers la fin juin 1992, les médias blâmaient l'équipe Eltsine pour avoir mis la Russie sur le chemin de la guerre dans cette région. Alors que Eltsine était à l'étranger, son vice-président Aleksander Routskoï se vit confronté à une escalade des tensions en Russie combinées à des crises externes. Routskoï répondit à ces crises par ce que Vasili Portnikov appela un « ultimatum », qui visait principalement le gouvernement Chevardnadze. Cet ultimatum faisait planer l'éventualité de l'intervention de la Russie dans les tensions opposant la Géorgie à l'Ossétie du Sud. Dans la manière de régler ces crises, les commentateurs sont sans équivoque: « there is no doubt that there are forces in Georgia... and in Ossetia, that have a stake in frustrating a political settlement. But can Russia's politicians, if they consider themselves to be the leaders of a great power, behave like those leaders who regard war as a means of solving their internal problems? »¹⁵⁹

entre le ministère des affaires étrangères et les organes de sécurité demeurent les mêmes – mauvaises.» (Trad. Auteur).

¹⁵⁵ Il serait trop long de s'étendre sur l'évolution du rôle de l'OTAN dans la transformation des opérations de paix, et l'auteur réfère le lecteur à l'excellent ouvrage de David Yost, *NATO Transformed* (Washington DC : United States Institute of Peace, 1998).

¹⁵⁶ Boris Rodionov, «The UN Sanctions against Yugoslavia do not take Russia's Interests into Account,» *Izvestia* 22, 4 juin 1992, 4, cité dans Livermore 1992, 138.

¹⁵⁷ Andrei Ostalski, «NATO prepares to impose peace by force,» *Izvestia*, 5 juin 1992, 5, cité dans Livermore 1992, 139.

¹⁵⁸ Ibid., 139.

¹⁵⁹ Vasili Portnikov, «Opinion: Russia is being drawn to War – This is not to the advantage of the President or of the People,» *Nezavisimaya Gazeta*, no. 22, 23 juin 1992, 6, cité dans Livermore 1992, 142. «Sans doutes y-a-t-il des forces en Géorgie... et en Ossétie, qui ont intérêt à faire dérailler les solutions politiques. Mais est-ce que les négociateurs russes se considèrent comme les leaders d'une grande puissance, quand ils se comportent comme des dirigeants qui voient la guerre comme la solution à leurs problèmes internes?» (Trad. Auteur).

On dénote dans ce passage un lien direct entre la stabilité politique interne de la Russie avec le destin des nouvelles républiques indépendantes autrefois constitutives de l'Union soviétique. Ceci appuie la thèse d'Armando Marques Guedes selon laquelle tout pays dans l'étranger proche (et peut-être au-delà) qui se démontrerait incapable d'assumer sa souveraineté étatique pleinement s'exposait à une intervention de la part de Moscou.¹⁶⁰ Essentiellement, les dirigeants russes font face au même dilemme que les dirigeants géorgiens; au milieu de ces relations pourtant symétriques se trouvent des territoires séparatistes dont l'avenir – indépendant pour les uns, ou intégrés dans l'un ou l'autre état pour les autres – influence directement sur les décisions de politique étrangère de la Russie d'une part et de la Géorgie d'autre part.

Le 22 juin 1992, *Izvestia* publia un texte d'Andreï Ostalski qui abondait dans ce même sens: « interference in the internal affairs of another state is not only a violation of the norms of international law but also – almost always – a step toward war. »¹⁶¹ Devant le chaos institutionnel et opérationnel dans lequel la Russie était plongée à l'époque, il risquait d'y avoir un écart considérable entre la politique extérieure de la Russie dans sa forme déclaratoire, et son application sur le terrain. Dans ce cas-ci, des sympathisants conservateurs, réfractaires au libéralisme de Kozyrev pouvaient précipiter les choses, ce qu'Ostalski craignait : « something of this sort is happening in Ossetia... It is entirely probable that Russian troops have indeed been subjected to shelling from Georgian positions... Russian helicopters have already fired on Georgian positions – this fact has been officially acknowledged. Think about it; Russian troops are fighting Georgian troops on Georgian territory! »¹⁶²

Les combats vont donner l'opportunité à Moscou de se démarquer en Géorgie en se présentant comme l'arbitre d'une paix fragile, permettant à Édouard Chevardnadze, nouvellement installé comme président de la Géorgie, de limiter l'érosion de souveraineté de l'état géorgien. Une sorte de *quid pro quo* est à l'œuvre; en échange d'une certaine loyauté envers Moscou, cette dernière force les régions séparatistes de cesser les combats et d'accepter l'arbitrage russe. Ceci « gèle » donc le conflit, sous couvert d'une mission de paix mixte (la Joint Peacekeeping Force ou JPKF de son acronyme anglais le plus souvent employé), opérée conjointement par un bataillon russe, un bataillon géorgien, et une force de milice sud-ossète, commandée toutefois par un nord-ossétien.¹⁶³ La Fédération de Russie protège donc ainsi à la fois l'existence de l'Ossétie du Sud, et l'existence du régime en place à Tbilissi. Le même genre de « marché » – cette fois entre Vladimir Poutine et Mikheil Saakashvili – plus à l'avantage de la Géorgie, permettra de régler le problème de l'Adjarie, 12 ans plus tard.¹⁶⁴

¹⁶⁰ Armando Marques Guedes, *The Five Day War: Russia's Invasion of Georgia* (Sans maison d'édition, 2009), 59. En citant Krastev, Marques Guedes suggère que le programme de passeportisation du Kremlin s'accorde avec ses prétensions territoriales sur la Géorgie car la doctrine souverainiste russe insiste sur le fait que la souveraineté n'est pas un statut, c'est une capacité. Ainsi la souveraineté n'est vraie que si elle est exercée. En définition, une souveraineté incomplète représente donc un vide politique dangereux pour la Russie. Sa politique de l'étranger rapproché représente donc une main-mise sur des territoires ingouvernables ou partiellement gouvernés.

¹⁶¹ Andreï Ostalski, «Threatening Statements by Moscow Politicians are Putting Russia on the Brink of War with Georgia and Moldova», *Izvestia*, 22 juin 1992, 1, cité dans Livermore 1992, 142. «l'interférence dans les affaires internes d'un autre État va non seulement contre le droit international, mais mène presque invariablement à la guerre.» (Trad. Auteur).

¹⁶² Ibid., 142. «Quelque chose du genre est en train de se produire en Ossétie... Il est entièrement probable que des troupes russes ont été l'objet de pillage à partir de positions géorgiennes... des hélicoptères russes ont déjà ouvert le feu sur les positions géorgiennes – on nous a déjà confirmé ce fait. Pensons-y; des troupes russes combattent des troupes géorgiennes sur le territoire géorgien!» (Trad. Auteur).

¹⁶³ Kornely Kakachia, « Problems of Post-Conflict Security Management in Georgia, » dans *From Revolution to Reform : Georgia's Struggles with Defence Institution Building and Security Sector Reform*, Ph. Fluri et E. Cole, dirs. (Vienne : LandesverteidigungsAkademie, 2005), 98-99, 109.

¹⁶⁴ Heidemaria Güter, « Regional and International Organizations in Georgia » dans *From Revolution to Reform : Georgia's Struggles with Defence Institution Building and Security Sector Reform*, Ph. Fluri et E. Cole, dirs. (Vienne : LandesverteidigungsAkademie, 2005), 128.

Les sources qui précèdent illustrent le ferment intellectuel du moment et l'hostilité pour la politique de Kozyrev dans sa logique poussée à ses limites. D'une part la société est réfractaire aux conséquences du virage néo-libéral du gouvernement Eltsine, d'autre part, les élites qui demandent une voix plus insistante (sinon stridente) de la Russie vis-à-vis les anciennes RSS se voient contrariés par les médias qui pointent le doigt sur les contradictions inhérentes à une politique étrangère russe plus véhémente. Kozyrev réussit néanmoins à survivre à ces pressions et tenter de réconcilier ces courants de pensée opposés dans une politique étrangère non moins « schizophrénique » que celle des Géorgiens. En plus de vouloir veiller aux tâches « normales » d'une grande puissance démocratique, comme le maintien de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, le concept de politique étrangère de la Russie qui se dessine vise également à assurer « the unity of domestic and foreign policy and a constant organic link between them. Priority for the interests of individual, human rights and minority rights. »¹⁶⁵

La politique de Kozyrev est silencieuse quant à savoir exactement de quelles minorités il s'agit; et aussi est-elle silencieuse quant à la portée de la définition de « politique domestique ». S'agit-il seulement de la Fédération de Russie, ou bien s'agit-il de tout l'ensemble de la CÉI (que la Géorgie intégra par gratitude pour l'intervention de Moscou pour calmer les séparatistes)? Une telle ambiguïté est porteuse de graves risques.

Doit-on trouver des indices dans ce que Kozyrev propose ensuite, notamment « the implementation of Russia's responsibility as a great power for the maintenance of global and regional stability... »?¹⁶⁶ C'est plutôt ambigu et ce, délibérément. Un élément de réponse peut être décelé quand Kozyrev définit clairement ses objectifs comme étant de régler et prévenir les « conflicts in the CIS space, defending the Commonwealth's external borders... »¹⁶⁷ afin de former une ceinture de bon voisinage autour de la Russie. L'équivalence entre espace post-soviétique et espace du Commonwealth se fait ici sentir. Même si non membre de ce Commonwealth, la Géorgie fait toutefois partie de son « espace ». Reste alors à savoir comment la Russie définit « bon voisinage »; cela implique-t-il, par exemple, de maintenir la ligne dictée par Moscou, ou y-a-t-il place à une certaine autonomie politique? Ces questions demeurent sans réponses, et ainsi nourrissent les cauchemars des républiques avoisinantes, dont la Géorgie. En mars 1993, le cauchemar se rapprocha de la réalité lorsque le Conseil de Sécurité de la Douma russe approuva un concept de politique étrangère dont la tâche la plus urgente était la gestion des conflits parmi les républiques ex-soviétiques avoisinantes, et l'assurance du respect des droits des minorités russophones qui y demeuraient.¹⁶⁸

Le 29 avril 1993, Boris Eltsine acceptait formellement ce nouveau concept de relations internationales qui réconciliait les contradictions entre l'étranger proche et l'espace domestique. En gros, ce concept suggère que

...any actions in the political sphere aimed at undermining the integrity of the Russian Federation and the integrative processes of the CIS, violations of human rights and freedoms and armed conflicts in adjacent states, and steps intended to weaken and undermine Russia's international prestige be viewed as threats to the security of the country and the vital interests of its citizens.

¹⁶⁵ Andrei Kozyrev, « In the Republic's National Interest, » *Rossisskie Vesti*, 3 décembre 1992, 2, cité dans Livermore 1994, 6. « maintenir un lien organique entre la politique domestique et extérieure russes, et prioriser les intérêts et droits individuels et des minorités. » (Trad. Auteur).

¹⁶⁶ Ibid., 6. «les conflits dans l'espace de la CÉI, défendre les frontières externes du Commonwealth...» (Trad. Auteur).

¹⁶⁷ Ibid., 6. «qu'il est de la responsabilité de la Russie en tant que grande puissance de préserver la stabilité globale et régionale.» (Trad. Auteur).

¹⁶⁸ Russell, «Russian Relations in the Near-Abroad,» 65.

Threats of a military nature also occupy a place in the overall spectrum of threats. They include local conflicts in direct proximity to Russia's borders... Russia's responsibility for strengthening stability and security on the territory of the former USSR predetermined the inclusion in the document of provisions on developing cooperation in the politico-military spheres, with a view to creating an effective collective security system; on ensuring Russia's status as the only nuclear power in the CIS; on securing the Commonwealth's external borders; and on preserving military infrastructure and installations that constitute an integrated system for ensuring the military security of its members.¹⁶⁹

Dans cet article, Eltsine franchit le pas que Kozyrev n'osait faire; la réconciliation de l'espace domestique et de l'étranger proche. Cette réconciliation ne peut qu'engendrer une politique étrangère contradictoire; une responsabilité géographique qui dépasse les simples limites nationales de la Russie, et le respect avoué pour la règle de droit international. Ces deux principes sont mis en opposition par la reconnaissance étatique vouée aux ex-républiques soviétiques mais également par les gestes posés par les plus importantes de ces républiques, notamment en répudiant à la fois l'Union soviétique, et le nouveau traité d'Union de Belovej.¹⁷⁰ Prétexte ou souci authentique, la question des minorités devenait la clé de la résolution des conflits régionaux. Tant que les droits minoritaires étaient respectés, l'intervention de la Russie n'était pas à craindre. Le problème survient quand le réflexe néo-impérial russe manipule les opinions et les définitions de ce qu'est une violation des droits des minorités. En l'occurrence, la Russie se met en position de créer des *casus belli* et autres provocations comme, par exemple, en insistant sur le droit d'auto-détermination des peuples.

La doctrine militaire russe de 1993 mettait le doigt sur la lacune la plus criante de la politique russe; l'absence d'un appareillage militaire capable d'appuyer la politique étrangère du pays. En effet les révélations de la soi-disant « révolution des affaires militaires » telle qu'appliquée par les États-Unis lors de la Guerre du Golfe de 1991 n'étaient pas passés inaperçues. On pourrait donc s'attendre à ce que les réformes et les transformations « à l'américaine » s'imposent d'elles-mêmes, mais de fait, l'idée de réforme n'a jamais fait consensus parmi l'élite politique et administrative russe.¹⁷¹ Bien au contraire, les tendances (déclaratoires au début, puis matérielles plus tard) pencheront vers la création de forces capables de faire face à des éventualités variées, mais aussi d'avoir un effet dissuasif. Des politiques étrangères et de défense, donc, qui n'auraient pas à s'appuyer sur les forces nucléaires.¹⁷² Sur l'urgence du moment, la « réforme » de l'appareillage militaire russe signifiait surtout des réductions massives de personnel tout en maintenant l'espoir de créer des forces susceptibles au moins de faire face à des urgences régionales.¹⁷³

¹⁶⁹ Vladislav Tchernov, «Russia's National Interests and Threats to its Security,» *Nezavisimaya Gazeta*, 29 avril 1993, 1, 3, cité par Livermore 1994, 8-9. « Toute tentative de miner l'intégrité de la Russie et les procédés intégratifs de la CÉI, d'enfreindre les droits de la personne, de causer des conflits dans les pays limitrophes à la Russie, et tout geste visant à affaiblir et subvertir le prestige international de la Russie seraient vus comme une menace à la sécurité du pays et aux intérêts vitaux des citoyens.

Des menaces de nature militaire continuent de prendre leur place dans l'éventail global des risques. Elles incluent des conflits locaux à la proximité immédiate des frontières... La responsabilité de la Russie pour le maintien de la sécurité et de la stabilité sur le territoire de l'ex-URSS implique l'inclusion de mesures visant à développer une bonne coopération dans la sphère politico-militaire, et un système de sécurité collective effectif, le maintien du statut de la Russie comme seule puissance nucléaire de la CÉI, à assurer les frontières externes de la CÉI (et) préserver l'infrastructure et les installations militaires qui constituent un système de sécurité militaire intégré pour ses membres. » (Trad. Auteur).

¹⁷⁰ Leonid Karabeshkin, Frédéric Labarre et Pierre Jolicoeur, «On Integration of Russia and its 'Difficult Ally' Belarus,» dans *Asymmetric Neighbors and International Relations : Living in the Shadows of Elephants*, I. Roberge et al. (Londres : Routledge, 2023), 41.

¹⁷¹ Bettina Renz, «Why Russia is Reviving its Conventional Military Power,» *Parameters* 46, no. 2 (été 2016) : 26.

¹⁷² *Ibid.*, 27.

¹⁷³ Frédéric Labarre, « Russian Military Reform: An Overview,» *Baltic Defence Review* 5 (2001) : 61.

Le concept de sécurité nationale russe de 1994 permettait toujours l'usage de l'arme nucléaire en cas de crise et si tous les autres moyens avaient été épuisés, ce qui abaisse le seuil d'emploi d'une telle arme, réduisant d'autant la marge de manœuvre de la politique étrangère russe.¹⁷⁴ Il faut donc des forces compétentes et crédibles. Les minorités hors-Russie allaient devenir le levier de l'interventionnisme russe dans le but de freiner la désintégration, et, pourquoi pas, provoquer la réintégration de l'ancien espace soviétique. Ceci ne pouvait être de bonnes augures pour la Géorgie où les processus désintégrateurs étaient déjà en marche. Comme le suggérait Andranik Migranian:

Russia, in order to bring about the stability and peace in this region, ought to establish itself as the guarantor of the national and territorial autonomy of these formations (Auteur : territoires séparatistes). Only observance of the Russia-guaranteed rights of these numerically-small peoples and cultural communities would make it possible for the Russian authorities to guarantee and ensure the territorial integrity of these new states (Auteur : Anciennes RSS).¹⁷⁵

Il demeure quelque chose « d'anormal » dans la politique étrangère russe, bien illustrée dans la citation de Migranian, certes; comment à la fois traiter de la question des minorités sans pour autant menacer l'intégrité territoriale de la Russie? Tout simplement en mettant l'une dépendante de l'autre. Autrement dit; la Fédération de Russie se propose de garantir l'intégrité territoriale des pays limitrophes issus de la dissolution soviétique *si et seulement si les gouvernements de ces nouveaux pays respectent les droits politiques et individuels de leurs minorités de la manière dont Moscou l'exige*. La conclusion logique d'une telle politique pour tout territoire ayant jadis fait partie de l'Union soviétique est claire; leur existence politique dépend de leur conformité avec les désirs de Moscou. La réelle garantie qui manque, c'est celle de ce qui constitue le respect des droits des minorités (dont bon nombre ne sont même pas d'origine ethnique russe, comme les Ossétiens, par exemple). Sans une définition précise de ce que ce « respect des minorités » signifie, les nouveaux pays indépendants s'exposent donc aux caprices et humeurs changeantes de la politique étrangère régionale russe. C'est le Caucase du Sud, à la stabilité si fragile, qui devenait le parfait candidat pour l'exercice d'une politique étrangère qui avait tous les aspects d'une politique domestique.

Par exemple, lorsque l'Ossétie du Sud déclara son indépendance en novembre 1990, le gouvernement géorgien répliqua en révoquant l'autonomie sud-ossète et en tentant sa réintégration par la force, ce qui se solda par l'abdication et la fuite de Zviad Gamsakhourdia et à l'arrivée au pouvoir d'Édouard Chevardnadze, longtemps favori du Kremlin. La solution des Accords de Sotchi fut d'agréer à la JPKF, mais les troupes russes en faisant partie se comportaient beaucoup plus comme des gardes-frontières que des gardiens de la paix.¹⁷⁶

L'autre aspect anormal tenait au gouffre entre les ambitions de la politique extérieure russe et les capacités diplomatiques et militaires pour les soutenir.

La dissolution de l'Union soviétique avait conduit à l'effondrement de l'Armée rouge, qui pourtant avait été un moteur idéologique et culturel important trois générations durant. En tant que médium aplanissant

¹⁷⁴ Renz, «Why Russia is Reviving...», » 29. Aussi, Frédéric Labarre, «Russian Innovation and Foreign Policy, » dans *Russia after 2012: Continuity, Change, or Revolution?*, J. Larry Black et Michael Johns, dirs. (Londres: Routledge, 2013).

¹⁷⁵ Andranik Migranian, «Geopolitics : Russia and the Near-Abroad – The Entire Space of the former USSR is a Sphere of Russia's Vital Interests,» *Nezavisimaya Gazeta*, 18 janvier 1994, 4-5, 8, cité dans Livermore 1994, 20-21. «la Russie, afin de stabiliser la région et établir la paix, devrait garantir l'autonomie territoriale de ces régions (séparatistes). Seule l'adhésion à ces droits garantis par la Russie pourrait éventuellement lui permettre (aussi) de garantir l'intégrité territoriale (de la Géorgie).» (Trad. Auteur).

¹⁷⁶ Güter. « Regional and International Organizations in Georgia, » 130-131. Aussi Kakachia, « Post-Conflict Security Management in Georgia, » 109.

les divergences ethniques et culturelles au sein de l'URSS, son démembrement, et le désinvestissement généralisé faisaient en sorte qu'elle ne pouvait rapidement devenir la pierre angulaire d'une identité nationale retrouvée, ou même opérationnellement supporter les initiatives diplomatiques et politiques de la Fédération de Russie.¹⁷⁷

Le développement de la politique étrangère et de sécurité russe durant ces premières années de gestation tentait de récupérer les thèmes et pratiques familières de l'Union soviétique afin d'endiguer le nationalisme qui l'avait fait éclater. Dans la section qui suit, nous examinons comment la Russie se proposait d'opérationnaliser ces concepts.

La Russie et l'opérationnalisation de la sécurité militaire

Le 8 juillet 1992, la Russie ratifia le traité des Forces conventionnelles en Europe (FCE ou CFE de son acronyme anglais), réduisant ainsi la structure des forces de l'Armée rouge de 700 000 hommes, pour un total sous les drapeaux de 2.1 millions de personnes pour 1995. Cependant, le Traité FCE avait été signé bien avant l'effondrement de l'URSS et l'indépendance subséquente des anciennes RSS. Ces nouveaux pays devenaient donc non-signataires de ce Traité. Avec ce lot de nouveaux voisins, les frontières de la Russie s'éloignaient de celles des pays de l'OTAN alors qu'elle perdait le contrôle sur maintes infrastructures – et nationalités – qui auparavant servaient dans l'appareillage de défense multinational qu'était l'Armée rouge de l'Union soviétique. Alors que toutes les tentatives de raviver un nouveau traité d'union échouaient, la Russie dut se résoudre à créer sa propre armée en mai 1992. C'est à partir de cette armée balbutiante, mal payée, mal équipée, et délétère, que la Russie se proposait pourtant de garantir la sécurité de l'ancien espace soviétique. Au centre de cette initiative se retrouvait le « Conseil pour la Politique étrangère et de défense » de la Russie, composé d'Andrei Kokoshin, sous-ministre de la Défense, Andrei Kozyrev, ministre des affaires étrangères, mais aussi Evgueni Ambartsoumov, président du comité parlementaire des Affaires étrangères, et finalement, Sergei Egorov et Marc Masarskyi, représentant les intérêts économiques et industriels russes.

Un rapport de ce groupe dont les conclusions furent publiées dans *Nezavisimaya Gazeta* du 18 juillet 1992, prônait l'intégration post-impériale « éclairée » qui articule des relations mutuellement bénéfiques avec l'Occident, tout en réinterprétant les relations avec les ex-républiques soviétiques. C'est ce rapport qui établit que la défense des droits des russophones devait être le vecteur principal de la politique étrangère russes, légitimé ici par un mandat international de la CSCE (plus tard OSCE).¹⁷⁸ Le rapport souligne notamment l'intérêt de la Russie pour la Géorgie en tant qu'alliée potentielle. Le point central étant que de bonnes relations avec l'Occident n'étaient pas, en elles-mêmes, garantes de l'harmonie aux frontières de la Russie, ni du respect des droits des russophones.

Les conclusions tendent donc vers une Russie dans laquelle la défense prend une plus grande place, d'un appareillage de sécurité plus rationnel, de relations civiles-militaires plus saines, et contrôlées par des instances civiles. Pour épargner et alléger les structures, on recommande la réduction des effectifs et la transition à une armée de métier, et, finalement, à la création d'une force de réaction rapide pour parer aux crises périphériques.¹⁷⁹ Pas surprenant donc, que le GEN Pavel Gratchev, ministre de la défense sous Eltsine, ait déclaré dans une entrevue à *Nezavisimaya Gazeta* déjà en 1993 que les intérêts de sécurité de

¹⁷⁷ Sakwa, *Russian Politics and Society*, 300-301.

¹⁷⁸ Eugene Rumer, *Russian National Security and Foreign Policy in Transition* (Santa Monica, CA: RAND, 1995), 32-33.

¹⁷⁹ *Ibid.*, 34.

la Russie puissent exiger « the stationing of troops (forces) and equipment outside the territory of the Russian Federation. »¹⁸⁰

La Russie se retrouvait coincée par un respect immodéré pour les normes internationales de respect pour la souveraineté et l'indépendance des nouveaux pays, et sa nostalgie néo-impériale. Cette ambiguïté reflétait la tension au sein des élites russes, partagées entre les « nostalgiques » et les « démocrates ». L'Armée russe, quelle qu'en soit les conditions matérielles ou opérationnelles, dans quelque incarnation que ce soit (ce, même en Géorgie) demeurait un « monument aux traditions et valeurs soviétiques. »¹⁸¹

La Russie qui a succédé à l'URSS n'a pas hérité de l'empire par choix, mais par histoire.¹⁸² La diplomatie haletante du Kremlin avec les ex-républiques soviétiques (hormis les États baltes et la Géorgie qui n'avaient pas intégré la CÉI), visait à formaliser des relations d'exception, et trouver un motif viable pour solidifier des relations militaires avec le voisinage dans l'expectative de faire contrepoids à l'OTAN.

En effet, les services de renseignement russes – qui exerçaient une influence grandissante sur la gestion de la politique étrangère et la posture de défense – voyaient d'un œil méfiant la soi-disante « transformation » de l'OTAN. Dans un texte prescient faisant état d'une rare présentation publique par le directeur du SVR de l'époque, Evgueni Primakov, Andrei Poleshtchouk faisait remarquer qu'il n'y avait aucune transparence quant à la compréhension de l'Alliance elle-même de son rôle sur l'échiquier géostratégique. À moins, bien évidemment, qu'on ne compte sur l'interprétation du regretté secrétaire-général de l'Alliance Manfred Wörner concernant la nécessité de « projeter » la stabilité en Europe centrale et orientale.¹⁸³ De telles expressions, dénuées de définition précise, avaient tendance à rendre la Russie nerveuse.

La publication d'opinions provenant à la fois du directeur Primakov et de son homologue des forces armées le Major Général Mikhail Dmitryev, mais aussi la présentation d'un rapport intitulé « Implications de l'Élargissement de l'OTAN sur les Intérêts de la Russie » auprès du Ministère des Affaires étrangères signalait une montée en puissance bureaucratique des services de sécurité (qu'on appellera plus tard *siloviki*) relativement aux élites politiques.¹⁸⁴ Il fallait également noter une certaine collusion entre certains experts des médias, comme Poleshtchouk, Migranyan, Stankevitch et autres, et les acteurs jusque-là obscurs appartenant aux forces de l'ordre – les *siloviki*.

La marge de manœuvre de Kozyrev (et donc de Eltsine) ne cessait de s'amenuiser. Les conseillers de Boris Eltsine tentaient de trouver un heureux milieu entre les propositions affichées dans la presse post-soviétique débridée, et les rêves euro-occidentaux d'une portion importante de l'élite politique russe. Mais déjà en 1994, ce Conseil notait qu'il fallait composer une politique plus accommodante aux opinions anti-occidentales.¹⁸⁵

Une expansion géographique de l'OTAN provoquerait la Russie à revoir ses dispositions militaires et infrastructurelles, et, notamment, à « altérer » les zones de responsabilité en matière de sécurité pourtant

¹⁸⁰ Pavel Grachev, «Nuclear Weapons are a Means of Deterring Any Aggression against the Russian Federation.» *Nezavisimaya Gazeta*, 9 juin 1993, 1-5. « le déploiement de troupes (forces) et d'équipement en dehors du territoire de la Fédération de Russie. » (Trad. Auteur).

¹⁸¹ Sakwa, *Russian Politics and Society*, 302.

¹⁸² Ibid., 303.

¹⁸³ Andrei Poleshchuk, «Is an Expansion of NATO justified? – The Special Operation of Russia's FIS,» *Nesavisimaya Gazeta*, 26 novembre 1993, 1, 3, cité dans Livermore 1994, 70-71.

¹⁸⁴ Ibid., 70-71.

¹⁸⁵ Rumer, *Russian National Security and Foreign Policy...*, 40 pour comprendre le fléchissement de la position de Kozyrev, dû au climat politique interne.

agréées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.¹⁸⁶ Ceci pouvait isoler la Russie. Il n'est donc pas surprenant de la voir rechigner à retirer ses troupes encore déployées dans les anciennes RSS et à fermer les bases militaires s'y trouvant. Une retraite précipitée du Caucase (et de la Géorgie en particulier, aut.) mettrait en péril le contrôle russe du nord-Caucase.¹⁸⁷ En fait, nous assistions à un regain d'intransigeance de la part de la Russie, dès qu'il s'agissait de l'orientation des anciennes RSS et de « l'étranger proche ». Le gouvernement russe annonçait ses couleurs en brandissant la présence des forces militaires russes outre-frontières comme monnaie d'échange. Simultanément, la politique étrangère russe redoublait d'efforts pour présenter des systèmes de sécurité alternatifs qui à la fois réduisaient l'importance de l'OTAN, augmentaient celle de l'OSCE (où la Russie détenait un droit de veto), et indirectement pourrait confirmer des rôles spéciaux (comme, par exemple, protéger les russophones) pour la Russie dans les régions qui l'intéressaient, et, par là-même, y maintenir une présence militaire.¹⁸⁸

La Russie milita pour une nouvelle architecture de sécurité européenne, basée sur l'Organisation de Sécurité et de Coopération en Europe (OSCE, anciennement Conférence – CSCE) qui vit le jour en juillet 1994.¹⁸⁹ L'intention russe était de rendre toute discussion à propos de l'expansion de l'OTAN sans objet en focalisant les débats sécuritaires sur l'OSCE. Non seulement ceci réduirait-il la portée de l'OTAN, mais cela accroîtrait celle de l'OSCE, tout en y augmentant l'influence russe.¹⁹⁰ Ceci dit, la question de l'OTAN avait l'heur d'unir l'élite politique russe sous une seule et même bannière; *niet* à l'expansion de l'Alliance.¹⁹¹

Les craintes concernant l'élargissement de l'OTAN aggravèrent les relations entre la Russie et les anciennes RSS. Eltsine semblait croire que l'inclusion de la Russie dans le Groupe des Puissances les plus industrialisées (G7) était dû à son intransigeance sur la question de l'élargissement de l'OTAN.¹⁹² Il dut se résoudre à voir la réalité en face sur la fin de son second mandat; malgré que la Russie forçât le G7 à l'inclure, cela ne freinait pas pour autant l'expansion de l'Alliance. Le plus irritant était que la relation spéciale avec les capitales euro-atlantiques si jalousement recherchées par la politique étrangère russe traçait le chemin non pas vers Moscou, mais vers les capitales des pays aspirants membres. Ceci représentait un double-standard intolérable pour Eltsine.¹⁹³

La politique étrangère russe avait, vers le début 1994, réorienté ses ambitions de manière plus réaliste, moins accommodante des élans unilatéralistes otaniens, et était surtout influencée par une recrudescence de l'opinion des élites nostalgiques de l'époque soviétique. Parmi ces élites, on pouvait certainement imaginer le pouvoir des forces armées, pendant si longtemps l'expression de la vision idéologique du pays. Mais ce rôle ne pouvait perdurer tant et aussi longtemps que l'anémie des forces armées russes n'était pas guérie. En revanche, ce sont les cadres de l'appareillage de sécurité interne – le renseignement et le contre-renseignement – qui comblèrent le vide politique et idéologique. Les opinions de Evgueni Primakov prédisant le développement des relations Russie-OTAN, et les tendances centrifuges au Caucase témoignent de cette ascendance; il est rare pour un directeur du renseignement de se dévoiler ainsi en public. Le pro-occidentalisme euphorique du début des années 1990 était déjà chose du passé.

¹⁸⁶ Poleshchuk, «Is an Expansion of NATO justified?», 1, 3.

¹⁸⁷ Sakwa, *Russian Politics and Society*, 304.

¹⁸⁸ Russell, «Russian Relations in the 'Near-Abroad'», 66.

¹⁸⁹ Irina Grudinina, «Russia proposes its own version of a Concept of European Security», *Sevodnya*, 25 février 1994, 3, cité dans Livermore 1994, 76.

¹⁹⁰ Sakwa, op. cit., 313.

¹⁹¹ Ibid., 314 et Russell, «Russian Relations in the 'Near-Abroad'», 65.

¹⁹² Boris Yeltsine, *Midnight Diaries* (New York : PublicAffairs, 2000), 131.

¹⁹³ Ibid., 350.

Eeltsine – Le second mandat et l’ascendance des renseignements

L’ascendance des services de renseignement sur la scène politique russe est un symptôme du conservatisme qui cherchait à faire contrepoids à l’occidentalisme gênant de Kozyrev (lui qui est après tout né à Bruxelles). De telles pressions menaçaient également la longévité du leadership de Eltsine. Andreï Kozyrev fut relevé de ses fonctions le 6 janvier 1996 et remplacé par Evgueni Primakov, lui qui avait fondé son expertise sur sa connaissance de l’Orient. Cette concession n’estompa pas la pression ressentie par l’administration Eltsine. Avec cette nouvelle position, Primakov pouvait amasser du crédit politique qui pouvait faire de lui un rival puissant à l’orientation néo-libérale amorcée par la Russie sous Eltsine. Primakov ne serait pas le rival politique de Eltsine, dont c’était le dernier mandat. Cependant, Eltsine semblait – selon ses mémoires – craintif quant à la poursuite de l’orientation occidentale de la Russie suite à son départ de la scène politique.

Evgueni Primakov représentait le triomphe de l’option conservatrice de l’élite politique de la Fédération de Russie. Primakov aurait tout de même eu le mérite de négocier la création d’une agence spéciale à l’OTAN pour gérer les relations OTAN-Russie, au Sommet de Madrid de mai 1997. La création du Conseil OTAN-Russie offrait à cette dernière l’opportunité de participer aux travaux de l’Alliance sur une variété de sujets qui touchaient ses intérêts.¹⁹⁴

Primakov demeura ministre des affaires étrangères jusqu’en 1998, date à laquelle il devint premier ministre de Russie, une autre concession à une opinion publique et élitiste russe conservatrice qui montait en puissance. C’est sous l’égide de Primakov en tant que premier ministre que la politique étrangère de la Russie se consolida. C’est également au moment où Primakov chevauchait les positions de ministre des affaires étrangères et de premier ministre que les relations avec la Géorgie commencèrent à se détériorer. Un indicateur puissant de cette détérioration provient d’une source d’information quelque peu anecdotique. Cette source semble suggérer que la seconde tentative d’assassinat contre Édouard Chevardnadze, en février 1998, aurait été pilotée à partir du Kremlin, afin de punir son indépendance politique croissante.¹⁹⁵

Vers la fin des années 1990, la santé des relations OTAN-Russie (et Amérique-Russie) dépendait crucialement d’un terrain d’entente au sujet de la crise du Kosovo. Lorsque l’OTAN imposa sa volonté d’établir la paix par la force faisant fi de l’avis du Conseil de sécurité de l’ONU, duquel la Russie dépendait pour faire entendre sa voix, le premier ministre Primakov, alors en route pour assister au Sommet du 50^{ème} anniversaire de l’OTAN à Washington, fit volte-face en plein vol.¹⁹⁶ Selon Primakov, non seulement l’ONU avait-elle été éludée dans la crise du Kosovo, mais elle n’était désormais plus qu’employée seulement lorsqu’elle était mesure de livrer des verdicts favorables aux préférences occidentales.¹⁹⁷ Le succès de Primakov à aider à créer le Conseil permanent OTAN-Russie aura eu bien

¹⁹⁴ John Berryman, «Geopolitics,» dans *Routledge Handbook on Russian Foreign Policy*, A. Tsygankov, dir. (Londres: Routledge, 2018), 69. Evgueni Primakov, *Le Monde après le 11 septembre et la Guerre en Irak* (Paris : La Renaissance, 2003), 136.

¹⁹⁵ Kakhaber Kemoklidze, «Economic and Security ‘Cross-Pollination’ : The Case of Georgia,» dans *Peacebuilding through Economic and Infrastructure Integration in the South Caucasus*, F. Labarre et G. Niculescu, eds. Study Group Information booklet 11, (Vienne : LandesverteidigungsAkademie, 2022), 91, citant Petre Mamradze, «How Yeltsin was threatening Shevardnadze - oil pipelines, a secret letter and the art of transforming the impossible,» *Kviris Palitra*. 2016, <https://kvirispalitra.ge/article/29843-rogor-emuqreboda-elcini-shevardnadzes-navthobsadenebi-saidumlo-tserili-da-sheudzlebelis-shesadzleblad-gardaqmnis-khelovneba/>. Selon Kemoklidze, Moscou semblait vouloir dissuader Tbilissi de s’engager sur des projets énergétiques sans consultation préalable.

¹⁹⁶ Primakov, op. cit., 127, et aussi Yeltsine, *Midnight Diaries*, 256-257.

¹⁹⁷ Ibid., 131, 135.

peu de succès à communiquer les inquiétudes russes au sujet de l'implication de l'Alliance en Yougoslavie.

Dans l'esprit russe, la promotion de l'OTAN comme instrument unilatéral de gestion et de résolution des conflits servait à amasser des « clients » voués aux intérêts américains permettant aux États-Unis de faire perdurer de manière artificielle le « moment unipolaire ». ¹⁹⁸ La Russie commençait à s'inquiéter du risque d'encerclement stratégique et géopolitique croissant, qui accentuaient son isolement. Face à cette éventualité, la politique extérieure de la Russie se développa vers la création d'un monde multipolaire qui avantagerait la puissance relative de la Russie vis-à-vis des régions particulières. Cependant, Primakov était d'avis que « la ligne choisie par les USA pour faire obstacle au processus de multipolarité se dessine clairement comme un nivellement du rôle de l'ONU, l'affirmation de la pratique d'opérations militaires unilatérales... » ¹⁹⁹ *A posteriori*, tout ceci a l'apparence d'un prétexte, car la préférence russe pour la multipolarité signifie qu'elle détiendrait des avantages comparatifs de puissance importants vis-à-vis la Géorgie. La conception multipolaire du monde cautionnerait la dominance exclusive de la Russie dans sa sphère géographique d'intérêt, un espace qui ressemblait à s'y méprendre à l'Union soviétique.

Vladimir Poutine aux commandes : Premiers concepts sécuritaires cohérents

C'est avec la crise du Kosovo que s'amorce définitivement le volte-face de la politique étrangère russe, mais également que se confirme l'établissement des sbires anciennement du renseignement soviétique au sein de l'appareillage décisionnel en Russie. Primakov ne serait plus seul désormais, car Vladimir Vladimirovitch Poutine, premier ministre russe, fut soudainement propulsé au rang de président de la Fédération de Russie à la veille du nouvel an 2000. La mission qu'il se donna fut de restructurer l'ordre mondial de telle sorte à ce que la Russie puisse reprendre sa place parmi les grandes puissances de plein droit. ²⁰⁰ Avec Poutine aux commandes, on assistera tout d'abord à l'érection de la « verticale » du pouvoir, à la mise sous tutelle des oligarques réfractaires, et à la renaissance économique et commerciale de la Russie, sur fond d'exploitation d'hydrocarbures.

Ces objectifs « intermédiaires » sont bien identifiés dans le concept de sécurité nationale qui fut approuvé au retour des fêtes du nouvel an et de Noël orthodoxes. Notamment, le Concept de Sécurité nationale attribuait la responsabilité de conceptualiser et d'assurer la sécurité du pays au président de la Fédération de Russie en tout premier lieu, puis, à l'Assemblée fédérale (la Douma), suivie du gouvernement (le parti de Poutine, *Edinaya Rossiya*, Russie Unie, est au pouvoir sans coup féir depuis 2000), puis du Conseil de Sécurité nationale, enfin des agences opérationnelles responsables (incluant les forces armées). ²⁰¹

Le Concept de Sécurité nationale de 2000 est sans ambiguïté, mais la politique russe ne peut s'appuyer sur un appareillage coercitif capable de la faire respecter. Le Concept de 2000 dénote deux tendances contradictoires dans l'environnement de sécurité; l'une est l'accroissement de la position socio-économique et commerciale d'un certain nombre d'États (dont la Russie) qui tendent à améliorer les mécanismes de concertation multilatéraux. L'autre tendance, au contraire, perçoit un pôle intégratif articulé autour du prestige des États-Unis, force dominante semblant préférer l'usage unilatéral de la force en contravention au droit international, et au détriment du multilatéralisme onusien. ²⁰²

¹⁹⁸ Primakov, *Le Monde après le 11 septembre...*, 201-202.

¹⁹⁹ Ibid., 206.

²⁰⁰ Lawrence Martin-Bittman, « Is the Cold War Back? » *Journal of Intelligence, Propaganda, and Security Studies (JIPSS)* 9, no.1, (2015) : 95.

²⁰¹ *National Security Concept of the Russian Federation*, Federation of American Scientists, 10 janvier 2000, page maintenue la dernière fois en avril 2000, consultée le 23 juin 2022.
<https://nuke.fas.org/guide/russia/doctrine/gazeta012400.htm>

²⁰² La manière dont la communauté internationale a choisi de régler la crise du Kosovo est un exemple probant de cet unilatéralisme quasi-illégal, sanctionné par les grandes puissances. Voir, à cet égard, Katerina Saariluoma,

À prime abord, les intérêts et objectifs de la Russie, exprimés par le Concept de Sécurité nationale, paraissent normaux; assurer la souveraineté de l'État et développer des relations équitables et mutuellement avantageuses (surtout avec la CÉI et les partenaires traditionnels).²⁰³

Dans la sphère militaire, Le Concept voit les forces armées comme un appui aux ambitions internationales de la Russie, mais néanmoins, les tâches décrites sont celles attendues de toute organisation militaire qui se respecte; maintien de l'indépendance, de la souveraineté, et de l'intégrité territoriale de l'État.²⁰⁴

Cependant; deux intérêts sont excentriques; renforcer la position de la Russie au sein d'un système de relations internationales multipolaire, et réagir aux doubles standards en relations internationales.²⁰⁵ De plus, le Concept de Sécurité nationale ajoute une rubrique concernant les relations frontalières (un terme équivoque à celui « d'étranger proche »); la Russie désire créer les conditions politiques, légales, organisationnelles, et autres, nécessaires pour une protection fiable des frontières.²⁰⁶ Ce qui constitue une « frontière » ne cessera d'être redéfini au fil des ans, pour éventuellement inclure tout l'espace de la CÉI. Pour les planificateurs politiques russes, « intégrité territoriale de l'État » pourrait cacher des tendances inquiétantes à comprendre « État » comme une structure de subordination dominée par le Kremlin sur les ex-RSS qui ne jouiraient que d'une indépendance nominale.

Les rubriques du Concept de Sécurité nationale de 2000 voient cinq menaces (le mot est fort) confrontant la Russie; tout d'abord les tentatives par des États ou d'associations d'États (lire : alliances militaires) à miner l'ONU et l'OSCE, ensuite, bien entendu, l'élargissement de l'OTAN, accompagné par le potentiel d'érection d'infrastructure militaire aux frontières de la Russie, la présence et l'escalade de conflits près des frontières russes et aux frontières externes de la CÉI; et les revendications territoriales.²⁰⁷ Le Concept de Sécurité de 2000 inaugure le XXI^{ème} siècle sous le signe possible de la confrontation. Néanmoins, le ton employé dans ce document fondamental n'apparaît pas d'emblée radical.

Le Concept de Politique étrangère de la Fédération de Russie, adopté le 28 juin 2000, est basé sur le Concept de Sécurité nationale du 10 janvier précédent. Notamment, on justifie l'élaboration d'une nouvelle politique étrangère par le fait que celle entérinée sous Eltsine le 23 avril 1993 (Directive 284 du président de Russie) était devenue caduque, puisque « certain plans related to establishing new, equitable and mutually advantageous partnership relations of Russia with the rest of the world... have not been justified. »²⁰⁸ Manière aésopienne de dire que les attentes de la Russie quant à la place que lui réserverait l'Occident ne se sont pas matérialisées – bien au contraire. Et donc le Concept de Politique étrangère répète le même lament; le fardeau de gestion de crises internationales tend à choir à l'ordre du jour d'organisations exclusives, « à composition limitée » et à réduire le rôle du Conseil de Sécurité de l'ONU.²⁰⁹

Operation Allied Force : A Case of Humanitarian Intervention? Athena Paper 1, (Garmisch-Partenkirchen : Partnership for Peace Consortium Press, 2004).

²⁰³ *National Security Concept of the Russian Federation*.

²⁰⁴ Ibid.

²⁰⁵ Ibid.

²⁰⁶ Ibid.

²⁰⁷ Ibid.

²⁰⁸ «Foreign Policy Concept of the Russian Federation, approved by V. V. Putin, » Federation of American Scientists, 28 juin 2000, page maintenue la dernière fois le 28 juin 2000, <https://nuke.fas.org/guide/russia/doctrine/index.html>, consulté le 23 juin 2022. «...certains plans relatifs à l'établissement de nouvelles relations équitables et mutuellement avantageuses entre la Russie et le reste du monde ne (s'étant) pas avérées, et sont donc injustifiés. » (Trad. Auteur).

²⁰⁹ Ibid.

Autrement dit, l'unilatéralisme est porteur de crises et de tensions, requérant donc un régime de relations internationales multipolaire, ce qui implique un régime dans lequel la Russie détient des avantages comparatifs importants au niveau de certaines régions, dont le Caucase. Les priorités de politique étrangère qui vont en découler seront, entre autres; un « nouvel ordre mondial » basé sur l'intensification du rôle de l'ONU, et le renforcement de la sécurité internationale de sorte à ce que des principes « d'intervention humanitaire » ou de « souveraineté limitée » n'excuse plus l'outrage du Conseil de Sécurité de l'ONU.²¹⁰

Fait intéressant, les priorités régionales de la Fédération de Russie mentionnent en tout premier lieu l'espace de la CÉI, et le désir de réduire la portée du travail de l'OSCE, mais aussi le désir de coopérer avec l'OTAN – sous certaines conditions – basées sur l'Acte Fondateur des Relations mutuelles du 27 mai 1997, mais ne mentionne pas le Caucase du Sud ni la Géorgie.

On pourrait fort bien cataloguer cette sous-région sous l'objectif de créer une « good-neighbor belt along the perimeter of Russia's borders, to promote elimination of the existing and prevent the emergence of potential hotbeds of tension and conflicts in regions adjacent to the Russian Federation »²¹¹ L'éventualité que des relations harmonieuses naissent entre la Russie et le Caucase du Sud existent toujours. Cependant, la manière dont la Russie prévoit résoudre les conflits dans sa cour arrière demeure indéfinie.

Bien qu'ébranlée par la crise du Kosovo, la Russie recherchait néanmoins l'accordance avec les autres grandes puissances, et également avec les institutions multilatérales internationales. L'année 2001 amorça un rapprochement qui déboucha sur une première rencontre entre le Président des États-Unis George W. Bush et le président de Russie Vladimir Poutine le 16 juin 2001 à Ljubljana, en Slovénie.

Si une certaine chaleur marqua les deux premières années des relations entre les États-Unis de M. Bush et la Fédération de Russie de M. Poutine, les communiqués de presse du premier sommet entre ces deux chefs d'état démontraient clairement que la question de l'Afghanistan, de la défense anti-missile, et de la situation sécuritaire dans le Caucase étaient déjà présentes sur les lèvres américaines. L'accordance entre les deux leaders se focalisait surtout sur la lutte anti-terroriste, étant donné que la Russie avait été aux prises elles-mêmes avec le problème du fondamentalisme islamique. Il y avait donc une communauté d'objectifs entre les deux et un rapprochement qu'en octobre 2001, le président Bush qualifiait « d'amitié ».²¹²

À l'issue de ce premier contact, les deux leaders avaient conclu à des échanges concernant des opportunités économiques entre les deux pays et s'étaient entretenus de manière cordiale sur la situation en Afghanistan, la défense anti-missile et l'élargissement de l'OTAN. Malgré que les positions russes ne fléchirent pas sur ces deux dernières questions, la décision fut de continuer le dialogue au niveau des cabinets respectifs et des chefs d'État. Cependant, répondant aux journalistes, Vladimir Poutine eut l'occasion de donner sa position sur la question du Kosovo, toute fraîche dans les mémoires, et de tirer un parallèle avec le problème des minorités russophones dans les pays baltes, victimes de discrimination politique, et qui manifestent pour le respect de leurs droits; « We don't send weapons there. We don't

²¹⁰ Vitaliy Tshourkine, « OON v Mire i Rossiya v OON : Bzglyad iz Niou-Yorka, » dans *Sovremenniy Mir I Geopolitika*, Oleg Ivanov et al, dirs. (Moscou: KanonPlus, 2015), 189. Aussi « Foreign Policy Concept of the Russian Federation. »

²¹¹ *Foreign Policy Concept of the Russian Federation*. « ceinturer les frontières russes de relations de bon voisinage, promouvoir l'élimination et la prévention de l'émergence de nœuds de discorde dans les régions adjacentes à la Fédération de Russie. » (Trad. Auteur).

²¹² « President Bush and Russian President Putin Discuss Progress, » Office of the Press Secretary (Washington, DC: White House, 23 octobre 2001), <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/10/20011021-3.html>

support those people. We don't call it terrorism. We don't try to get people to rise up on the basis of national or ethnic origin or religious feelings.»²¹³ M. Poutine condamnait ce qu'il voyait comme l'interventionnisme étranger dans les affaires internes des États souverains. Il présentait également la politique russe comme une réaction aux « doubles standards » occidentaux. Une réaction qui pourrait prendre la forme de « mimétisme » politique – ou d'une vengeance.²¹⁴ Malgré tout, lorsqu'on demanda si la communauté internationale pouvait faire confiance à la Russie, c'est Mr. Bush qui répondit « I was able to get a sense of his soul, a man deeply committed to his country and the best interests of his country. And I appreciated so very much the frank dialogue.»²¹⁵

Deux autres rencontres eurent lieu entre les deux hommes; une en juillet 2001, et la dernière en octobre 2001, après les événements du 11 septembre 2001. Celle de juillet appuyait les efforts déjà entrepris pour stimuler les échanges économiques de haut niveau, tout en maintenant le dialogue sur les questions stratégiques, tandis que la réunion d'octobre jetait les bases d'une coopération étroite sur la question du terrorisme islamique.²¹⁶ Les deux leaders se sont rencontrés en marge du Sommet du Conseil Économique de l'Asie-Pacifique (CEAP, APEC de son acronyme anglais) le 23 octobre 2001, et ce fut au tour de Mr. Bush de rassurer Mr. Poutine en disant que la guerre contre le terrorisme n'était pas une guerre contre les minorités ethniques, une référence oblique aux craintes russes exprimées dans la politique étrangère concernant les russophones outre-Russie.²¹⁷

Mais cette accordance ne dura pas plus d'un an, et l'empoisonnement des relations entre la Russie et les États-Unis et l'OTAN s'aggrava dès que l'Alliance eut annoncé l'invitation de six pays à rejoindre l'OTAN en novembre 2002, suivi de l'abrogation du traité Anti-Missile Balistique, (ABM, de son acronyme anglais), et, pour couronner le tout, de l'invasion illégale de l'Irak par les États-Unis et quelques alliés au printemps 2003. Finalement, en novembre 2003 avait lieu la Révolution des Roses, à Tbilissi, qui renversait le régime d'Édouard Chevardnadze en Géorgie. À l'hiver 2004, à cette instance de tentative de renversement de régime programmé allait s'ajouter la perception d'une campagne de renversement commandée par des forces étrangères avec la Révolution Orange en Ukraine, une période qui culminera au printemps par l'admission de six nouveaux membres au sein de l'Alliance, et ainsi donc, de l'OTAN aux frontières de la Russie. Pour l'élite politique russe, une telle suite d'événements ne pouvait être que la résultante d'une politique consciente, concertée et agréée de longue date, visant inexorablement à réduire l'influence russe dans son pré-carré.

La tiédeur de la réponse russe à tous ces événements peut être attribuée à son attachement à l'adhésion au Traité FCE, qui, s'il était ratifié par tous les signataires, pourrait permettre d'éviter que des bases militaires adverses ne puissent être établies sur les territoires des anciennes RSS. Toutefois, seules la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan avaient ratifié ledit Traité. Le maintien de troupes russes dans les zones-flanc de Géorgie agissait à la fois comme garantie pour le cas où les anciennes RSS n'adhéreraient pas au Traité FCE, permettant ainsi à ces nouveaux membres de l'OTAN éventuels de

²¹³ «Press Conference by President Bush and Russian President Putin,» Office of the Press Secretary (Washington, DC: White House, 16 juin 2001), <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/06/20010618.html> «Nous n'envoyons pas d'armement là-bas (dans les pays baltes). Nous ne supportons pas ces gens (manifestants russophones). Nous ne les appelons pas terroristes. Nous n'encourageons pas les gens à se révolter sur la base de sentiments nationaux, ethniques ou religieux.» (Trad. Auteur).

²¹⁴ Cohen et Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War...*, 14.

²¹⁵ «Press Conference by President Bush and Russian President Putin. » « ... j'ai vu au plus profond de lui. (M. Poutine) est une personne franche et directe. Nous avons eu un très bon dialogue. J'ai compris le sens de son âme; d'un homme voué aux intérêts du pays qu'il aime profondément. Et j'ai fort apprécié sa franchise.» (Trad. Auteur).

²¹⁶ Ibid.

²¹⁷ Ibid.

contourner les principes du Traité qui visaient à établir de larges zones libres de forces armées aux abords de l'Europe et de la Russie.

Inversement, tous ces nouveaux pays indépendants refusaient de ratifier le Traité précisément parce que la Russie occupait toujours des territoires souverains en Géorgie, et, admettons-le, parce que ratifier ce Traité rendrait impossible l'installation éventuelle de bases de l'OTAN sur leur territoire. Le problème fondamental à ce dilemme était que de toute manière, il n'existait pas de mécanismes pour de nouveaux pays de se joindre au Traité original. Les nouveaux pays indépendants et candidats à l'adhésion à l'OTAN n'avaient aucun intérêt à participer au régime des FCE.

En 2002, la Russie s'était déclarée conforme aux limitations d'équipement stipulées dans le Traité, ainsi que sur les limites nationales agréées. Ses troupes en Géorgie et Moldavie faisaient encore obstacle à un accord, et si les membres signataires de l'OTAN acceptaient les positions de la Russie sur la question générale, ils n'acceptaient pas l'idée selon laquelle la présence de troupes sur les flancs était « temporaire ».²¹⁸ Les négociations étaient donc délicates, et la Russie ne voulait probablement pas donner d'excuses supplémentaires aux puissances euro-atlantiques de ne pas ratifier le Traité.

L'effondrement des bonnes relations entre la Russie et ses interlocuteurs euro-atlantiques fait suite à une série de décisions à caractère stratégique prises sans consulter la Russie; ce que Philippe Beaulieu-Brossard appelle *derzhavnost* – la nécessité de reconnaître la Russie comme partenaire majeure et la traiter comme telle.²¹⁹ Vers 2004, donc, l'option euro-atlantique, et tous ceux qui s'y joignaient, finirent par appartenir à un « autre » stratégique délibérément hostile aux inquiétudes sécuritaires russes.²²⁰

Vers la fin de cette première administration, Vladimir Poutine avait entrepris de consolider son pouvoir vis-à-vis les cadres oligarchiques qui pouvaient représenter une rivalité politique possible. Au niveau externe, la Russie rentrait dans ses moyens, et achevait de payer ses dettes publiques, ce qui la déliait d'obligations coûteuses politiquement. Sous la houlette de Poutine, la Russie reprenait du poil de la bête rapidement. Cet auteur en a d'ailleurs fait état dans un texte de 2009 dans lequel la santé sociétale de la Russie est mise en relation avec sa santé fiscale.

C'est aussi vers ce moment que la Russie a également pu commencer à reconstituer – par un programme d'acquisition et d'innovation – les effectifs de certaines unités militaires, afin que les forces armées de la Fédération de Russie puissent jouer un rôle approprié au statut de grande puissance du pays.²²¹ La coïncidence entre les renversements de pouvoir en Géorgie et en Ukraine, suite à la persistante unilatéralité de la politique des principales puissances euro-atlantiques ne peut que suggérer que ce sont ces événements précis qui ont fait fléchir la politique russe, et non un quelconque « destin post-Guerre froide » comme semble le suggérer Beaulieu-Brossard.

Autrement, comment expliquer que ce sentiment de destinée pré-ordiné ne se soit pas manifesté plus tôt? Il semble plus probable que la Russie s'impatientait de voir le Traité FCE demeurer non ratifié par les membres de l'OTAN. Bien que la non-ratification présentait un facteur de risque pour la Russie, elle lui permettait également d'expérimenter avec des programmes de préparation et de reconstitution de la force alors qu'elle remettait son économie sur pieds.

²¹⁸ «The Conventional Armed Forces in Europe (CFE) Treaty and the Adapted CFE Treaty at a Glance,» Arms Control Association, modifié en août 2017, www.armscontrol.org/factsheet/cfe, Consulté le 8 juillet 2022.

²¹⁹ Devderiani, «Georgia and Russia...» 163.

²²⁰ Philippe Beaulieu-Brossard, «La Russie et le poids de l'(In)sécurité de la Grandeur : L'Impact des Événements internationaux sur la Transformation des Fondements Identitaires et sécuritaires de la Politique étrangère russe (2000-2010) » (Dissertation de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2011), 89.

²²¹ Ibid., 96, et Renz, «Why Russia is Reviving ...» 24.

Moscou voyait également un lien direct entre l'habitude inquiétante qu'avaient les États-Unis et leurs suppôts d'intervenir dans les affaires souveraines des États et la fâcheuse tendance à vouloir renverser les régimes qui ne faisaient pas leur affaire.²²² Voilà autant d'indicateurs qui faisaient pression sur les dirigeants russes, et qui coloraient leur vision du monde, notamment leur foi en une architecture de sécurité juste et fiable.

La deuxième administration Poutine 2004-2008

C'est durant la seconde administration Poutine que la verticale du pouvoir russe a fini par dominer les ambitions oligarchiques et les mettre au service de l'État. Ainsi donc, grâce aux revenus engrangés suite au commerce des carburants, la Russie a su éviter d'être reléguée au rang de tierce puissance.²²³ Le développement du secteur industriel gazier et pétrolier en tant que générateur de profits à la solde de l'État russe a été amplement discuté ailleurs.²²⁴ La seconde administration de Poutine s'ouvrit avec l'élargissement de l'OTAN qui portait ses frontières aux portes de la Russie.

Une certaine interdépendance était née de l'entretien de liens personnels et bilatéraux stratégiques habilement tissés. Parmi ces liens, on comptait l'Allemagne et la France qui comptaient sur la Russie en tant que partenaire indispensable. Ces relations étaient précieuses pour la Russie car ces deux pays sont membres à la fois de l'UE et de l'OTAN, et parmi les plus vigoureux. Ces bonnes relations empreintes de « réalisme » allaient servir la politique étrangère à brève échéance. La reprise socio-économique russe solidifiait ainsi un sens-de-soi collectif, et un accroissement de la confiance du régime en place. Il n'est donc pas surprenant de voir l'élite politique nationale anticiper la politique du Kremlin, sinon la générer par médias interposés.²²⁵ Bien entendu, la position très médiatisée des élites bien connectés est prise en compte par les gouvernements étrangers.

L'évolution de la politique étrangère russe devient donc palpable, notamment dans le périodique *Russia in Global Affairs*, publié en Anglais et en Russe, avec le concours du *Council on Foreign Relations* (qui publie le fameux périodique *Foreign Affairs* à partir de New York). Il s'agit donc d'une publication qui fait autorité en Russie, mais aussi dans les calculs officiels étrangers. Cette section se penche sur son contenu pour la période qui suivit l'abrogation du Traité ABM par les États-Unis et, cinq ans plus tard, la suspension du Traité FCE par la Russie. C'est par ces publications également que l'analyste peut saisir les pouls de l'élite politique russe relativement au Caucase du Sud. Mais cet intérêt n'émergea pas en vase clos. Il fallait une base idéologique pour justifier cet intérêt. L'idée d'une « civilisation » dominée par la Russie en sera la base.

La portée de la politique étrangère russe se voit donc confirmée dans le texte d'Éleonora Mitrofanova; le « monde russe » désigne tout endroit où l'on retrouve une diaspora russophone. La politique des compatriotes propulse l'attention de la Russie au-delà de ses frontières et efface en outre la distinction entre « citoyen » et « compatriote ». Cette ambiguïté met aussi l'accent sur un supposé « désir mutuel » des communautés russophones et du gouvernement russe de se rejoindre.²²⁶

²²² Andrew Radin et Clint Reach, *Russian Views of International Order* (Santa Monica CA : RAND, 2017), 65.

²²³ Beaulieu-Brossard, «*La Russie et le poids de l'(In)sécurité...*», 94, citant Vladimir Poutine, *Allocution annuelle à l'Assemblée fédérale* (2004), www.kremlin.ru.

²²⁴ Voir Frédéric Labarre, «*The Sources of Neo-Mercantilism*, » dans *From Putin to Medvedev : Continuity or Change?* J. L. Black et M. Johns, dirs. (Manotick, ON : Penumbra Press, 2009).

²²⁵ Le lecteur est encouragé à lire l'excellent essai de Peter Pomerantsev, *Nothing is True and Everything is Possible* (New York : PublicAffairs, 2014), 65-67, surtout la section concernant Vladislav Sourkov «*technologue politique* » et son influence sur les présentateurs de télé russes.

²²⁶ Eleonora Mitrofanova, «*The 'Russian World' without Borders*,» *Russia in Global Affairs* 3, no 1, (janvier-février 2004) : <https://eng.globalaffairs.ru/articles/the-russian-world-without-borders/> consulté le 10 juillet 2022.

L'inquiétante conclusion d'une telle analyse est que l'espace géographique que représente l'ex-Union soviétique ne suffirait plus aux ambitions moscovites; « use of Russian citizenship to create a 'protected' population residing in a neighboring country to undermine its sovereignty is a slippery slope that is leading to a redrawing of the former Soviet borders in Russia's favor. »²²⁷ La sphère d'intervention s'élargirait d'autant à moins que, à l'instar de certains pays de la CÉI, on ne respecte rigoureusement les droits des minorités russophones y vivant. La politique des « compatriotes » n'est pas nouvelle; elle date d'au moins de l'époque Eltsine, mais c'est sous Poutine qu'elle devint le prétexte pour justifier les aspirations régionales et globales du Kremlin.²²⁸ Dans le cas de la Géorgie, la confusion entre « citoyen » et « compatriote » permettrait la « passeportisation » russe, qui à la fois augmenterait le nombre de citoyens russes, et à la fois, une « occupation civile » d'un territoire étranger, tout en générant un motif d'intervention si cela devenait nécessaire (ou propice) à la Russie.²²⁹ Que les populations visées par la passeportisation russe soient ethniquement russes ou slaves importe peu; il s'agit ici d'une politique utilitariste stratégique.

D'autres prétextes s'ajoutaient donc à la question de l'élargissement de l'OTAN, et ce bien avant qu'une quelconque promesse ne soit faite à la Géorgie. Essentiellement, le rapprochement de la Géorgie avec les puissances euro-atlantiques nécessitait une réaction urgente mais habile, propre à endiguer ses ambitions d'intégrer l'OTAN.

La Révolution des Roses qui mena Mikheil Saakashvili au pouvoir fut le résultat, selon Sergei Karaganov, de l'abus de l'usage de « bâtons » russes pour répondre aux « carottes » occidentales. Karaganov ne s'inscrit pourtant pas dans le camp des « colombes ». Alors que Mitrofanova prône le financement direct d'ONG et d'instituts culturels et éducatifs²³⁰ dont les diasporas russes en Géorgie pourraient bénéficier, Karaganov propose de faire table-rase du passé – à condition que la Géorgie abandonne ses ambitions pro-occidentales, perçues *de facto* comme anti-russes.²³¹ L'hostilité entre les régimes de Tbilissi et Moscou devenait palpable;

The leaders of the 'revolution of roses' are simply the flesh of the flesh of the former state functionaries. So it is most unlikely that they will be able to fundamentally reform the country, although Russia hopes for that and wishes the new leaders every success in their efforts. Georgia simply has no other elite. Few experts believe the new leadership will last for long – most of them fear that more social upheavals may follow.²³²

²²⁷ Cohen et Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War...*, 5. « L'usage de la citoyenneté russe pour créer des populations 'protégées' résidant dans des états voisins pour miner leur souveraineté est une pente glissante qui mène à un retraçage des frontières en faveur de la Russie. » (Trad. Auteur).

²²⁸ Mukhit Assanbayev, « Reflections on Russian Compatriot Policy in Commonwealth of Independent States, » *Suleyman Demiral University Bulletin* 3, no. 42 (2017) : 131-132.

²²⁹ Nicolas Lemay-Hébert et Nadia Proulx, « Pris entre deux Feux : Généalogie récente de la Construction de l'État sud-ossète, » dans *Déterminants des Conflits et Nouvelles Formes de Prévention*, J.-P. Vettovaglia et al, dirs. (Bruxelles : Bruylant, 2013), 522. Bien avant la passeportisation, l'ambassadeur russe aux États-Unis Vladimir Loukine suggérait la tenue de référendums pour « rapatrier » les populations ethniques russes pour le cas où le projet de CÉI n'aboutirait pas. Voir Keir Giles, *Moscow Rules : What Drives Russia to Confront the West* (Londres : Chatham House, 2019), 67.

²³⁰ Mitrofanova, « The 'Russian World' without Borders. »

²³¹ Giles. *Moscow Rules...* 32.

²³² Sergei A. Karaganov, « Moscow and Tbilisi : Beginning Anew, » *Russia in Global Affairs* 3, no. 1 (janvier-février 2004) : <https://eng.globalaffairs.ru/articles/moscow-and-tbilisi-beginning-anew/> Consulté 11 mai 2023. « Les leaders de la « Révolution des Roses » ne sont que la chair de la chair des anciens fonctionnaires de l'État. Il est donc peu probable qu'ils seront intéressés à transformer fondamentalement le pays, même si la Russie leur souhaite bon succès dans leurs efforts. La Géorgie n'a tout simplement pas d'autres élites. Peu d'experts croient en la longévité de ce nouveau leadership – la plupart prévoit que d'autres troubles sociaux sont à craindre. » (Trad. Auteur).

L'analyse de Karaganov tend vers l'idée que toute forme de nationalisme aux frontières de la Russie devient automatiquement une source manifeste d'hostilité. Il est pratiquement impossible à cette génération d'analystes russes de comprendre l'amour d'une patrie pour ce qu'elle est. Tout amour doit obligatoirement être dirigé vers la Russie. En réponse à quoi;

Russia may toughen its policy toward Georgia if the regime in Tbilisi is transformed into an externally-controlled one. This move by Russia is even more likely considering the growing overconfidence and nationalist sentiments on the part of the *Russian* elite... (Emphase de l'auteur) The situation would develop much easier if the Georgian leadership relinquished its unconstructive anti-Russian rhetoric. It is in Georgia's interests to conduct a loyal policy toward Russia, while preserving, of course, a Western foreign-policy vector, as well.²³³

La Géorgie devait se vassaliser. En même temps, la recommandation de Karaganov est de tenter la Géorgie. La politique des compatriotes – même si elle se solde par l'absorption de la citoyenneté sud-ossète – ne peut pourtant pas être indépendante d'une politique accommodante. Ceci dit, si le Kremlin a tenté de se montrer conciliant dans la première année du régime Saakashvili (durant laquelle la politique étrangère géorgienne était menée par Salomé Zourabishvili, ancienne diplomate française), le reste de l'élite politique russe ne pouvait s'empêcher de semoncer la Géorgie, pour la forcer dans le giron russe.

Sergei Ivanov, alors ministre de la défense russe, se joint alors au débat afin d'appuyer – indirectement – le passage à une politique étrangère russe plus assumée. La réforme de l'appareil de défense et de sécurité russe engendrerait la neutralisation des « séparatistes, radicaux religieux, ou nationalistes. »²³⁴ Dans ces éventualités, « one should not absolutely rule out the preventive use of force. »²³⁵

Dans cette optique, les forces armées russes doivent défendre contre
...three types of threats – external, domestic and transnational – which the Russian armed forces are assigned to neutralize. Meanwhile, even traditional external threats are acquiring new aspects. These include interference in Russia's internal affairs by foreign states or organizations supported by them, instability in neighboring countries caused by the weakness of their governments, and several other aspects which are relatively new for Russia's military planning.²³⁶

Nous assistons donc à la militarisation de la politique étrangère de la Russie, et à une menace à peine voilée à l'égard des gouvernements trop faibles pour asseoir leur autorité. La Géorgie montrait tous les signes de ce que Moscou voyait comme une plaie; faiblesse interne conjuguée avec un rapprochement

²³³ Karaganov, «Moscow and Tbilisi : Beginning Anew.» «La Russie pourrait durcir sa politique envers la Géorgie si le régime de Tbilissi s'avérait contrôlé de l'extérieur. Un tel durcissement est d'autant plus probable si on considère l'excès de confiance et les sentiments nationalistes de l'élite *russe*... (Emphase de l'auteur) La situation se développerait plus simplement si le leadership abandonnait sa rhétorique antirusse. Il est donc dans l'intérêt de la Géorgie de mener une politique de loyauté envers la Russie, tout en préservant, bien sûr, quelque vecteur occidental.» (Trad. Auteur).

²³⁴ Sergei Ivanov, «Russia's Geopolitical Priorities and Armed Forces,» *Russia in Global Affairs* 3, no. (janvier-février 2004) : <https://eng.globalaffairs.ru/articles/russias-geopolitical-priorities-and-armed-forces/> Consulté le 11 mai 2023.

²³⁵ Ibid., «l'emploi de la force de manière préventive n'est pas absolument hors de question.» (Trad. Auteur).

²³⁶ Ibid., «...trois types de menaces – externes, domestiques et transnationales – dont les forces armées russes ont la responsabilité de neutraliser. Cependant, même des menaces traditionnelles acquièrent des aspects nouveaux. Celles-ci incluent l'interférence dans les affaires internes de la Russie causées par des agences ou organisations qui les supportent, l'instabilité due à la faiblesse des gouvernements outre-frontières, et d'autres aspects relativement nouveaux pour les planificateurs des forces armées.» (Trad. Auteur).

occidental coupable. Pour préparer les forces armées russes à ces rôles, des réformes en profondeur ont été nécessaires. On note une série de tentatives qui toutes se soldèrent par des échecs.

Toutefois, Sergei Ivanov se crédite de certains accomplissements importants. Tout d'abord, il note que les efforts de réduction des effectifs (ce que l'on appelle de manière euphémistique la rationalisation économique), sont complétés. C'est une manière de dire que l'hémorragie de personnel des forces armées est stoppée et que la structure des forces était alors « idéale ». Ivanov note aussi, sans donner de précisions, que des changements structurels importants ont été apportés aux forces armées. Le changement le plus significatif est l'adoption d'un cadre de sous-officiers à contrat (une nouveauté qui remplace le système de conscription soviétique, et qui semblerait s'apparenter à la pratique occidentale, évoquant la professionnalisation des forces).²³⁷ Notons que la présence d'un cadre de soutien « moral » au sein de la structure des forces armées en Russie n'est pas nouvelle; du temps de l'époque soviétique, on pouvait attribuer ce rôle aux officiers politiques (*politruk*), qui formaient une chaîne de commandement parallèle qui parut s'intégrer au fil des ans.²³⁸

Parmi les autres changements qui épousent les méthodes occidentales, Ivanov fait état de l'établissement de bases législatives fermes qui assurent le contrôle politique des forces armées. Afin de mettre en œuvre cette législation, la publication de documentation doctrinale priorisant les tâches des forces armées, le 2 octobre 2003, est instructive. La priorité va désormais à l'intensification de l'entraînement (avec un pourcentage de 16% du budget de défense annuel y étant dédié).²³⁹ Le but de ce régime de préparation est d'augmenter le nombre d'unités d'intervention rapide, car il faut avoir les moyens de ses ambitions. En 2006, le ministère de la défense russe créait cinq nouvelles divisions aéroportées, dont la 76^{ème} Division (basée à Pskov à la frontière estonienne) et la 7^{ème} Division (basée à Novorossisk, dans le Caucase).²⁴⁰ Selon Anton Lavrov, expert en la matière, ces divisions n'étaient pas composées « nécessairement » de parachutistes, ce qui signifiait que si un bataillon voulait arriver sur les lieux d'une crise avec tout son complément de logistique, reconnaissance, et appui blindé, il lui fallait obligatoirement un terrain d'atterrissage. Certes, les troupes pouvaient être parachutées si nécessaire, mais les unités d'appui intégrées à ce bataillon ne pouvaient manifestement pas suivre.

Donc, il s'agit de capacités aéroportées, certes, mais qui sont en fait des unités d'infanterie à déploiement ultra-rapide, ou ultralégères selon les circonstances. On voit ici à quel point les déploiements russes sont esclaves de leur doctrine de logistique. Toutefois, ces divisions allaient bénéficier de capacités individuelles accrues (chaque homme avait au moins un RPG-7 pour faire face aux blindés adverses) et d'entraînement approfondi (un an). La Fédération de Russie empruntait aussi à l'Occident l'idée de n'employer que des soldats professionnels pour ces divisions, et de maintenir le personnel à niveau (pas question de « rembourrer » les unités déficientes par d'autres unités disparates n'appartenant pas à la division).²⁴¹ Beaucoup d'espoirs sont fondés sur de telles innovations car elles permettent à la Russie de combler une carence capacitaire qui lui permet de mieux soutenir sa politique étrangère par la force, si nécessaire.

²³⁷ Ivanov, «Russia's Geopolitical Priorities and Armed Forces.»

²³⁸ Albert et Joan Seaton, *The Soviet Army from 1918 to Today* (New York : New American Library, 1986), 125, voient dans l'officier politique le « commandant » du commandant. Chris Donnelly, *Red Banner* (Londres : Jane's, 1989), 192-194, mentionne que depuis 1968, les officiers politiques étaient présents jusqu'au niveau de la compagnie, mais, vers la fin de l'Union soviétique, s'occupaient plus du moral des troupes que d'endoctrinement politique. Cette fonction a été la première à disparaître lorsque la fin du communisme arriva.

²³⁹ Ivanov, op. cit.

²⁴⁰ Anton Lavrov, «Natshalo Reformi Vozdoushno Desantnii Voïsk,» dans *Novaya Armiya Rossii*, Mikhail Barabanov, Rouslan Poukhov, et al. dirs. (Moscou : Centre d'Analyses de Stratégies et Technologies (CAST), 2010), 37-38.

²⁴¹ Ibid., 37-38.

L'importance du texte d'Ivanov tient en la notoriété et la fonction de son auteur. En tant que ministre de la défense de Fédération de Russie, il n'a pas le même parcours que les auteurs habituels de *Russia in Global Affairs*. Il s'agit-là de l'expression d'une visée politique permise au sein d'une verticale du pouvoir dont le contrôle incombe seulement à Vladimir Poutine. Le texte d'Ivanov représente donc un signal fort de l'establishment russe quant à sa compréhension de l'environnement géopolitique et stratégique, et comment la Russie pourrait employer la force pour protéger des frontières qui vont désormais bien au-delà de celles de la Fédération de Russie, mais peuvent inclure tout l'espace de la CÉI, dont la Géorgie fait désormais partie.

La lune de miel russo-géorgienne était définitivement révolue fin 2004. Elle trouvait des détracteurs (d'ailleurs préconisés par Karaganov), dont le plus vitriolique était nul autre qu'Andranik Migranyan, cité précédemment. Migranyan explique que la Révolution des Roses témoignait d'une société civile géorgienne fragile, ce qui accentue le risque de troubles sociaux qui trouvent leur expression finale sous forme révolutionnaire. En comparaison, semble-t-il suggérer, l'Ossétie du Sud est beaucoup plus stable, et donc, viable. Étant donc viable, elle est par conséquent plus méritoire de son indépendance – ou rattachement à la Russie. On devine aussi l'accomplissement final de la politique des compatriotes dans ses propos : « the majority of people living in... South Ossetia have Russian citizenship now, and the protection of their interests also provides legitimacy to the recognition of sovereignty of those self-proclaimed republics. »²⁴²

Il trahit donc par son analyse les intentions russes, et ouvre la porte à une discussion sur le renouvellement de la politique étrangère russe basé sur l'orientation géopolitique géorgienne : « facts indicate that Mr. Saakashvili has apparently decided to continue the cause of Georgia's first president, Zviad Gamsakhurdia who, by proclaiming 'Georgia for Georgians,' actually had his home set on fire. »²⁴³

Dans un texte délirant de Vladimir Degoyev, on admet indirectement que le sort des conflits gelés en Géorgie dépend des bonnes grâces de la diplomatie russe. C'est à elle, par exemple, à qui revient le crédit d'avoir convaincu les Adjars d'avoir rejoint le giron de Tbilissi.²⁴⁴ Ce texte fut cependant aussitôt critiqué par les rédacteurs-en-chef de *Russia in Global Affairs* qui accusaient les « faucons » de « géorgio-phobie ».²⁴⁵ Quoiqu'il en soit, on devine tout de même une offre de compromis officiel dans ce débat politico-académique. Le texte fait donc partie de la joute diplomatique se déroulant entre Moscou, Tbilissi, et Bruxelles. Ainsi donc,

...supporting the separatists may have played into our hands – we have something to bargain over. If our goal is to wipe out the terrorists in their backyards, then Russia must offer Georgia a compromise. The Georgians have an interest in restoring their territorial integrity. The Russians have an interest in building an alliance with Georgia to fight against terrorists. Thus, here is a

²⁴² Andranik Migranyan, « Georgia Propelling its Disintegration » *Russia in Global Affairs* 3, no 4 (octobre-décembre 2004) : <https://eng.globalaffairs.ru/articles/georgia-propelling-its-disintegration/> consulté 18 juillet 2022. « la plupart des gens vivant en... Ossétie du Sud a la citoyenneté russe maintenant et la protection de leurs intérêts rend légitime la reconnaissance de souveraineté. » (Trad. Auteur).

²⁴³ Ibid., « les faits démontrent que M. Saakashvili a apparemment décidé de continuer la cause du premier président de Géorgie Zviad Gamsakhourdia, en proclamant 'la Géorgie aux Géorgiens' et a plutôt mis le feu aux poudres. » (Trad. Auteur).

²⁴⁴ Vladimir Degoyev, « Wider Europe's Horizons in the Caucasus, » *Russia in Global Affairs* 3, no.4 (octobre-décembre 2004) : <https://en/globalaffairs.ru/article/wider-europes-horizons-in-the-caucasus/> consulté 18 juillet 2022 – Degoyev est le seul à suggérer que l'intervention de Moscou est ce qui a permis la réintégration de l'Adjarie au sein de la Géorgie. Voir aussi Marques Guedes, *The Five-Day War : Russia's Invasion of Georgia*, 18, rejète catégoriquement cette idée.

²⁴⁵ Rédaction, « Georgiophobia, » *Russia in Global Affairs* 3, no 1 (janvier-mars 2004) : <https://eng.globalaffairs.ru/articles/georgiophobia/>. Consulté 11 mai 2023.

possible solution: Russia stops supporting separatism in Abkhazia and South Ossetia on the condition that guarantees against ethnic cleansing are established in those territories.²⁴⁶

On conditionne donc la fédéralisation de la Géorgie et le déploiement de troupes étrangères (russes, de la CÉI, mais pourquoi pas de l'OTAN aussi), pour assurer la paix et l'ordre. Les éditeurs de *Russia in Global Affairs* s'empressent d'ajouter que : «any altercation with Georgia, in which Russia will play a safe but pitiful role, may occur, of course. And such irrationality may one day spill over into 'a small victorious war.'»²⁴⁷ Le 21 juin 2005 *Voennyi Promishlenniy Kurier* préconisait d'ailleurs une telle intervention.²⁴⁸

Ce texte proposait donc autant de solutions que d'avertissements diplomatiques voilés. Symptôme du principe « d'instabilité gérée », l'approche choisie par Moscou en Ossétie du Sud, loin d'encourager le rapprochement de la Géorgie, au contraire, provoquait sa sortie d'orbite, au grand dam de son intégrité territoriale. Il s'agit donc d'une preuve indirecte de l'interventionnisme du Kremlin dans les affaires internes de la Géorgie – si ce n'est que par l'entremise de la politique des compatriotes de la Russie.

Konstantin Kosachev, chef de l'agence fédérale russe pour la CÉI, des compatriotes, des expatriés et de la coopération humanitaire, propose de revoir les paramètres de coopération entre la Russie et ses partenaires euro-atlantiques biaisés par leurs « double-standards »;

Russians are being urged to respect the rights of ethnic minorities, while at the same time 'Baltic apartheid' – the outrageous practice of invoking "non-citizenship" and denying basic rights and freedoms on purely ethnic grounds – is being winked at. Even the adaptation of the CFE Treaty – a simple step that can expedite the creation of a new European security system – is being delayed under all sorts of pretexts.²⁴⁹

On voit donc comment les analystes russes confondent les sujets et une multiplicité d'objectifs de politique étrangère. Ce sont autant d'obstacles à une attitude plus coopérative de la part de la Russie à l'égard des puissances euro-atlantiques. Le fardeau de la non-coopération de la Russie repose sur les épaules euro-atlantiques. « If Europe loses Russia to time-serving intrigue and political expediency, it will lose more than just an important partner and a source of raw materials. It will lose a chance to modernize and make a breakthrough into a new dimension of the civilization that it produced. »²⁵⁰ Autant

²⁴⁶ Rédaction, « Georgiophobia, » «...appuyer les séparatistes peut bien avoir procuré des atouts dans notre jeu (de la Russie – auteur) – nous donne quelque chose avec quoi négocier. Si notre objectif est d'éliminer le terrorisme dans notre voisinage, alors il faut que la Russie tire un compromis avec la Géorgie. Les Géorgiens veulent rétablir leur intégrité territoriale. Les Russes veulent s'allier à la Géorgie pour défaire les terroristes. Donc voici une solution possible; la Russie cesse d'appuyer les séparatistes... à condition que des garanties contre le nettoyage ethnique dans ces territoires soient émises.» (Trad. Auteur).

²⁴⁷ Ibid., «...toute altercation avec la Géorgie dans laquelle la Russie pourrait jouer un rôle insignifiant mais sécuritaire peut se produire. Et ce genre d'irrationalité pourrait un jour déboucher sur une 'petite victoire militaire'.» (Trad. Auteur).

²⁴⁸ Le texte était signé par un improbable Viktor Viktorov, dans *Voennyi Promishlenniy Kurier* le 21 juin 2005. Autrefois disponible sur www.vpk-news.ru, il ne semble plus exister. Ce texte a fourni de contexte pour une allocution donnée par l'auteur le 4 novembre 2008 à l'Auditorium Cadieux du Ministère des Affaires étrangères du Canada, lors de la réunion annuelle du Conseil atlantique canadien. Voir Frédéric Labarre, «Russian Capabilities, '888' (the Russian-Georgian War) and the Impact on the Alliance,» *SITREP*, décembre 2008, 12.

²⁴⁹ Konstantin Kosachev, «A Dictatorship of Incompetence,» *Russia in Global Affairs* 5, no. 2 (avril-juin 2006) : 98. «On exige des Russes qu'ils respectent les droits des minorités ethniques tandis que ... la pratique scandaleuse de maintenir une 'non-citoyenneté' et refuser aux russophones leurs droits et libertés à cause de leur origine ethnique – est ignorée. Même l'adaptation du Traité FCE – un geste simple qui pourrait accélérer la création d'un nouveau régime de sécurité – traîne toujours pour une raison ou pour une autre.» (Trad. Auteur).

²⁵⁰ Kosachev, «A Dictatorship of Incompetence,» 98. «Si l'Europe s'obstine à perdre son temps à des intrigues et à l'expédition politique, elle perdra bien plus qu'un partenaire important et une source de matière première. Elle

de raisons pour la Russie, donc, de se décevoir de ses chances de jamais « intégrer » cette communauté politique. Autant de motifs d’y tourner le dos, et pourquoi pas, promouvoir sa propre « civilisation ».

Au fur et à mesure que l’espoir d’être perçue comme partenaire égale aux puissances euro-atlantiques se fait sentir, la notion de « civilisation » spécifique pour identifier le monde russe devient plus insistante. Ici, on suggère que le tournant « civilisationniste » de la Russie est une réaction à la politique occidentale qui privilégie les petites puissances au détriment de la Russie. Hormis cette constatation, l’idée selon laquelle la Russie est au centre d’une civilisation distincte de l’Europe demeure une conception identitaire sans contexte ni contenu précis. À tout le moins, le civilisationnisme renvoie à une identité partagée principalement sur l’espace géographique qu’occupait l’Union soviétique. On semble dire que dans cet espace – que la Géorgie occupe – les principes et valeurs démocratiques seraient inopérants car non-intuitifs ou non-familiaux historiquement à la région. Le civilisationnisme ne rejette pas le démocratisme néo-libéral, certes, mais il incorpore un certain dirigisme centralisé à partir de structures oligarchiques en ligue avec les seigneurs responsables de la sécurité nationale russe à Moscou; « a form of government that would ensure a higher degree of governance and self-regulation within society and the state. »²⁵¹

Paradoxalement, la Russie partage à la fois un sentiment de puissance renouvelée en même temps qu’elle redoute l’exclusion des affaires sécuritaires euro-atlantiques.²⁵² La diplomatie russe et ses sbires ne peuvent toutefois pas s’empêcher d’employer les sous-entendus menaçants. Car la mention du Traité FCE par Kosachev n’est certainement pas accidentelle; ce traité ne figure nullement dans ses tâches professionnelles. Cette mention présage le retrait de la Russie du Traité ce qui signifie en retour que des forces russes pourraient ainsi demeurer sur les zones-flanc. Autrement dit, demeurer en Géorgie.

Le civilisationnisme comme expression de distanciation de la Russie de son orientation néo-libérale a eu tôt fait d’être critiquée. En tant que principe consolidant les forces armées avec le leadership politique russe sur l’espace géographique post-soviétique, il ne peut être considéré comme un vecteur identitaire distinct et autonome tant et aussi longtemps que la politique russe s’obstine sur une quelconque orientation occidentale.²⁵³ Akhiezer et Klyamkine perçoivent également un défi civilisationnel à l’émancipation de la civilisation russe. C’est-à-dire; ils imaginent que l’Occident fera tout en son pouvoir pour déjouer les tentatives russes d’obtenir une plus grande marge de manœuvre politique au niveau international *parce qu’il s’agit* de la Russie. On anticipe donc une pression décisive qui s’inscrit contre l’identité russe complètement séparée de toute destinée euro-atlantique (ou européenne à tout le moins).

Au début 2007, le succès de la reprise économique russe qui soutenait tant d’optimisme dans la politique étrangère laissait aussi présager une adaptation de la politique elle-même et de la documentation

perdra la chance de moderniser et de franchir une nouvelle dimension (de la Russie) qu’elle a créée.» (Trad. Auteur).

²⁵¹ Andrei Kokoshine, «Real Sovereignty and Sovereign Democracy» *Russia in Global Affairs* 5, no. 4 (octobre-décembre 2006) : <https://en.globalaffairs.ru/article/real-sovereignty-and-sovereign-democracy/>. Consulté le 15 juillet 2022. Mikhail Demurin, «The Conflict of Civilizations: What is in Store for Russia,» *Russia in Global Affairs* 5, no. 4 (octobre-décembre 2006) : <https://en.globalaffairs.ru/article/the-conflict-of-civilizations-what-is-in-store-for-russia/>, «une forme de gouvernement qui assure au plus haut degré de gouvernance et d’auto-régulation au sein de la société et de l’État.» (Trad. Auteur). Voir aussi Andrei Okara, «Sovereign Democracy: A new Russian Idea or a PR Project?» *Russia in Global Affairs* 6, no. 3 (juillet.-septembre 2007) : <https://en.globalaffairs.ru/article/sovereign-democracy-a-new-russian-idea-or-a-pr-project/> consultés 15 juillet 2022.

²⁵² Giles, *Moscow Rules...*, 63.

²⁵³ Alexander Akhiezer, Igor Klyamkine et Igor Yakovenko, «Time to Decide on Russia’s Identity,» *Russia in Global Affairs* 5, no.3 (juillet-septembre 2006) : <https://en.globalaffairs.ru/article/time-to-decide-on-russias-identity/>. Consulté 15 juillet 2022.

doctrinale officielle. À cette nécessité revient la question de la Géorgie laissée en suspens, mais réactivée par les ambitions indépendantistes du Kosovo que le PM finlandais Martti Ahtisaari avait tenté de négocier, en alliant en vain intégrité territoriale et auto-détermination. Cette fiction fut aussitôt condamnée par l'ambassadeur russe Alexander Aksenyonok, qui établit un parallèle direct entre la dyade Serbie-Kosovo et la dyade Géorgie-Ossétie du Sud.²⁵⁴ Salomé Zourabishvili n'y voyait que des mots. Pour elle, il n'y avait pas de parallèle entre les deux, surtout qu'un tel geste aurait tôt fait de fragiliser les relations entre Moscou et d'autres régions russes aux tendances séparatistes dans le Caucase du Nord.

Poutine et Munich

Le coup d'envoi de la nouvelle position russe fut donné par Vladimir Poutine lors de la Conférence de Sécurité de Munich de février 2007. Dans une allocution d'une franchise frôlant l'insolence, Poutine reprit les sempiternelles plaintes de la Russie, et accusait les États-Unis d'outre-passer non seulement les frontières nationales d'états souverains, mais de menacer le droit international dans son ensemble.

Pour Poutine, la coopération entourant la lutte au terrorisme international demeure la plus propice à générer une harmonie parmi la Russie, les États-Unis et leurs alliés. Cependant, les questions de désarmement (conventionnel ou nucléaire) demeurent un facteur déstabilisant les relations internationales, car seuls la Russie et les États-Unis sont signataires des traités de limitation des armements les plus importants. D'autres puissances nucléaires (dont certains alliés potentiels de la Russie) sont exclus de ces traités. Dans les méandres de l'argumentation de Poutine, on voit encore une fois l'ombre de la menace : « incluez mes partenaires, sinon, je devrai mettre un terme à la coopération de la Russie » semble-t-il dire. La Russie remet le fardeau de sa possible défection sur les agissements putatifs de puissances comme la Chine ou l'Inde. En lien avec ces lamentations stratégiques habituelles, Poutine fait allusion de façon préemptive à l'infraction possible des États-Unis à tout traité de désarmement, comme le traité START de 1991. Cette défection potentielle aux traités de limitations d'armements stratégiques, combinée au déploiement imminent de défense antibalistique inquiète vivement la Russie, mais c'est surtout le Traité FCE adapté qui retient l'attention de Poutine :

Seven years have passed and only four states have ratified this document, including the Russian Federation. NATO countries openly declared that they will not ratify this treaty, including the provisions on flank restrictions (on deploying a certain number of armed forces in the flank zones), until Russia removed its military bases from Georgia and Moldova. Our army is leaving Georgia, even according to an accelerated schedule... But what is happening at the same time? Simultaneously the so-called flexible frontline American bases with up to five thousand men in each. It turns out that NATO has put its frontline forces on our borders, and we continue to strictly fulfil the treaty obligations and do not react to these actions at all. ²⁵⁵

Dans l'esprit du Kremlin, la non-ratification du Traité FCE par les membres de l'OTAN, la situation en Géorgie et l'élargissement de l'Alliance atlantique sont indissociables politiquement et militairement. Cet

²⁵⁴ Alexander Aksenyonok, «Self-Determination : Between Law and Politics,» *Russia in Global Affairs* 5, no. 1 (janvier-mars 2007) : <https://en.globalaffairs.ru/article/self-determination-between-law-and-politics/>. Consulté 15 juillet 2022.

²⁵⁵ Président de la Russie, «Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy,» 10 février 2007, «Sept années sont passées, et seulement quatre pays l'ont ratifié, dont la Russie. Les pays de l'OTAN ont ouvertement déclaré qu'ils ne le ratifieraient pas; y compris les mesures concernant les restrictions des zones-flanc (concernant une certaine force dans ces zones), à moins que la Russie ne retire ses troupes de Géorgie et de Moldavie. Notre armée est en train de quitter la Géorgie selon un horaire accéléré... Mais qu'arrive-t-il entre temps? Des bases américaines sur la soi-disante ligne de front flexible avec des garnisons de près de 5000 hommes chacunes. Il appert que l'OTAN déploie des troupes de première ligne à nos portes, pendant que nous continuons à adhérer au Traité et nous ne réagissons nullement à ces gestes...» (Trad. Auteur).

agencement de politiques occidentales ne vise qu'un seul but, préserver l'unipolarité américaine tout en affaiblissant la Russie, de sorte qu'il ne soit jamais nécessaire pour les puissances euro-atlantiques de tenir compte de ses intérêts, ni de la consulter. En fait, une certaine logique stratégique se dessine par les réponses données par Vladimir Poutine aux journalistes, à la fin de son discours. Il dira entre autres que la Russie doit beaucoup « to the balance of powers between these two superpowers. There was an equilibrium and a fear of mutual destruction. And in those days one party was afraid to make an extra step without consulting the other. »²⁵⁶ Bien que Poutine fasse planer la menace nucléaire ici, il était en quête d'un équilibre géopolitique basé sur des zones d'influence.²⁵⁷

La Russie était loin de réduire ses effectifs en Géorgie et dans ses territoires séparatistes. Mark Smith note d'ailleurs qu'au printemps 2008, les services d'entretien ferroviaires russes se rendirent en Abkhazie pour y effectuer la réfection des voies ferrées. Activité anodine dans n'importe quel autre contexte, sauf qu'il s'agit d'ingénieurs de l'Armée russe, et que les voies ferrées sont essentielles à la logistique militaire russe.²⁵⁸ Bien que ces éléments se soient retirés une fois la tâche accomplie, on note par ailleurs le renforcement du bataillon russe de la JPKF en Ossétie du Sud en fin juillet 2008.²⁵⁹

On peut donc conclure que la Russie compte sur une capacité militaire crédible pour forcer ses adversaires à négocier. C'est la seule manière qu'elle a choisie de remédier aux développements de défense anti-missiles, la non-ratification du Traité FCE, et à l'élargissement de l'OTAN, qui, selon le Kremlin, conspirent pour maintenir le déséquilibre stratégique qui consolide l'unipolarité américaine, au détriment des intérêts russes.

Le ministre des affaires étrangères russe Sergei Lavrov abondera dans le sens des propos de son chef, Vladimir Poutine, dans un article subséquent. Il en profitera pour proposer une nouvelle architecture de sécurité, mais sans donner dans les détails.

We are alarmed that organizations and instruments that we inherited from the past – NATO, the OSCE, the Treaty on Conventional Armed Forces in Europe, and others – are evolving into means of reproducing a bloc policy in the present-day conditions... There is a real danger that the situation – without an overall reform of the European security architecture – may acquire a life of its own, thereby predetermining a real split of Europe for decades to come... An answer to this challenge can be found only in serious, meaningful discussions concerning a collectively coordinated and mutually acceptable configuration of European security.²⁶⁰

²⁵⁶ Président de Russie, «Speech and the Following Discussion at the Munich Conference on Security Policy,» «...à l'équilibre de la force entre les deux superpuissances. Il y avait une crainte de destruction mutuelle. À l'époque les parties craignaient de poser un geste sans consulter l'autre.» (Trad. Auteur).

²⁵⁷ Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 25.

²⁵⁸ Ghulam Dastagir Wardak, *The Voroshilov Lectures. Materials from the Soviet General Staff Academy, Volume I* (Washington DC : National Defense University Press, 1989), 163-164.

²⁵⁹ Mark A. Smith, «Russian Chronology July-September 2008,» *Advanced Research and Assessment Group (ARAG) Chronology Series 8/27*, (Shrivenham : Defence Academy of the United Kingdom, novembre 2008), 57.

²⁶⁰ Sergei Lavrov, «The Present and Future of Global Politics,» *Russia in Global Affairs* 6, no 2 (avril-juin 2007) : 20. « Nous sommes alarmés que des organisations et instruments hérités du passé – OTAN, OSCE, le Traité FCE, etc. – évoluent pour reproduire des politiques de bloc dans des conditions contemporaines... Il y a un réel danger que la situation – sans réforme en profondeur de l'architecture de sécurité européenne – puisse dégénérer, et donc créer un clivage en Europe pour des décennies à venir... Une réponse à ce défi peut prendre la forme de discussions sérieuses et substantielles au sujet d'une configuration de sécurité européenne gérée collectivement et mutuellement acceptable.» (Trad. Auteur).

Selon Salomé Zourabishvili, présidente de Géorgie, la méthode de persuasion de Moscou ne fait que perpétuer son isolement, une conséquence que la politique étrangère russe ne désirait certes pas. La Russie, par son obstination à vouloir « négocier d'une position de force »²⁶¹ ne fait que décroître son attrait et son influence régionale. De même, l'habitude de la Russie de toujours se mêler des affaires internes de ses voisins notamment dans les conflits caucasiens, la pousse vers des doubles standards. Comment la Russie peut-elle menacer de reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud sans mettre en péril sa propre intégrité territoriale? Politiquement, de répondre du tac-au-tac à une éventuelle indépendance du Kosovo pourrait se révéler dangereux.

Russia cannot ignore that the balance of forces has drastically changed in the region. After more than a decade of intensive U.S. training and financing, the Georgian army is no longer the disoriented, underpaid and poorly trained army of the 1993 conflict... Moreover, Russia cannot be sure what the American reaction would be in the future, especially if it continues to regard Georgia as an ever more strategic region.²⁶²

L'Ossétie du Sud est vulnérable à une solution militaire, et pour éviter une telle éventualité, Zourabishvili propose une conférence de paix afin d'encadrer, tous les conflits gelés dont les causes et les solutions possibles échappent au droit international.²⁶³ Le but serait de garantir, justement, les droits politiques et culturels en Ossétie du Sud par une autonomie substantielle appuyée par une force de maintien de la paix réellement impartiale, dont la mission dépendrait des autorités politiques et pays directement concernés et non de grandes puissances régionales. Ceci éliminerait l'idée que certaines régions sont la responsabilité géopolitique exclusive de certains pays qui ont des intérêts évidents dans la région.

La réponse de Salomé Zourabishvili met au défi les autorités russes de partager leurs prérogatives sur « l'étranger-proche » que la Russie considère comme lui étant exclusives.²⁶⁴ Contrairement à ce que Vladimir Poutine affirmait à Munich, les problèmes affligeant les relations russo-géorgiennes sont loin d'être résolus.

Markedonov tente de donner une explication « objective » de la détérioration de ces relations. Il accepte que Chevardnadze ait nécessité le concours de Moscou pour régler les crises abkhazes et sud-ossètes en 1994, mais il ne lie pas cet appui à l'adhésion de la Géorgie à la CÉI et à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective. Il néglige de souligner que ni l'assentiment de la Géorgie à se rapprocher de la Russie, ni l'intervention de celle-ci n'a abouti à la réintégration territoriale de la Géorgie. Ainsi donc, le pivot de Chevardnadze vers l'Occident est interprété comme pragmatisme politique lié aux intérêts américains dans la lutte au terrorisme.²⁶⁵ Markedonov n'ose pas admettre que la Russie a floué la Géorgie, et que ce revirement est le fruit de l'amertume.

Au contraire, Markedonov explique l'intérêt de la Russie pour les affaires géorgiennes en termes historiques, ethniques et sécuritaires, et que les relations les plus harmonieuses entre la Russie et la

²⁶¹ Salomé Zourabishvili, «Kosovo as a Positive Precedent,» *Russia in Global Affairs* 5, no 2 (avril-juin 2007) : 162-163,

²⁶² Ibid., «Kosovo as a Positive Precedent,» 166. «La Russie n'ignore certainement pas que l'équilibre des forces a changé drastiquement dans la région. Après plus d'une décennie à être financées et entraînées par les États-Unis, l'armée géorgienne n'est plus l'armée désorientée, sous-payée et sous-entraînée de 1993. De plus la Russie ne peut s'assurer complètement de la réaction américaine, surtout quant l'Amérique continue de percevoir la Géorgie comme stratégiquement importante.» (Trad. Auteur).

²⁶³ Ibid., 166.

²⁶⁴ Sergei Markedonov, «The Paradoxes of Russia's Georgia Policy,» *Russia in Global Affairs* 5, no. 2 (avril-juin 2007) : 174.

²⁶⁵ Ibid., 178-179.

Géorgie dépendent depuis toujours d'une accordance entre élites moscovites et tbilissiennes. Sans une présence impériale et un viceroy de confiance en poste à Tbilissi, « Russia's successful operations in the Caucasus War (1817-1864) would have been impossible; ditto for the quelling of the 1866 uprising in Abkhazia, not to mention the wars against Persia... »²⁶⁶ Il s'agit-là d'une manière oblique de dire que la sécurité des deux pays contre les mécréants et les puissances étrangères à la région exige une présence militaire russe à proximité. Markedonov actualise ce point en liant la sécurité régionale à l'ère moderne replète de tensions ethniques larvées ou ouvertes. Ces luttes donnent un prétexte à l'intervention coercitive de Moscou tantôt pour contraindre, tantôt pour protéger un groupe ou l'autre. L'instabilité de l'Ingouchie, de la Tchétchénie, et du Daghestan est liée directement à la carence de souveraineté géorgienne (et non russe)!²⁶⁷ Malgré ce vaillant effort de légitimation du discours normatif de Moscou, Markedonov ponctue son argument en retournant à l'ancien paradigme réaliste des relations internationales; qui ne peut que causer un affrontement irréconciliable entre les deux pays; « in Georgia's estimation, European and North Atlantic integration is a criterion of civilization and democracy; for Russia, it is an encroachment on her special interests. »²⁶⁸

Les suggestions apportées par Markedonov sont en complète contradiction avec celles amenées par Zourabishvili. Markedonov suggère que la Russie prenne la responsabilité des frontières géorgiennes; d'exclure la question des territoires séparatistes de toute négociation sur les relations russo-géorgiennes; de créer un centre anti-terroriste russo-géorgien (qui confirmerait ainsi la présence militaire russe dans la région); et de stimuler l'épanouissement économique et commercial de l'industrie géorgienne en laissant les capitaines d'industrie russes participer à la privatisation en Géorgie.²⁶⁹ Si les publications de périodiques offrent une plateforme de discussion de crises complexes entre la Géorgie et la Russie, force est de reconnaître que l'écart entre les positions ne cesse de se creuser. Il n'est pas surprenant qu'aucun de ces plaidoyers ne trouva d'écho au cours de l'année 2007. Cette année fut celle du retour de la Russie au sommet de sa force et conséquemment, de son détournement de toute orientation pro-occidentale.

En cette année finale du deuxième mandat de Vladimir Poutine, il était prévisible de voir le leadership sortant vider son vitriol. Au moment des législatives de décembre 2007, auxquelles le parti de Vladimir Poutine obtint une majorité, la Russie suspendit sa participation au Traité FCE l'absolvant, de ce fait, de ses responsabilités à maintenir ses forces armées hors des zones flanc prescrites.²⁷⁰ En conséquence, on assista très rapidement à la remilitarisation du Caucase du Sud, en particulier de la Géorgie en début 2008.²⁷¹ D'un autre côté, les hausses astronomiques de dépenses militaires de la Géorgie depuis 2006 signalaient à Moscou que quelque chose se préparait, et donc, réalistement, la prudence exigeait au moins qu'un prétexte soit trouvé pour retarder le retrait de Géorgie des troupes russes. Prise entre le désir de se

²⁶⁶ Markedonov, «The Paradoxes of Russia's Georgia Policy,» 174. «Le succès des opérations russes dans la guerre du Caucase aurait été impossible, tout comme l'intervention contre l'insurrection abkhaze de 1866, sans parler des campagnes contre la Perse.» (Trad. Auteur).

²⁶⁷ Ibid., 179-181.

²⁶⁸ Ibid., 182. «selon la Géorgie, l'intégration à l'OTAN et l'UE était gage de démocratisation et de civilisation; pour la Russie, c'était une brèche dans ses intérêts spéciaux.» (Trad. Auteur).

²⁶⁹ Ibid., 183-185.

²⁷⁰ Independent International Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia (IIFFMCG), *Report, Volume III*, (Paris : Conseil de l'Europe, septembre 2009), 412. (Ci-après Tagliavini).

²⁷¹ Sergei Minasyan, «Moratorium on the CFE Treaty and South Caucasus Security,» *Russia in Global Affairs* 7, no. 3 (juillet-septembre 2008) : 85-86. Minasyan interprète cette militarisation par le prisme du conflit arméno-azerbaïjanais, mais il est clair que les implications pour la Géorgie seraient graves; «the Adapted CFE Treaty allows each participating state to host on its territory temporary deployments in excess of its territorial ceiling by no more than 153 battle tanks, 243 armored combat vehicles and 140 pieces of artillery.» (Le Traité FCE adapté permet à chaque État participant de garder sur son territoire des unités déployées temporairement au-delà du seuil territorial d'au plus 153 blindés, 243 véhicules de combat blindés, et 140 pièces d'artillerie. Trad. Auteur). Dans l'essentiel, il s'agit de la quantité de forces qui seront déployées à repousser les troupes géorgiennes de Tskhinvali en août 2008.

fonder une nouvelle identité et ses tentatives de gagner les faveurs de la communauté internationale en proposant de vagues architectures de sécurité, la Russie rejoignit finalement l'opinion mondiale qui prédisait désormais « une nouvelle époque de confrontation ».²⁷²

La Géorgie apparaissait donc résolument dans le collimateur russe. La position géostratégique de la Géorgie entre les richesses de la mer Caspienne et le couloir offert par la mer Noire est indéniable. Elle est essentielle à la prospérité économique russe pour peu que cette prospérité dépende de l'exploitation d'hydrocarbures. Les commentateurs russes, parlant au nom de leurs maîtres politiques, mettent en garde contre toute tentative (otanienne) de s'accaparer la région politico-militairement. « Russian domestic discourse had increasingly framed the conflict in such a way that the Kremlin felt that there was no option for it but to respond in such a hard way. In that regard, Russian civilizationists had a direct role to play in aggravating public aggressive attitudes to which the Kremlin felt it had to react. This arguably intensified Russia's incentive to use the conflict to teach the West and Georgia 'a lesson'. »²⁷³ Tous les éléments étaient en place pour une résolution violente des dilemmes de sécurité respectifs de la Russie et de la Géorgie.

²⁷² Sergei Karaganov, «A New Epoch of Confrontation,» *Russia in Global Affairs* 6, no. 4, (octobre-décembre 2007) : 23-36.

²⁷³ Emaeil Mazloomi et al, «From Status Inconsistency to Revisionism : Russian Foreign Policy after the Color Revolutions,» *Japanese Journal of Political Science* (2018) : 14. «Le narratif public russe avait été progressivement présenté afin que le Kremlin ne puisse envisager une autre réponse que la méthode dure. À cet égard, les civilisationnistes avaient eu un rôle direct dans l'aggravation des attitudes publiques auxquelles le Kremlin sentait qu'il devait réagir. Ceci incita intensément la Russie à employer le conflit pour faire 'la leçon' à l'Ouest et à la Géorgie.» (Trad. Auteur).

PARTIE 3 : L'ÉVOLUTION DE LA RASD DANS LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE GÉORGIENNE

GÉORGIE : LA RASD EN RÉPONSE AUX PRESSIONS RUSSES

Le 31 juillet 1992, suite à une recommandation du Conseil de Sécurité, l'Assemblée générale de l'ONU admettait à l'unanimité la république de Géorgie parmi ses membres, consacrant ainsi la reconnaissance internationale de ce nouvel état.²⁷⁴ La Russie n'avait donc émis aucune réserve quant à cette reconnaissance, bien qu'elle achevât la dissolution de l'URSS. Si on ne s'en tient qu'à ce fait le nouveau pays semblait débiter ses relations extérieures sous de bonnes augures. Or, c'est tout le contraire qui se produisit. Les circonstances de sa naissance, due aux multiples crises séparatistes, eurent le malheur d'attirer le regard de la Russie sur les affaires internes de la Géorgie.

Ces processus ponctuaient près d'une décennie de revendications autonomistes en URSS, et qui allaient déborder sur les mouvements abkhazes et sud-ossètes. L'arrière-scène de la sécession géorgienne dépeint le nouveau pays comme pressé de rejoindre l'Europe et de se défaire de l'hégémonie russe.²⁷⁵ Ce processus commença tout d'abord par la tentative de réconciliation, par l'administration Gorbatchev, de la lettre et de l'esprit de la Constitution soviétique de 1977. En effet, la Constitution offrait l'opportunité aux entités politiques constituées en Républiques de quitter volontairement l'Union.²⁷⁶

Ce n'est qu'avec la libéralisation offerte par l'administration Gorbatchev que la dissidence put graduellement promouvoir le discours des libertés individuelles, qui, brimées une fois de plus au sein des ex-RSS maintenant indépendantes, se transformèrent en mouvements d'autonomie nationale et ethnique particuliers.²⁷⁷ En Géorgie comme ailleurs, la jouissance de ces nouveaux droits était mal comprise. La pratique de la démocratie éprouvait des ratées.

L'indépendance de la Géorgie se fondait sur la « restauration » de la courte période de souveraineté tentée avant la Guerre civile soviéto-russe. Pressée de devenir un État moderne, elle accommode très mal les problèmes d'intégration identitaire endémiques de l'ex-RSS de Géorgie. Elle est beaucoup plus héritière d'un territoire que d'une légitime souveraineté. Autrement dit, le territoire confirmerait la légitimité de cette souveraineté. Ceci expliquerait pourquoi la majorité des Géorgiens peine à concevoir leur pays sans les territoires séparatistes. L'enfantement de la Géorgie moderne se fit dans la douleur de luttes claniques et ethniques presque impossibles à démêler.²⁷⁸

La Géorgie n'était pas prête en tant qu'État à faire respecter l'ordre. Elle l'était encore moins à prévenir que les factionnalismes fratricides ne débouchent sur la guerre civile. La quasi-anarchie des premières années eût des conséquences à long terme sur la capacité de la Géorgie à développer un appareillage de sécurité fiable, alors que sa souveraineté territoriale demeure aujourd'hui encore contestée. La fragilité de l'état embryonnaire de la Géorgie empêchait le développement d'une politique de sécurité et de défense cohérente. L'impact psychologique que cela créait sur les dirigeants géorgiens portait le contrôle des services de sécurité au niveau de l'obsession. La mise en œuvre de la RASD, nécessaire au largage des habitudes et attitudes soviétiques, menaçait ainsi d'être retardée.

²⁷⁴ Organisation des Nations Unies, Résolution A/RES/46/241 du 31 juillet 1992.

²⁷⁵ Salomé Minesashvili, Frédéric Labarre et Pierre Jolicœur, «Dealing with Russia : Georgia's Endeavor to avoid Trampling,» dans *Asymmetric International Relations : Living in the Shadow of Elephants*, I. Roberge et al, dirs. (Londres : Routledge, 2023), 30.

²⁷⁶ Constitution de l'U.R.S.S., art. 72.

²⁷⁷ Ce processus est abondamment documenté par Jacques Rupnik dans *The Other Europe*, par J. F. Brown dans *Surge to Freedom : The End of Communist Rule in Central and Eastern Europe* (Durham, NC : Duke University Press, 1991), et par la célèbre Lyudmila Alexeyeva dans *Soviet Dissent : Contemporary Movements for National, Religious and Human Rights* (Middletown, CT : Wesleyan University Press, 1985).

²⁷⁸ Jean Radvanyi, *Les États post-soviétiques*, 2^{ème} éd. (Paris : Armand-Collin, 2004), 138.

Gamsakhourdia et l'indépendance géorgienne

Il est hors de notre propos de tracer le détail de l'histoire politique de la Géorgie post-Guerre froide. Entre 1989 et 1991, l'existence de la Géorgie ne tenait qu'à un fil, toujours en situation de guerre civile larvée, même au sein des factions politiques géorgiennes. À l'époque, on recensait quelque 130 partis, associations et clubs politiques en Géorgie, dont plusieurs des leaders avaient été des dissidents qui revendiquaient la séparation de la Géorgie de l'URSS.

Un de ceux-ci était Zviad Gamsakhourdia, qui convoqua une conférence nationale pour convenir de l'avenir de la Géorgie. Cette structure accoucha d'un Congrès national qui opérerait en parallèle du Soviet suprême géorgien. Le Congrès national se donna l'autorité de procéder à un référendum et de négocier la sécession de la Géorgie avec les autorités soviétiques.²⁷⁹ Le 20 décembre 1990, il créait une Garde nationale; un dédoublement effectif des structures de sécurité soviétiques.²⁸⁰ En début 1991, il récidiva en créant un Ministère de la Défense géorgien. En mars 1991, un référendum fut tenu pour convenir de la sécession de la Géorgie de l'URSS. Tous ces événements se sont succédés bien avant la signature des accords d'Alma-Ata (ou Almaty, aujourd'hui Nursultan, au Kazakhstan), qui consacraient la dissolution de l'URSS.

En parallèle, les prétentions nationalistes de l'Ossétie du Sud prenaient de l'ampleur. Le statut administratif autonome de l'Ossétie du Sud avait favorisé l'émergence d'élites bureaucratiques et culturelles efficaces et compétentes. Nominalelement parlant, elles étaient capables d'offrir une alternative capable de préserver les droits et la sécurité de la minorité ossète de Géorgie. À l'époque, le *leitmotiv* de multiples dissolutions d'après-Guerre froide menait invariablement à l'irréductibilisme national et ethnique. Une sorte de « guerre des lois » se déclencha entre les autorités géorgiennes et sud-ossètes.²⁸¹ Gamsakhourdia devait sentir que les Sud-Ossètes penchaient pour un maintien de la Géorgie au sein de l'Union soviétique, car il révoqua leur droit de vote aux élections et plébiscites et imposa la langue géorgienne comme langue officielle. Ainsi, le référendum géorgien avait de meilleures chances de générer le résultat désiré – l'indépendance – mais il fondait également les divisions au sein de la Géorgie.

Les autorités sud-ossètes répliquèrent du tac-au-tac. Le 20 septembre 1990, l'Ossétie du Sud se constitua en république et demanda son rattachement à l'URSS.²⁸² Le Soviet Suprême géorgien déclara les élections sud-ossètes invalides, et révoqua l'autonomie de l'Ossétie du Sud.²⁸³ Un vague de violence s'ensuivit entre la Garde nationale, un groupe de défense auto-constitué appelé les *Mkhedrioni*

²⁷⁹ Stephen Jones, *Georgia : A Political History* (Londres : I. B. Tauris, 2013), 38-40.

²⁸⁰ Mindia Vashakmadze, «Democracy and Security : The Legal Framework for Security Governance in Georgia,» dans *From Revolution to Reform : Georgia's Struggle with Democratic Institution Building and Security Sector Reform*, Ph. Fluri et E. Cole, dirs. (Vienne : LandesverteidigungsAkademie, 2005), 29.

²⁸¹ Neil S. McFarlane, *Armed Conflict in Georgia : Political Parties, Achievements, Challenges and Prospects*, (Amsterdam : Eburon Academic Publications, 2006), 9-10.

²⁸² Le mouvement de front populaire en Ossétie du Sud, appelé *Ademon Nykhaz* (Parole du peuple), a maintenu des liens étroits avec l'Ossétie du Nord. Gerard Toal (Gearóid Ó Tuathail), «Russia's Kosovo: A Critical Geopolitics of the August War over South Ossetia,» *Eurasian Geography and Economics* 50 no.1 (2009) : 5. Aussi, Christoph Zürcher, «Georgia's Time of Troubles, 1989-1993,» dans *Statehood and Security : Georgia from the Rose Revolution*, B. Coppieters et R. Legvold, dirs. (Cambridge, MA: MIT Press, 2005), 92.

²⁸³ Gerard Toal (Gearóid Ó Tuathail), « Russia's Kosovo... », 6. Voir aussi Güreer, «Regional and International Organizations in Georgia,» 130-131.

(Chevaliers) et les milices d'Ossétie du Sud et du Nord.²⁸⁴ Gamsakhourdia déclara l'état d'urgence et dépêcha quelque 5000 hommes pour forcer Tskhinvali dans le giron de la Géorgie, mais en vain.²⁸⁵

Suite au référendum de mars 1991, le Soviet Suprême géorgien s'auto-abolit par la déclaration d'indépendance de la Géorgie le 9 avril 1991. Le 26 mai 1991, Gamsakhourdia était élu premier président de la Géorgie moderne, mais sans l'aval des électeurs abkhazes et sud-ossètes, qui avaient boycotté le scrutin.²⁸⁶ Son premier défi serait de simultanément asseoir sa légitimité sur les mouvements séparatistes, préserver l'intégrité territoriale géorgienne, et, en général, développer un état capable d'exercer la souveraineté. En effet, déclaration d'indépendance, reconnaissance internationale et souveraineté ne sont pas des concepts qui se superposent harmonieusement dans le cas de la Géorgie. Le droit international s'inspirait alors de la Convention de Montevideo sur les droits et les devoirs des États de 1933. La Convention de 1933 fait correspondre autorité politique, peuple et territoire en un seul construit. Or, la souveraineté de la Géorgie était tronquée par les guerres civiles qui étaient en fait des querelles claniques opposant les sympathisants de Gamsakhourdia à ceux d'Édouard Chevardnadze.²⁸⁷

La capacité d'exercer la souveraineté doit être crédible simultanément aux yeux des Géorgiens et ceux de la communauté internationale (laquelle avait alors les siens rivés sur l'ex-Yougoslavie). L'émergence de groupes armés, de milices privées, l'insubordination chronique des forces militaires vis-à-vis du commandement politique (et de leurs propres officiers) étaient autant d'indicateurs d'une carence de crédibilité. Le délai entre la déclaration d'indépendance de la Géorgie et de sa reconnaissance formelle en est un autre. Ceci n'aida pas la Géorgie à fonder ses assises; en 1991, la Géorgie était un « 'as-if' State, Abkhazia and South Ossetia as 'almost States', and pre-2004 Adjara (*sic*) was a 'state-within-a-state'. »²⁸⁸

Ces conditions sous-optimales auraient dû favoriser un attachement à l'idée d'Union renouvelée de Mikhail Gorbatchev.²⁸⁹ Gamsakhourdia semblait sourd aux vecteurs diplomatiques qui auraient pu lui venir en aide. La fragilité de la Géorgie se révéla à l'été 1991; rassemblements, grèves, et manifestations anti-gouvernementaux se succédaient alors que la Garde nationale de Tengiz Kitovani se mesurait aux *Mkhedrioni* de Djaba Ioseliani, ces derniers étant farouchement anti-Gamsakhourdia.²⁹⁰ Les *Mkhedrioni* ne pouvaient pas être ignorés; il s'agissait d'une force d'environ 4000 hommes mêlée au trafic de drogue, le vol et recel, l'extorsion et la « protection ».²⁹¹ Dans un tel climat, la Garde nationale prenait des allures prétoriennes et le pouvoir politique de Kitovani grandissait. Non seulement la souveraineté, mais le monopole de la coercition échappait au contrôle de l'État, trop pauvre ou trop faible pour pouvoir promettre ou menacer quoi que ce soit.

Cette faiblesse se révéla d'autant plus lorsque Gamsakhourdia lança une autre opération militaire pour forcer le retour des Sud-Ossètes dans le giron géorgien, en septembre 1991. Tout ce que cette force put

²⁸⁴ Neil S. MacFarlane, Larry Minear et Stephen D. Shenfield, *Armed Conflict in Georgia: A Case Study in Humanitarian Action and Peacekeeping* (Providence, RI: The Thomas J. Watson Jr. Institute for International Studies, 1996), 8.

²⁸⁵ La force géorgienne était composée de membres de la Garde nationale nouvellement créée. Christoph Zürcher, «Georgia's Times of Trouble 1989-1993,» dans *Statehood and Security : Georgia after the Rose Revolution*, B. Coppieters et R. Legvold, dir. (Cambridge, MA : MIT Press, 2005), 92. Aussi, Toal, « Russia's Kosovo... » 6.

²⁸⁶ Ibid., 93.

²⁸⁷ Radvanyi, *Les États postsoviétiques...*, 140.

²⁸⁸ Jolicoeur. «Post-Westphalian Statehood...» 7. «semblant d'État, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud étaient des presqu'États, et l'Adjarie était un 'État dans l'État'». (Trad. Auteur.)

²⁸⁹ Kakachia et Minesashvili, «Identity Politics...» 174.

²⁹⁰ Ibid., 55.

²⁹¹ Jolicoeur, op. cit., 10.

accomplir fut de « détruire une grande majorité des habitations de la ville »²⁹² ce qui n'est pas surprenant quand on considère la doctrine soviétique de maintien de l'ordre martelée dans les esprits depuis 70 ans – une technique qui privilégie la puissance de feu au détriment du respect des infrastructures civiles et des droits des non-combattants. L'Ossétie du Sud avait établi le contrôle effectif sur son territoire, et l'autorité de Tbilissi s'y butait.²⁹³

En novembre 1991, l'Ossétie du Sud se déclarait indépendante.²⁹⁴ Les troupes russes qui furent éventuellement déployées sous couvert de la JPKF en deviendraient bientôt les gardes-frontières effectifs. À toutes fins utiles, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud se rabattirent sur la « protection » de Moscou pour assurer leur propre sécurité. Gamsakhourdia tenta une restructuration pour préserver son gouvernement, qui subissait la pression des autorités alternatives grandissantes des groupements armés. La Garde nationale de Kitovani fut intégrée au Ministère de l'Intérieur soviétique (et ce, à la demande du commandant de ce dernier); une décision lourde de conséquences car Kitovani était beaucoup mieux équipé pour faire face à l'anarchie grandissante en Géorgie. Il était aussi le seul techniquement capable de rétablir l'ordre.

Face à cette décision, les membres de la Garde nationale et le premier ministre Tengiz Sigua firent défection pour ensuite prendre d'assaut la ville de Tbilissi et le Parlement, entre le 21 et le 22 décembre. Le lendemain de Noël, Kitovani libérait Ioseliani, le chef des *Mkhedrioni*, qui avait été emprisonné. Ioseliani et ses troupes se joignirent aux mutins pour renverser Gamsakhourdia.²⁹⁵ Le 6 janvier 1992, cette junte paramilitaire forçait Gamsakhourdia à l'exil.²⁹⁶ Dans tout ce chaos, on avait presque oublié que l'Union soviétique avait cessé d'exister, et que la Russie allait naître de ces cendres.

La courte expérience de Gamsakhourdia au pouvoir était porteuse d'enseignements importants pour tout nouveau chef de l'État géorgien. Tout d'abord, l'exercice du pouvoir et de la diplomatie ne pourrait s'inspirer du bréviaire soviétique. La force, la menace et la bombaste avaient leurs limites. Il faudrait faire preuve de compromis et de pragmatisme. Dans un second lieu, tout gouvernement désirant s'inscrire dans la durée ne pourrait laisser les chefs de services de sécurité faire à leur tête. Pour détenir le contrôle total de l'appareil de coercition, il faudrait peut-être faire des compromis concernant la souveraineté, quitte à s'en remettre à un hégémon extérieur. Enfin, il fallait composer avec des forces séparatistes qui elles aussi s'appuyaient sur les doléances de Moscou. Rapatrier ces territoires et renforcer la loyauté de ces populations n'allait pas être de tout repos, mais c'était une fonction essentielle de la présidence. Une présidence incapable de rétablir l'intégrité territoriale était vouée à l'échec.

Le mimétisme politique de Gamsakhourdia, la loi du talion, l'emploi disproportionné de l'artillerie pour subjuguier Tskhinvali et de solutions bureaucratiques pour recouvrer le contrôle de l'appareillage coercitif n'avaient eu aucun effet positif ni sur la souveraineté, ni sur l'indépendance externe de la Géorgie. L'Ossétie du Sud n'avait absolument aucun incitatif à développer des liens de confiance avec Tbilissi. Le penchant démocratique de Gamsakhourdia demeurait déclaratoire seulement. Son dirigisme coercitif et son incapacité de trouver un compromis avec l'Ossétie du Sud sont un indicateur de la méthode soviétique de gérer des troubles internes; tout comme l'emploi disproportionné et indiscriminé de la force, au détriment du bien-vivre ensemble. Finalement, ses tentatives d'élaborer une politique étrangère autonome étaient marquées par « an idealistic understanding of the international environment... full of slogans and what could be called strategic wishful thinking. »²⁹⁷

²⁹² Kakachia et Minesashvili, «Identity Politics...» 174.

²⁹³ Vashakmadze, «Democracy and Security...» 29.

²⁹⁴ Gürer, «Regional and International Organizations in Georgia,» 130.

²⁹⁵ Zürcher, «Georgia's Times of Trouble 1989-1993,» 93-94.

²⁹⁶ Jones, *Georgia : A Political History...*, 51.

²⁹⁷ Alexander Rondeli, «The Choice of Independent Georgia,» dans *The Security of the Caspian Sea*, Gennady Chufrin, dir. (Londres : Oxford University Press (SIPRI), 2001), 201. «une compréhension idéalisée de

Au lendemain de sa chute, le journal *Les Échos* faisait le post-mortem de sa courte administration :

En effet tous les nouveaux hommes forts qui ont émergé des ruines de l'ancienne URSS ont peu ou prou des manières autoritaires, même et surtout s'ils ont revêtu tardivement les habits neufs de la démocratie. Comme les enfants martyrs qui deviennent malgré eux les bourreaux de leur propre progéniture, les nouveaux chefs d'État, qu'ils aient combattu (rarement) ou servi (fréquemment) l'ancien régime, ont été à la plus mauvaise école qui soit; celle du totalitarisme conçu par Staline, le Géorgien le plus tristement célèbre du XX^e siècle.

Dans ce contexte, la trajectoire du président est emblématique; persécuté et interné par le KGB, condamné à l'asile psychiatrique puis à l'exil intérieur du temps de Brejnev, le président déchu s'est montré d'une certaine façon aussi intolérant et brutal que ses persécuteurs.²⁹⁸

Aussi courte et infructueuse que fut l'administration Gamsakhourdia, elle eut le mérite de baliser les décisions des administrations subséquentes. Ces balises; le principe d'intégrité territoriale, la survie politique, et le contrôle de l'appareillage coercitif, étaient indissociables. Pour maintenir ce tissu social, une certaine accordance avec la politique russe serait nécessaire pour pacifier les relations avec les groupements séparatistes, même si cette accordance pesait au-dessus de l'intégrité territoriale et de la souveraineté géorgienne. En l'absence de contrepoids à l'influence russe, il devenait nécessaire de contrôler l'appareillage coercitif en le réformant.

Chevardnadze 1992-1995 – La phase d'établissement

Suite à un bref intérim assuré par une junte militaire, le pouvoir passa aux mains d'Édouard Chevardnadze, celui-là même qui, quelques mois auparavant, avait fait office de dernier ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique, sous Mikhaïl Gorbatchev. Mesuré et chevronné, il représentait le choix de la sagesse et de l'expérience, et un carnet d'adresses international impressionnant. Cette patine d'autorité extra-géorgienne allait lui faciliter la tâche de bien établir les bases d'une structure de sécurité capable de dissuader un adversaire externe et de maintenir la stabilité interne sans poser de risques à son régime.²⁹⁹

Les autorités sud-ossètes tinrent un référendum en janvier 1992 suite auquel le proto-pays manifestait son désir de rattachement à l'Ossétie du Nord, et par le fait même, avec la Russie. Ayant tenté sans succès de réintégrer l'Ossétie du Sud par la force, le gouvernement géorgien avait été contraint d'accepter les termes des Accords de Sotchi, dans lesquels il consentait à l'établissement de la JPKF, composée d'une brigade russe, une brigade géorgienne, et une brigade sud-ossète (pourtant commandée par un nord-ossète).³⁰⁰

Les forces composant la JPKF travaillaient ensemble, mais non côte-à-côte, plutôt en coordination les unes avec les autres. Leur mission était le maintien de l'ordre à même les « frontières » intérieures qui se dessinaient au sein de la Géorgie. L'admission de la Géorgie à l'ONU en juillet de 1992 permit également à Chevardnadze d'internationaliser les crises qui affligeaient son pays.

l'environnement international et remplies de slogans et de ce qu'on pourrait appeler des idées fixes stratégiques.» (Trad. Auteur).

²⁹⁸ Rédaction, « La Chute de Zviad Gamsakhourdia, » *Les Échos* (7 janvier 1992) :

<https://www.lesechos.fr/1992/01/la-chute-de-zviad-gamsakhourdia-918498>. Consulté le 18 mai 2022.

²⁹⁹ Kevork Oskanyan, «The Balance Strikes Back : Power, Perception and Ideology in Georgian Foreign Policy, 1992-2014,» *Foreign Policy Analysis* 12 (2016) : 633. Voir également Rondeli, «The Choice of Independent Georgia,» 202.

³⁰⁰ Gürer, « Regional and International Organizations in Georgia, » 131.

Chevardnadze procéda à une nouvelle restructuration gouvernementale en mai 1993. Son objectif était de consolider son pouvoir, et tout à la fois, réduire celui de structures rivales.³⁰¹ Tengiz Kitovani fut relevé de ses fonctions de ministre de la Défense, pour voir la Garde nationale intégrée à l'armée géorgienne, tandis que les *Mkhedrioni* de Ioseliani recevaient un nouveau rôle lié au conseil des ministres.³⁰²

Ce nouveau corps de Garde basé sur les *Mkhedrioni* fut celui qui vint à bout d'une révolte pro-Zviadiste (pro-Gamsakhourdia) en octobre 1993. Le spectre de soulèvements visant à renverser Chevardnadze allait perdurer jusqu'en 1998. Avec ces succès, les *Mkhedrioni* ne cessaient de gagner dans l'opinion populaire et constituaient toujours une alternative au pouvoir officiel. La construction de l'état allait de travers, sinon à l'envers; des individus sans légitimité semblaient commander des leviers coercitifs contre lesquels l'exécutif était impuissant.³⁰³

En septembre 1993, Chevardnadze prit le contrôle du ministère de l'Intérieur afin de réduire le pouvoir des organisations paramilitaires. Il lui fallut en outre deux ans pour définitivement endiguer les *Mkhedrioni*.³⁰⁴ Chevardnadze n'était pas au bout de ses peines avec les sympathisants de Gamsakhourdia et dut faire face à plusieurs tentatives d'usurpation du pouvoir, habituellement pilotées par le Colonel Akaki Eliava, qui tenta, jusqu'en octobre 1998, de prendre le contrôle de la ville de Koutaïssi.³⁰⁵ La tentative échoua et Eliava alla se réfugier en Russie. Chevardnadze essuya durant cette période plusieurs tentatives d'assassinat, dont certaines semblaient commandées de Moscou.³⁰⁶ Rien, donc, pour convaincre un chef d'État d'octroyer plus d'autonomie opérationnelle et administrative aux forces de l'ordre et de la défense. Cette méfiance fit contagion, et affecta également les membres du public. Chevardnadze avait fermement refermé les mains sur le pouvoir, mais il n'osait pas laisser de latitude administrative ou opérationnelle aux forces de l'ordre.³⁰⁷ Une verticale du pouvoir se dessinait en Géorgie.

À la fin de cette période, la structure générale du pouvoir ressemblait à une pyramide plutôt pointue chapeauté de Chevardnadze. Bien que l'emploi des forces armées ou du ministère de l'Intérieur ait requis l'accord du Parlement, les mécanismes de consultation entre l'exécutif et le législatif demeuraient laborieux, teintés par la méfiance, et peu propices à produire une décision en temps de crise. En situation d'urgence, l'exécutif avait tendance à court-circuiter le processus de décision qui devait inclure les ministres de la Défense et les chefs d'état-major. L'effet fut de cimenter un sentiment de crise permanent dans l'esprit des administrateurs et exécutants. La personnalisation du processus décisionnel et de l'action (ainsi que du mérite ou démerite des résultats) devint un *leitmotiv* qui aura des conséquences sur la RASD à l'avenir. Notamment, en séparant la gouvernance de l'appareillage de sécurité du programme de réforme de cet appareillage.³⁰⁸ De plus, puisque la Constitution conférait au président la responsabilité de préserver l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Géorgie, en tant que commandant en chef des forces armées, ce rôle débordait également dans la formulation directe de la politique de sécurité et des documents doctrinaux qui en découlaient. La gouvernance de l'appareillage de sécurité pouvait donc accoucher de principes rigides qui allaient à contre-courant des conditions qui allaient être imposées par les agents occidentaux extérieurs.

³⁰¹ Zürcher, «Georgia's Times of Trouble 1989-1993,» 97.

³⁰² Jonathan Wheatley, *Georgia from National Reawakening to the Rose Revolution: Delayed Transition in the Former Soviet Union* (Burlington, VT: Ashgate, 2005), 79.

³⁰³ Zürcher, op. cit., 97.

³⁰⁴ Wheatley, op.cit., 82.

³⁰⁵ Vashakmadze, «Democracy and Security...» 44.

³⁰⁶ Wheatley, op.cit., 82-83.

³⁰⁷ David Darchiashvili, «Georgian Defence Policy and Military Reform,» dans *Statehood and Security : Georgia after the Rose Revolution*, B. Coppieters et R. Legvold, dirs. (Cambridge, MA : MIT Press, 2005), 119.

³⁰⁸ Vashakmadze, op. cit., 33-34.

Au bout de ces deux premières années au pouvoir, Chevardnadze avait réussi à établir sa position à la fois internationalement et sur le plan intérieur par une nouvelle Constitution qui allait entrer en vigueur en 1995. Très vague, elle laissait en suspens bon nombre d'institutions et de fonctions, ce qui avait pour effet de confirmer la personnalisation du pouvoir de l'exécutif.³⁰⁹ Bien que la branche législative, plus forte relativement à l'exécutif, eût le beau rôle, l'exécutif présidait aussi l'assemblée législative. Autrement dit, le président national contrôlait les débats parlementaires. Lorsque viendra le temps d'effectuer des réformes pour assurer un contrôle civil et parlementaire sur les questions de défense, cet arrangement continuera de faire achopper les efforts de RASD. En l'occurrence, toutefois, il s'agissait d'un sacrifice pour permettre à Chevardnadze de stabiliser son autorité globale.³¹⁰

Pour tenter de régler la question sud-ossète, Chevardnadze contempla un pari dangereux qui exigeait le concours de la Russie. Ce rapprochement aura pour effet de faire perdurer les méthodes soviétiques, non encore délaissées par la Géorgie, dans l'administration de l'appareillage de sécurité géorgien. Les Forces armées géorgiennes (FAG) étaient insuffisantes en nombre et à l'époque, peu fiables parce que sujettes à des mutineries fréquentes. Leur confier une tâche complexe, comme la réintégration des territoires renégats, aurait potentiellement les mêmes effets que sous Gamsakhourdia. Si Chevardnadze demeurait illégitime aux yeux des Sud-ossètes, son pari était de troquer l'intercession de Moscou dans ce dossier contre une certaine loyauté. Cette loyauté étant elle-même garante de sécurité, tout effort de RASD devenait moins nécessaire et moins urgent.

Par exemple, l'assistance de Moscou pour pacifier l'Abkhazie avait été obtenue en échange de l'adhésion de la Géorgie à la CÉI, ce qui minait les espoirs des élites politiques réformistes de jamais voir la Géorgie pivoter vers l'Ouest. Ainsi les FAG ne trouveraient aucun motif de se transformer puisqu'elles seraient appelées à coopérer avec les forces russes. De plus, la Géorgie avait concédé à la Russie le droit d'établir certaines bases militaires sur le territoire géorgien. Malgré la stabilisation du conflit sécessionniste au nord, la législature géorgienne voyait d'un œil suspect toutes ces concessions apparentes envers Moscou.³¹¹ De plus en plus on reprochait au Kremlin d'influer sur la situation interne de la Géorgie, et même d'attiser les tensions séparatistes en Ossétie du Sud.³¹²

Au bout de ces deux premières années de pouvoir, Chevardnadze avait réussi à établir sa position de manière plus ou moins stable, mais il avait aussi, au prix d'une certaine perte de souveraineté, stabilisé la question des séparatismes, par l'entremise d'une internationalisation de la crise abkhaze avec la mise sur pied de la Mission d'Observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG), par compromis avec Moscou et Tskhinvali pour l'Ossétie du Sud, tout en cimentant l'existence légitime de la Géorgie comme membre de l'ONU. Ces résultats avaient été accomplis par une série de sacrifices; des sacrifices démocratiques, d'une part, qui limiteraient la capacité du système de sécurité géorgien de se transformer, et des sacrifices de souveraineté d'autre part. Conscient des conséquences de ces sacrifices, Chevardnadze commença à démontrer la portée de son pragmatisme en rejoignant les rangs du programme de Partenariat pour la Paix de l'OTAN en 1994.

Cette décision répondait à l'assurance grandissante de la politique étrangère de Moscou, et à l'accroissement du conservatisme de cette politique, conservatisme qui commençait à montrer des signes de revanchisme néo-impérialiste. En effet, la souveraineté géorgienne ne tenait plus qu'à la bonne

³⁰⁹ Radvanyi, *Les États postsoviétiques...*, 140.

³¹⁰ Vashakmadze, «Democracy and Security...», 30

³¹¹ Mindia Vashakmadze, «Foreign Forces in Georgia : Status, Legitimacy, and Prospects» dans *From Revolution to Reform : Georgia's Stuggles with Democratic Institution Building and Security Sector Reform*, Ph. Fluri et E. Cole, dirs. (Vienne : LandesverteidigungsAkademie, 2005), 149-152.

³¹² Radvanyi, op. cit., 145.

volonté de la Russie dont les troupes d'interposition au sein de la JPKF offraient un appui militaire à peine voilé aux milices sud-ossètes.³¹³ Ceci cristallisait la dépendance des Sud-ossètes envers les bonnes grâces de Moscou et créaient des frontières *de facto* à l'intérieur de la Géorgie.³¹⁴ Malgré qu'il se soit plié aux exigences de Moscou, Chevardnadze se retrouvait incapable d'obtenir des Russes ce dont il avait le plus besoin pour préserver son autorité; la réintégration des territoires séparatistes.³¹⁵ Pour mitiger ces sacrifices, Chevardnadze tenta entre 1994 et 1996 de profiter de l'administration d'un Sud-ossète modéré, Ludwig Chiribov, pour trouver une issue à l'impasse entre Tbilissi et Tskhinvali, mais en vain.³¹⁶

La Géorgie ne pouvait contrer la régionalisation politique qu'en navigant entre les contraintes de la CÉI et les conditions du PpP. Le public s'impatiait. La présence russe sur le territoire géorgien se justifiait par les troubles séparatistes, sur fond de politique des minorités « russophones » dans « l'étranger proche ». Mais puisque « the regional balance between Russia and the West (depended) on Washington and Brussels' intentions on their commitment to regional involvement »³¹⁷, trouver un contre-poids effectif à la Russie devenait urgent.

1996-1998 : La recherche de contre-poids

Le Caucase du Sud et la Géorgie en particulier devenaient un enjeu de plus en plus important dans la joute géostratégique qui se dessinait entre l'Occident et la Russie. Au milieu des années 1990, les compagnies pétrolières américaines se précipitèrent sur l'Azerbaïdjan et l'Asie centrale pour signer le « contrat du siècle » et pour se prévaloir des immenses ressources gazières et pétrolières de la Caspienne. Ce faisant, la Géorgie devenait une pièce importante dans l'établissement d'un lien terrestre fiable entre la Caspienne et l'Europe occidentale, via la mer Noire.³¹⁸ De plus, la position géographique de la Géorgie faisait d'elle une plateforme idéale pour permettre aux intéressés de garder un œil averti sur l'Iran, pays « voyou », et la Russie. Chevardnadze sut saisir cette opportunité pour faire pivoter la Géorgie de l'Eurasie vers l'Europe.³¹⁹

La création du PpP et l'adhésion de toutes les ex-RSS à celui-ci aurait dû neutraliser tout l'espace post-soviétique au moins jusqu'à la première tranche d'invitation à l'adhésion à l'OTAN de nouveaux membres ne se fasse en 1997. Le PpP n'était pas (alors) « l'antichambre » de l'OTAN. Au contraire, ce programme était destiné à pacifier la Russie et développer une zone tampon substantielle entre celle-ci et l'OTAN.³²⁰ En même temps, le PpP promettait à tout nouveau pays issu de l'écroulement soviétique des opportunités de réforme et de transformation sécuritaire.

³¹³ Zürcher, «Georgia's Time of Troubles, 1989-1993,» 94-95.

³¹⁴ Natalya Gorodetskaya, «Caucasus : Abkhazia and South Ossetia Fear the Consequences of the Russian-Georgian Treaty – But they are ready to sit down at the negotiating table with Georgia,» *Sevodnya*, 5 février 1994, 2 dans *Countdown to War in Georgia*, K. Lee, dir. (Minneapolis, MN : EastView, 2008), 57-58.

³¹⁵ Rédaction, «Help yourself for Europe to Help You,» Entrevue de George Khutsishvili, *Conflicts and Negotiations* 5, no.17 (automne 1997): 7.

³¹⁶ Lemay-Hébert et Proulx, «Pris entre deux Feux...,» 523.

³¹⁷ Oskanyan, «The Balance Strikes Back...,» 632. «l'équilibre global entre la Russie et l'Occident dépend(ait) des intentions de Washington et Bruxelles concernant leur implication dans les affaires de la région du Sud-Caucase.» (Trad. Auteur).

³¹⁸ Pierre Jolicoeur et Frédéric Labarre, «NATO's Engagement in the South Caucasus: Looking for Energy Security or Expanding Norms and Values?» dans *Reassessing Security in the South Caucasus*, A. Jafalian, dir. (Londres: Ashgate, 2011), 159. Voir aussi Radvanyi, *Les États postsoviétiques...*, 146.

³¹⁹ Oskanyan, op. cit., 636.

³²⁰ Kissinger, *Diplomacy*, 825.

Malgré tout, les efforts de Chevardnadze demeuraient inadéquats pour bon nombre d'élites de l'époque. Ceux-ci considéraient comme « normale » – sinon « naturellement » ordonnée – l'intégration de la Géorgie dans les structures européennes, sinon euro-atlantiques.³²¹ Ces élites devenaient une force politique grandissante. George Khutsishvili écrivait déjà en 1997 que « The desire to join Europe is a logical and necessary process which we should develop. Our country should emphasise in every way that it's a neutral and peaceful country, is not a member of any military group, but at the same time we should support the European processes and structures which should help us in their turn. Among such structures are those established by the North Atlantic Treaty bloc. »³²²

La Géorgie est « logiquement » européenne, et non-alignée. C'est-à-dire qu'elle appartient à un espace philosophique qui ne correspond pas à l'espace géopolitique; qu'elle ne partage pas nécessairement la même communauté de valeurs. La Géorgie peut être *de* l'Europe, mais elle n'est pas *comme* l'Europe. Les conditions imposées par les pays occidentaux font que l'effort de transition et de réforme doit se concentrer sur cette seconde proposition. Or, la seconde partie de la citation de Khutsishvili suggère un *quid pro quo*. La Géorgie veut bien appuyer les procédés européens *parce que* des bénéfices matériels sont anticipés à l'avenir. Les bénéfices matériels sont bien entendu d'adhérer à une géographie dont la protection dépend des puissances euro-atlantiques. L'accomplissement des conditions de participation ou d'adhésion à un programme euro-atlantique opère selon une logique matérielle, et non normative.

L'imprudence de mentionner l'OTAN deux lignes après avoir suggéré un non-alignement possible de la Géorgie est également révélateur. Khutsishvili fait ici référence au PpP que la Géorgie a rejoint en 1994. Mais il ne faut pas oublier que la Géorgie se lançait également dans des projets intégratifs avec la Russie, notamment par sa participation à la CÉI, à des traités sur le commerce, des échanges culturels et sur la coopération militaire, qui incluaient le droit à la Russie d'installer des bases militaires pour une période de 25 ans sur le territoire géorgien.³²³ En apparence contradictoires, ces tendances reflètent le phénomène « d'omni-wagoning » détecté par Rondeli.³²⁴

Ce virage pro-occidental visait à calmer la nouvelle force politique réformatrice qui se montrait de plus en plus insistante dans le paysage politique géorgien. La conséquence de l'effort d'équilibrage géopolitique en Géorgie allait néanmoins avoir des conséquences néfastes sur l'appétit de l'exécutif d'entreprendre des réformes et de limiter les opportunités pour l'administration de les mettre en œuvre.

À partir de 1997, toutefois, la nature du PpP allait progressivement se transformer pour se lier au MAP, annoncé au Sommet anniversaire de l'OTAN à Washington en 1999. Bien qu'à l'époque la Géorgie ne désirât pas rejoindre l'Alliance formellement, le changement de rôle du PpP faisait en sorte d'augmenter la pression pour la transformation chez tous les participants au programme, peu importe s'ils ont le désir d'intégrer l'OTAN ou pas. Finalement, en avril 1999, l'OTAN publiait un nouveau concept stratégique dans lequel la sécurité des approvisionnements en hydrocarbures prenait une place centrale. Les regards euro-atlantiques se rivaient désormais résolument sur la mer Noire et sur le Caucase du Sud.³²⁵ La

³²¹ Ghia Nodia, «Georgian Perceptions of the West,» dans *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, B. Coppieters et al, dirs. (Londres : Frank Cass, 1998), 12-43. Minesashvili, Labarre et Jolicoeur, «Dealing with Russia : Georgia's Endeavor to avoid Trampling,» 31.

³²² Rédaction, «Help yourself for Europe to Help You,» 7. «Le désir de notre pays de rejoindre l'Europe est un processus nécessaire et logique qu'il faudra développer. Notre pays devrait souligner de toutes manières qu'il est neutre et pacifique, n'est membre d'aucun groupe militaire, mais qu'en même temps nous devrions supporter les procédés et structures européens qui devraient nous aider en retour. Parmi celles-ci, on compte l'OTAN.» (Trad. Auteur).

³²³ Robert L. Larsson, «L'ennemi intérieur : le retrait militaire de la Russie de Géorgie,» *Journal d'études militaires slaves* 17, no. 3 (2004) : 406.

³²⁴ Rondeli, «The Choice of Independent Georgia,» 202.

³²⁵ Jolicoeur et Labarre, «NATO's Engagement in the South Caucasus...,» 158.

Géorgie risquait de devenir l'enjeu de la compétition entre les grandes puissances euro-atlantiques et la Russie. D'emblée, la Géorgie peina à attirer l'attention occidentale sur son sort, afin de l'appuyer dans ses efforts de réforme. Au lieu, des ONG et des firmes d'experts indépendants en transition démocratique firent leur irruption dans le paysage politico-administratif de la Géorgie. La Géorgie continuait ses avancées à l'égard des institutions de sa convoitise.

Les premiers agents de transformation

En 1999, la Géorgie rejoignit, avec d'autres ex-RSS, le Processus de planification et d'examen (Partnership Action Review Plan, PARP de son acronyme anglais) de l'OTAN. Bien que ceci la rapprochât des structures de l'Alliance, la Géorgie se retrouvait forcée d'adopter des méthodes de gestion des institutions gouvernementales et de l'appareillage de sécurité qui ne lui étaient pas familières. Plus la Géorgie s'attardait aux programmes de transformation euro-atlantiques, plus exigeantes devenaient les conditions menant au « succès » (encore mal défini à l'époque). Ces conditions reflètent des champs d'expertise importants qui requièrent une attention constante. Les organisations multilatérales demeuraient passives à l'égard de la Géorgie. Des ONG comme DCAF arrivèrent sur la scène pourvues de conseillers techniques à la RASD.

Des programmes comme le PARP et des institutions comme DCAF firent déferler sur la Géorgie des conseillers spéciaux permettant finalement à la Géorgie d'articuler les conditions d'une RASD fructueuse.³²⁶ Tout d'abord la Géorgie fut encouragée à faire preuve de transparence et à publier ses documents doctrinaux et conceptuels de sécurité nationale. Il fallut cependant attendre jusqu'à 2004 pour que de tels documents deviennent accessibles publiquement. Ce n'est pas seulement la présence sporadique d'experts ou d'événements d'apprentissage qui ralentirent les progrès; entre pro-réformistes et conservateurs, il y avait un gouffre administratif important; quoique les « réformistes » de rangs inférieurs puissent accomplir, leurs efforts étaient souvent nullifiés par des supérieurs hiérarchiques dont les fortunes professionnelles dépendaient d'un certain conservatisme.

De plus, les visites d'experts étaient peu fréquentes; les programmes de DCAF se limitaient le plus souvent à des conférences et à des opportunités d'apprentissage dont la plupart culminaient en des produits imprimés qui restaient invariablement sur les étagères des ministères en voie de transformation. Il n'y avait aucun moyen de vérifier si l'exposition des Géorgiens aux experts occidentaux se traduisait par des changements tangibles et mesurables. Ainsi donc la condition la plus essentielle de toute transformation devenait le courage politique. Dans le contexte géorgien, c'était un pari risqué. Des concepts comme la civilianisation de l'appareil de sécurité, tout d'abord par la nomination d'un (ou d'une) ministre de la Défense civil (e), d'un ministère de la défense incorporant du personnel administratif civil en plus de l'état-major militaire est une proposition qui pouvait déboucher sur la création de cliques et de groupes qui rappellent les milices paramilitaires. Pour finir, un contrôle parlementaire effectif de l'appareillage de sécurité impliquait un degré de foi en la démocratie qui était impossible à considérer en Géorgie au soir de l'administration Chevardnadze. Un régime dont le leadership essayait des tentatives de coup d'état et d'assassinat à répétition dépendait d'un contrôle absolu pour maintenir son autorité. Ce qu'on demandait à l'exécutif dépassait toute raison, et frisait l'impudence.

Ce rapprochement pro-occidental était donc tout relatif, car si les figures d'opposition et l'administration publique pressaient le gouvernement d'agir, les hauts dirigeants politiques trainaient leurs savates. Il eut néanmoins des effets bénéfiques. La définition des politiques de sécurité et étrangère géorgiennes bénéficia des conseils d'un nouveau groupe, privé celui-là, appelé International Security Advisory Board (ISAB), composé d'experts occidentaux chevronnés opérant dans une capacité privée. L'ISAB aura, au

³²⁶ Blandy, «NATO promoting Stability and Security...» 68.

final, la plus grande influence sur le balbutiant processus de RASD géorgien. Le rapprochement de la Géorgie de l'option euro-atlantique, le développement de sa politique interne et extérieure sont beaucoup plus le reflet de l'intransigeance russe que du narratif émancipateur et démocratisant intrinsèque à l'identité géorgienne.³²⁷ Plutôt, il s'agissait d'une sorte « d'idéalisme stratégique ».³²⁸ Quoiqu'il en soit, les tribulations de la politique géorgienne et le dynamisme de l'environnement de sécurité interne ont empêché la consolidation de l'appareillage de sécurité géorgien et retardé la RASD jusqu'au tout début des années 2000.³²⁹ Tout ce temps, les leviers de l'appareil de coercition géorgien demeuraient fermement dans les mains du président.³³⁰ Néanmoins, l'ISAB avait réussi à développer des liens professionnels solides avec l'administration publique, ce qui permit tout de même d'articuler des solutions et des documents de base reconnaissables et compréhensibles pour les chargés de pupitres des organisations euro-atlantiques.

Le premier concept de sécurité nationale

Au début des années 2000, il apparut évident que la Russie n'avait nullement l'intention d'intercéder auprès des autorités renégates en faveur de la Géorgie, celle-ci prit pour acquis que l'accord qui la liait à la Russie concernant l'établissement de bases militaires sur son territoire était nul et non avenant.³³¹ La Géorgie dut alors se pencher sérieusement sur le problème de la transformation de son appareillage de sécurité, et, globalement parlant, de RASD. À l'époque, selon une étude menée par Antje Fritz, de DCAF, le problème le plus criant demeurait l'absence (et l'incompréhension) quant aux procédés et implications des réformes anticipées. Par conséquent, les recommandations d'experts internationaux se substituaient aux idées géorgiennes avec grande difficulté. L'enthousiasme des administrateurs se butta à la réticence des superviseurs. Ce que Fritz propose, c'est de faire de la RASD un enjeu de la politique de sécurité nationale.³³²

Il est pertinent de noter que la Géorgie sembla retenir les conseils d'experts provenant de sources neutres ou non-officielles. DCAF est une organisation paragon gouvernementale, au sens où elle est financée par le ministère des Affaires étrangères suisse, mais ses conseils sont non-officiels. De même, ISAB est un groupement d'experts provenant de différents pays, chevronnés dans la gestion de la défense, mais qui agissaient à titre privé. La nature et l'origine de ces acteurs les rendaient tolérables aux éléments réfractaires au changement dans les structures géorgiennes, et, possiblement, aux autorités russes également. Ce sont eux – et non des fonctionnaires internationaux du QG de l'OTAN – qui étaient les réels architectes du changement.

En octobre 2000 eut lieu à Tbilissi une conférence intitulée « Georgia and its Partners : Directions for the New Millenium ». De cette conférence sortit un document fondamental qui donnait les balises d'une politique de sécurité nationale géorgienne. Ce document intitulé « Georgia and the World : A Vision and Strategy for the Future » fut élaboré avec l'assistance assidue de l'ISAB.³³³ Ce document répondait aux

³²⁷ Vasif Huseynov, «The Foreign Policy of Post-Soviet Georgia : Strategic Idealism and the Russian Challenge,» *Caucasus International* 5, no. 3 (hiver 2015) : 120. Minesashvili, Labarre et Jolicoeur, «Dealing with Russia : Georgia's Endeavor to avoid Trampling,» 32.

³²⁸ Ibid., 119.

³²⁹ Lemay-Hébert et Proulx, «Pris entre deux Feux...» 523.

³³⁰ Vashakmadze, « Democracy and Security...» 48

³³¹ Rondeli, «The Choice of Independent Georgia, » 198.

³³² Antje Fritz, «Security Sector Governance in Georgia (1) : Status,» dans *From Revolution to Reform : Georgia's Struggle for Democratic Institution Building and Security Sector Reform*, Ph. Fluri et E. Cole, dirs. (Vienne : LandesverteidigungsAkademie, 2005), 59.

³³³ Il ne s'agit pas ici de l'agence subordonnée au Département d'État américain, mais d'une initiative lancée par la Géorgie qui semble s'être traduite par la création d'une micro-agence ad hoc de conseillers politiques réunissant des fonctionnaires des ministères de la défense d'autres pays, notamment l'Estonie, déjà en chemin vers

recommandations d'un rapport de l'ISAB soumis en 1999. À peine quelques années auparavant, la Géorgie avait bien tenté de formuler une politique de défense indépendante.

Jusqu'alors, la seule tentative d'innover du secteur de sécurité avait été de rendre public le Papier Blanc du ministère de la Défense. Ainsi pouvait-on voir toute la portée des habitudes de conception de la sécurité russo-soviétiques. Le Papier Blanc déclinait les structures, relations et rôles des Forces armées géorgiennes (FAG) et du ministère, mais ne se hasardait pas à faire l'estimé des risques à la sécurité nationale, ni à proposer des remèdes. Héritier d'un système dans lequel les autorités préservaient jalousement tout contenu de défense ou stratégique des yeux du public, le Papier Blanc était naturellement trop imprécis pour bien guider la RASD et la formulation de politiques et doctrines.³³⁴ Similairement, la doctrine militaire adoptée en 1997 était tout aussi imprécise, et était formulée selon les principes hérités de l'époque soviétique.³³⁵ *Georgia and the World* intervient donc comme document politique supplémentaire au Papier Blanc, à un moment où une évaluation honnête de l'environnement stratégique, de la situation internationale, et l'inventaire précis des intérêts géorgiens étaient indiqués.³³⁶

Les priorités géorgiennes reflétaient les rôles de l'exécutif, mais étaient nuancées. Ainsi, « indépendance » était définie comme la résilience politique face aux tentatives d'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays. « Sécurité » était définie de manière plus conventionnelle comme étant la préservation du bien-être des citoyens et des institutions par l'instauration de politiques publiques, économique, socio-culturelles et militaires adéquates.³³⁷ En particulier, le document apportait une emphase particulière à la protection des frontières internationalement reconnues. Les autres priorités fondamentales sont celles que nous retrouverions pour n'importe quelle démocratie néo-libérale; libertés individuelles, respect des droits de la personne, préservation de la règle de droit, de l'unité nationale (synonyme ici de « l'intégrité territoriale »), la prospérité et la paix.

« *Georgia and the World* » offrait un diagnostic du statut inachevé de l'effort de réforme géorgien. Le remède prescrit pour les carences démocratiques, structurelles et administratives était la formulation d'un concept stratégique et de sécurité nationale qui traçait ouvertement un parcours vers l'intégration euro-atlantique.³³⁸ Afin d'appuyer cet objectif « military training and advisory assistance from other countries will be welcomed on a case-by-case basis, but only in terms grounded in respect for Georgia's sovereignty defined by legal agreements reached by both sides. »³³⁹ La recherche de contreponds à la présence et l'influence russe céda le pas à une participation pragmatique mais enthousiaste dans la RASD afin de rencontrer les conditions de partenariat avec l'OTAN. La Géorgie voyait alors la « participation in such activities as PFP and EAPC as an essential step toward the realization of its long-term goal of NATO membership. »³⁴⁰

l'OTAN à l'époque. Les quartiers généraux de cette micro-agence sont à Londres, et son président fut pendant longtemps GEN Sir Garry Johnson, qui conseilla entre autres, les pays baltes dans leurs efforts de réforme de l'appareillage de sécurité. Fritz, «Security Sector Governance in Georgia,» 35 n mentionne des sites web géorgiens concernant l'ISAB qui sont aujourd'hui caducs.

³³⁴ Fritz, «Security Sector Governance in Georgia,» 60.

³³⁵ Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 18.

³³⁶ International Security Advisory Board (ISAB), *Report 2005*, Tbilissi, (juin 2005), 29.

³³⁷ Ministère des Affaires étrangères de Géorgie, «Georgia and the World : A Vision and Strategy for the Future,» Tbilissi, (octobre 2000), 2.

³³⁸ Ministère des Affaires étrangères de Géorgie, «Georgia and the World,» 5.

³³⁹ Ibid., 4. «L'assistance et l'entraînement militaires pourvus par d'autres pays seront (seraient) les bienvenus au cas-par-cas, mais seulement sur la base du respect de la souveraineté géorgienne librement défini par des ententes légales et mutuellement acceptées par les parties.» (Trad. Auteur).

³⁴⁰ Ibid., 7. «La Géorgie voit sa participation dans les activités du PpP et du Conseil de Partenariat Euro-Atlantic (EAPC de son acronyme anglais) comme un pas essentiel vers la réalisation de son objectif à long terme d'être membre de l'OTAN.» (Trad. Auteur).

Le parcours de RASD de la Géorgie débuta véritablement par ces mots. Fruits de l'enthousiasme administratif pour la réforme, ils ne signifient pas pour autant une bénédiction de la part de Chevardnadze. Ce dernier tentait toujours de maintenir des relations de bon-voisinage avec la Russie. Il n'était absolument pas certain que le gouvernement accepte d'adhérer aux plans et recommandations de l'ISAB, ou même d'entériner toute stratégie de sécurité nationale qu'il proposerait. Si Chevardnadze « publically proclaimed the reforms in view of MAP requirements, he was obviously in no hurry to give consistent directives to implement them. »³⁴¹

Ceci met en exergue les relations entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif. Comme nous l'avons signalé plus tôt, le pouvoir procédural du président lui permet d'ignorer les avis provenant du Parlement. Un abîme se creuse donc entre deux concepts liés; la *gouvernance* du secteur de sécurité, et la *réforme* de celui-ci. Ceux qui commandent directement l'appareillage coercitif sont également ceux qui commandent ses destinées, et ce, même si, en fin de compte, ce sont des administrateurs qui produisent les documents doctrinaux et les plans en réponse aux avis d'experts occidentaux. On note donc un engouement non dissimulé pour la RASD aux niveaux administratifs intermédiaires de la bureaucratie (dont les membres étaient le plus souvent en contact avec les Occidentaux), mais les couches exécutives de la bureaucratie et de la politique demeuraient timides.

Un des aspects primordiaux de la RASD était le contrôle démocratique et civil de l'appareillage de sécurité. Or, ce contrôle était encore dominé par un état-major militaire et par la personne d'Édouard Chevardnadze lui-même. La gouvernance de l'appareillage de sécurité et de défense déterminait donc le rythme et la portée de l'ensemble du programme de RASD; de sa création à sa mise-en-œuvre, bref de son existence pure et simple. Les rencontres et conférences entre experts occidentaux et fonctionnaires géorgiens avaient beau se multiplier, les produits de ces rencontres se retrouvaient systématiquement bloqués, ou demeuraient déclaratoires seulement.³⁴² L'absence de ligne limitrophe entre les quelques civils et militaires qui œuvraient ensemble dans les ministères dédiés à la sécurité et à la défense travaillaient donc le plus souvent à contre-courant les uns des autres.³⁴³

Volontés administrative et politique s'entrechoquaient. Ceci eut des conséquences néfastes sur le programme de réformes tout comme pour la stratégie de sécurité nationale, notamment au niveau du budget et du manque de données de base concernant les revenus nationaux. Les planificateurs devaient alors non seulement élaborer une stratégie de sécurité nationale *ex nihilo*, mais ils devaient le faire sans savoir ce qui était requis et ce qui était disponible (et donc possible).³⁴⁴ C'est pourquoi le fameux Planning, Programming Budgeting System (PPBS) si cher aux conseillers américains, tarda tant à être pleinement instauré en Géorgie. Le PPBS, dont l'application était si intimidante, permit tout de même de publier un budget de défense qui donnait des montants précis correspondant à des items et programmes clairement définis à partir de 2001, même s'il s'avérait tout à fait inadéquat pour les besoins de la Géorgie.³⁴⁵ Ce n'est qu'en 2006 qu'une loi enchâssa ce système de planification, qui ne fut mis en application sérieuse qu'à l'exercice budgétaire de 2007.³⁴⁶

Cependant, la mise-en-œuvre de tous ces programmes continuait de dépendre des luttes d'influence entre les ministères et au sein des ministères. Jusqu'à la veille de la guerre de 2008, des luttes entre le

³⁴¹ Fritz, «Security Sector Governance in Georgia,» 62. «proclamait publiquement que les réformes visaient à remplir les conditions du MAP, il n'était clairement pas pressé d'émettre des directives pour leur mise-en-œuvre.» (Trad. Auteur). Voir aussi Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 17.

³⁴² Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 22.

³⁴³ Fritz, op. cit., 64.

³⁴⁴ Ibid., 65.

³⁴⁵ Young, *Anatomy...*, 157.

³⁴⁶ Darchiashvili, op. cit., 21, n68.

ministère des Finances et le ministère de la Défense concernant le budget ne cessaient de rappeler le factionnalisme fratricide de l'ère Gamsakhourdia. Autant d'événements qui freinèrent la RASD au début des années 2000.³⁴⁷ Au moment d'entreprendre du bout des lèvres ce programme de réforme, la Géorgie déploya des troupes au sein des missions de stabilisation de la paix au Kosovo³⁴⁸ (dont les aspirations séparatistes d'alors rappelaient celles de l'Ossétie du Sud) et éventuellement en Afghanistan et en Irak. Ces déploiements eurent des effets bénéfiques sur la stabilité du gouvernement Chevardnadze (des troupes déployées, bien payées sont moins susceptibles de vouloir renverser le pouvoir) et sur l'esprit de transformation des FAG. Tout d'abord, la nécessité d'interopérabilité dans ces missions favorisait l'approvisionnement rationnel en équipement; par exemple, le camouflage national des uniformes géorgiens allait naître de la collaboration avec les forces américaines, tandis que les unités moins exposées aux méthodes euro-atlantiques allaient conserver l'équipement de modèle soviétique plus longtemps. La transformation par mimétisme accroissait le sentiment de confiance de certaines unités, et ces unités pouvaient ensuite transmettre leurs connaissances opérationnelles à d'autres unités des FAG. La participation aux missions internationales avait une valeur politique évidente; elles permettaient à la Géorgie de monnayer la participation des FAG contre des considérations favorables de la communauté internationale s'il devenait nécessaire d'internationaliser les crises séparatistes géorgiennes et attirer une mission de paix impartiale en Ossétie du Sud.³⁴⁹

En même temps, la Géorgie continuait de démontrer une volonté de réforme indirecte en souscrivant au Traité FCE adapté de 1999. Ceci ne représentait pas un sacrifice énorme au point de vue matériel, car la Géorgie avait déjà convenu un accord au Sommet d'Istanbul de l'OSCE de 1999 selon lequel la Russie retirerait une partie de ses troupes de Géorgie avant 2001.³⁵⁰ La Russie n'a éventuellement que partiellement rempli ses obligations à cet égard. Toutefois il demeurait important pour la Géorgie de faire bonne figure. Régionalement parlant, la Russie ne pourrait maintenir dans cette zone flanc que l'équivalent d'un régiment d'infanterie motorisé soit 153 blindés, 241 transports de troupes blindés, et 140 systèmes d'artillerie à partir du 31 décembre 2000.³⁵¹ Une force similaire était tout ce que la Géorgie semblait capable de se procurer et d'équiper, avec un complément de 20000 hommes tout au plus, divisés en quatre brigades d'infanterie mécanisées, 17 vaisseaux de Marine, 22 avions et 11 hélicoptères comme force aérienne.³⁵² Cette force incluait les quelque 100 chars et 200 blindés transférés par la Russie à la Géorgie suite à la signature du Traité de Tachkent, qui enjoignait la Géorgie à ne pas développer de forces allant au-delà des plafonds stipulés par le Traité CFE.³⁵³ Cette initiative allait dans le sens de la RASD en tant que réduction des effectifs, une réduction qui forçait la professionnalisation et le développement de capacités de niche pour la participation à des activités combinées dans le cadre du PpP ou du PARP.³⁵⁴

L'éventail des tâches des FAG ainsi structurées était influencé par les conseils de l'ISAB; préservation de la paix, de la stabilité, de la démocratie et la préservation de l'intégrité territoriale par la dissuasion, basée sur une coopération avec d'autres organes de sécurité nationale, comme le ministère de l'Intérieur et les Gardes-Frontières.³⁵⁵ Ces forces devaient être capables de faire échec à une insurrection ou une action terroriste tout en ayant les talents nécessaires pour participer à des missions de paix, et répondre à

³⁴⁷ Fritz, «Security Sector Governance in Georgia,» 66.

³⁴⁸ Voir à cet égard Pierre Jolicoeur et Frédéric Labarre, «The Kosovo Model : a (Bad) Precedent for Conflict Management in the South Caucasus?» *Connections: The Quarterly Journal* (été 2014).

³⁴⁹ Damien Helly et Giorgi Gogia, «Georgian Security and the Role of the West,» dans *Statehood and Security : Georgia after the Rose Revolution*, B. Coppieters et R. Legvold, dirs. (Cambridge, MA : MIT Press, 2005), 292.

³⁵⁰ Vashakmadze, «Foreign Forces in Georgia...» 158-159.

³⁵¹ Minasyan, «Moratorium on the CFE Treaty and South Caucasus Security,» 86.

³⁵² Ministère des Affaires étrangères de Géorgie, «Georgia and the World...» 19.

³⁵³ Zürcher, «Georgia's Time of Troubles, 1989-1993,» 105 (n)

³⁵⁴ Ministère des Affaires étrangères de Géorgie, op.cit., 20-21.

³⁵⁵ Ibid., 20.

des catastrophes naturelles ou humanitaires. Pour une force armée qui était pour l'essentiel toute nouvelle, la variété des obligations allait avoir des conséquences importantes sur la gouvernance de l'appareillage de sécurité dans le contexte des mouvements sécessionnistes.

Tout d'abord, les tâches de maintien de la paix tomberaient dans le panier des FAG, tandis que la contre-insurrection et le contre-terrorisme reviendrait au ministère de l'Intérieur. À cela se rajoutait les contraintes constitutionnelles et parlementaires auxquelles l'exécutif géorgien n'avait pas l'habitude d'obéir. En effet, certains scénarios posaient problème. Dans le cas du séparatisme sud-ossète, que faire si l'origine de la crise était incertaine (par exemple, commandée par Moscou)? Quelle agence devrait intervenir? D'autres considérations étaient aussi porteuses de conséquences graves. Par exemple, si le gouvernement décidait de s'en remettre à l'Armée géorgienne pour répondre à une crise séparatiste, alors que seul le ministère de l'Intérieur a juridiction sur le territoire géorgien, n'est-ce pas là l'admission par la Géorgie que le territoire séparatiste n'est pas géorgien?

Néanmoins, les conseils prodigués par l'ISAB et d'autres experts internationaux pointaient vers un concept de sécurité nationale qui témoignait d'un « ...ambitious national effort to establish a democratic society based on the rule of law, separation of state powers, respect for individual rights and a market economy. A central objective of Georgian foreign and security policy is also Georgia's progressive integration into European and Euro-Atlantic political, economic, and security structures. »³⁵⁶

Cependant, la gestion civile et démocratique de l'appareillage de sécurité et de défense se laissait désirer. Le Parlement ne pouvait participer à l'élaboration de la politique de sécurité et de défense, non seulement à cause du contrôle procédural exercé par l'exécutif, mais aussi parce que les budgets de défense étaient rarement alloués. La « personnalisation » du contrôle et de la gestion des Forces armées et de sécurité perdurait. D'ailleurs, Chevardnadze semblait nourrir l'ambition de consolider ces prérogatives encore plus par l'entremise d'un système de cabinet qui lui serait loyal et qui, par le fait même, annulerait toute prérogative parlementaire sur l'examen des questions de sécurité et de défense.³⁵⁷ Ces tendances avaient pour effet de faire douter de la possibilité de réforme de la Géorgie. Il faudra attendre l'arrivée des réformateurs de l'équipe Saakashvili pour qu'une réelle stratégie ne voie le jour, encore une fois avec l'aide d'experts internationaux.

L'obsession du MAP et la fin de Chevardnadze

La Pologne, la République tchèque et la Hongrie devinrent membres de l'OTAN au Sommet anniversaire de 1999, à Washington. Par le fait même, l'Alliance se déclarait ouverte à tout nouvel adhérent susceptible de rejoindre ses rangs, en autant que les conditions d'adhésion soient remplies. Ces conditions étaient pour la toute première fois codifiées dans le Plan d'Action à l'Adhésion (MAP). Le MAP reléguait les programmes du PpP et du PARP à des plans accessoires pour les pays qui manifestaient un désir de se transformer et de participer à des activités conjointes avec l'OTAN, sans nécessairement en être membre. Le MAP codifiait également de manière très précise les conditions d'admission par des bornes techniques à atteindre.

La posture pro-occidentale de la Géorgie s'accroît durant les deux dernières années de l'administration Chevardnadze. Ces années correspondent également à l'arrivée au pouvoir des intérêts *silovikistes* en

³⁵⁶ Ministère des Affaires étrangères de Géorgie, «Georgia and the World...» 20. «...l'ambition nationale d'établir une société démocratique fondée sur la règle de droit, la séparation des pouvoirs, le respect des droits individuels et l'économie de marché. Un objectif central de la politique étrangère et de défense géorgiennes demeure l'intégration progressive dans les structures politiques, économiques, et sécuritaires européennes et euro-atlantiques.» (Trad. Auteur.)

³⁵⁷ Vashakmadze, «Democracy and Security...» 49.

Russie, personnifiés par Vladimir Poutine et Evgueni Primakov. Il semble impossible de dissocier ce revirement du nouveau leadership russe. Bien que les relations entre l'OTAN et la Russie eussent semblé bien commencer, Chevardnadze craignait peut-être que cette accordance ne se soit matérialisée au détriment des intérêts de la Géorgie. De toutes manières, cette bonne entente ne dura qu'un temps suite à l'insistance des États-Unis de développer et déployer un système anti-missile balistique. Lorsque ceux-ci signifièrent leur retrait du Traité ABM de 1972, Chevardnadze aurait choisi de se ranger derrière le programme d'intégration euro-atlantique sous la pression des réformistes au Parlement. Maintenir l'équilibre entre les pôles d'intérêts conservateurs russes et ceux des réformistes géorgiens était un jeu dangereux pour le régime de Chevardnadze. Il lui faudrait choisir un camp plutôt rapidement. Cette opportunité vint en deux temps. Tout d'abord, par l'inauguration du GTEP en mars 2002. Ensuite, fortuitement ou non, lors du Sommet de Prague de l'OTAN en novembre 2002, quand il déclara la « détermination de la Géorgie de devenir membre de l'OTAN, et qu'elle était prête à travailler pour se préparer à une telle mission historique... »³⁵⁸

« L'obsession du MAP » se manifesta très tôt dans les discours officiels et administratifs.³⁵⁹ Si la Géorgie se commettait au MAP, elle se commettait de manière formelle à la transformation de son appareillage de sécurité. Ceci signifiait également que les conseillers occidentaux auraient également des critères et des barèmes de succès clairs avec lesquels travailler et mesurer le progrès des pays désirant l'adhésion. D'un autre côté, l'invitation à l'adhésion de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie était plutôt de bon augure pour la Géorgie, qui compterait désormais sur l'expertise de ces pays pour obtenir une invitation à rejoindre l'OTAN.³⁶⁰

Le 13 septembre 2002, suite à un décret présidentiel établissant une commission gouvernementale inter-agences, le Parlement géorgien passa une résolution ouvrant la voie à l'adhésion à l'OTAN de la Géorgie.³⁶¹ Chevardnadze s'était-il rangé dans le camp des réformateurs? Cette initiative parlementaire faisait suite à un décret présidentiel établissant une Commission gouvernementale inter-agences pour l'Intégration euro-atlantique. Le programme d'État à l'Intégration euro-atlantique qui s'ensuivit fut rapidement entériné par le Conseil de Sécurité nationale géorgien en décembre 2002.³⁶² La correspondance des intérêts des réformateurs et de l'exécutif gouvernemental permettent de croire que l'enthousiasme pour la RASD sera le plus propice à une transformation effective. Toutefois, les conditions du MAP reflètent les normes, standards et procédures de l'Alliance. Il est logique de suggérer que plus les normes et les identités des membres aspirants se rapprochent de celles de l'Alliance, plus « automatique » sera cette adhésion. Dans ce cas-ci une certaine « communauté de valeurs » facilite le parcours de transition. Dans le cas où les aspirants-membres sont plus « distants » philosophiquement, ce sont les conditions et les sanctions qui motivent les réformes. Cependant, on n'a jamais vraiment mesuré le pouvoir contraignant des conditions d'admission sur le succès des réformes – c'est-à-dire, sur le pouvoir de la conditionnalité à transformer les attitudes.³⁶³

³⁵⁸ «Statement by the President of Georgia Eduard Shevardnadze at the EAPC Summit,» Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), (22 novembre 2002) : <https://www.nato.int/docu/speech/2002/s021122h.htm>. Consulté le 26 juillet 2022.

³⁵⁹ Vashakmadze, « Democracy and Security... » 49. Fritz, «Security Sector Governance in Georgia,» 62, et Kakachia, « Problems of Post-Conflict Security Management... » 106.

³⁶⁰ Shalva Dzebisashvili, «Conditionality and Compliance: The Shaky Dimensions of NATO Influence – The Georgian Case,» *Connections Quarterly* (printemps 2014): 5.

³⁶¹ Shorena Lortkipanidze, «The Georgian Security Sector : Initiatives and Activities,» dans *From Revolution to Reform : Georgia's Struggles with Democratic Institution Building and Security Sector Reform*, Ph. Fluri et E. Cole, dirs. (Vienne : LandesverteidigungsAkademie, 2005), 235.

³⁶² Ibid., 235.

³⁶³ Dzebisashvili, op. cit., 6. Voir également Frédéric Labarre, «Vingt Ans d'Indépendance des Pays baltes : Les défis résiduels de l'intégration des minorités,» dans *Les États baltes en Transition : Le Retour à l'Europe C*. Bayou et M. Chillaud dirs. (Lausanne : Peter Lang, 2012), 178.

La Géorgie était à la fois distante géographiquement et philosophiquement. La conformité de la RASD était la monnaie d'échange exigée pour l'adhésion. La conditionnalité agit de deux manières contraires. Premièrement, elle agit comme catalyseur de transformation grâce à la perspective d'adhésion. Ainsi il est facile de comprendre comment « the West has done little to dispel Georgian hopes of joining NATO in the near future. It is probably felt that keeping the carrot of membership just out of reach will encourage... reforms. »³⁶⁴ Cependant, cette logique peut fonctionner à l'envers. Une adhésion qui ne se matérialise pas motive de faire perdurer les pratiques et méthodes héritées de la période soviétique. La Géorgie devait aussi tenir en compte les pressions domestiques pour la réintégration territoriale, car le risque toujours présent de factionnalisme et de mutinerie de l'appareillage de sécurité rendait l'exécutif réticent à déléguer le pouvoir administratif latéralement. L'exécutif et ses sympathisants tempéraient toujours l'ardeur pour des réformes.³⁶⁵

Le processus de réforme manquait toujours de coordination.³⁶⁶ Alors qu'on eusse pu prétendre que les ambitions de l'exécutif et celles de la classe politique se rejoignaient, la clameur en faveur de la réintégration des territoires séparatistes se fit plus insistante. Il vaut la peine de rappeler qu'il ne s'agit pas ici d'une quelconque frivolité populaire; le contrôle du territoire, des frontières internationalement reconnues ne sont pas seulement des responsabilités présidentielles, ou des objectifs de sécurité nationale; ce sont aussi des conditions de succès du MAP. Un autre clivage entre les réformateurs et l'exécutif se dessinait.

La tentation de régler le problème du séparatisme devenait oppressante car la survie du régime en dépendait. Mais puisque les territoires séparatistes et leurs autorités étaient maintenant redevables à Moscou, le processus de réforme qui penchait vers des forces plus petites, plus abordables, plus agiles et plus aptes à travailler conjointement avec l'OTAN était lui aussi menacé par la prédilection de recréer des forces de tailles suffisantes pour imposer la volonté de Tbilissi sur Tskhinvali.

Du GTEP au GSSOP

Il est nécessaire d'introduire une parenthèse chronologique et thématique ici pour expliquer le rôle et l'impact des programmes d'entraînement américains offerts aux forces géorgiennes, car les résultats de ces initiatives eurent des implications techniques et politiques. En mars 2002, les États-Unis inaugurèrent le programme GTEP en Géorgie. Bien que les intérêts américains en Géorgie aient été négligeables, la participation de cette dernière au PpP et à d'autres programmes otaniens rendaient la mise à jour des forces géorgiennes nécessaires. Le GTEP représentait donc une occasion de pousser la réforme des forces armées de sorte à créer des unités capables d'assurer la sécurité sur le territoire géorgien – autrement dit, de mieux assurer la souveraineté nationale. « Le GTEP retirait donc un irritant dans les relations russo-géorgiennes » a confié Bob Hamilton en entrevue. Cet irritant était la souveraineté incomplète du régime géorgien sur son territoire, et l'attitude nonchalante du gouvernement géorgien à l'égard de la présence d'extrémistes tchéchènes compliquant la stabilité régionale dans le Caucase du Nord, soit en Russie. Moscou voyait d'un mauvais œil ce laisser-aller, qui pouvait également masquer un sinistre laisser-faire. Le motif principal de la mise sur pied du GTEP était de retirer tout prétexte à la Russie d'intervenir en Géorgie, notamment dans la gorge de Pankisi, contre des extrémistes tchéchènes présumés qui se servaient de cette région géorgienne comme sanctuaire.³⁶⁷

³⁶⁴ Duncan Hiscock, «Azerbaijan and Georgia : Perspectives for NATO Membership,» dans *The South Caucasus : Promoting Values through Cooperation*, J. Dufourcq et L. Ponsard, dirs. Rapport de Séminaire 20 (Rome : Collège de Défense de l'OTAN, juillet 2004), 106.

³⁶⁵ Dzebisashvili, «Conditionality and Compliance...» 9.

³⁶⁶ Ibid., 14.

³⁶⁷ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

Cependant, le GTEP risquait d'envenimer les relations russo-géorgiennes encore plus que la présence de *mécréants tchéchènes*, car il signifiait l'implantation d'une présence américaine à quelques kilomètres de la frontière russe. Le GTEP représentait un pas en arrière pour la politique russe qui s'abrogeait le droit d'intervenir dans l'ex-espace soviétique. Pour la Géorgie, il s'agirait d'une avancée politique importante pour le pays à trois égards. Tout d'abord, le programme de RASD serait mis en œuvre par l'entremise des États-Unis, maîtres-à-penser en matière de réforme, amorçant de manière officielle le rapprochement de la Géorgie vers l'Ouest. Ensuite, le régime de Chevardnadze pourrait tirer crédit de ce revirement, ainsi que de la souveraineté effective exercée par les forces géorgiennes. Enfin, une armée moderne et compétente serait mise sur pied de manière de sorte à ce que les habitudes soviétiques viennent à s'effacer.

Il est permis de dire que les forces armées géorgiennes modernes sont nées du GTEP. Selon Bob Hamilton, « la Géorgie fournirait les militaires, et on allait former des unités à cohésives. » Durant les premières années formatrices, les experts américains de l'Armée américaine, des forces spéciales et des Marines se relayèrent pour former des unités géorgiennes au niveau des bataillons. Le GTEP était le premier contact des forces géorgiennes avec les méthodes occidentales d'emploi de la force. Ceci confirma l'intention de la réforme géorgienne, et, pour la première fois, donnait à l'administration publique géorgienne une glaise à modeler pour accomplir un programme de RASD qui jusque-là avait de la difficulté à prendre forme. Le GTEP était aussi nécessaire (peut-être fortuitement) pour jeter les bases des nouvelles relations pro-occidentales que Chevardnadze allait jeter en novembre de 2002, lorsqu'il annoncerait au Sommet de l'OTAN de Prague que la Géorgie comptait désormais se mettre sur le chemin de l'adhésion à l'alliance atlantique.

Dès cet instant, un nouveau contexte de relations russo-géorgiennes était créé, et qui impliquait désormais les États-Unis. Le GTEP cessait d'être un simple instrument technique pour améliorer les capacités géorgiennes. Il risquait d'impliquer les États-Unis dans les disputes que la Géorgie avait avec la Russie. Il n'est donc pas surprenant que ceux-là aient immédiatement lié la continuation du GTEP et d'autres initiatives de soutien avec des réformes en profondeur visant à endiguer la corruption. La volonté de transformation de l'appareillage politico-administratif et des forces géorgiennes était donc remise en question. Ce doute devint mesurable par la réduction progressive de la générosité américaine pour des programmes de formation militaire, y compris le GTEP (pourtant essentiel à la lutte contre-terroriste globale).³⁶⁸ Les États-Unis se trouvaient donc en position de faire d'une pierre deux coups; forcer une transformation institutionnelle en profondeur tout en établissant les bases d'une force de défense géorgienne dont le pouvoir dissuasif aurait des effets stabilisateurs dans le Caucase dans le contexte de la lutte globale contre le terrorisme. Cette approche thématique, la durée limitée du GTEP, et le lien effectué entre la générosité américaine et la performance de réforme géorgienne devaient également assurer la quiétude de la Russie face à la présence américaine dans son pré-carré. Le GTEP arrivait à son terme au printemps 2004.

Entretemps, la Révolution des Roses avait porté au pouvoir Mikheil Saakashvili qui, succédant au régime de Chevardnadze, s'employa à retenir les bonnes grâces et les programmes américains en Géorgie. L'objectif était d'éviter de créer un vide hégémonique que la Russie serait tentée de combler. Le gouvernement Saakashvili, confirmé au début 2004, s'y prit de deux manières. Tout d'abord, il entreprit d'une façon très démonstrative l'élimination de la corruption et l'affichage de la transparence dans tout l'appareillage de sécurité, notamment au ministère de l'Intérieur. Ensuite, il bonifia les résultats du GTEP en offrant l'appui des FAG à l'effort contre-insurrectionnel en Irak, aux côtés des forces américaines. En ce qui concerne les États-Unis, la portée du programme GTEP fut énormément fructueuse; « il permit aux Géorgiens d'établir une force et une présence crédible dans la région de

³⁶⁸ Tagliavini, *Report, Vol.II*, 41. Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 18.

Pankisi, ensuite il aida à créer une force auxiliaire hautement qualifiée capable de servir en Irak. »³⁶⁹ La Géorgie peut se féliciter de ce résultat inattendu car, comme l'a rapporté la répondante JAUNE lors de l'étude de terrain, une plus grande quantité³⁷⁰ de troupes géorgiennes purent ainsi bénéficier d'un entraînement tactique fiable, mais aussi de l'occasion de mettre ces connaissances en pratique en terrain difficile, aux côtés des forces américaines et britanniques. Toutefois, les 850 militaires³⁷¹ qui furent initialement déployés ne l'étaient pas dans un rôle de première ligne. Malgré tout, ceci n'allait pas permettre au GTEP de perdurer au-delà de son mandat initial.

À la requête du gouvernement géorgien, le GSSOP prit la relève du GTEP en 2004. Opéré à partir des quartiers généraux du commandement européen de l'Armée américaine (US EUCOM) à Stuttgart, en Allemagne, et géré par une compagnie privée, le GSSOP demeura en opération jusqu'en 2007.³⁷² La première phase du programme était destinée à compléter la formation des FAG pour le rôle croissant de la Géorgie en Irak. Selon la très pauvre information disponible³⁷³ (il est permis de penser que les Américains ne désiraient pas claironner ce programme au nez et à la barbe des Russes), le programme était destiné à former des bataillons sur des périodes de 17 semaines à Krtsanissi, à l'est de Tbilissi.³⁷⁴

Le GSSOP original aurait dû se terminer en 2006, mais le gouvernement de Saakashvili déclara qu'il était prêt à augmenter sa contribution à l'effort contre-insurrectionnel en offrant les services « d'une brigade complète, et capable de participer à des missions de combat. »³⁷⁵ Selon Bob Hamilton, la 2^{ème} brigade fut la première à bénéficier de ce programme revampé en juin 2006. Ses trois bataillons allaient successivement être entraînés, puis la brigade serait ainsi prête au déploiement. Elle fut suivie de la 3^{ème} brigade et de ses bataillons, jusqu'en juin 2007, puis de la première brigade, et ainsi de suite. La première brigade fut déployée en Irak au printemps 2008, et, à l'été 2008, ce serait le tour de la 4^{ème} brigade.

La majorité des forces militaires géorgiennes avaient donc bénéficié d'au moins une période de formation sous l'égide américaine. Mais c'est au moment de démarrer la deuxième phase du GSSOP que le personnel américain se rendit compte d'un problème plus fondamental que la génération d'une armée compétente. « Plus on évoluait vers des niveaux d'action élevés, comme le niveau opérationnel, plus problématiques devenaient les capacités. »³⁷⁶ Les capacités des bataillons se dégradèrent parce que les structures administratives au niveau institutionnel (soit de l'état-major ou du ministère) étaient incapables de

...générer, de recruter, d'entraîner, d'éduquer et de déployer du personnel de remplacement. Ils n'ont pas de systèmes logistiques ou d'acquisitions pour remplacer les éléments qui sont au bout de leur vie utile, ou pour faire des mises-à-jour, ou même d'acheter de l'équipement neuf, ou de

³⁶⁹ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

³⁷⁰ Entrevue JAUNE, Tbilissi, 30 juin 2023.

³⁷¹ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

³⁷² Tagliavini, *Report Vol. II*, 41.

³⁷³ Le ministère de la Défense géorgienne ne fait mention du GSSOP qu'en référence à l'anniversaire de la première brigade en 2015; voir « 1 Light Infantry Brigade celebrates Jubilee, » site officiel du ministère de la Défense de Géorgie, 2 mai 2015, <https://mod.gov.ge/en/news/read/3622/i-light-infantry-brigade-jubilee>, consulté 21 octobre 2023. L'emploi d'une compagnie privée pour gérer le GSSOP pourrait avoir été destiné à désengager le gouvernement américain de cette initiative, dans le but de ne pas alarmer la Russie, justement.

³⁷⁴ Jonathan C. Moor, « Republic of Georgia puts her best into Iraq Fight, » *Marine Corps Forces Europe*, site web officiel des Marines, 27 novembre 2007, <https://www.marforeur.marines.mil/In-the-News/Stories/Article/Article/520794/republic-of-georgia-puts-her-best-into-iraq-fight/> consulté 21 octobre 2023.

³⁷⁵ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

³⁷⁶ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

rédiger de la doctrine, des politiques, des stratégies de manière routinière... bref toutes les choses que nous prenons pour acquises dans nos pays occidentaux.³⁷⁷

De plus, les vérificateurs américains n'étaient pas intéressés à visiter autre chose que les centres d'entraînement, et, ne visitant jamais le ministère ou l'état-major, n'étaient pas au fait des disjonctions entre les FAG et le niveau institutionnel. Cette capacité stratégique avait été négligée, et ceci aurait des conséquences néfastes lors de la bataille Tskhinvali. Le GSSOP se termina dans la foulée du conflit russo-géorgien de 2008, pour continuer sous une autre forme – dont nous ne discutons pas ici.

Il n'en reste pas moins que le GTEP et le GSSOP ont été salutaires pour la Géorgie car, sans ces talents, elle aurait pu perdre beaucoup plus qu'une parcelle de territoire à l'été 2008. Cette discussion est cruciale pour notre démonstration car ces programmes et la manière dont ils ont été gérés témoignent d'une certaine timidité américaine, et de l'inquiétude des États-Unis de provoquer la Russie. Cette timidité a peut-être influé sur la nature des programmes eux-mêmes, menant les experts américains à entraîner les FAG pour des missions spécifiques, alors que la prudence dictait que les capacités devaient être sur la protection territoriale, et non seulement sur la lutte contre-insurrectionnelle. Enfin, on peut aussi reconnaître par l'enthousiasme du gouvernement géorgien à vouloir continuer le développement des troupes et d'augmenter sa contribution aux côtés américains d'une certaine co-dépendance stratégique, mais qui ne garantissait absolument rien en terme de ce que la RASD était supposée accomplir pour la Géorgie, soit sa sécurité nationale.

Voilà donc pourquoi les réformes effectuées par les autorités géorgiennes ne correspondaient que rarement aux conseils prodigués par les experts occidentaux. D'une part la gouvernance de l'appareillage de sécurité n'était intéressée par la réforme que si cette réforme procurait un instrument de sécurité et de défense susceptible d'obtenir des résultats qui garantiraient la survie du régime, et d'autre part, les réformateurs dans l'administration publique planifiaient avec un œil technique et non normatif. C'est une distinction importante car Chevardnadze a peut-être voulu accomplir la RASD, mais pas nécessairement démocratiquement. Tant et aussi longtemps que la question des minorités séparatistes pèse sur l'exécutif, plus lourdes sont les tendances pour obtenir des garanties provenant de l'extérieur. Si ces garanties sont hors d'atteinte, alors la solution par défaut sera de rebâtir l'appareillage de sécurité de telle manière à pouvoir impressionner les partenaires euro-atlantiques, et intimider la Russie. En d'autres termes, il s'agissait de créer une structure de forces capables de reprendre le contrôle des territoires renégats par la force.

On tournerait le dos alors aux types de réformes suggérées par l'OTAN.³⁷⁸ Ce sont des impératifs domestiques et non normatifs qui motivaient la RASD; « the organisational and technical interoperability of Georgian forces with NATO was a desirable effect, but one that was merely of a supportive nature to a primary domestic imperative. »³⁷⁹ En effet, la tendance voulant que les nouvelles armées soient réduites en personnel mais équipées à la dernière mode technologique demeurera un dilemme stratégique et administratif pour tout petit pays, particulièrement ceux aux prises avec des voisins agressifs.³⁸⁰ La Géorgie semblait vouloir résoudre ce dilemme en se tournant vers des solutions rappelant l'ère soviétique; la masse et la puissance de feu. Une telle posture était incongrue pour l'OTAN, qui exigeait de ses partenaires l'établissement de forces interopérables et agiles.

³⁷⁷ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

³⁷⁸ Dzebisashvili, «Conditionality and Compliance...» 15.

³⁷⁹ Ibid., 14. «L'interopérabilité organisationnelle et technique des forces géorgiennes avec l'OTAN était un objectif désirable, mais un objectif au service d'un impératif domestique avant tout.» (Trad. Auteur).

³⁸⁰ Jones, *The Art of War in the Western World*, 715. Voir aussi Anais Marin, «Does State Violence Translate in a More Bellicose Foreign Behavior? Domestic Predictors of International Conflict Propensity in Post-Soviet Eurasia, » *Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society (JSPPS)* 2, no 2 (2016) : 36.

Ce jeu d'équilibriste ne pouvait ni satisfaire les réformistes, ni dissuader Moscou, ni convaincre l'OTAN. Le public géorgien vint d'ailleurs à conclure que la politique d'accommodation avec les intérêts de la Fédération de Russie n'avait pas obtenu la réintégration territoriale escomptée.³⁸¹ Un an après le Sommet de Prague, Édouard Chevardnadze et sa clique étaient éjectés du pouvoir dans ce qu'on appellera plus tard la « Révolution des Roses ». Mikheil Saakashvili fut confirmé président de la Géorgie au printemps 2004. Cette consécration raviva l'espoir pour la RASD.

Saakashvili et la Réforme : 2004-2007

L'équipe de Mikheil Saakashvili qui parvint au pouvoir en 2004 était composée de personnes non forgées dans la fournaise du totalitarisme soviétique. La première priorité fut de rétablir les relations avec la Russie. Le premier voyage officiel de Mikheil Saakashvili fut d'ailleurs à Moscou pour s'entretenir avec Vladimir Poutine.³⁸² Mais puisque les promesses d'épanouissement socio-économiques de Saakashvili dépendaient d'une plus grande démocratisation, la Géorgie ne pouvait se détourner de ses ambitions occidentales. En faisant la girouette alternativement entre Moscou et les capitales euro-atlantiques, Saakashvili reproduisait le même complexe qui avait affligé Chevardnadze; un dangereux numéro de funambule.

Cette approche parut toutefois donner des résultats très tôt. Selon Oskanyan, l'approche « douce » permit de ramener l'Adjarie dans le giron géorgien, poussant son chef Aslan Abashidze à l'exil.³⁸³ Cette évaluation est excessivement généreuse. La réintégration de l'Adjarie ne s'est pas faite sans un certain degré de coercition, ni sans un certain degré de complicité russe. Il est difficile d'attribuer décisivement le mérite de cette réintégration. Toutefois, un modèle efficace venait d'être appliqué avec succès. Ce succès était dû, dans une certaine mesure, à la personnalisation du contrôle de l'appareillage de sécurité. Rien dans la gouvernance de cette appareillage n'avait donc réellement changé. La consolidation du pouvoir coercitif dans les mains du président et de son cabinet ne résolvait pas l'ambiguïté des relations entre l'exécutif et le Parlement.³⁸⁴

Il devenait urgent de réduire cette ambiguïté car la Révolution des Roses et l'élection de Saakashvili étaient perçues comme un verdict populaire sur la direction que la Géorgie devait prendre. La démocratisation était un mouvement inexorable, quasiment indépendant de la volonté des élites politiques géorgiennes. Cette « contagion » démocratique allait justifier que la Géorgie s'ouvre d'autant plus aux conseils des experts occidentaux qui allaient l'aider dans son parcours de transformation. Une des premières décisions du nouveau régime fut de limoger des milliers de membres des forces armées et des ministères affectés à la sécurité. Ceci eut l'effet d'une purge pour éliminer la corruption dans l'appareillage de sécurité.³⁸⁵ En conséquence, les structures de sécurité se retrouvèrent garnies de personnel inexpérimenté. Une telle méthode n'était pas inédite, et avait obtenu des résultats en temps record dans les autres ex-RSS – la logique étant qu'il est plus facile d'endoctriner du personnel inexpérimenté que de transformer les attitudes d'un personnel trop longtemps soumis à une autre manière de faire. Par ces gestes, la Géorgie amorçait le dernier chapitre de l'effondrement soviétique.³⁸⁶

³⁸¹ Rondeli, «The Choice of Independent Georgia,» 198. Jones, *Georgia : A Political History...*, 95.

³⁸² Pavel K. Baev, «Russia, Turkey and Iran : Regional Actors and their Respective Security Policies in the South Caucasus,» dans *The South Caucasus : Promoting Values through Cooperation*, J. Dufourcq et L. Ponsard, dirs. Rapport de Séminaire 20 (Rome : Collège de Défense de l'OTAN, juillet 2004), 39.

³⁸³ Oskanyan, «The Balance Strikes Back...», 639.

³⁸⁴ Vashakmadze, «Democracy and Security...», 49.

³⁸⁵ Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 26.

³⁸⁶ Pinna, «The International Dimension of Democratization,» 29.

Aussi, Saakashvili espérait qu'un nouveau dialogue avec les autorités séparatistes en Ossétie du Sud puisse éventuellement avoir des résultats similaires à l'Adjarie. Ce dialogue s'ancrait dans des promesses d'améliorations socio-économiques grâce à l'adoption de la démocratie et du libre-marché. De telles idées eurent tôt fait de raviver la méfiance russe, surtout dans un contexte de Révolution Orange en Ukraine et d'admission de six nouveaux membres de l'Alliance, laquelle ne montrait nul signe de freiner son expansion.

Les années 2004-2006 furent une période charnière pour la politique de sécurité et de défense géorgienne, et son balbutiant programme de RASD. Durant cette période, l'administration Saakashvili s'affaira – sans succès réel – à réparer les relations avec les autorités de Soukhoumi et Tskhinvali. Simultanément, la Géorgie redoublait d'efforts pour se rapprocher des institutions euro-atlantiques. L'OTAN répliqua par la création du programme IPAP, auquel la Géorgie accéda le 29 octobre 2004. Dans la création de l'IPAP, on devine une OTAN inquiète de la réaction d'une Russie qui devenait de plus en plus sûre d'elle-même. Contrairement au MAP qui se définit par le mot « membership », IPAP se définit par « partenariat ». La Géorgie rejoint bien entendu ce programme, sans toutefois abandonner le MAP. Avant tout, « the vision of reform, as promoted by NATO to its outreach partners is to see reformed and democratically-controlled defence sectors that can make an important contribution to the development of truly democratic societies, totally divorced from their totalitarian past. »³⁸⁷ Kornely Kakachia et Shorena Lortkipanidze n'exagèrent pas en pensant qu' « upon successful implementation of the Individual Partnership Action Plan... Georgia may accede to the Membership Action Plan (MAP). »³⁸⁸

L'Alliance démontrait des signes de réticence à se rapprocher géographiquement de zones d'instabilité et de régions géographiques que la Russie avait déclarées siennes.³⁸⁹ Toutefois, cette réticence était toute relative, car au Sommet de l'OTAN d'Istanbul, au printemps 2004, l'Alliance mentionne son intérêt pour la mer Noire, et en particulier la sécurité des infrastructures portuaires.³⁹⁰ C'est également cette année-là que l'OTAN crée un poste de conseiller spécial auprès du Secrétaire-général pour le Caucase du Sud. Ce poste a longtemps été occupé par James Appathurai anciennement de la délégation conjointe canadienne. On aurait pu croire que ce poste s'apparentait à celui détenu jadis par Chris Donnelly, quelque quinze ans auparavant, pour conseiller Lord Robertson puis Javier Solana sur la marche à suivre quant à la première tranche d'élargissement de l'Alliance. Cependant, il y a une différence de degrés entre les deux postes. Donnelly était un expert incontesté de l'Union soviétique. Appathurai, pour sa part, était un expert de la communication publique, sans expérience du Caucase mais avec un parcours solide à l'OTAN. Alors que Donnelly conseillait le Secrétaire-général, Appathurai avait le rôle de relayer la position de l'OTAN au Sud-Caucase. La nomination d'un conseiller spécial sur le Caucase du Sud n'est donc pas nécessairement un signal d'intérêt particulier de la part de l'Alliance.

L'Union européenne créa elle également un poste de représentant spécial pour le Caucase du Sud.³⁹¹ La Géorgie ne saisit pas toujours que l'intention de telles initiatives est moins d'accélérer le processus

³⁸⁷ George Katsiardis, «Defence Reform and NATO,» dans *Post-Cold War Defence Reform*, T. Winkler et I. Gyarmaty, dirs. (Londres : Brassey's, 2002), 193. «La vision de réforme promue par l'OTAN à ces partenaires est de voir des secteurs de défense réformés et démocratiquement contrôlés qui peuvent contribuer de manière tangible au développement de sociétés réellement démocratiques, divorcées de leur passé totalitaire.» (Trad. Auteur).

³⁸⁸ Kakachia, «Problems of Post-Conflict Security Management...»106. «...au moment de la mise-en-œuvre fructueuse de l'IPAP... la Géorgie pourrait être admise au MAP.» (Trad. Auteur). Voir aussi Lortkipanidze, «The Georgian Security Sector...» 248 et Katsiardis. «Defence Reform and NATO,» 196.

³⁸⁹ Pierre Jolicœur, «L'Union européenne et l'OTAN face à l'implication de la Russie dans les conflits gelés : Deux voies divergentes,» *Études internationales* 40, no. 4 (décembre 2009) : 546.

³⁹⁰ Jolicœur et Labarre, «NATO's Engagement in the South Caucasus...» 157-177.

³⁹¹ Jolicœur, «L'Union européenne et l'OTAN...» 554-555.

d'intégration (ou même le guider), mais bien de le modérer. La présence d'officiels désignés pour la région ne représentait pas pour autant un feu vert pour une éventuelle adhésion à l'UE ou à l'OTAN.³⁹²

Pour encourager les grandes puissances à accélérer l'intégration euro-atlantique de la Géorgie, celle-ci contribua une partie substantielle de ses troupes dans les aventures américaines et otaniennes en Irak et en Afghanistan. Pour un pays si petit et si jeune, il s'agissait de contributions non négligeables qui avaient deux objectifs. Tout d'abord, la contribution nationale de la Géorgie pouvait agir comme catalyseur à la professionnalisation et à l'occidentalisation de ses troupes par consociation avec les troupes américaines et britanniques. Ensuite, la taille de la contribution visait à convaincre les puissances euro-atlantiques de la valeur structurelle ajoutée de l'éventuelle adhésion de la Géorgie à l'OTAN.³⁹³ Ceci eut une conséquence directe sur la performance des FAG à la longue.

En effet, plusieurs milliers de soldats des FAG participèrent à ces missions, les exposant aux manières de faire occidentales.³⁹⁴ Donc, beaucoup plus de soldats que la simple 1^{ère} brigade géorgienne avaient été formés aux tactiques occidentales.³⁹⁵ La performance tactique des FAG parut s'améliorer, mais puisque les problèmes de gouvernance du secteur de sécurité perduraient, les talents opérationnels des FAG tardaient à se développer, hormis par l'entremise des quelques officiers d'état-major dépêchés à des cours spécialisés dans des institutions de défense occidentales, comme le U.S. Army War College, le Baltic Defence College, la NATO School (Oberammergau) et le Collège de Défense de l'OTAN (Rome).³⁹⁶

La Géorgie s'ouvrit soudainement aux recommandations d'experts, notamment de l'ISAB, dont les experts proposèrent une nouvelle stratégie de défense et de sécurité, et par l'accueil d'experts de DCAF. L'intérêt soutenu de l'administration Saakashvili pour l'augmentation des contacts entre les experts étrangers et l'état-major géorgien eut des répercussions positives, avec la nomination, en 2004, d'un ministre de la Défense civil, accompagné d'un cadre d'experts en administration publique civils.³⁹⁷ Le mandat de ce nouveau ministère de la Défense soumis au contrôle civil était de *réduire* les effectifs des forces armées géorgiennes de 24000 à 15000 personnes.³⁹⁸ À brève échéance des structures bi-disciplinaires, modelés sur les homologues occidentaux, naquirent au sein du ministère de la Défense; la portion militaire s'occupant des questions techniques tandis que la portion civile s'occupait des questions politiques et administratives.³⁹⁹

Saakashvili était déterminé à procéder à pas de géants, et était personnellement voué à l'accomplissement de nouvelles « victoires » comme si sa survie politique en dépendait.⁴⁰⁰ Il entérina les recommandations du rapport de l'ISAB de 1999 en confiant l'équipement paramilitaire, la brigade autonome, et la police spéciale du ministère de l'Intérieur et des gardes-frontières au ministère de la Défense. La Garde nationale, elle, était reléguée au rôle de réserve et d'entraînement. Les premiers efforts de l'administration Saakashvili étaient structurels, mais résultèrent en une administration de sécurité et de

³⁹² Jolicoeur, «L'Union européenne et l'OTAN...» 555.

³⁹³ International Security Advisory Board (ISAB), *Report 2005*, 37.

³⁹⁴ Entrevue avec JAUNE, 30 juin 2023, Tbilissi. Robert E. Hamilton, «Taking Stock of U.S. Military Assistance to Georgia,» *Foreign Policy Research Institute*, Eurasia Program, (14 décembre 2021) : <https://www.fpri.org/article/2021/12/taking-stock-of-u-s-military-assistance-in-georgia/>. Consulté le 13 juillet 2023.

³⁹⁵ Entrevue avec JAUNE, Tbilissi, 30 juin 2023.

³⁹⁶ Hamilton, «Taking Stock of U.S. Military Assistance to Georgia.»

³⁹⁷ Dzebisashvili, «Conditionality and Compliance...» 19.

³⁹⁸ Lortkipanidze, « The Georgian Security Sector...» 237.

³⁹⁹ International Security Advisory Board (ISAB), *Report 2005*, 33-35..

⁴⁰⁰ Baev, «Russia, Turkey, and Iran...» 39.

défense allégée.⁴⁰¹ Le contrôle personnel de l'exécutif sur l'appareillage de sécurité devint plus indirect. Ce contrôle se faisait par l'entremise du budget de défense et de l'incapacité de la législature de surveiller les dépenses. Certains détails budgétaires étaient partagés avec l'OTAN, pour peu que cela n'appuie l'effort d'adhésion de la Géorgie, mais le législatif n'était pas autorisé à participer à la formulation de la politique de sécurité et de défense, ni même de s'assurer que la RASD suivait bien son cours. « The approval of defense budgets without any detailed review of budgetary appropriations and the required level of coordination with the ministry of Finance has frequently led to the rapid change of the total budget, revealing inconsistencies with previously-approved strategic documents. »⁴⁰²

Le cheminement de RASD demeurait opaque. La manipulation des budgets ne causait pas seulement des frictions interministérielles, mais elle empêche également la mise-en-œuvre du PPBS, dont la transformation institutionnelle et matérielle de la Géorgie dépendait. La Géorgie développait ses forces armées et son appareillage de sécurité en vertu d'une rationalité qui échappait à la logique de transformation dictée par les capitales euro-atlantiques et recommandées par les conseillers occidentaux.⁴⁰³ En effet, un des principes fondamentaux de la RASD est l'équilibre entre les dépenses sociales (santé, éducation, infrastructures, etc.) et les dépenses sécuritaires. Au lieu de s'attarder à ce rééquilibrage, la Géorgie mettait l'accent sur la restructuration de ses forces coercitives. Par exemple, alors que le nouveau ministère de la Défense était mandaté pour réduire les effectifs des FAG, le gouvernement Saakashvili autorisa le chef d'état-major de l'époque, Levan Nikoleichvili, à planifier pour une structure des forces de 23000 personnes, causant ainsi une hausse du double du budget de défense de cette année-là à 173 millions USD.⁴⁰⁴

La montée en puissance

2006 restera une année charnière pour le destin sécuritaire de la Géorgie. Elle ponctuait deux ans d'efforts déployés par l'administration Saakashvili pour réintégrer les territoires renégats de manière diplomatique. Beaucoup d'accent avait été mis sur la question de l'Abkhazie. En 2004, le ministre à la Réintégration, Paata Zakareishvili, proposait une confédération abkhazo-géorgienne.⁴⁰⁵ Saakashvili demeura sourd à ces propositions. En réponse, l'Abkhazie avait proposé sa « Clé de l'Avenir », un projet compliqué et risqué, basé sur la reconnaissance de son indépendance, et des intégrations parallèles de l'Abkhazie et la Géorgie à l'Union européenne. Une fois au sein de l'UE, les frontières des deux pays s'estomperaient, et les souverainetés de toutes deux seraient limitées par Bruxelles. Ainsi, l'Abkhazie ne pourrait plus faire obstacle à l'accueil des personnes déplacées vers leur foyer dans la région de Gali.⁴⁰⁶ Saakashvili montra ses couleurs en rappelant ses négociateurs et en envoyant le ministère de l'Intérieur mâter les contrebandiers de la région de Kodori.⁴⁰⁷

Selon Lemay-Hébert et Proulx, il devenait de plus en plus évident que les autorités centrales à Tbilissi avaient abandonné toute idée de compromis à l'égard des séparatistes. À l'été 2006, des exercices militaires eurent lieu non loin de Tskhinvali, histoire de démontrer le degré de préparation des troupes géorgiennes. On parlait alors ouvertement de l'éventualité d'un assaut militaire visant à reprendre le

⁴⁰¹ ISAB, *Report 2005*, 30-31.

⁴⁰² Dzebisashvili, «Conditionality and Compliance...» 19. «L'approbation des budgets de défense sans débat ou contrôle des allocations budgétaires et sans coordination avec le ministère des Finances a souvent causé des fluctuations importantes du budget total, révélant des incohérences avec des documents stratégiques précédemment approuvés.» (Trad. Auteur).

⁴⁰³ Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 29.

⁴⁰⁴ Lortkipanidze, «The Georgian Security Sector...» 247.

⁴⁰⁵ Paata Zakareishvili, «Georgia's Relationship with Abkhazia,» *Caucasus Analytical Digest* 07/09 (2009) : 9.

⁴⁰⁶ *Ibid.*, 7.

⁴⁰⁷ *Ibid.*, 7-8.

contrôle des régions séparatistes.⁴⁰⁸ La réélection d'Édouard Kokoïty en Ossétie du Sud avait entraîné Saakashvili à créer une « autorité sud-ossète provisoire » lui étant fidèle, autrement connue sous le nom de « Projet Sanakoev ». ⁴⁰⁹ Pendant que Kokoïty organisait un référendum pour confirmer le statut futur de l'Ossétie du Sud, Dmitry Sanakoev, organisait un référendum parallèle sur la place de l'Ossétie du Sud dans un arrangement fédéral au sein de la Géorgie. ⁴¹⁰ L'espoir que nourrissait Saakashvili de générer une quelconque légitimité pour son poulain sud-ossète était illusoire. Outre d'avoir donné aux Sud-ossètes une pluralité politique momentanée, le Projet Sanakoev n'obtint jamais le soutien espéré dans la région.

La Géorgie démontrait de l'intransigeance envers la Russie également, en opposant un veto à son entrée à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC). La Russie rétorqua en imposant un embargo commercial et financier contre la Géorgie, en expulsant les travailleurs saisonniers de Russie, et en imposant un régime de visas pour les visiteurs géorgiens. ⁴¹¹ Bref, la Géorgie débutait 2006 après avoir essuyé une litanie d'injures et d'insultes de la Russie et de ses suppôts sud-ossètes (dont des attentats sur le territoire géorgien), que les administrations précédentes n'avaient pas eu à affronter. On pressent donc que cette pression est dirigée contre Saakashvili et son équipe. ⁴¹² À ceci s'ajoutait, durant l'été 2006, une série de scandales d'espionnage impliquant le personnel de renseignement militaire (GRU) russe infiltré à Tbilissi et à Batoumi. ⁴¹³ À cela s'ajoutent d'autres tentatives de provocation menées en Abkhazie; violation de l'espace aérien géorgien, décharge d'un missile antiradiation par un Su-24 russe aux alentours de Gori, et des subversions notées dans la vallée de Kodori, parfois avec la complicité à peine voilée des troupes russes en Abkhazie. ⁴¹⁴

La responsabilité de la gestion de telles crises incombait légalement au ministère de l'Intérieur. Les efforts de réforme jusque-là avaient inclus le transfert d'équipements capitaux et de capacités paramilitaires aux FAG. Malgré tout, le budget de défense géorgien fut renchéri; « military spending under Mr. Saakashvili's rule increased quickly from below 1% of GDP to 8% of GDP, and there were few who did not see this as a message. » ⁴¹⁵ Ce faisant, la Géorgie visait deux buts; témoigner d'une valeur accrue qui serait d'un intérêt certain pour l'OTAN, et créer une structure de forces suffisante pour à la fois dissuader la Russie, et, si nécessaire, assez puissante pour restaurer sa souveraineté sur les territoires renégats sur le territoire géorgien. La Géorgie avait choisi de ne pas s'en tenir aux conseils d'experts internationaux, préférant une structure de forces plus imposante, composée de cinq brigades d'infanterie mécanisées, incorporant 23000 soldats et 6700 gardes-frontières. ⁴¹⁶ Le ministère de l'Intérieur avait dû transférer une bonne partie de ses troupes paramilitaires au ministère de la Défense, et une certaine partie de l'augmentation des effectifs des FAG était due à ce transfert. ⁴¹⁷

Selon les données du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), le gouvernement Saakashvili a acquis près de quatre fois plus de pièces d'équipement militaire en tout genre en moins de

⁴⁰⁸ Lemay-Hébert et Proulx, «Pris entre deux Feux...» 525.

⁴⁰⁹ Zaur Shiriyev, « Saakashvili's New Attempt : Strategy on Occupied Territories? » *Political Reflection* 1, no 1 (mars-avril-mai 2010), 28-35.

⁴¹⁰ Lemay-Hébert et Proulx, op.cit., 527-528.

⁴¹¹ Tagliavini, *Report Vol. I*, 10.

⁴¹² Tagliavini, *Report Vol. II*, 15.

⁴¹³ Ibid., 16.

⁴¹⁴ Ibid., 17.

⁴¹⁵ Tagliavini, *Report Vol. I*, 14-15. «Les dépenses militaires sous l'administration de M. Saakashvili augmentèrent rapidement de moins de 1% du PIB à 8% du PIB. Peu ne comprirent pas le message.» (Trad. Auteur).

⁴¹⁶ International Security Advisory Board (ISAB), *Report 2005*, 36. Il faut dire que cette initiative cadrait également avec les exigences de l'OTAN que le pays adhérent soit en mesure de contribuer effectivement aux missions conjonctives de l'Alliance, en vertu de l'Article 3 du Traité de l'Atlantique Nord.

⁴¹⁷ Kakachia, «Problems of Post-Conflict Security Management...» 104-105.

quatre ans, que Chevardnadze n'en avait procuré en dix ans. En effet, le tableau 1 en annexe indique que la Géorgie a reçu 157 pièces d'équipement entre 1993 et 2003, contre 518 durant la première administration Saakashvili. On voit donc que les hausses de budget de défenses sont vouées surtout à créer la capacité offensive et défensive de la Géorgie sous un programme accéléré. La provenance du matériel est également révélatrice; aucune pièce d'équipement n'a été procurée auprès de la Russie après 1993. Plutôt, la Géorgie est allée se garnir principalement en Ukraine. En fait, la moitié de l'armement procuré en 15 ans venait de là. En seconde et troisième place respectivement arrivent la République tchèque et Israël comme fournisseurs. Notons également l'appauvrissement matériel de la Géorgie durant la période 1993-1997, durant laquelle aucune acquisition de matériel n'a été effectuée. Ceci a bien entendu eu des répercussions sur le développement de l'armée géorgienne, la préparation des troupes et de la réforme des FAG. Notons également l'absence d'achat d'équipement durant les premières années du GTEP, qui correspondent aux dernières années de l'administration Chevardnadze. Le tableau 2 en annexe nous informe sur la générosité de Chevardnadze pour la défense. À cette époque, 11.7% du budget du gouvernement allait à la défense, et en l'absence d'investissement capital, il y a fort à parier que la majorité de ces fonds allaient pour augmenter les salaires. Une hausse aussi surprenante pâli en comparaison avec le budget de défense du gouvernement Saakashvili. Plus révélateur encore est le type d'équipement procuré durant la période 2004-2008, présenté dans le tableau 1; plus de 130 blindés, 80 systèmes de défense aérienne, et plus de 50 missiles.

La Géorgie s'est bien procurée 49 aéronefs durant cette période, mais elle ne s'est pas grée d'avions de transport logistique. C'est pourtant exactement le genre d'appareil qui démontre une volonté de participer à des missions conjointes outre-frontières. Pour déplacer ses troupes vers l'Afghanistan et l'Irak, la Géorgie a toujours dépendu des services de transport américains. Le tiers de la puissance blindée de la Géorgie a été acquise durant les cinq ans précédant la Guerre de 2008. Il est fort peu probable que les brigades auxquelles ces pièces étaient destinées aient eu le loisir de se familiariser avec cet équipement et de procéder à des entraînements susceptibles de produire une capacité d'infanterie mécanisée compétente et sûre d'elle-même. La valeur de ce réarmement équivalait au quart des dépenses totales du gouvernement en 2006. En 2007, ce taux montait au tiers. Le gouvernement Saakashvili avait tourné le dos à cette première interprétation de la réforme du secteur de sécurité; à un meilleur équilibre entre les programmes sociaux et la défense.

La forme du réarmement géorgien annulait tous les efforts précédemment entrepris pour rationaliser la capacité de défense. Comme cet auteur l'a noté en novembre 2008 lors d'une allocution devant le Conseil atlantique canadien, la Géorgie générait une puissance capable de faire face à presque toute éventualité locale.⁴¹⁸ La Fédération de Russie avait fait le même bon d'imagination et en fit d'ailleurs part à la Commission Tagliavini après la guerre. Comme le démontre la structure de la force qui serait générée, la Géorgie pouvait prétendre se mesurer à l'équivalent d'une Division de Fusiliers motorisés (DFM) russe.⁴¹⁹ Cependant, l'adoption de nouvel équipement ne signifie pas automatiquement la génération d'une capacité fiable. En 2008, on pouvait douter du degré de préparation des FAG à employer les blindés notamment parce qu'ils étaient si récents au sein des Brigades. De plus, les visites trop peu fréquentes d'experts faisaient en sorte que les capacités développées avaient tendance à s'éroder rapidement d'une visite à l'autre. Enfin, les Géorgiens souffraient de la générosité des conseillers étrangers qui avaient tendance à faire le travail de planification eux-mêmes, plutôt que de sensibiliser les fonctionnaires géorgiens à développer leur propre compréhension de leur tâche, et leur propre compréhension des enjeux.⁴²⁰

⁴¹⁸ Labarre, «Russian Capabilities...», 11-15, 16.

⁴¹⁹ Voir tableau 4 en annexe.

⁴²⁰ Hamilton, «Taking Stock of U.S. Military Assistance to Georgia.»

À peine quelques années, voire quelques mois avant les hostilités, la Géorgie s'était embarquée dans un programme d'acquisition militaire bonifié par une hausse vertigineuse des budgets de défense. Dès lors « on s'aperçoit... vite que les motivations de ce réarmement sont loin d'être atlantistes. »⁴²¹ Plutôt, on pressent une préméditation, une attitude qui ne cadre pas bien avec les attitudes institutionnelles et militaires pour lesquelles tant de conseillers avaient œuvré. L'engouement démontré par la Géorgie pour faire durer la présence d'experts américains appelés à entraîner les troupes géorgiennes au niveau de la brigade pour des opérations de combat en Irak ne fait que confirmer ces doutes.

L'accumulation des retards

Le programme de RASD de la Géorgie balbutiait depuis le tout début de son indépendance. Trop longtemps les forces de sécurité et de défense ont été négligées par les gouvernements successifs. La pathologie du pouvoir avait fait en sorte que les maigres ressources militaires géorgiennes avaient été employées à mauvais escient pour rétablir le contrôle gouvernemental sur les territoires séparatistes. Ainsi, la légitimité de Tbilissi s'était évaporée avec la multitude d'échecs militaires du début des années 1990.

Ces revers ont fondé deux tendances qui hantèrent les exécutifs géorgiens. La première tendance était le spectre de la mutinerie – problème qui planait jusqu'en 2006, lorsque le ministère de l'Intérieur démantela un réseau d'espions à la solde de la Russie prêt à renverser Saakashvili.⁴²² Dans de telles circonstances, la présidence n'osa pas donner la latitude nécessaire aux planificateurs et opérateurs des forces armées, ni l'autonomie dont ils ont besoin pour exécuter leurs missions. Un autre remède à ce problème fut la création de structures parallèles, qui amenèrent la seconde tendance; la rivalité inter-services. Comme nous l'avons vu, les services de sécurité incarnés par le ministère de l'Intérieur, et les forces armées, gérées par le ministère de la Défense, se virent restructurés de temps à autre, avec des transferts d'équipement qui compliquaient la préparation de l'un ou l'autre service. Le danger de prétorianisme était également palpable durant la première décennie de l'existence de la Géorgie.

Ainsi donc le président géorgien avait rarement l'incitatif de laisser ces agences se laisser contrôler par quiconque (encore moins par le parlement) que lui-même. Les structures créées sous la première administration Saakashvili permettaient de prétendre qu'une réforme était bien à l'œuvre, mais en réalité, le pouvoir demeurait fermement dans les mains du président. Par exemple, le Conseil de sécurité nationale était présidé par le premier ministre, et le chef de l'état-major géorgien était le conseiller militaire officiel du président.⁴²³ Pendant ce temps le flou juridique permettait à la présidence de déployer les forces de sécurité pour résoudre toute crise sans en recevoir la permission du parlement, comme la Constitution l'exige.⁴²⁴ Il aurait fallu que la transition démocratique se complète avant qu'on puisse espérer à une ré-institutionnalisation et la régénération des forces armées qui seraient le fruit de la volonté populaire et non des ambitions du président. D'emblée, il apparaît maintenant que si les structures avaient changé, les attitudes à la personnalisation du pouvoir, les rivalités et méfiances internes demeuraient.⁴²⁵

Par exemple, le ministre de la Défense Irakli Okruashvili prétextant le risque de mutinerie, se livra à une purge des cadres du ministère de la Défense qui incluait des officiers chevronnés.⁴²⁶ Ailleurs, les

⁴²¹ Luc Mampaey, «Les Pyromanes du Caucase : Les Complexités du Réarmement en Géorgie,» *Notes d'Analyse du GRIP (Groupe d'Information sur la Paix et la Sécurité)*, (26 septembre 2008) : 4.

⁴²² Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 23.

⁴²³ Ibid., 27, 39.

⁴²⁴ Ibid., 61.

⁴²⁵ Ibid., 17.

⁴²⁶ Ibid., 54.

membres du cabinet se faisaient la lutte; le ministère des Finances opposant son veto aux requêtes du ministère de la Défense, ce dernier engageant des dépenses que l'autre se refusait à financer. Lorsque l'exécutif se mit de la partie et autorisa la formulation de politiques et documents qui sonnaient douces aux oreilles euro-atlantiques, mais les invectives à l'égard des mouvements séparatistes continuaient de fuser, attisant la colère de la Russie. Il y avait disjonction au sein du Cabinet, disjonction entre l'exécutif et les FAG, et dissonance de valeur entre la Géorgie et l'OTAN.

En 2007, la majorité du personnel du ministère de la Défense était civile, s'accordant avec les principes de base de la RASD. Fidèlement aux conseils prodigués par l'ISAB, la Géorgie avait convenu de la création d'une réserve, mais les conscrits qui étaient recrutés pour la force régulière devaient toujours faire un service militaire de 18 mois, contrairement aux 12 mois suggérés par les conseillers occidentaux.⁴²⁷ C'est la Garde nationale qui avait la responsabilité de l'entraînement de la réserve, et d'aucuns s'accordent pour dire qu'elle n'a pas pu s'acquitter de cette fonction adéquatement.⁴²⁸ Par chance nous pouvons néanmoins dire que les programmes d'entraînement des FAG, notamment le GTEP, et les années passées dans les opérations de paix ont favorisé la création d'une force habile au niveau tactique.

Toutefois, cette transformation s'est effectuée très tard; seulement trois ou quatre ans avant que la Géorgie n'ait à lutter pour sa survie. La Géorgie prévoyait – encore une fois contre l'avis des conseils de l'ISAB – augmenter sa force armée jusqu'à 32000 hommes, assez pour former une cinquième brigade mécanisée.⁴²⁹ En raison de ce qui précède, une réponse partielle à notre question de recherche serait que la Géorgie n'a tout simplement pas eu le temps de préparer son armée pour le défi qu'elle devait relever. Ce manque de temps s'est également traduit par l'accomplissement incomplet de la RASD. Seule l'analyse des FAG en action en correspondance avec la doctrine otanienne – que la Géorgie avait tacitement accepté d'intégrer depuis 2002 – peut nous permettre de hasarder une réponse plus définitive. Il faut donc procéder à une étude de cas des FAG en action, à Tskhinvali.

2008 – Année fatidique

L'année 2008 débuta avec la réélection de Mikheil Saakashvili comme président de Géorgie. Elle se poursuivit sur un ton mélancolique de guerre froide renouvelée qui ne nous lâche plus depuis.⁴³⁰ La suspension de la participation russe au Traité FCE adapté le mois de décembre précédent, et la déclaration unilatérale d'indépendance (DUI) du Kosovo le 17 février 2008 avaient causé une certaine effervescence diplomatique qui était estompée par les campagnes présidentielles russes et américaines. La question du Kosovo rejaillit de pertinence pour sa similitude avec la situation opposant le gouvernement géorgien et les autorités sud-ossètes dans l'esprit des dirigeants géorgiens et russes. Elle fait partie des éléments déclencheurs qui ont encouragé le gouvernement Saakashvili à redoubler ses efforts pour réaliser les conditions politiques nécessaires – dont la souveraineté territoriale – à l'admission au MAP.

La DUI du Kosovo ponctuait près d'une décennie de diplomatie infructueuse visant à réconcilier l'auto-détermination du Kosovo avec l'intégrité territoriale de la Serbie. Plus particulièrement, les efforts futiles du premier ministre finlandais Martti Ahtisaari – lauréat du Prix Nobel de la Paix en 2008 – firent mentir les puissances euro-atlantiques qui insistaient mordicus à la préservation de l'intégrité territoriale serbe, depuis la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU.⁴³¹

⁴²⁷ Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 27.

⁴²⁸ Hamilton, «Taking Stock of U.S. Military Assistance to Georgia.»

⁴²⁹ Darchiashvili, op. cit., 29.

⁴³⁰ Michael G. Roskin, «The New Cold War,» *Parameters* 44, no. 1 (printemps 2014) : 5-9.

⁴³¹ Jolicoeur et Labarre, «The Kosovo Model...» 47.

Cette résolution réaffirmait : « ...l'attachement de tous les États Membres à la souveraineté et l'intégrité territoriales de la République fédérale de Yougoslavie et de tous les autres États de la région au sens de l'Acte final d'Helsinki et de l'annexe 2 de la présente résolution. »⁴³² Elle exigeait dans son annexe 1 un « processus politique menant à la mise-en-place d'un accord-cadre intérimaire prévoyant pour le Kosovo une autonomie substantielle, qui tiennent compte ... des principes de souveraineté et d'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie. »⁴³³ Cette injonction pour une autonomie substantielle au sein de la République fédérale de Yougoslavie est répétée aux points 5 et 8 de l'annexe 2 de ladite résolution.⁴³⁴

La résolution 1244 répondait aux soucis de la Russie quant à plusieurs thèmes d'intérêt pour sa politique étrangère, dont l'intégrité territoriale. L'intégrité territoriale serbe importait pour plusieurs raisons; tout d'abord, sa défense permettait de hausser la crédibilité de la Russie aux yeux de ses quelques alliés diplomatiques en Europe. Ensuite, la préservation de l'intégrité territoriale serbe préservait également l'autorité du droit international en la matière, autre objectif de la politique étrangère russe, qui avantagait aussi la cause géorgienne. Ce principe demeurait crucial pour la Russie tout comme pour la Géorgie, car, de parts et d'autres, on craignait la contagion du séparatisme. Il était naïf d'espérer, comme le firent les principales puissances euro-atlantiques, que l'exemple de la DUI du Kosovo ne fesse pas boule de neige, car « 'Special cases' should not encourage 'Pandora's boxes'. But it (*sic*) has, and the United States and other supporters of Kosovo's independence have had a difficult time attempting to defend the faulty logic that self-determination is acceptable in areas of their strategic interest and that the sanctity of sovereign borders must be upheld where it is not. »⁴³⁵

Il fallut peu de temps pour que les craintes de reconnaissances de DUI en cascades ne se propagent. L'acceptation presque automatique de l'indépendance du Kosovo par des puissances importantes membres de l'OTAN, alors que l'intégrité territoriale de la République fédérale de Yougoslavie avait été déclarée sacro-sainte par ces mêmes acteurs pendant près d'une décennie eut l'effet d'une gifle à la Russie. À ce moment précis, la Géorgie et la Russie – nulle des deux n'ayant reconnu l'indépendance du Kosovo – auraient pu trouver un terrain d'entente, mais dans les circonstances, il devenait impossible pour la Russie de ne pas croire à une mise en scène. L'idée selon laquelle la communauté internationale tentait de créer un « pays-OTAN » au beau milieu des Balkans faisait déjà son chemin depuis la fin des années 1990.⁴³⁶ Il fallut près d'une décennie pour que ces présomptions trouvent corroboration, notamment dans un câble datant du 29 janvier 2010 et fuit par le quotidien *The Guardian* le 9 décembre de la même année. On peut y lire un échange entre l'ambassadeur des États-Unis Christopher Dell et le sous-assistant secrétaire d'État américain Philip Gordon qui révèle les vrais objectifs américains; « integrating Kosovo Serbs into Kosovo society and preserving the *country's* territorial integrity (ici, l'intégrité territoriale du *Kosovo*, emphase de l'auteur) is central to Kosovo's and the region's long-term stability and has been a core U.S. policy objective since

⁴³² Organisation des Nations Unies, Résolution S/RES/1244 (1999), 10 juin 1999, 2.

⁴³³ Ibid., Annexe 1, tiret 6.

⁴³⁴ Ibid., Annexe 2, points 5 et 8.

⁴³⁵ Michael Rossi, « 5 Inconvenient Truths about Kosovo, » *Transconflict* (17 juillet 2013) : www.transconflict.com/2013/07/five-inconvenient-truths-about-kosovo-177. Consulté le 16 mai 2022. «...les « cas spéciaux » ne devraient pas ouvrir de « boîtes de Pandore ». C'est pourtant ce qui arriva et les États-Unis et les supporteurs de l'indépendance du Kosovo peinent à défendre la logique douteuse qui veut que l'auto-détermination soit acceptable là où ils ont des intérêts stratégiques, et que les frontières soient inviolables là où ils n'ont pas de tels intérêts. » (Trad. Auteur). Voir aussi Pierre Jolicoeur, « Qui reconnaît l'indépendance du Kosovo doit en assumer les conséquences, » *Points de Mire* 9, no. 4 (mai 2008).

⁴³⁶ Jolicoeur et Labarre, « The Kosovo Model... » 49. Nadia Arbatova, alors professeure à MGIMO, est l'épouse d'Alexei Arbatov, cité dans cet ouvrage. Arbatov est également le fils de Giorgi Arbatov, ancien directeur du Centre d'Étude Canada-États-Unis durant l'époque soviétique.

1999. »⁴³⁷ Insister sur l'intégrité territoriale du Kosovo implique logiquement que sa sécession éventuelle de la Serbie avait été préméditée. Edward Joseph confirmant d'ailleurs que la reconnaissance de la DUI du Kosovo était un « highly coordinated event, backed by the US and leading European capitals. »⁴³⁸

L'idée que la Russie rendrait la pareille à l'Occident en reconnaissant à son tour des territoires séparatistes en Géorgie devenait donc plausible, même dans les esprits modérés russes, comme celui d'Alexei Arbatov. Son texte, publié après le Sommet de Bucarest mais avant l'invasion russe de la Géorgie, suggère qu'une reconnaissance formelle de l'indépendance de l'Ossétie du Sud jouerait « into the hands of those who advocate NATO's encompassing Ukraine, Georgia and Moldova and will motivate these countries toward a military untangling of secession problems .»⁴³⁹ Si une solution militaire était envisagée, et qu'elle réussissait, alors le problème de souveraineté et d'intégrité territoriale de la Géorgie – une condition du MAP – serait ainsi obtenue. Il devenait donc plus avantageux pour la Russie de violer le droit international afin de se prémunir contre l'élargissement de l'OTAN qui était quasiment certain de subvenir le cas échéant un succès militaire géorgien.

La DUI du Kosovo avait donc déclenché une course contre la montre pour la Géorgie. La Russie s'étant montrée enthousiaste à mettre en œuvre sa politique des compatriotes, s'étant déliée de ses obligations de limitation des armes conventionnelles sur les zones-flanc par sa suspension du Traité FCE, elle pouvait maintenir ses troupes russes en Géorgie. Le Conseil de l'Atlantique Nord, dans une déclaration du 28 mars 2008, se penchait justement sur le lien entre le destin du Traité FCE adapté et la souveraineté géorgienne. Au paragraphe 5, le communiqué rappelait qu'

...à l'automne 2007, les États-Unis ont proposé à la Russie, avec le soutien sans réserve de tous les pays de l'OTAN, un ensemble de mesures parallèles qui, prises dans leur globalité, répondent à toutes les préoccupations de la Russie concernant le Traité FCE et les questions qui y sont liées. Tous les Alliés sont attachés à cet ensemble de mesures ambitieuses, qui comprend la détermination de la Russie à remplir ses engagements concernant la République de Moldova et la Géorgie, et ils sont prêts à accompagner la Russie dans sa mise en œuvre.⁴⁴⁰

Cette déclaration intervient à peine une semaine avant le Sommet de Bucarest, tenu du 3 au 4 avril 2008. Comme chacun sait, le communiqué final de ce Sommet clouera le cercueil des relations OTAN-Russie, mais un regard compréhensif sur le contexte de ce communiqué final révèle l'état pitoyable des relations non seulement entre la Russie, l'OTAN et la Géorgie, mais aussi au sein du membership de l'OTAN. Les

⁴³⁷ «US Embassy Cables : Partition of Kosovo Hardening, Warns US Ambassador (sic),» *The Guardian* (9 décembre 2010) : <https://www.theguardian.com/world/us-embassy-cables-documents/246223>. Consulté le 16 mai 2022. «l'intégration de Serbes du Kosovo dans la société kosovar et la préservation de l'intégrité territoriale du pays (ici, le Kosovo, emphase de l'auteur) est crucial à la stabilité du Kosovo et de la région, et a été un objectif central de la politique américaine depuis 1999.» (Trad. Auteur).

⁴³⁸ Edward P. Joseph, «Kosovo's Independence and Secessionist Movements: Dire Consequences or Benign Impacts?» *Secession Redux: Lessons for the EU* (Washington, DC: Center for Transatlantic Relations, mars 2013) : 6. Voir en ligne : https://minio.la.utexas.edu/webeditor-files/european_studies/pdf/secession20paper20joseph.pdf Consulté 11 mai 2023. « événement hautement coordonné supporté par les États-Unis et les principales capitales européennes. » (Trad. Auteur)

⁴³⁹ Alexei Arbatov, «Don't throw Stones in Glass Houses,» *Russia in Global Affairs* 6, no. 3 (juillet-octobre 2008) : <https://eng.globalaffairs.ru/articles/dont-throw-stones-in-a-glass-house/>. Consulté le 11 mai 2023. «ferait le jeu de ceux qui voudraient voir l'OTAN absorber l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie et encouragerait ces pays à trouver une solution militaire aux problèmes de sécession.» (Trad. Auteur).

⁴⁴⁰ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), «Déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord au sujet du Traité sur Forces Conventionnelles en Europe (FCE),» communiqué 047 (2008) (28 mars 2008) : para. 5. https://www.nato.int/cps/fr/natohq/official_texts_8439.htm?selectedLocale=fr. Consulté le 13 mai 2022.

ambiguïtés qui vont découler de ce communiqué final scelleront le sort de la Géorgie, quatre mois plus tard.⁴⁴¹

La prise de décision à l'OTAN opère selon le principe du silence. Toute initiative mise de l'avant par une délégation ou par le personnel international de l'Alliance est soumise à une période de silence. À moins que ce silence ne soit rompu, ladite proposition est considérée comme adoptée. Les ruptures de silence ne sont pas rarissimes; elles font partie du processus de raffinement des positions communes de l'Alliance. Ceci dit, il serait naïf de prétendre que l'égalité légale des membres reflète une quelconque égalité des forces politico-militaires. Ce n'est évidemment pas le cas, mais le génie du multilatéralisme est d'équilibrer le pouvoir au sein d'une organisation. Le communiqué final du Sommet de Bucarest, publié le 3 avril 2008, est une manifestation de cet équilibre. Il témoigne des divergences d'intérêts et d'opinions des membres (sans toutefois laisser présager un clivage fatal à l'Alliance). Ces divergences, bien avant qu'elles ne soient connues officiellement, sont perceptibles dans la priorisation des déclarations, dans le langage employé, et par l'auditoire potentiel qu'elles visent.⁴⁴²

Le communiqué final de la Déclaration du Sommet de Bucarest rappelle que « ...les décisions concernant l'élargissement sont du seul ressort de l'OTAN. »⁴⁴³ Qui visait-on par cette information pourtant si évidente? Tout d'abord, la Russie, certes, dont on craignait l'influence indue.⁴⁴⁴ Mais il est aussi clair – pour peu qu'on y prête attention – que cette position s'adresse également aux pays adhérents. On signale donc à la Géorgie qu'elle ne peut compter *seulement* sur sa participation hors-pair dans les missions anti-terroristes en Irak et en Afghanistan; et qu'elle ne peut compter sur l'influence américaine. C'est une manière de faire savoir à Saakashvili et son administration qu'un pays comme le Luxembourg ou l'Islande – qui n'ont pas d'armées à proprement parler – peuvent invalider une adhésion à l'Alliance. Ni Poutine, ni Saakashvili n'avaient intérêt à s'arrêter sur ces nuances.

L'ordre dans lequel les thèmes sont traités dans la déclaration du Sommet de l'OTAN reflète les priorités et les divisions internes des membres. Le communiqué final du Sommet de Bucarest reflète les divergences d'intérêts entre le camp mené par les États-Unis, pressé d'élargir l'OTAN, et celui mené par l'Allemagne, plus timide, sinon complice avec les ambitions russes.⁴⁴⁵ Les sujets les plus urgents et qui font le plus l'unanimité chapeautent donc cette liste. Rappeler qui décide de l'élargissement précède donc le fameux paragraphe 23 qui promet l'adhésion à la Géorgie et à l'Ukraine. Il vaut la peine d'en faire l'analyse.

Aujourd'hui, nous avons décidé que ces pays (la Géorgie et l'Ukraine) deviendraient membres de l'OTAN... Le MAP représente, pour ces deux pays, la *prochaine étape sur la voie qui les*

⁴⁴¹ Il convient de rappeler que le contenu de toute décision ou déclaration de l'OTAN doit auparavant recevoir l'aval de tous les membres. Décisions et déclarations sont donc le fruit de discussions et négociations privées entre les délégations.

⁴⁴² Julianne Smith, « Relations OTAN-Russie : Moment de Vérité ou Déjà-Vu? » *Politique étrangère* 4 (2008) : 769, et Philippe Boulanger, « L'élargissement de l'OTAN, » *EchoGéo* (05 juin 2008) : 8 <http://journals.openedition.org/echogeo/5083> ; DOI : 10.4000/echogeo.5083. Consulté le 4 août 2023. Tous deux confirment que la France et l'Allemagne ont grandement influencé la teneur du communiqué final du 3 avril 2008, et s'opposaient vivement à la position américaine (laquelle était partagée par les nouveaux membres de l'OTAN, notamment la Pologne et les pays baltes) concernant l'élargissement, étant donnés les conflits gelés en Géorgie.

⁴⁴³ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), *Déclaration du Sommet de Bucarest*. Communiqué 2008 (049), Bucarest, Roumanie, (3 avril 2008) : <https://www.nato.int/docu/pr/2008/p08-049f.html>

⁴⁴⁴ Boulanger, « L'élargissement de l'OTAN... » 7.

⁴⁴⁵ Notes prises par l'auteur lors d'une allocution de Nikolas Gvosdev dans le panel « NATO's Role in the Black Sea Region », de la conférence du Foreign Policy Research Institute « Changing Tides in the Black Sea Region », tenue à l'Université Ilia à Tbilissi, en Géorgie, le 28 juin 2023.

mènera directement à l'adhésion. Nous déclarons aujourd'hui que nous soutenons la *candidature* de ces pays au MAP... Nous avons demandé aux ministres des affaires étrangères de faire, à leur réunion de décembre 2008, une première évaluation des progrès accomplis. Les ministres des affaires étrangères sont habilités à prendre une décision sur la candidature au MAP... de la Géorgie.⁴⁴⁶

Ce paragraphe est révélateur par sa structure, par ce qu'il dit, et par ce qu'on sait du processus d'élargissement de l'OTAN depuis le Sommet anniversaire de 1999, qui énonce les conditions que tout adhérent doit remplir afin de pouvoir espérer recevoir une invitation à rejoindre l'Alliance.⁴⁴⁷ Parmi les conditions les plus pertinentes à la Géorgie, on compte notamment l'obligation de régler pacifiquement toute dispute interne (avec les minorités ethniques, par exemple), ou externe (concernant les frontières), et de ne pas faire usage de la force d'une manière contraire aux principes de l'ONU. Dans les questions militaires et de défense, le MAP s'attend à ce que tout nouveau membre puisse contribuer aux capacités collectives de l'alliance, et si possible, participer à ses structures de décision militaires. En conséquence, les États adhérents devront déployer les ressources budgétaires nécessaires à l'accomplissement de ces conditions.⁴⁴⁸ Toute invitation doit ensuite être ratifiée par les parlements nationaux des pays membres de l'OTAN, ainsi que par les pays adhérents concernés.

Le MAP n'est pas simplement un instrument administratif permettant l'évaluation de la mise en œuvre de réformes politico-militaires. Il codifie tout d'abord les *conditions politiques et administratives* d'adhésion. Bien qu'il offre un contrôle théorique de la performance de l'effort de réforme des adhérents, il peut aussi constituer un moyen supposément « objectif » de retarder l'adhésion d'un pays s'il piétine dans ses réformes, ou si le contexte politique ne s'y prête pas (dans le cas de disputes transfrontalières, par exemple). Ceci dit, l'expérience du MAP en a été une de « succès ininterrompus » car aucun pays participant au MAP n'a jamais essuyé de refus d'adhésion.⁴⁴⁹

Pourquoi donc insister que la « prochaine étape » pour la Géorgie est d'obtenir le MAP, et d'ailleurs pourquoi insister sur une invitation préliminaire en décembre 2008 par les ministres des affaires étrangères, alors que l'adhésion est indirectement garantie par le paragraphe 23? On voit là la lutte entre certains pays qui désirent un élargissement rapide et pratiquement sans conditions, et d'autres qui tentent de ménager les sensibilités de la Russie. La mention du MAP est une concession à ces derniers, et vise à maintenir l'image d'une Alliance unie. C'est également par souci de cohésion otanienne que les membres se sont mis d'accord pour communiquer qu'ils appuyaient la candidature au MAP de la Géorgie (à ne pas confondre avec sa candidature à l'adhésion).

Cependant, pour faciliter la célérité du processus d'élargissement, le paragraphe 23 autorise *les ministres des affaires étrangères* à décider si les adhérents sont prêts à entreprendre un MAP. Par ailleurs, le paragraphe dit aussi que *l'adhésion au MAP équivaut à l'adhésion à l'OTAN*. Il y a donc un écart entre la décision d'élargissement – que cette déclaration confirme – et la manière ambiguë dont cet élargissement

⁴⁴⁶ OTAN. *Déclaration du Sommet de Bucarest*, para. 23.

⁴⁴⁷ Voir section « Les Réformes : L'Histoire d'une Idée » dans ce volume. Selon le lieutenant-colonel Walter « Rick » Landgraf, l'OTAN avait depuis longtemps créé des programmes en série afin de permettre à la fois à la Géorgie de se transformer, et aussi de maintenir la crédibilité d'une éventuelle accession. Notes prises par l'auteur d'une réponse fournie durant la période de questions et réponses du panel « NATO's Role in the Black Sea Region », de la conférence du Foreign Policy Research Institute « Changing Tides in the Black Sea Region », tenue à l'Université Ilia à Tbilissi, en Géorgie, le 28 juin 2023.

⁴⁴⁸ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), *Reader's Guide to the NATO Summit in Washington 23-25 April 1999* (Bruxelles : NATO Office of Information and Press, 1999), 74-77.

⁴⁴⁹ Certains pays baltes comme l'Estonie et la Lettonie se sont mérités une invitation en novembre 2002 sans avoir rempli les conditions formelles d'admission relatives au traitement des minorités ethniques russophones, et sans avoir conclu un accord final sur les frontières entre eux et la Russie.

se ferait.⁴⁵⁰ Pour Robert Hamilton, Chef de la Recherche au Foreign Policy Research Institute (FPRI), la Russie a compris que cet écart représentait une erreur stratégique de la part de l'OTAN, et elle en a pris avantage en août 2008.⁴⁵¹ Le Sommet de Bucarest signale donc le retour du réalisme géopolitique dans les relations OTAN-Russie dans le contexte d'une Alliance fragilisée par la diversité des intérêts stratégiques de ses membres. La Géorgie se retrouvait otage des relations intra-otaniennes.

L'effervescence diplomatique ne se limitait pas qu'à la seule OTAN. Les résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, si chères à la politique étrangère russe, se succédaient au sujet de la Géorgie. Fait alarmant, elles empruntaient le langage d'intégrité territoriale autrefois employé pour la Serbie et le Kosovo. Que devaient penser la Russie et la Géorgie quand, par exemple, la résolution 1808

réaffirme l'attachement de *tous* les États Membres à la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Géorgie à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, et appuie tout ce que font les Nations Unies et le Groupe des Amis du Secrétaire général, guidés par leur volonté de promouvoir un règlement du conflit entre la Géorgie et l'Abkhazie uniquement par des moyens pacifiques et dans le cadre fixé par ses résolutions.⁴⁵²

Cette résolution intervenait seulement deux semaines après le Sommet de l'OTAN à Bucarest. Ce serait la dernière avant la guerre. Pour la Russie comme pour la Géorgie, que valent de telles déclarations quand, pendant neuf ans, les puissances occidentales avaient fait profession de foi en l'intégrité territoriale de la Serbie, mais ont presque instantanément reconnu l'indépendance du Kosovo une fois le fait de sa DUI accompli?⁴⁵³ La Géorgie était soudainement confrontée à un dilemme; destruction par séparatisme, ou par invasion.

La Russie avait aussi quelque chose à craindre, car les avances faites par les membres de l'OTAN concernant le Traité FCE adapté ont été réitérées dans la déclaration finale du Sommet de Bucarest. Les Alliés, disant appliquer les dispositions du Traité FCE (alors qu'ils ne l'ont nullement ratifié) s'insurgent contre la suspension de la Russie de ses obligations envers le Traité, notamment dans les zones-flanc, où se trouvent ses troupes en Géorgie. Le lien entre le retrait des troupes russes et la pleine application du Traité est donc clair pour tous.⁴⁵⁴

L'adhésion et l'application des mesures du Traité FCE adapté par la Russie étaient essentielles à la sûreté de la Géorgie. En somme, l'OTAN exige de la Russie qu'elle permette à la Géorgie de recouvrer sa souveraineté sur les territoires renégats par l'évacuation des troupes russes. Cependant, le recouvrement de souveraineté constitue aussi une condition spécifique permettant l'accomplissement du MAP, perçu alors comme équivalent à l'adhésion à l'OTAN.

En d'autres termes, les intérêts de la Russie sont d'autant garantis même si elle *ne respecte pas* les clauses du Traité FCE. Le calcul est le suivant; respecter le Traité FCE signifie un meilleur exercice de la souveraineté géorgienne sur les territoires séparatistes (à cause du retrait putatif des troupes russes). Une meilleure souveraineté implique de meilleures chances pour la Géorgie de rejoindre l'OTAN. Donc, il

⁴⁵⁰ Notes prises par l'auteur d'une réponse fournie par Nikolas Gvosdev durant la période de questions et réponses du panel «NATO's Role in the Black Sea Region», de la conférence du Foreign Policy Research Institute «Changing Tides in the Black Sea Region», tenue à l'Université Ilia à Tbilissi, en Géorgie, le 28 juin 2023.

⁴⁵¹ Notes prises par l'auteur d'une réponse fournie par Robert Hamilton durant la période de questions et réponses du panel «NATO's Role in the Black Sea Region», de la conférence du Foreign Policy Research Institute «Changing Tides in the Black Sea Region», tenue à l'Université Ilia à Tbilissi, en Géorgie, le 28 juin 2023.

⁴⁵² Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, S/1808/2008, para. 1. Naturellement, la Russie n'a pas opposé son veto à cette résolution.

⁴⁵³ Jolicoeur et Labarre, «The Kosovo Model...» 51.

⁴⁵⁴ Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), *Déclaration du Sommet de Bucarest*, para. 42.

devient impossible à la Russie de respecter le Traité FCE. La décision de la Russie d'abroger le Traité en décembre 2007 est donc tout à fait rationnelle. De plus, que la Russie retire ses troupes allait à l'encontre de sa politique des compatriotes, ce qui pouvait porter un coup à sa crédibilité au sein de la CÉI. Pour appuyer cette politique, il *faut* déployer des troupes russes sur le territoire, puisque la logique percevait ces minorités russophones comme étant menacées. Le moratoire de la Russie du Traité FCE lui permet donc de militariser le Caucase du Sud.⁴⁵⁵ La meilleure garantie contre l'élargissement de l'OTAN et l'installation subséquente de troupes et d'infrastructure otaniennes en Géorgie se traduisait logiquement par une intervention armée. Ce fut exactement la réponse donnée par la Fédération de Russie lorsque la Commission Tagliavini demanda des explications pour les mouvements de troupes russes la veille de l'invasion.⁴⁵⁶ Un compte-à-rebours avait donc été déclenché par les décisions de Bucarest non seulement pour la Géorgie, mais également pour la Russie.

Un nouveau président russe et le défi civilisationniste

La Géorgie continuait alors à recevoir les conseils et les largesses financières américaines tout au long du printemps 2008. Pendant ce temps, le Kremlin se dotait d'un nouveau président en la personne de Dmitri Medvedev, tandis que Vladimir Poutine récupérait le poste de premier ministre. En juin, un ordre présidentiel exigea la reformulation du concept de politique étrangère russe, pour la première fois en huit ans. Cette nouvelle politique étrangère, présagée par un texte de Sergei Lavrov, réfèrait aux conclusions de Vladimir Poutine, tirées en février 2007, et aux propositions (non détaillées) pour une nouvelle architecture de sécurité prononcées par Dmitri Medvedev à Berlin en juin 2008.⁴⁵⁷ Medvedev proposait un nouveau traité liant les organisations de sécurité euro-atlantiques et eurasiennes. Ce projet de traité était basé sur les principes onusiens, couvrait les problèmes de limitation des armements, et assurait l'indivisibilité de la sécurité. De plus, il proposait un sommet européen dans lequel les sujets de coupures budgétaires pour la défense, et un système de gestion de la sécurité énergétique seraient discutés.⁴⁵⁸

En juillet 2008, le Kremlin publiait une nouvelle politique étrangère inspirée de la nouvelle doctrine civilisationniste. La nouvelle politique s'appuie sur l'effondrement prochain de la puissance morale et politique des États-Unis, et indique le souhait de la Russie à continuer sur sa lancée socio-économique prometteuse. La Russie visait à influencer les processus globaux via l'ONU, qui demeurait selon elle l'organe de coordination des relations étrangères de prédilection. Plus précisément, cependant, la Russie se donnait la mission d'éliminer les foyers de tension à ses frontières, et pour la première fois, visait à promouvoir la « diversité » et le développement de relations « inter-civilisationnelles ». ⁴⁵⁹ En lien avec ce qui précède, la Russie visait à assurer de manière fiable et compréhensive la protection des droits et libertés des russophones hors-Russie.

Ayant ignoré les propositions parallèles relativement au Traité FCE adapté, et ayant elle-même été ignorée dans ses propositions pour un sommet européen et une nouvelle architecture de sécurité, la Russie de Dmitri Medvedev devait composer avec l'émergence de divers pôles civilisationnels, lesquels sont responsables pour des régions distinctes, mais aussi de systèmes de valeurs différentes. Voici l'ordre mondial auquel une Russie sûre d'elle-même se préparait. Opérationnellement parlant, certains pays et

⁴⁵⁵ Jeffrey D. McCausland, «After Georgia : Russia, NATO, and the CFE,» *Carnegie Council for Ethics in International Affairs*, 3 novembre 2008) : <https://www.carnegiecouncil.org/media/article/after-georgia-russia-nato-and-the-cfe>. Consulté le 17 septembre 2023.

⁴⁵⁶ Tagliavini, *Report Vol. III*, 412-413.

⁴⁵⁷ Marques Guedes, *The Five Day War ...*, 67-68.

⁴⁵⁸ Ulrich Kühn, «Medvedev's Proposal for a New European Security Order : A Starting Point or the End of the Story?» *Connections Quarterly* 9, no 2 (2010) : 4.

⁴⁵⁹ Dmitri Medvedev, «Allocution lors d'une rencontre avec des leaders civiques, politiques et parlementaires allemands,» Berlin (5 juin 2008) : www.mid.ru/brp_4.nsf/0/c080dc2ff8d93629c325746003496c4?OpenDocument. Consulté le 23 août 2022.

certaines sociétés appartenait déjà moralement à certaines civilisations, dont les valeurs ne sont naturellement (ou culturellement) pas partagées. La perception russe des relations internationales devint colorée par le civilisationnisme, et par la correspondance entre certains peuples, certains pays, et certaines régions avec ces civilisations. L'articulation des thèmes des droits des russophones de la CÉI hors-Russie (ou « citoyens passeportisés ») et des foyers de tensions dans le narratif civilisationniste laissait présager le pire pour la Géorgie.

Par exemple, Konstantin Zatouline, directeur de l'Institut de la CÉI suggérait le 30 juillet 2008 d'augmenter les effectifs de la garnison russe de la JPKF en Ossétie du Sud.⁴⁶⁰ Trois jours plus tard, le président nord-ossète Taymouraz Mamsourov offrait à son homologue sud-ossète Édouard Kokoïty son soutien en cas d'invasion géorgienne.⁴⁶¹ Ces déclarations se succédèrent jusqu'à ce que le vice-président du Comité de la Sécurité nationale de la Douma russe ne suggère que les forces russes devraient appuyer les milices sud-ossètes plus « résolument ».⁴⁶² Les prétentions euro-atlantiques ne sont pas seulement une tentative d'endiguement géostratégique, mais également d'endiguement géoculturel de l'espace revendiqué par la Russie. Comme le souligne Vladimir Loukine; « Russia cannot lose its civilizational specificity if it integrates deeper into Europe... Russia must not reject the elements (anciennes RSS, Auteur) that make up the inalienable part of the Russian identity. Russia will only withstand the pressures of Asia, America and other powerful (sic) civilizational magnets if we all stand together. »⁴⁶³

Les priorités de la nouvelle politique étrangère russe se focalisaient sur l'héritage civilisationnel, et faisaient participer la Géorgie à cet héritage. Or, l'antipathie russo-géorgienne était le reflet d'un conflit de valeur entre deux civilisations, ou « ordres sociaux », l'un euro-asiatique et autoritaire, et l'autre euro-atlantique et démocratique.⁴⁶⁴ Comme région géographique prioritaire, la CÉI figurait en tête de liste, mais au sein de cette région se trouve également la Géorgie aux aspirations otaniennes. Le civilisationnisme constituait la réponse de la Russie à la déclaration du Sommet de Bucarest. Ce concept était le reflet du problème géostratégique que représentait l'élargissement de l'Alliance ainsi que le déploiement d'infrastructures et de matériel militaire. Tous les acteurs cheminaient donc vers un affrontement potentiellement violent.

⁴⁶⁰ Smith, «Russian Chronology July-September 2008,» 57.

⁴⁶¹ Ibid., 57.

⁴⁶² Ibid., 58.

⁴⁶³ Vladimir Lukin, «Russia's Global Role and European Identity,» *Russia in Global Affairs* 7, no.1 (janvier-mars 2008) : <https://eng.globalaffairs.ru/articles/russias-global-role-and-european-identity/> Consulté le 11 mai 2023. «La Russie ne peut perdre sa spécificité civilisationnelle si elle maintient un vecteur européen... La Russie ne doit pas rejeter les éléments (i.e. les pays post-soviétiques, auteur) qui forment une partie inaliénable de son identité. La Russie pourra seulement résister aux pressions des civilisations d'Asie et d'Amérique et autres puissants centres gravitationnels civilisateurs que si nous nous tenons ensemble.» (Trad. Auteur).

⁴⁶⁴ Kakachia et Minesashvili, «Identity Politics...» 174.

PARTIE IV : LA MISE À L'ÉPREUVE

LA BATAILLE DE TSKHINVALI

Si les membres d'une Alliance participent d'une idéologie socio-politique commune (en l'occurrence la social-démocratie néo-libérale), que l'aspect et l'emploi des forces armées sont le reflet de leurs sociétés, et que l'histoire de la RASD est un programme de transfert de valeurs à l'égard des pays désireux de s'intégrer à cette Alliance, alors il convient de postuler que toute analyse d'une bataille comme celle de Tskhinvali devient non seulement l'affaire d'un récit historique décrivant l'affrontement de deux forces pratiquement symétriques, mais aussi du choc de deux doctrines différentes de conduite des combats. La doctrine russe, comme nous allons le voir, n'a à peu près pas changé depuis la Seconde Guerre mondiale, tandis que celle des forces géorgiennes a dû incorporer des principes issus des conditions d'adhésion à l'OTAN. L'évaluation de la performance des forces armées géorgiennes permettrait ainsi de déterminer si le programme de RASD a été mené à bien, si les principes doctrinaux otaniens ont une portée effective sur le champ de bataille, et, sinon, de déterminer si ces principes-mêmes ont eu une quelconque influence sur la performance des forces armées géorgiennes.

Il existe peu d'études de cas complètes et détaillées de la bataille de Tskhinvali. La majorité des textes décrivent les événements en termes généraux, discutant généralement les impacts de la bataille sur les relations Russie-OTAN, sur l'avenir politique du président Saakashvili, ou sur les perspectives éventuelles d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN. Les études de cas négligent les faits d'armes particuliers au profit de conclusions qui tracent les traits d'une défaite géorgienne. Tenter de produire un récit objectif est pratiquement impossible, et exige une analyse approfondie des sources avant de pouvoir convenir des faits. Or, quinze ans de recul permettent de revoir les événements à la lumière de nouveaux témoignages, et de remettre les faits dans un contexte plus large. C'est l'objectif de la section qui suit.

Recherches antérieures et nouvelles sources

En 2009 cet auteur a produit un texte éventuellement publié dans la *Baltic Security and Defence Review* sous le titre « Sustainable Armor for Small Powers : The Case of the Battle of Tskhinvali ». ⁴⁶⁵ Il existait peu d'analyses précises sur le déroulement des combats à l'époque, puisque les événements étaient si récents. Pour effectuer cette recherche, l'auteur a bénéficié de témoignages recueillis entre novembre 2008 et mars 2009 par l'entremise d'entrevues non structurées auprès de trois majors (à l'époque) des forces armées géorgiennes; Beka Ambroladze, Revaz Balakhadze, et Zaza Japaridze. En mars 2009, l'auteur a également eu un entretien avec un résident sud-ossète, Alan Parastayev, lors d'une conférence à l'Académie de Défense nationale autrichienne, à Vienne, qui aida à corroborer certains faits concernant l'usage de blindés à Tskhinvali. Bien que leur consentement verbal eut été obtenu à l'époque, leur anonymat a été respecté par courtoisie, et leurs noms n'étaient mentionnés que par leurs initiales dans le texte original. Le point de vue géorgien représenté dans *Sustainable Armor* provient presque exclusivement de ces témoignages. Ces entrevues ne visaient qu'à déterminer la chronologie des événements tels que vécus par les Géorgiens, et de militer en faveur d'un réexamen de l'usage de blindés en terrain urbain. Afin de bien cerner cette chronologie, quatre sessions d'entrevues eurent lieu, cartes géographiques en main. Ainsi, on obtenait une certaine auto-corroboration des faits relatés dans les témoignages. ⁴⁶⁶

Le point de vue russe s'appuyait en grande partie sur les textes de l'organe d'information de l'Armée rouge *Krasnaya Zvezda* et sur des sources académiques occidentales concernant la pratique opérationnelle soviéto-russe. Une partie importante de « Sustainable Armor » s'attache à démontrer que

⁴⁶⁵ Frédéric Labarre, « Sustainable Armor for Small Powers : The Case of the Battle of Tskhinvali, » *Baltic Security and Defence Review* 11, no 2 (2009).

⁴⁶⁶ L'auteur tient à souligner que les témoignages de messieurs Ambroladze, Balakhadze et Japaridze, et la manière dont ils ont été recueillis, n'ont pas été scrutés par le Bureau d'Éthique en Recherche du CMR à l'époque.

la doctrine russe n'avait à peu près pas changé depuis la seconde guerre mondiale. Cette hypothèse a d'ailleurs été confirmée par BLANC; « la méthode russe demeure très simple; l'objectif opérationnel se résume pour les planificateurs militaires, à une série de coordonnées cartographiques. Par exemple, un tel volume de feu sur tel objectif devrait garantir le passage à une certaine quantité de forces terrestres, etc. »⁴⁶⁷

Au moment où *Sustainable Armor* paraissait, d'autres ouvrages arrivaient sur les tablettes pour tenter d'expliquer le dénouement de la Guerre de Cinq Jours, comme on vint à l'appeler. Parmi ceux-ci on compte le volume édité de Svante Cornell et Frederick Starr, « *The Guns of August 2008 : Russia's War in Georgia* », au sein duquel nous retrouvons les chronologies de l'expert russe Pavel Felgenhauer, et de Johanna Popjanevski.⁴⁶⁸ Svante Cornell est une référence européenne de longue date dans les affaires du Caucase. Fils d'ambassadeur suédois, il développa un intérêt très tôt pour la région, notamment tout ce qui concernait les questions énergétiques. Fréquent collaborateur de Fred Starr, ils sont tous deux affiliés à la Johns Hopkins University. Leur volume réunit de fervents critiques de la Russie, comme Stephen Blank, James Sherr et Paul Goble.

Dans la même veine, quelques autres ouvrages parurent, dont un texte du LCol Robert Hamilton (USA) intitulé « *The Bear Came Through the Mountain: An Analysis of Georgian Planning and Operations in the Russo-Georgian War and Implications for U.S. Policy* ». Cet ouvrage parut dans un volume dirigé par Paul Rich en 2010, intitulé « *Crisis in the Caucasus: Georgia, Russia and the West* ».⁴⁶⁹ Un manuscrit antérieur inspira néanmoins Ronald Asmus, pour son livre « *A Little War that Shook the World* » paru également en 2010.⁴⁷⁰ Bob Hamilton est professeur au U.S. Army War College à Carlisle en Pennsylvanie. Ron Asmus est une légende de la bureaucratie diplomatique américaine. Épitomé de « l'entrepreneur » politique transnational, on peut à juste titre lui attribuer une grosse part du mérite pour la stratégie américaine ayant appuyé la transition/transformation politico-militaire de l'Europe centrale et orientale, jusqu'à l'élargissement de l'OTAN, sous l'administration Clinton. « *A Little War* » de Ron Asmus recoupe, à raison de quelque 135000 mots, l'histoire diplomatique et militaire liant la Géorgie entre le Sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Bucarest en avril 2008, et le cessez-le-feu déclaré par Moscou le 12 août 2008. Asmus nous demande de faire confiance à son expertise, à ses contacts et à son niveau d'accès – indéniable il faut le dire – pour convaincre. La formulation de certaines propositions laisse toutefois beaucoup d'espace à l'interprétation.

Il est donc normal que ces ouvrages aient été la cible de critiques virulentes. Par exemple, George Hewitt verse un vitriol non dissimulé quand, dans un article de revue, dit qu'il ne vaut pas la peine de lire plus loin que l'introduction pour conclure que « *Crisis in the Caucasus* » n'a aucune valeur académique dès que Paul Rich, directeur de l'ouvrage, blâme la Russie pour l'ouverture des hostilités. Hewitt penche plutôt pour la version des faits du Rapport Tagliavini, qui n'est pas dans une « position to consider as sufficiently substantiated the Georgian claim concerning a large scale Russia military incursion before 8 August 2008. »⁴⁷¹ Hewitt détient le titre de consul honorifique d'Abkhazie, est un expert renommé du Caucase et professeur à la School of Asian and International Studies à Oxford, et a été la personne ressource pour le romancier John LeCarré au moment d'écrire son roman « *Our Game* » au début des années 1990. Sa réputation n'est plus à faire mais son biais favorable à l'Abkhazie (et donc à la version qui avantage le plus les Russes) devient évident.

⁴⁶⁷ Entrevue BLANC, Tbilissi, 26 juin 2023.

⁴⁶⁸ Svante Cornell et Frederick Starr, dirs. *The Guns of August 2008 : Russia's War in Georgia* (New York : M.E. Sharpe, 2010).

⁴⁶⁹ Paul Rich, dir. *Crisis in the Caucasus : Georgia, Russia and the West* (Londres : Routledge, 2010).

⁴⁷⁰ Ron Asmus, *A Little War that Shook the World* (New York : PublicAffairs, 2010).

⁴⁷¹ George Hewitt, recension de *Crisis in the Caucasus : Russia, Georgia and the West*, par Paul Rich, dir. *Slavonic and Eastern European Review* 90, no 1, 2012, 188. «position de considérer comme suffisamment probable qu'il y ait eu une incursion militaire russe avant le 8 août 2008.» (Trad. Auteur).

La partialité des auteurs tend à se révéler par l'éventail de faits qui sont récoltés pour chaque point de vue. La guerre russo-géorgienne perdure par cette lutte de narratifs, par experts interposés. Richard Sakwa fait d'ailleurs état de ce phénomène dans un texte intitulé « Conspiracy Narrative as a Mode of Engagement in International Politics: The Case of the 2008 Russo-Georgian War ». ⁴⁷² La logique associative prend ensuite le relais, menant les auteurs à privilégier certaines sources plus que d'autres, ou bien à faire abstraction de certains faits. Justyna Pierzynska explique ainsi que l'affinité qui s'est subitement développée entre la Pologne et la Géorgie au moment de l'invasion est due à la nature évocatrice des événements pour la classe politique polonaise, qui y voyait-là une manifestation de l'agressivité naturelle des Russes, avec les symboles frappants de l'histoire polonaise, comme le massacre de Katyn ou le Ghetto de Varsovie. Ainsi l'idée que « l'ennemi de mon ami est mon ennemi » permet de faire abstraction de la rhétorique belliqueuse de Tbilissi, qui choquait alors certains esprits. ⁴⁷³ Ainsi les données recueillies par un Hamilton ne sont pas moins vraies que la version officielle paradée par Mme Tagliavini; certains analystes vont « préférer » un narratif plutôt qu'un autre. Ceci complique grandement le travail de l'historien/analyste qui, après coup, veut donner un compte-rendu honnête. Compte-rendu qui, par la suite devrait être la source pour une réflexion analytique et politique ultérieure.

La parution de deux sources russes permit à cet auteur de mettre à jour « Sustainable Armor ». Rouslan Pukhov, avec qui cet auteur a correspondu pendant un certain temps entre 2010 et 2014, publia « Les Chars d'Août » en 2010, à partir de son Centre d'Analyse, de Stratégies et de Technologies (CAST) de Moscou. ⁴⁷⁴ Parmi les contributeurs à ce volume, on retrouve Anton Lavrov, fréquent commentateur à la revue *Russia in Global Affairs* (citée précédemment). En tant qu'expert le plus réputé sur la guerre russo-géorgienne, sa chronologie des événements nous permet de corroborer les dires des experts occidentaux, quoiqu'elle puise ses informations dans le Rapport Tagliavini. En second lieu, cet auteur s'inspire également d'un volume paru par Anatoliy Dimitrievitch Tsyganok, intitulé « Voïna 888 », publié en 2011 par Vetshe, à Saint-Pétersbourg. ⁴⁷⁵ Bien qu'il n'y fasse pas référence, cet ouvrage puise lui aussi dans les témoignages du Rapport Tagliavini, et sur l'expérience sud-ossète. Tsyganok produit pour preuve des documents de l'état-major géorgien qui ont été puisés sur un site web russe de nature douteuse. Toutefois, ces mêmes documents peuvent être consultés dans le Rapport Tagliavini. Il s'agirait des ordres opérationnels de la 4^{ème} brigade géorgienne pour l'assaut de Tskhinvali. Des facsimilés de ces documents (documents 1 à 4) ainsi que leur traduction du géorgien à l'anglais se trouvent en annexe. L'atmosphère politique surchargée suivant la guerre russo-géorgienne débordait dans la littérature académique qui offrait pour une partie ou une autre une plateforme pour faire valoir un point de vue particulier, quitte à user de propagande ou de contrefaçon.

La Commission Tagliavini a judicieusement procédé à une expertise légale par la police cantonale de Zürich pour attester de l'authenticité de ces ordres opérationnels – sans résultat concluant. ⁴⁷⁶ Cet auteur a lui aussi procédé à l'évaluation de cette source par l'entremise de Kakhaber Kemoklidze, expert en renseignement, le 31 mars 2023. M. Kemoklidze doute de l'authenticité du document en annexe, ostensiblement parce qu'un paragraphe emploie une fonte différente du reste du document. Maia Sherazadishvili, qui a contribué à valider les traductions soumises à la Commission Tagliavini, souligne que le document comporte en outre des erreurs grammaticales. Les autorités géorgiennes ont donné leur

⁴⁷² Richard Sakwa, « Conspiracy Narratives as a Mode of Engagement in International Politics : The Case of the 2008 Russo-Georgian War, » *Russian Review* 71, no 4 (octobre 2012).

⁴⁷³ Justyna Pierzynska, «Brothers in Arms. Imagining a Meta-Historical Brotherhood of Georgia and Poland in Polish Media and Political Discourses,» *Zeitschrift für Diskursforschung* 4, no 2 (2016) : 183.

⁴⁷⁴ Ruslan Pukhov, dir., *Les Chars d'Août* (Moscou : Centre d'Analyses de Stratégies et de Technologies (CAST), 2010).

⁴⁷⁵ Anatoliy D. Tsyganok, *Voïna 8.8.8 : Prinuzhdenie Gruzii k Miru* (Saint-Pétersbourg : Vetshe, 2011).

⁴⁷⁶ Tagliavini, *Report Vol. III*, 631. Tsyganok ne cite pas le Rapport Tagliavini comme source de ce document, mais plutôt un site web russe douteux, www.compromat.ru, qui expose ces documents.

avis officiel dans le Rapport Tagliavini et doutent également de l'authenticité des documents.⁴⁷⁷ Le gouvernement géorgien a par la suite déclassifié les ordres opérationnels « authentiques », et les a soumis à la Commission Tagliavini comme preuve. Ce dernier document est encore moins détaillé que le « faux », et soulève d'autres questions. Par exemple, les deux documents s'inspirent des mêmes cartes soviétiques, mais la présentation des coordonnées cartographiques est différente. L'auteur s'est procuré des cartes militaires soviétiques de la même époque, et peut confirmer que le système de coordonnées proposé par les Géorgiens n'y est pas détectable. Un exemple d'une de ces cartes (carte 9) se trouve en annexe.⁴⁷⁸

Le format général du document en annexe, apparemment rédigé par le major Grigori Kalandadze, commandant de la 4^{ème} brigade d'infanterie géorgienne, conserve néanmoins le format usuel pour les communications internes des forces armées géorgiennes – un format qui rappelle celui employé par l'OTAN, s'empresse de souligner les autorités russes.⁴⁷⁹ Tout faussaire aurait donc fait attention à ce que le document paraisse authentique autant dans sa présentation que dans sa substance. De plus, ce document reflète plutôt fidèlement les déploiements initiaux des forces géorgiennes. Nous pouvons donc compter quelque peu sur les informations s'y trouvant pour vérifier certains propos de sources académiques. Enfin, il se pourrait que ces documents soient effectivement authentiques, ce qui supposerait une certaine négligence en terme de sécurité des communications à la 4^{ème} brigade, ou au pire, une taupe, car ces documents pourraient bien être ceux relatés par Asmus et Popjanevski, rédigés avec hâte.⁴⁸⁰

En entrevue, Bob Hamilton s'est rappelé une discussion qu'il a eue avec des membres de l'état-major géorgien suite aux combats. En cherchant à savoir si la Géorgie avait effectivement des plans militaires pour faire face à l'éventualité d'une invasion, on lui aurait répondu qu'effectivement, des plans existaient, « mais on ne s'en est pas servi. »⁴⁸¹ Ainsi donc, Hamilton arrive à la conclusion que « l'idée que la Géorgie avait l'intention de prendre d'assaut l'Ossétie du Sud de la manière qu'elle l'a fait durant la guerre des Cinq Jours depuis longue date est absurde. Il s'agissait d'une « opération militaire planifiée de manière chaotique et spontanée, sous une pression maximale. »⁴⁸²

La disponibilité de sources russes a permis de mettre à jour *Sustainable Armor* en octobre 2014. « The Battle of Tskhinvali Revisited » publiée dans le *Small Wars Journal* (en ligne) reprend le narratif de *Sustainable Armor* et amène les correctifs nécessaires à la lueur de nouvelles informations.⁴⁸³ La section qui suit reprend les conclusions de « The Battle of Tskhinvali », mais effectue une mise-à-jour par l'ajout des sources mentionnées plus haut, et par le Rapport Tagliavini. Nous accordons une importance particulière sur les événements qui se seraient déroulés dans la nuit du 6 au 7 août 2008, et dans la journée du 7 août.

L'intention ici n'est pas d'assigner un quelconque blâme pour le déclenchement des hostilités. D'ailleurs, l'auteur se garde de faire une quelconque détermination en ce sens. Il s'agit plutôt de

⁴⁷⁷ Tagliavini, *Report Vol. III*, 597.

⁴⁷⁸ L'auteur détient deux cartes de la région; l'une est K-38-14, pour la région de Tskhinvali à l'échelle 1:200 000, et la seconde est K-38-52, pour la région de Djava, à l'échelle 1:100 000, publiées en 1980.

⁴⁷⁹ Tagliavini, op. cit., 626.

⁴⁸⁰ Asmus, *A Little War...*, 32-33. Voir aussi Johanna Popjanevski, « From Sukhumi to Tskhinvali : The Path to War in Georgia, » dans *The Guns of August 2008 : Russia's War in Georgia*, S. Cornell et F. Starr, dirs. (New York : M. E. Sharpe, 2009), 173.

⁴⁸¹ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

⁴⁸² Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

⁴⁸³ Frédéric Labarre, «The Battle of Tskhinvali Revisited,» *Small Wars Journal* (octobre 2014), en ligne <https://smallwarsjournal.com/jrnl/art/the-battle-of-tskhinvali-revisited>.

déterminer la position des unités dans le temps et l'espace afin de déterminer la posture (défensive ou offensive) des belligérants, car ceci a eu un impact déterminant sur leur performance.

La nuit du 6 au 7 août 2008

Les tensions entre le gouvernement géorgien, les rebelles sud-ossètes et la Fédération de Russie étant à leur paroxysme, certaines unités des forces géorgiennes furent mises en état d'alerte opérationnelle tard dans la soirée du 6 août.⁴⁸⁴ C'est durant la nuit du 6 au 7 qu'on demanda au major Kalandadze de rédiger – en toute hâte – les ordres opérationnels (OPORD) pour une éventuelle mission de pacification en Ossétie du Sud. Cet OPOD prévoyait une action-éclair, propre à limiter les dommages collatéraux sur la population civile, par l'usage de frappes de haute précision, la protection des forces géorgiennes et des fonctions administratives civiles dans la région. À cet effet, l'artillerie devait procurer un appui opérationnel aux troupes.⁴⁸⁵

À 01h00 le 7 août, la Géorgie mobilisa une partie de ses réservistes. Lavrov note que les forces de maintien de la paix russes ont rapporté un survol de Tskhinvali par des Su-25 géorgiens en direction de Djava au nord de Tskhinvali.⁴⁸⁶ À 03h52, une communication entre un garde-frontière sud-ossète dénommé « Gassiev » et le QG du contingent russe des forces de la JPKF fut interceptée par le renseignement géorgien.⁴⁸⁷ Cette communication révèle que le tunnel de Roki est « plein » de blindés.⁴⁸⁸ Fait intéressant, cette information aurait normalement dû être partagée par les Russes avec leurs homologues géorgiens de la JPKF en Ossétie du Sud.⁴⁸⁹

La journée du 7 août, l'ambassadeur Témouri Yakobashvili, du Ministère de Réintégration de la Géorgie, est dépêché à Gori pour tenter de désamorcer une situation qui s'envenime d'heures en heures. Au cours des discussions qu'il a eues avec le commandant des forces russes de la JPKF, le major-général Marat Koulakhmetov, ce dernier lui fait part de son « ras-le-bol » avec les Sud-Ossètes, devenus pour ainsi dire « incontrôlables ».⁴⁹⁰ La partie russe a tôt fait de se disculper de toute montée de violence, quelle qu'en soit l'origine. De plus, la partie russe de la JPKF ne s'autorise pas à intervenir par souci d'impartialité. En fait, la contrepartie géorgienne de cette mission tentera d'asseoir les bases d'une coopération possible avec la contrepartie russe en cas de débordement.⁴⁹¹ Ce souci d'impartialité disparaîtra au matin du 8 août.

⁴⁸⁴ Anton Lavrov, « Chronologie des Opérations militaires russes et géorgiennes en août 2008, » dans *Les Chars d'Août*, R. Pukhov et al, dir. (Moscou : Centre d'Analyse de Stratégies et de Technologies (CAST), 2010), 46, voir aussi Asmus, *A Little War...* 32.

⁴⁸⁵ Voir Annexe, Document 2, Page 2 du facsimile des ordres opérationnels de 01h30 du Major Kalandadze (basé sur une photocopie soumise à la Commission Tagliavini), point 3 c).

⁴⁸⁶ Lavrov, op. cit., 47. Cette information n'est corroborée nulle part ailleurs. Il semble étrange que la mobilisation se produise alors même que l'OPOD pour une opération de pacification est en train d'être rédigée.

⁴⁸⁷ Tagliavini, *Report Vol. III*, 66, 112 et 113. Il pourrait s'agir – quoique ce ne soit pas certain – d'Ibragim Gassiev, vice-ministre de la défense sud-ossète, ou de Znaour Gassiyev, ancienne haute figure des années 1990. Une autre télécommunication fut interceptée par les renseignements géorgiens entre lui et Alik Lagkoev, un nord-ossète affecté à la JPKF. Ceci prouverait la collusion entre la JPKF et les miliciens sud-ossètes.

⁴⁸⁸ Marques Guedes, *The Five-Day War...*, 41.

⁴⁸⁹ Tagliavini, op. cit., 65.

⁴⁹⁰ Échanges Japaridze 27 février 2009, corroborés par Marie Jégo et al., « Spécial Crise géorgienne : Autopsie d'un Conflit, » *Le Monde*, 31 août-1 septembre 2008, 13. « Marat Koulakhmetov, le commandant de la 'force de paix' mixte, reçoit le négociateur (Témouri Yakobashvili) géorgien. Au cours de la conversation, il lui confie son ras-le-bol des séparatistes ossètes, devenus incontrôlables. » (Trad. Auteur).

⁴⁹¹ Marques Guedes, *The Five Day War ...*, 26. Marques Guedes est d'avis qu'au contraire, les échanges de tirs entre les forces sud-ossètes et les forces du Ministère de l'Intérieur de Géorgie n'étaient pas plus sévères que d'accoutumée. Voir aussi Asmus, *A Little War...*, 43.

Témouri Yakobashvili quitta Gori vers 14h00 le 7 août pour faire rapport au président Saakashvili. Pendant ce temps, le commandant des forces géorgiennes de la JPKF, le général Mamouka Kourashvili, tentait de rejoindre son homologue russe, le major-général Koulakhmetov. Selon Popjanevski, ce dernier ne lui répondit pas.⁴⁹² La Géorgie renforça alors sa présence de 800 hommes à Tskhinvali et Gori. Vraisemblablement, il pourrait s'agir des renforts mobilisés plus tôt dans la nuit. Lavrov estime que c'est vers ce moment de l'après-midi du 7 août que des tirs provenant de miliciens sud-ossètes atteignirent un transport de troupes blindé BMP-2, faisant des victimes parmi le contingent géorgien.⁴⁹³ Toujours selon Lavrov, Saakashvili aurait donné l'ordre de déploiement des troupes géorgiennes vers leurs positions respectives de départ (Lavrov semble faire référence à l'OPORD du major Kalandadze, en annexe) vers 14h30 le 7 août.⁴⁹⁴ Il est bien connu que M. Saakashvili soit de nature impatiente. Asmus, qui le connaît bien, en fait d'ailleurs état dans son livre. Saakashvili aurait donc pris sa décision avant que Yakobashvili ne produise son rapport, car ce dernier était toujours en route vers Tbilissi à ce moment. Ce sont des détails circonstanciels qui sont importants, car Yakobashvili avait quitté Gori avec le mandat d'obtenir un cessez-le-feu pour faciliter le travail de la JPKF. Un ordre de mobilisation enverrait un signal tout à fait contraire. Toutefois, il faut admettre que cette décision cadre bien avec les OPORD qui avaient été élaborés cette nuit-là.⁴⁹⁵ D'ailleurs, en après-midi du 7 août 2008, le major Zaza Japaridze se préparait à quitter son bureau du quartier-général de l'état-major des FAG à Tbilissi, lorsqu'un coup de téléphone lui annonça que les FAG avaient été placées au niveau d'alerte « 3 » sur une échelle de cinq créneaux, dont « 1 » est un état de guerre ouverte.⁴⁹⁶ Ailleurs dans les FAG, on ne semblait se douter de rien. Le major Revaz Balakhadze était en devoir au sein de la 4^{ème} brigade à Avnevi, tandis que le major Beka Ambroladze, de la 1^{ère} brigade d'infanterie, patrouillait les sables irakiens.

Lavrov témoigne que les forces géorgiennes ouvrirent le feu sur le village de Khetagourovo vers 15h45 l'après-midi du 7 août, « écrasant » l'opposition sud-ossète.⁴⁹⁷ Asmus relate pour sa part l'effondrement des relations russo-géorgiennes au sein de la JPKF. La dernière fois que Kourashvili parvint à parler à Koulakhmetov, ce fut pour lui demander si le contingent russe communiquait des coordonnées aux Sud-ossètes pour qu'ils puissent riposter aux attaques géorgiennes. Ce à quoi Koulakhmetov répondit; « of course they are giving coordinates. Why did you think that we would not? You are pounding us here and you think that we should do nothing about this? »⁴⁹⁸ Clairement, les troupes russes de la JPKF se démontraient incapables de faire face à l'assaut des troupes géorgiennes à elles seules.⁴⁹⁹ Les troupes géorgiennes étaient donc déjà déployées aux abords de la ville de Tskhinvali en réponse à des tirs de mortiers et d'armes légères inhabituellement intenses (ce genre de scénario se répétait d'été en été depuis le milieu des années 1990).⁵⁰⁰ Selon Tsyganok et Lavrov, le positionnement des FAG représentait la « troisième phase » de préparation à une campagne éclair de la Géorgie, avec la 3^{ème} brigade en premier échelon.

⁴⁹² Popjanevski, « From Sukhumi to Tskhinvali... » 150.

⁴⁹³ Lavrov, « Chronologie des Opérations... » 47. Lavrov parle de 2 morts et 5 blessés, tous de la 1^{ère} brigade d'infanterie géorgienne, ce qui est fort improbable puisque cette brigade était en Irak.

⁴⁹⁴ Asmus, *A Little War...*, 172.

⁴⁹⁵ Ibid., 172. Asmus semble se confondre ici; disant que les planificateurs des forces armées ont rédigé le plan d'assaut cet après-midi-là. Il se base sur un témoignage rapporté par le lieutenant-colonel Robert E. Hamilton, et éventuellement publié sous «The Bear Came through the Tunnel : Georgian Planning and Operations in Russo-Georgian War and Impact on U.S. Policy », dans *Crisis in the Caucasus : Russia, Georgia, and the West*, Paul B. Rich, dir. (Londres : Routledge, 2010).

⁴⁹⁶ Discussion Japaridze, 13 mars 2009. Tsyganok, *Voïna* 8.8.8, 115 place cette alerte à 14h00 le 7 août 2008.

⁴⁹⁷ Lavrov, op. cit., 47. Entrevue ROUGE, Tbilissi, 27 juin 2023.

⁴⁹⁸ Asmus, op. cit., 44. «Évidemment qu'on leur donne les coordonnées. Pourquoi pensiez-vous qu'on ne le ferait pas? Vous nous pilonnez et vous pensez qu'on va se laisser faire? » (Trad. Auteur).

⁴⁹⁹ Smith, «Russian Chronology July-September 2008,» 63.

⁵⁰⁰ Cohen et Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War...*, 21-22.

Fait intéressant, cette opinion ne correspond pas du tout aux ordres opérationnels géorgiens que ces auteurs jugent pourtant authentiques. Plutôt, elle correspond à d'autres documents saisis par les forces russes durant les combats, et qui ont eux aussi été présentés comme pièces à conviction devant la Commission Tagliavini. En conséquence, quand Tsyganok représente l'ordre de bataille géorgien de manière graphique, il intervertit les 3^{ème} et 4^{ème} brigades.⁵⁰¹

En soirée du 7 août, environ 75 blindés et 12000 hommes des FAG et du Ministère de l'Intérieur de la Géorgie étaient massés aux limites sud de Tskhinvali.⁵⁰² L'ambassadeur plénipotentiaire Youri Popov, homologue russe de Yakobachvili, commenta; « I think the international community will draw the appropriate conclusions and, as I believe, must carry out re-evaluations, including a review of Georgia's prospects for NATO membership. »⁵⁰³ La Géorgie faisait le jeu de la Russie. Elle risquait désormais de se disqualifier de jamais pouvoir rejoindre l'OTAN.

Ces coups de feu marquaient la fin formelle de la JPKF en Ossétie du Sud. Les Géorgiens quittèrent leurs postes au QG du maintien de la paix vers 17h00. Un peu plus tard, entre 18h40 et 19h36, Mikheil Saakashvili décréta un cessez-le-feu unilatéral.⁵⁰⁴ Ceci n'offrit qu'un répit très temporaire. En fin de soirée vers 23h00, la 2^{ème} brigade d'infanterie géorgienne reçut l'ordre de quitter Sénaki et de se déployer à Tskhinvali.⁵⁰⁵ C'est également vers ce moment que le poste de police de Kourta – quartier-général des forces de Dmitri Sanakoyev – fut détruit. Cette nouvelle fut accompagnée de renseignements faisant état d'une centaine de véhicules militaires russes descendant vers le sud, à partir du tunnel de Roki, quelque 20 km au nord-est.⁵⁰⁶ Une demi-heure plus tard, et toutes les sources s'accordent là-dessus, Mikheil Saakashvili donna l'ordre aux forces assemblées aux alentours de Tskhinvali d'ouvrir le feu.⁵⁰⁷

Début officiel des combats : la nuit du 7 au 8 août

L'artillerie géorgienne ouvrit le feu à 23h35 le soir du 7 août sur les environs de Tskhinvali, et au-delà, jusqu'à Djava, tout au nord de la ville. Il s'agit du premier hameau d'importance du côté géorgien, à la sortie du fameux tunnel de Roki, duquel émergeait le 135^{ème} Régiment de Fusiliers motorisés (RFM).⁵⁰⁸ Anton Lavrov signale une conversation entre le général géorgien Mamouka Kourashvili et le major-général russe Marat Koulakhmetov dix minutes plus tard. Dans cette conversation, le Géorgien promit des saufs-conduits aux forces russes.⁵⁰⁹ Mais ce n'est qu'une heure plus tard environ, vers 00h42 dans la nuit du 7 au 8 août, que les intentions précises de la Géorgie furent communiquées aux Russes; soit de

⁵⁰¹ Tagliavini, *Report Vol. III*, 366-368, Tsyganok, *Voïna 8.8.8....*, carte sur page non numérotée entre les pages 128 et 129. Les autorités russes présentent des pièces à conviction de telle manière à appuyer la thèse de l'influence occulte de l'OTAN dans la crise de Tskhinvali. Selon les Russes, certains documents qu'ils ont capturés auraient été écrits en langue géorgienne, mais avec l'alphabet latin. Pourquoi des Géorgiens n'emploieraient-ils pas leur alphabet pour leur communication d'affaire? Il se pourrait que ces pièces soient fausses, et manufacturées à la hâte. Voir Image 1 en Annexe, tirée du livre de Tsyganok.

⁵⁰² Tsyganok, *Voïna 8.8.8....*, 89, Lavrov, « Chronologie des Opérations... », 49, aussi Pavel Felgenhauer, «After August 7 : The Escalation of the Russia-Georgia War,» dans *The Guns of August 2008 : Russia's War in Georgia*, S. Cornell et F. Starr, dirs. (New York : M.E. Sharpe, 2009), 168.

⁵⁰³ Smith, «Russian Chronology July-September 2008,» 63. «Je crois que la communauté internationale devra tirer les conclusions qui s'imposent et, comme je crois, procéder à certaines ré-évaluations, incluant une révision des espoirs de la Géorgie d'intégrer l'OTAN.» (Trad. Auteur)

⁵⁰⁴ Asmus parle de 18h40, tandis que Popjanevski parle de 19h10, puis finalement Lavrov, avec 19h36.

⁵⁰⁵ Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 48-49.

⁵⁰⁶ Popjanevski, «From Sukhumi to Tskhinvali...» 151.

⁵⁰⁷ Lavrov, op. cit., 49, aussi Asmus, *A Little War...*, 19.

⁵⁰⁸ Lavrov, op. cit., 41.

⁵⁰⁹ Tsyganok, op. cit., 116, et Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 49. Asmus, *A Little War...*, 20, fait au contraire état d'une conversation tronquée entre les deux commandants.

restaurer l'ordre constitutionnel, c'est-à-dire réintégrer de force la région sud-ossète renégate.⁵¹⁰ Le gouvernement géorgien exigera que Kourashvili se rétracte par la suite.⁵¹¹ Vers 00h30, le cessez-le-feu observé par les Géorgiens fut suspendu, et le QG des forces de la JPKF fut détruit.⁵¹² Kourashvili, soumis à des tirs de mortier de 100 et 120mm (dont les miliciens sud-ossètes n'ont jamais disposé auparavant), rejoint les forces armées géorgiennes.⁵¹³

Le pilonnage préparatoire du village de Khetagourovo est déclenché à 00h40 et se poursuit pour une durée de 20 minutes. À 01h00, le 41^{ème} bataillon et le 42^{ème} bataillon d'infanterie géorgiens prennent Khetagourovo d'assaut, conformément à l'OPORD du major Kalandadze. Pendant ce temps, le 43^{ème} bataillon d'infanterie géorgien prend contrôle du district de Znaouri.⁵¹⁴ Au même moment, l'artillerie géorgienne réussit à freiner une colonne russe au sud du tunnel de Roki.⁵¹⁵ Comme l'OPORD l'indique, la tâche essentielle de renseignement – exigée trop tard dans le processus de planification – n'a pas pu prévoir une telle éventualité. Ainsi, l'artillerie a été forcée de se concentrer sur cette nouvelle menace, au lieu de prêter assistance aux bataillons de la 4^{ème} brigade. Ceci dit, nos sources indiquent que l'élimination des milices sud-ossètes s'est effectuée plutôt rapidement.⁵¹⁶ Il semblait donc que les FAG devaient relever deux défis; l'un offensif contre les Sud-Ossètes, l'autre défensif contre les forces russes. Pourtant, les deux enjeux sont liés. Les autorités américaines avaient bien averti Saakashvili de ne pas céder aux provocations russes, ancrées sur leur prétendue responsabilité de protéger les Sud-ossètes.⁵¹⁷

Entre 01h00 et 02h00, Lavrov écrit que le président russe Dmitri Medvedev entra en consultation avec le ministre de la défense russe de l'époque, Anatoliy Serdioukov. Au terme de cette consultation, le président russe prit la décision, à 0200, de lancer les forces russes à l'assaut de la Géorgie. Il déclara « it is my duty to defend the lives and dignity of Russian citizens, no matter where they are based. »⁵¹⁸ Le narratif se complique ici. D'une part, Asmus raconte que des troupes russes avaient déjà rejoint le nord de Tskhinvali à 01h44.⁵¹⁹ Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'artillerie géorgienne tentait déjà de freiner des blindés russes qui faisaient route vers Tskhinvali depuis la veille. Pourtant, Lavrov tente de nous faire croire que la décision de déployer des troupes russes fut prise le 8 août à 02h00.⁵²⁰ Lors d'une conversation téléphonique le vice-ministre des Affaires étrangères de la Russie, Grigori Karasin annonce au ministre des Affaires étrangères géorgien, Grigol Vashadze, que les troupes russes font route vers Tskhinvali.⁵²¹ Si l'intention géorgienne était de recouvrer la souveraineté sur l'Ossétie du Sud, ils doivent dès à présent composer avec une invasion massive.

Par la suite, Anton Lavrov n'hésite pas à dire que les premiers blindés russes ont franchi la frontière russo-géorgienne à 02h00, avec les 693^{ème} et 135^{ème} RFM en tête de ligne.⁵²² Cette chronologie incongrue révélerait donc que les forces russes anticipent les ordres de la présidence, ou bien que tout cet appareillage était, effectivement, prêt à l'action dans le tunnel, tel que les rapports occidentaux semblent le suggérer. C'est à 02h30 au matin du 8 août, que les forces géorgiennes annoncèrent qu'elles étaient entrées en contact avec les forces russes. Ceci corroborerait les dires de Cohen et Hamilton, qui

⁵¹⁰ Tsyganok, *Voïna 8.8.8...*, 116. Smith, «Russian Chronology July-September 2008,» 63.

⁵¹¹ Tagliavini, *Report Vol. II*, 218.

⁵¹² Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 50.

⁵¹³ Asmus, *A Little War...*, 26.

⁵¹⁴ Lavrov, op. cit., 50.

⁵¹⁵ Popjanevski, «From Sukhumi to Tskhinvali...» 152.

⁵¹⁶ Entrevue ROUGE, Tbilissi, 27 juin 2023.

⁵¹⁷ Marques Guedes, *The Five Day War...*, 41-42.

⁵¹⁸ Smith, «Russian Chronology July-September 2008,» 64-65.

⁵¹⁹ Asmus, op. cit., 36.

⁵²⁰ Lavrov, op. cit., 50-51.

⁵²¹ Tagliavini, *Report Vol. III*, 27.

⁵²² Lavrov, op. cit., 50.

prétendent que les forces géorgiennes ont été capables de traverser la ville au grand complet, dans leur tentative de saisir la jonction de Gupta et, plus au nord, Djava.⁵²³

À 03h00, le major Japaridze est tiré du lit par un coup de téléphone; « on est au niveau d'alerte 1. Votre présence est requise immédiatement au centre de commandement de la région de Gori. »⁵²⁴ Une fois sur place, il réalisa que l'artillerie géorgienne était déjà occupée à tenter de ralentir une colonne blindée russe qui descendait en direction de Tskhinvali par le nord.⁵²⁵ C'est également à ce moment que le 503^{ème} RFM, le 70^{ème} et 71^{ème} RFM, le 50^{ème} Régiment d'artillerie et le 104^{ème} Régiment de Parachutistes (issu de la fameuse 76^{ème} Division de Parachutistes de Pskov) furent mis en alerte par les autorités russes, « conformément au plan initial de couverture. »⁵²⁶

Au petit matin, vers 06h35, les batteries géorgiennes « Grad » tiraient à la limite de leur portée, tentant de toucher le pont de Gupta, que les troupes russes franchissaient alors.⁵²⁷ Les tirs atteignaient néanmoins les bourgades de Djava, et quelques autres villages au nord et nord-est de Tskhinvali. Stratégiquement, cette décision était sous-optimale, car ces villages étaient loyaux à Tbilissi. Il apparaît maintenant probable que des salves parvenaient à ces latitudes à partir des hauteurs de Prissi, directement à l'est de la ville, que la 3^{ème} brigade d'infanterie géorgienne avait réussi à rejoindre pratiquement sans encombres très tôt dans le conflit. Anton Lavrov écrit que la petite bourgade de Léninegori a également été soumise au feu géorgien, alimentant la thèse selon laquelle les forces géorgiennes de la 3^{ème} brigade étaient déjà bien avancées.⁵²⁸

Vraisemblablement, les édifices parlementaires et administratifs situés au centre-est de Tskhinvali étaient les objectifs de la 4^{ème} brigade, tandis que la 3^{ème} brigade aurait eu pour objectif le palais présidentiel, situé à Djava. Éventuellement, ce sont les 41^{ème} et 42^{ème} bataillons qui empruntèrent cette voie tandis que le 43^{ème} bataillon passait par le village de Znaouri.⁵²⁹

Trois routes sont disponibles pour les FAG à partir de la latitude de Gori pour monter à la rencontre de la 19^{ème} Division de Fusiliers motorisés russe (DFM) qui y avait dissimulé ses 135^{ème}, 503^{ème} et 693^{ème} RFM dans le tunnel de Roki.⁵³⁰ Ces trois routes passent toutes par le centre-ville de Tskhinvali, où se situent les quartiers généraux russes de la JPKF, et le parlement sud-ossète. Au nord, les forces russes qui émergent durant la nuit du tunnel de Roki doivent avancer sur une route à une voie jusqu'aux abords nord de Tskhinvali, qui révèlent une plaine permettant de meilleures manœuvres. Les troupes géorgiennes, hormis le fait que leur objectif politico-militaire se trouve au centre-ville et à Djava, risquaient donc de se faire envelopper si elles s'obstinaient à s'accrocher à Tskhinvali.

⁵²³ Cohen et Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War...*, 24.

⁵²⁴ Échanges du 13 février 2009, Japaridze, Ambroladze, Balakhadze.

⁵²⁵ Tsyganok, *Voïna 8.8.8...*, 105. Selon Tsyganok, l'artillerie géorgienne était à l'œuvre depuis plusieurs heures soumettant la ville à un pillage de 14 heures qui détruisit 70% des infrastructures de la ville.

⁵²⁶ Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 51.

⁵²⁷ Tagliavini, *Report Vol. III*, 27-28.

⁵²⁸ Lavrov, op. cit., 52. Lavrov a établi le mouvement de ces troupes à 06h00 ce matin-là, aux abords d'Eredvi. Voir aussi Annexe, document 1, Imagerie satellitaire des bombardements (ONU), et Salomé Zourabishvili, observations livrées le 4 mars 2009, lors d'une conférence animée par l'Institut für Frieden und Konflikt (IFK) de l'Académie de Défense nationale autrichienne, à Vienne. L'objectif était de préparer le terrain afin de remplacer le président pro-russe désigné Édouard Kokoïty par le choix de Tbilissi, incarné par Dmitri Sanakoyev. D'aucuns admettent que la légitimité de ce dernier était chancelante.

⁵²⁹ Ibid., 46-50.

⁵³⁰ Smith, «Russian Chronology July-September 2008,» 63. Les analyses de l'ARAG relatent que le président abkhaze de l'époque Sergei Bagapsh témoigna qu'au moins un bataillon du District militaire du Nord-Caucase avait pénétré en Géorgie.

À ce moment, même s'ils ne se doutent pas de l'ampleur de l'invasion, les Géorgiens savent que des colonnes russes descendent, mais font donc face à un dilemme; soit se précipiter vers leur objectif originel, qui est de se saisir des infrastructures du pouvoir à Tskhinvali, ou bien repousser l'invasion russe. Les forces russes elles-mêmes ont été surprises de la rapidité d'action des FAG. D'un côté comme de l'autre, un problème important demeure; le manque de profondeur opérationnelle.⁵³¹

À l'ouest de Tskhinvali, la 4^{ème} brigade d'infanterie géorgienne pouvait se déplacer le long de la route P23, en direction du Parlement, au-delà du chemin de fer.⁵³² À partir du sud, le bataillon blindé autonome et les blindés de la 1^{ère} brigade d'infanterie (ces blindés esseulés sont identifiés comme « autonomes ») pouvaient emprunter la route P54 et, par une courte déviation en direction ouest, par les villages de Kvemo Nikozi et Nikozi. À ce moment des hostilités, les fantassins de la 1^{ère} brigade étaient toujours en déploiement en Irak. Il fallait les rapatrier pour les intégrer aux combats. Ceci signifiait que les blindés de la 1^{ère} brigade auraient à fonctionner sans leur complément d'infanterie habituel. En outre, les fantassins de la 1^{ère} brigade étaient ceux qui étaient réputés pour avoir été formés selon les normes otaniennes. Elle était donc l'unité qui était la plus « prête » et la plus « capable » de résister à un assaut, si elle avait été présente – et si les prouesses de forces formées à la manière de l'OTAN sont véridiques.⁵³³ Ces unités géorgiennes allaient être sujettes au gros des combats durant la journée du 8 août.

Plus loin au sud-est, le route principale P2 permettait d'outrepasser toute la ville par l'est, au pied des montagnes, assurément le moyen le plus rapide pour les forces géorgiennes de rejoindre les hameaux de Kheiti, Mamita et Dzartsemi. En outre, un virage à gauche permet aussi d'effectuer une jonction avec la route P23, celle-là même qui mène au tunnel de Roki, mais aussi au QG des troupes russes de maintien de la paix, au centre-ville de Tskhinvali. Le positionnement initial des forces géorgiennes suggère une tentative de prendre la ville par les flancs, mais la 3^{ème} brigade semble gênée par la géographie montagneuse qui l'empêcha de venir en renforts aux troupes devant pénétrer dans Tskhinvali.

De surprises en surprises : la journée du 8 août 2008.

Pendant ce temps, le 135^{ème} RFM russe arrivait au nord-ouest de Tskhinvali, à la hauteur de Tbeti. Il fallut quatre heures supplémentaires au 135^{ème} RFM pour rejoindre la JPKF au centre-ville, vraisemblablement à cause de la présence géorgienne à Tskhinvali. Si les ordres de mouvement pour cette unité russe ont été donnés à 01h00 le matin du 8 août alors qu'elle était encore dans le tunnel, de parvenir au centre-ville de Tskhinvali avant 07h00 relève du miracle, étant données les circonstances.⁵³⁴ Il appert maintenant que le 135^{ème} RFM a reçu l'ordre de bouger dès la nuit du 6 au 7 août sinon plus tôt. La surprise fut également de taille pour la 3^{ème} brigade géorgienne, qui se retrouva aux prises avec une unité sud-ossète très bien préparée à Eredvi, à l'est de la ville.⁵³⁵

Très tôt ce matin-là vers 06h00, la 3^{ème} brigade d'infanterie et des éléments du ministère de l'Intérieur géorgiens s'étaient lancés à l'attaque du village de Zemo Niqozi. Un contact initial entre un BMP-1 géorgien et un Cobra russe ou sud-ossète fut rapporté. Une demi-heure plus tard, trois T-72 géorgiens ouvrirent le feu sur un poste d'observation des forces russes de la JPKF, faisant deux victimes. En outre,

⁵³¹ Entrevue ROUGE, Tbilissi, 27 juin 2023, et entrevue BLANC, Tbilissi, 26 juin 2023. Voir également Charles W. Blandy, «Provocation, Deception, Entrapment : The Russo-Georgian Five-Day War,» *Advanced Research and Assessment Group* 09/01, (Shrivenham : Defence Academy of the United Kingdom, mars 2009), 7.

⁵³² Ce chemin de fer n'existe plus aujourd'hui, bien que la station ferroviaire de Tskhinvali soit toujours en opération. Les installations de la 4^{ème} Base militaire russe, fondée par le 693^{ème} RFM, ont été établies en partie juste à l'ouest de la gare.

⁵³³ Marques Guedes, *The Five Day War...*, 30.

⁵³⁴ Lavrov, «Chronologie des Opérations...», 53.

⁵³⁵ *Ibid.*, 52.

trois BMP-1 russes appartenant au 135^{ème} RFM furent détruits, selon Lavrov.⁵³⁶ Il semble impossible que le 135^{ème} RFM ait pu franchir toute cette distance en si peu de temps – quatre heures et demi – dans les circonstances. Selon Blandy, la vitesse de déplacement d'une telle colonne de blindés en temps normal serait limitée à 40 km/h.⁵³⁷ Bien que le déplacement d'une colonne bien organisée permette un déploiement rapide une fois arrivé au point de contact, il faudra néanmoins plusieurs heures pour que toute la colonne soit en mesure de procéder à un assaut, la tête et la queue étant séparées de plusieurs kilomètres. De plus, les circonstances exigent que le terrain soit préparé à l'avance par les sapeurs, ralentissant la progression d'autant plus. Ces détails appuient la thèse selon laquelle les forces russes ont pénétré en Géorgie beaucoup plus tôt que 02h00 du matin le 8 août.

Entre 07h00 et 07h30, Lavrov rapporte une frappe aérienne géorgienne par quatre Su-25 sur le pont de Gupta, ciblant des éléments du 693^{ème} RFM russe. L'usage de l'aviation géorgienne est un sujet qui ne fait pas l'unanimité dans nos sources, et dont nous ne traitons pas ici.⁵³⁸ Toutefois, il vaut la peine de se pencher sur les combats qui eurent lieu aux alentours de Gupta, car ils présupposent une certaine coopération entre l'aviation et les forces terrestres géorgiennes. À 10h00, par exemple, l'armée géorgienne aurait réussi à neutraliser le bataillon nord-ossète de maintien de la paix « Alania » venu en renfort, mais il fallut jusqu'à 14h00 pour que les forces géorgiennes puissent dire qu'ils contrôlaient le secteur sud-sud-ouest de Tskhinvali.⁵³⁹

Entretemps l'aviation russe ripostait en bombardant les centres de recrutement de Vaziani et le point de rassemblement du bataillon de blindés autonome à Gori. À 11h00, la base « sud » des forces russes de la JPKF se retrouva encerclée, puis réduite par la 4^{ème} brigade géorgienne, à partir du village de Tbeti. Simultanément, la 3^{ème} brigade, qui s'était lancée à l'assaut des approches orientales de la ville, occupait déjà les hauteurs de Kokhati et le village de Dmenis.⁵⁴⁰ Également à ce moment, les derniers éléments russes sortaient du tunnel de Roki. Il est permis de présumer, grâce aux rapports des pertes, que le 135^{ème} RFM russe soit sorti en premier, suivi du 693^{ème} et du 503^{ème} RFM.⁵⁴¹ Tsyganok estime que les Géorgiens s'étaient emparés de la moitié de la ville. Selon Lavrov, les Géorgiens n'en contrôlèrent jamais plus du tiers.⁵⁴²

Durant l'avant-midi du 8 août, les FAG tentèrent le tout pour le tout, amorçant une percée en direction du nord-est par l'ouest, avec la 4^{ème} brigade, tandis qu'au sud, des éléments géorgiens quittaient les villages de Nikozi en empruntant le boulevard des Héros, et le boulevard d'Octobre. Un autre groupe d'assaut empruntait la rue Isaakieshvili, vers la rue Staline.⁵⁴³

⁵³⁶ Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 53. Il est important de noter que ces troupes et véhicules représentaient une partie de la contribution russe à la JPKF, et étaient issus du 135^{ème} RFM. Ces troupes et véhicules en particulier étaient donc déjà à Tskhinvali. Ce ne sont pas des éléments qui étaient parties du tunnel de Roki plus tôt durant la nuit.

⁵³⁷ Blandy, «Provocation, Deception, Entrapment...» 4.

⁵³⁸ Lavrov, op. cit., 53-54, suggère que l'aviation géorgienne fut clouée au sol à la suite de cette attaque, mais Felgenhauer, «After August 7...» 171 suggère que l'aviation géorgienne n'a pas été incommodée et a continué à opérer toute la durée du conflit.

⁵³⁹ Felgenhauer, «After August 7...» 170. Lavrov, op. cit., 54.

⁵⁴⁰ Lavrov, op. cit., 55.

⁵⁴¹ Ibid., 53-54. Si les rapports donnent le 135^{ème} aux abords du QG des forces de paix à 06h30, le 693^{ème} serait alors à la hauteur du pont de Gupta en fin de matinée. Tsyganok semble confirmer que le 135^{ème} fut le premier RFM russe à essayer des pertes, avec 12 tués, tôt le matin du 8 août.

⁵⁴² Ibid., 57 et Tsyganok, *Voïna 8.8.8...*, 122-123.

⁵⁴³ Voir les cartes 1 à 8 en fin de section. Ces cartes ont été composées grâce au service de messagerie russe Yandex, dont la cartographie offrait une meilleure résolution et plus de détails que ceux de Google Earth ou Google Maps. Le lecteur doit noter que les noms de rues et les numéros de routes ont changé en 15 ans, et fréquemment ne concordent pas selon la langue employée; le Russe, l'Ossète ou le Géorgien. De plus, les

Le major BLANC et la « compagnie perdue »⁵⁴⁴

Durant la matinée du 8 août, le 42^{ème} bataillon de la 4^{ème} brigade s'était élancé en direction de Tskhinvali, prenant d'assaut le hameau de Khetagourovo au passage. Ce bataillon était appuyé de blindé de la 1^{ère} brigade mécanisée, commandée par le major BLANC. Cette force était composée de 14 chars d'assaut T-72 et 4 transports de troupes BTR-80. Les ordres du major BLANC étaient de procéder vers le nord-ouest de Tskhinvali par la route reliant Avnevi, Khetagourovo, Tbeti et Tskhinvali.⁵⁴⁵ Très tôt, la colonne géorgienne entra en contact avec des miliciens sud-ossètes à la hauteur de Tbeti, détruisant quatre de leurs véhicules et leurs équipages.⁵⁴⁶

Alors que le 42^{ème} bataillon continuait vers son objectif assigné, le major BLANC reçut l'ordre de tourner à droite à la hauteur de la gare (probablement sur la rue Isaakieshvili) pour se diriger vers le centre-ville. Il est permis de croire que cet ordre lui soit parvenu à la toute dernière minute, le ministre de la défense ou le chef d'état-major des forces géorgiennes ayant influé sur sa chaîne de commandement. Lorsque l'auteur a interviewé BLANC, ce dernier a répondu de manière cryptique à la question des relations civiles-militaires, et de l'interventionnisme des officiels de l'état dans les affaires opérationnelles et tactiques des FAG durant la campagne.⁵⁴⁷ Cette attitude a d'ailleurs été corroborée par Bob Hamilton, qui rappela à l'auteur l'ironie de voir le ministre et le chef d'état-major donner des ordres par téléphone cellulaire alors qu'ils auraient dû être à Tbilissi, à conseiller le président Saakashvili.⁵⁴⁸

Une telle entorse aux relations civiles-militaires pourrait être la source de ce changement de direction tactique soudain de la part du major BLANC. Quoiqu'il en soit, cette nouvelle orientation vers l'est de la ville laissait le 42^{ème} bataillon qui continuait vers le nord sans appui blindé et dans l'impossibilité de se secourir mutuellement. C'est peut-être ainsi qu'une compagnie du 42^{ème} bataillon d'infanterie se retrouva prise au piège entre le flanc gauche du 693^{ème} RFM qui descendait derrière elle et le flanc droit du 135^{ème} RFM qui était parvenu au centre-ville par le nord.⁵⁴⁹ Cette compagnie se retrouvait en situation d'encerclement opérationnel et la rumeur de son sort se répandit rapidement au sein des forces géorgiennes, causant un émoi qui les désorienta momentanément.⁵⁵⁰ Cette désorientation endémique semblait être, selon Tsyganok, le fruit d'une chaîne de commandement et de communications (C2) défaillante, menant à une campagne « chaotique et incohérente ». ⁵⁵¹ Vers 14h00, le secrétaire du Conseil de Sécurité de l'Ossétie du Sud, qui participait aux combats aux côtés de ses troupes, parvint à détruire

services satellitaires ne sont pas toujours en mesure de donner les noms de rues avec exactitude. Notamment, la route 2 est devenue la route 10, la route P53 est devenue la route 24, selon les services satellitaires de Google.

⁵⁴⁴ Les détails de cette partie du récit ont été échangés entre l'auteur et le major Balakhadze en début 2009 par courriel. Ce courriel a depuis été égaré suite à la fermeture du compte de l'auteur au Collège de Défense baltique.

⁵⁴⁵ Voir Carte 1 à la fin de cette section, il s'agit de la route P23. Voir aussi Labarre, «Sustainable Armor...» 94 et Labarre, «The Battle of Tskhinvali Revisited.»

⁵⁴⁶ Labarre, op. cit., 94.

⁵⁴⁷ Entrevue BLANC, Tbilissi, 26 juin 2023.

⁵⁴⁸ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

⁵⁴⁹ Courriel du major Balakhadze. Le sujet de ce message est une conversation entre le major Balakhadze et le major BLANC, ce dernier fut blessé à l'ouest de Tskhinvali en milieu de journée du 8 août 2008. Alan Parastayev, un résident de Tskhinvali, a aperçu deux blindés incinérés à l'est de voies ferrées au-delà du village de Tamarasheni (à ne pas confondre avec le village de Tamarasheni au nord de Tskhinvali). Cette information fut divulguée le 4 mars 2009, au cours d'une discussion privée lors d'une conférence portant sur la Géorgie organisée par l'Académie de Défense autrichienne.

⁵⁵⁰ Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 56.

⁵⁵¹ Tsyganok, *Voïna 8.8.8...*, 106-107. Cette supposition a été invalidée par ROUGE et BLANC qui font état d'une bonne communication entre les unités. Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

trois chars d'assaut du major BLANC.⁵⁵² Le bataillon blindé autonome quant à lui, s'élança de sa base de Gori pour aller à la rescousse de la compagnie « perdue » et l'aider à se désengager. En ville, des fantassins géorgiens étaient parvenus à l'angle de la rue Moscou et de la rue menant à la gare, mais demeuraient en difficulté.⁵⁵³ En effet, ils faisaient face au 135^{ème} RFM à l'est, et au 693^{ème} RFM sur le front ouest. Passant par la route P54, le bataillon de blindés autonome aborda l'approche de la ville de Tskhinvali, et fit un crochet par les voies ferrées au sud-ouest, ce qui fut une « erreur » selon le major Japaridze. Près du QG des forces de la JPKF, le bataillon blindé autonome des FAG fut pris pour cible, et perdit quatre équipages en raison de tirs de grenades antichars. Il est fort peu probable que ces pertes aient été infligées par des forces aériennes russes.

Lavrov estime qu'au début, les blindés géorgiens appuyaient les fantassins sans entrer dans la ville, tirant sur les positions sud-ossètes dès qu'elles se découvraient.⁵⁵⁴ Il semble donc qu'à cet égard, l'accord entre les blindés et les fantassins était parfait dans l'accomplissement de leur tâche, qui était de neutraliser les miliciens hostiles aux approches. Il n'est pas impossible que le bataillon de blindés autonome ait reçu l'ordre de prêter assistance à une attaque déjà en cours.⁵⁵⁵ Une autre hypothèse serait que les blindés de tête se soient tout simplement égarés, alimentant la thèse d'une chaîne de commandement et de communication imprécise. L'annonce géorgienne de l'entrée au contact si tôt dans la nuit, soit, seulement une demi-heure après que le président Medvedev eût présumément ordonné l'assaut par les forces russes, appuie l'idée que les faits rapportés par Lavrov sont contradictoires. Les Russes avaient déjà pénétré en Géorgie depuis belle lurette.

À midi, la 2^{ème} brigade des FAG avait quitté sa base de Senaki.⁵⁵⁶ La tâche de cette brigade était de contrôler les accès à la Géorgie par l'Abkhazie, mais lorsque l'état-major réalisa la gravité de la situation à Tskhinvali, la 2^{ème} brigade ainsi que toutes les forces régulières et de réserves furent appelées en renfort.⁵⁵⁷ La 2^{ème} brigade avait la tâche, avec le 53^{ème} bataillon d'infanterie, de venir au secours de la 3^{ème} brigade, sur l'axe Prissi-Eredvi.⁵⁵⁸ Au nord-ouest, la 4^{ème} brigade, soumise au feu du 693^{ème} RFM russe, était aux prises avec le 135^{ème} RFM. En milieu d'après-midi, ces deux régiments russes se sont rejoints au nord de la ville.

Entre temps, le major BLANC avait réussi à effectuer un désengagement de ce qui restait de ses blindés et se repositionnait à l'ouest de Tskhinvali, à l'ombre d'un boisé de chêne, possiblement toujours sous pression par le 693^{ème} RFM et d'autres unités qui continuaient de se matérialiser au nord de Tskhinvali. Il fut alerté d'une frappe aérienne imminente sur sa position. Il ordonna à tous ses équipages restant de descendre de leurs blindés et de se mettre à couvert. Ce ne fut pas une décision optimale, car un Su-24 largua plusieurs bombes à munitions en grappe, faisant plusieurs victimes, dont BLANC lui-même, qui

⁵⁵² Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 56. Les photos de ces T-72 neutralisés firent le tour du monde et devinrent emblématiques de ce conflit.

⁵⁵³ Tsyganok, *Voïna 8.8.8...*, 122-123.

⁵⁵⁴ Lavrov, op. cit., 52.

⁵⁵⁵ Tsyganok, op. cit., 19.

⁵⁵⁶ Les sources ne s'accordent pas sur le moment exact où la 2^{ème} brigade d'infanterie fut appelée en renfort. Ceci peut être dû à une carence d'interprétation du Russe à l'Anglais (mise en alerte, mobilisation, déploiement sont des concepts abstraits en langue russe). La 2^{ème} brigade a vraisemblablement été alertée tôt dans la nuit du 7 au 8 août, puis déployée vers Tskhinvali, où elle arriva vers midi. Elle s'engagea dans les combats vers 14h00. Voir Lavrov, op. cit., 56.

⁵⁵⁷ Popjanevski, «From Sukhumi to Tskhinvali...» 170.

⁵⁵⁸ Lavrov, op. cit., 57.

fut blessé à la jambe.⁵⁵⁹ Même blessé, le major BLANC ordonna aux équipages intacts de retourner au combat, tandis qu'il était secouru par des civils qui l'emmenèrent à une station de premiers soins.

À 14h15, Mikhaïl Saakashvili annonçait un cessez-le-feu unilatéralement pour permettre l'évacuation des résidents. Un corridor humanitaire serait ouvert entre 15h00 et 18h00.⁵⁶⁰ Cette preuve de bonne volonté fut tout simplement ignorée par les Russes, qui en profitèrent pour continuer le déploiement de la 19^{ème} Division. Elle rejoindrait la banlieue sud de Tskhinvali en fin d'après-midi.⁵⁶¹ Cette progression fut possible quand les forces géorgiennes situées en ville battirent en retraite dans la soirée du 8 août.

Entre le cessez-le-feu et le début de la soirée, les éléments des 693^{ème} et 292^{ème} RFM déclenchèrent un barrage d'artillerie et de roquettes *Grad* sur les forces géorgiennes. Simultanément, l'aviation russe frappait de nouveau les bases de Marnéouli, Vaziani et Bolnissi.⁵⁶² Fait intéressant, l'emploi de l'aviation russe semblait dévier de la doctrine traditionnelle, et rappelait plutôt les principes américains de « AirLand Battle », qui prévoient que l'aviation s'occupe de cibles opérationnelles et stratégiques retirées dans les arrières, au lieu de venir en appui aux troupes au sol.⁵⁶³ Mais en s'attaquant à des objectifs (militaires) lointains du théâtre d'opération, l'aviation laissait les troupes russes au sol sans protection. Cette décision répondait peut-être au besoin de ne pas causer de pertes fratricides. D'un autre côté, ces objectifs militaires concordent pourtant avec les objectifs opérationnels respectifs des trois RFM russes. Selon Tsyganok, ils devaient se saisir non seulement de Tskhinvali, mais des bases de Gori, Marnéouli, Senaki et Mtskheta.⁵⁶⁴ Cette approche correspond peu aux prétentions protectrices des minorités, et ressemble beaucoup plus à une mainmise sur la souveraineté géorgienne. Elle répondrait d'autant aux idées géostratégiques russes exprimées si originalement par Armando Marques Guedes, selon lesquelles une souveraineté inachevée est vulnérable à une tentative de renversement russe.⁵⁶⁵

Les troupes du ministère de l'Intérieur géorgien profitèrent également de ce cessez-le-feu pour se regrouper au sud, dans les villages de Nikozi. Partout ailleurs, les forces géorgiennes battaient en retraite, incluant le bataillon blindé autonome qui retourna au bercail à Gori. Les indications démontrent que les blindés de la 4^{ème} brigade géorgienne prirent refuge dans le sud-ouest. Autrement dit, au terme de la première journée complète de combat, il fut impossible aux Géorgiens de consolider quelque position que ce soit.⁵⁶⁶ Tous leurs gains furent effacés au cours de la journée qui suivit.

À 18h00, les FAG regroupées tentèrent à nouveau l'offensive, avançant avec 25 blindés et 30 autres transports de troupes. Notons ici la proportion blindé-infanterie, beaucoup plus avantageuse que l'expérience du matin. Cette nouvelle force progressa le long de l'axe Khetagourov-Znaouri. On présume donc qu'il s'agit encore une fois de la 4^{ème} brigade, et du 43^{ème} bataillon d'infanterie géorgiens qui se lancèrent à l'assaut.⁵⁶⁷ Simultanément, les troupes du Ministère de l'Intérieur, appuyées du 41^{ème} bataillon d'infanterie s'élançent à partir des villages de Nikozi, mais ne réussissent pas à rejoindre leur

⁵⁵⁹ Échanges avec le major Balakhadze 13 mars 2009, corroborés par Alan Parastayev, qui relate une faible activité aérienne ce jour-là. Ces informations sont confirmées par Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 56. Lavrov fait état de l'activité de deux Su-25 russes, et de la destruction de trois blindés géorgiens abandonnés.

⁵⁶⁰ Tsyganok, *Voïna 8.8.8...*, 123, et Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 57.

⁵⁶¹ Popjanevski, «From Sukhumi to Tskhinvali...» 170 corrobore des informations selon lesquelles des éléments russes étaient parvenus en banlieue sud de Tskhinvali. Voir également <http://warfare.ru/?linkid=2227&catid=321&comd=lang> consulté le 4 mai 2009.

⁵⁶² Lavrov, «Chronologie des Opérations...» 56-57.

⁵⁶³ Benoist Bihan et Jean Lopez, *Conduire la Guerre : Entretiens sur l'Art opératif* (Paris : Perrin, 2023), 322.

⁵⁶⁴ Tsyganok, op. cit., 125.

⁵⁶⁵ Tagliavini, *Report Vol. II*, 217 et 289.

⁵⁶⁶ Popjanevski, «From Sukhumi to Tskhinvali...» 152.

⁵⁶⁷ Tsyganok, op. cit., 124.

objectif dans le district dit de « Shanghai », au sud de Tskhinvali.⁵⁶⁸ Ce fut la cinquième et dernière tentative de pénétrer et tenir ce secteur dans la journée. Malgré que cette dernière tentative de reprendre le terrain perdu semblait indiquer que la Géorgie avait résolu certains problèmes de commandement et de communication, ce fut trop peu trop tard contre des troupes russes qui avaient profité de l'accalmie pour s'imposer dans la ville.

Deux RFM russes attaquaient désormais les FAG en soirée du 8 août. Le 135^{ème} RFM russe allait au sud au contact des 21^{ème} et 22^{ème} bataillons d'infanterie géorgiens.⁵⁶⁹ À l'ouest et au nord, le 693^{ème} RFM russe dépassait le village de Tamarasheni, tandis que le 503^{ème} RFM outrepassait probablement la ville par l'est, le long de l'avenue Staline. Le repli de la 3^{ème} brigade géorgienne sur Prissi aurait été dû à l'arrivée des 70^{ème} et 71^{ème} RFM.⁵⁷⁰ Lavrov rapporte que Khetagourovo et Tbeti étaient alors vides de forces géorgiennes, et que deux T-72 et 23 troupes du 135^{ème} RFM pénétrèrent à Khetagourovo, tandis que le 43^{ème} bataillon géorgien tentait de s'accrocher à Znaouri.⁵⁷¹ On note ici la disjonction entre l'infanterie et les blindés chez les Géorgiens.

Les Russes, se rappelant probablement les dures leçons de la Guerre de Tchétchénie, semblaient délibérément éviter de pénétrer en ville avec les blindés. C'est une précaution que les Géorgiens n'avaient pas prise. La plaine à l'ouest de Tskhinvali offrait un merveilleux terrain de manœuvre propice aux véhicules chenillés, un terrain qui permettrait aux Russes de débloquent leurs arrières tout en débordant les unités géorgiennes dans le sud de la ville. En effet, 120 blindés T-72, 190 transports de troupes BMP-3, 95 BTR-80, appuyés de 20 systèmes *Smersh* et *Ouragan*⁵⁷² russes, se lançaient à l'appui de quelque 4000 miliciens sud-ossètes afin de réduire les Géorgiens.⁵⁷³

Au terme du 8 août, les seuls succès géorgiens se soldaient par la capture des hauteurs de Prissi à l'est, quelques succès de manœuvre et de regroupement, surtout grâce à des éléments de la 2^{ème} brigade qui assistèrent la 3^{ème} brigade. Ce n'est que le lendemain que tout le transfert de la 2^{ème} brigade sur Tskhinvali sera complété, certaines petites unités ayant été dépêchées en renfort à l'ouest et à l'est de la ville. En soirée les Géorgiens déclaraient un cessez-le-feu qui dura jusqu'au matin du 9 août, jour qui allait être dominé par l'aviation russe.

Le 9 août : La journée de l'aviation russe

Durant la journée du 9 août, il y eut peu de contact entre les forces russes et les forces géorgiennes. À 01h30, l'artillerie géorgienne ouvrit un feu préparatoire afin de permettre à la 2^{ème} brigade de reprendre Khetagourovo. Selon Lavrov, les 22^{ème} et 23^{ème} bataillons d'infanterie géorgiens, accompagnés des blindés de leur brigade repoussèrent les éléments du 135^{ème} RFM vers Tskhinvali par la route de Tbeti-Zemo Niqozi.⁵⁷⁴ La 2^{ème} brigade ne put reprendre Khetagourovo que vers midi. Le 43^{ème} bataillon tenta

⁵⁶⁸ Lavrov, « Chronologie des Opérations... », 58.

⁵⁶⁹ Ibid., 60.

⁵⁷⁰ L'ordre de bataille peut être déduit par l'analyse de plusieurs sources prises ensemble. L'identification des unités est possible grâce au travail de Sergei Vasilev, «Podarivshinie Tskhinvali Zhizn,» *Krasnaia Zvezda*, 14 août 2008, www.redstar.ru/2008/14_08/3_01.html, Sergei Bogdanov, «Tsena Mira,» *Krasnaia Zvezda*, 11 août 2008, www.redstar.ru/2008/11_01/1_01.html, Mikhail Barabanov, «The August War between Russia and Georgia,» *Moscow Defence Brief* 3, no.13 (12 septembre 2008) : 10. Voir aussi Lavrov, « Chronologie des Opérations... », 58.

⁵⁷¹ Lavrov, op. cit., 58.

⁵⁷² «Russian Federation,» *Jane's All the World's Armies 2000*, no. 6, décembre 1999, James Hackett, dir. *The Military Balance 2008* (Londres : Brassey's, 2008), 219-220, corroboré par Mikhail Barabanov, «The August War between Russia and Georgia,» 11 et Tsyganok, *Voïna 8.8.8...*, 128.

⁵⁷³ Lavrov, op. cit., 59.

⁵⁷⁴ Ibid., 60-61.

bien de reprendre Znaouri par la route de Khetagourovo et Agara, mais fut stoppé à 2 kilomètres de son but.⁵⁷⁵ Selon le major Japaridze, l'aviation russe domina les cieux au-dessus d'une Tskhinvali pratiquement abandonnée, et bombardra le 503^{ème} RFM dans des attaques fratricides. Lavrov abonde dans le même sens; trois Tu-22M, un Su-24 et un Su-25 russes furent abattus dans la matinée. Pendant ce temps, Kopitnavi et le centre militaire de Gori furent bombardés par quatre autres Tu-22M.⁵⁷⁶ Ces incidents alimentèrent la thèse des lacunes de communication du côté russe.⁵⁷⁷ Cette confusion peut être due au fait que le 503^{ème} RFM parcourut son chemin vers le sud de Tskhinvali par l'ouest de la rivière Liakhva, et non par l'est, tel que suggéré par les sources satellitaires de l'ONU et Tsyganok.⁵⁷⁸ Toutefois, les Géorgiens ne purent tirer aucun bénéfice de cette confusion. Au petit matin du 9 août, la 19^{ème} division de la 58^{ème} Armée russe occupait l'ensemble de la ville de Tskhinvali et la moitié nord de l'Ossétie du Sud. En après-midi de cette journée, le 135^{ème} RFM parvint au district dit de « Shanghai », où il entra en contact avec la force géorgienne principale.⁵⁷⁹

C'est au cours de ce combat que le commandant de la 58^{ème} Armée russe, le major-général Anatoli Khrouliov, fut pris en embuscade et blessé assez sérieusement pour être mis hors de combat.⁵⁸⁰ En fin d'après-midi le 9 août, le 135^{ème} RFM avait essuyé des pertes matérielles importantes; au moins cinq transports de troupes blindés BMP, trois camions GAZ, et un BRDM avaient été détruits. Le choc fut si violent, et la surprise si complète que le fameux bataillon tchéchène « Vostok » fut appelé en renforts pour permettre le désengagement du 135^{ème} RFM. Le premier bataillon du 135^{ème} RFM russe, si malmené ce jour-là, fut retiré de Tskhinvali durant la nuit.⁵⁸¹ La 3^{ème} brigade d'infanterie géorgienne voulut exploiter cette surprise et tenta de monter une ambitieuse contre-attaque visant à déloger les Russes de la jonction de Gupta, au Nord, sans succès. C'est plutôt la 3^{ème} brigade géorgienne qui fut repoussée des hauteurs de Prissi, mais au prix de lourdes pertes russes.⁵⁸²

Dès lors, les choses commencèrent à se précipiter aussi à l'ouest; vers 17h00 le major Chalva Dolidze, commandant le 41^{ème} bataillon d'infanterie géorgien, fut tué. À 19h00, le 43^{ème} bataillon, ayant travaillé d'arrache-pied pour reprendre Znaouri, fut forcé de se retirer, car soumis à un tir précis de missile balistique russe *Tochka-U* à la hauteur de Sinagouri. Le désordre s'ensuit dans l'unité.⁵⁸³ Les Géorgiens échouèrent à consolider leurs gains au sud-ouest car le 135^{ème} RFM russe barrait le chemin à tout renfort possible, plus au sud. La collision entre le 135^{ème} RFM et les forces géorgiennes, au sud, le retrait du 43^{ème} bataillon à l'ouest et de la 3^{ème} brigade à l'est, qui se replia sur Tkliavi, sonnèrent le début de la fin de la présence géorgienne en Ossétie du Sud.

⁵⁷⁵ Tsyganok, *Voïna 8.8.8...*, 128-129.

⁵⁷⁶ Lavrov, « Chronologie des Opérations... », 61.

⁵⁷⁷ Aleksander Khrolenko, «Khronika prinuzhdeniya k Miru,» *Krasnaïa Zvezda*, (11 août 2008) : www.redstar.ru/2008/08/11_08/2_01.html. Consulté le 5 mars 2009. Bien évidemment, un cessez-le-feu n'est possible que si les deux parties y adhèrent, sans quoi ce n'est qu'une pause opérationnelle pour l'un des deux camps. Khrolenko réfère à ce phénomène de manière cryptique; «Boi na okrainakh Tskhinvali to zatkhaiut, to vozobnobluyutsya», traduit ici par «les combats dans la région de Tskhinvali tantôt se taisent, tantôt grondent.» (Trad. Auteur).

⁵⁷⁸ Voir Annexe, Document 1, et Tsyganok, *Voïna 8.8.8...*, 128.

⁵⁷⁹ Lavrov, op. cit., 63.

⁵⁸⁰ Felgenhauer, «After August 7...», 170. Voir aussi Asmus, *A Little War...*, 44. (Brève image de Khrouliov étendu, frappant le sol du poing), Khrolenko, «Khronika prinuzhdeniya k Miru» et Marques Guedes, *The Five Day War...*, 133. Lavrov, op. cit., 63 semble suggérer que ce sont des éléments de la 1^{ère} brigade d'infanterie – notamment les 12^{ème} et 14^{ème} bataillons – qui repoussèrent les 2^{ème} et 3^{ème} compagnies du 1^{ère} bataillon du 135^{ème} RFM russe. Ceci est peu probable étant donné que la 1^{ère} brigade d'infanterie géorgienne était encore en Irak.

⁵⁸¹ Lavrov, op. cit., 65.

⁵⁸² Vasiliev, «Podarivshinie Tskhinvali Zhizn,» et Lavrov, « Chronologie des Opérations... », 65.

⁵⁸³ Lavrov, op. cit., 64-65.

Le 10 août : le début de la fin

Au petit matin du 10 août, les forces russes avaient complété leur déploiement et contrôlaient désormais l'ensemble de l'Ossétie du Sud. À 04h00, le 503^{ème} RFM traversa Didi Liakhva et entama son parcours vers Tskhinvali. Les 1^{er} et 2^{ème} Bataillons de fusiliers motorisés (BFM) russes complétaient la marche. Le 1^{er} BFM fut chargé de contrôler le centre-ville de Tskhinvali. Le 2^{ème} BFM fit la jonction avec le contingent russe qui se trouvait à Argvitsi. Lavrov raconte que le 503^{ème} RFM pénétra dans Tskhinvali par l'ouest vers 07h00.⁵⁸⁴ C'est également ce 10 août qu'on nota l'arrivée du 76^{ème} Régiment aéroporté russe.⁵⁸⁵ À midi, les forces géorgiennes comptaient plus de la moitié de leurs blindés détruits, capturés ou abandonnés. Les 32^{ème} et 33^{ème} bataillons de la 3^{ème} brigade géorgienne continuaient leur repli dans un certain ordre par la route d'Eredvi-Tliakana.⁵⁸⁶

À 17h30, le président Saakashvili décréta un autre cessez-le-feu, tout aussi ignoré que le précédent par les forces russes.⁵⁸⁷ En soirée, Tskhinvali et Gori furent soumises à des tirs de missiles balistiques SS-21 *Tochka-U* et SS-26 *Iskander*, dont les unités de lancement étaient désormais sortie du tunnel de Roki.⁵⁸⁸ À 23h00, l'artillerie géorgienne bombardait les hauteurs de Prissi, à l'est de Tskhinvali, afin de stopper le 71^{ème} RFM russe. Selon Felgenhauer, la dernière bataille d'importance se déroula dans le village de Nikozi.⁵⁸⁹ Sommes toutes, seul un petit peloton resta derrière pour couvrir ce repli et, le lendemain, réussit à tendre une embuscade à une colonne de blindés russes sur le chemin de Zemo Khviti.⁵⁹⁰ Au soir du 10 août, toutes les forces géorgiennes avaient été repoussées de Tskhinvali et de ses environs, et amorçaient leur repli plus au sud, vers la ville de Gori.

Le 11 août : Les Russes consolident leur mainmise

Dans la nuit du 10 au 11 août, quelque 1966 soldats de la 1^{ère} brigade géorgienne, ramenés en catastrophe d'Irak par l'aviation américaine, arrivèrent dans le théâtre d'opérations. Pourtant les mieux entraînés et certainement les plus aguerris, ils arrivaient trop tard. De plus, selon le major Beka Ambroladze, membre de la 1^{ère} brigade, le « ciel était rempli d'avions ». ⁵⁹¹ À 07h15, selon Lavrov, deux hélicoptères géorgiens furent détruits au sol à Senaki par un Mi-24 *Hind* russe.⁵⁹²

Plusieurs Régiments de Fusiliers motorisés russes furent appelés en renfort le 11 août, profitant d'un autre cessez-le-feu décrété par Saakashvili. Selon les majors Japaridze, Ambroladze et Balakhadze, et corroboré par Lavrov, la journée fut relativement calme. Le 693^{ème} RFM russe compléta son déploiement sur la rive gauche de la rivière Liakhva, tandis qu'à l'est de la rivière, le 234^{ème} régiment de parachutistes de la 76^{ème} Division aéroportée, accompagné du 70^{ème} RFM, s'installaient aux abords de Tskhinvali, prêts à l'assaut final.⁵⁹³ Vers 10h30, ce que Lavrov appelle un « bataillon tactique » formé d'éléments du 104^{ème} régiment de parachutistes de la 76^{ème} Division aéroportée procéda le long de la route Tskhinvali-Tbeti-Khetagourov-Avnevi vers la « ferme d'État Variani » (vraisemblablement une ancienne ferme

⁵⁸⁴ Lavrov, « Chronologie des Opérations... », 68. Cette chronologie est douteuse. Le 503^{ème} aurait dû normalement couvrir le flanc est de Tskhinvali. Il est possible que ce détour fut effectué à cause des embouteillages causés par la masse de véhicules sur la route séparant Gupta à Tskhinvali.

⁵⁸⁵ Ibid., 68. Tsyganok, *Voïna 8.8.8....*, 134, place le 76^{ème} Régiment à Tskhinvali à 0545 le matin du 10 août.

⁵⁸⁶ Tsyganok, *Voïna 8.8.8....*, 135.

⁵⁸⁷ Asmus, *A Little War...*, 183.

⁵⁸⁸ Felgenhauer, «After August 7...» 173-174.

⁵⁸⁹ Ibid., 173.

⁵⁹⁰ Lavrov, op. cit., 72.

⁵⁹¹ Ibid., 65, présume que 2000 soldats géorgiens ont été rapatriés d'Irak. Notes corroboratives du major Ambroladze, 16 mars 2009. Marques Guedes, *The Five Day War ...*, 45.

⁵⁹² Ibid., 71.

⁵⁹³ Ibid., 71.

collective soviétique marquée sur les cartes qui dataient également de cette époque).⁵⁹⁴ Cette avant-garde ouvrait la voie au reste du 693^{ème} RFM. Cependant vers 14h30, une petite équipe géorgienne provoqua une rupture de la colonne et causa la perte d'un T-72 et deux BMP-2 russes, ainsi que la perte de cinq soldats russes.⁵⁹⁵ Ceci n'empêcha pas néanmoins la progression de l'avant-garde russe vers Variani à 15h00. Ce déploiement semble s'être produit derrière des éléments de la 2^{ème} brigade d'infanterie géorgienne qui se retira sur Gori à partir de Kerktsseouli. Elle subit des pertes importantes lors de son redéploiement lorsqu'elle entra au contact d'éléments du 104^{ème} régiment aéroporté russe. Pendant ce temps, la queue du 693^{ème} RFM russe complétait l'encerclement de Zemo Nikozi.

Vers 16h30, le président Saakashvili, s'étant déplacé à Gori pour se rendre compte de la situation lui-même, fut forcé de détalier, car les bataillons tchéchènes « Vostok » et « Zapad », ayant réussi à rejoindre le sud de Tskhinvali, fonçaient vers Gori.⁵⁹⁶ En fin de soirée du 11 août, Gori se vida de forces géorgiennes, le 693^{ème} RFM occupait la ligne de défense Variani à l'ouest, et le 234^{ème} RFM occupait Mevgrekissi.⁵⁹⁷ Entre midi et 17h00 le 11 août, les forces géorgiennes avaient battu en retraite vers Tbilissi et Koutaïssi et tentaient de former une ligne de défense aux abords de Mtskheta, à quelques kilomètres de Tbilissi.⁵⁹⁸ Les forces russes donnèrent la poursuite jusqu'à Egoeti, où ils s'arrêtèrent après quelques échanges avec l'arrière-garde géorgienne.

12 août : Fin officielle des combats

Il est possible que les Russes furent dissuadés de poursuivre jusqu'à Tbilissi par les appels du président Saakashvili invitant la population à résister aux Russes qui tenteraient de prendre la capitale.⁵⁹⁹ Effectivement, quiconque connaît la géographie difficile de Tbilissi comprendrait rapidement le piège qu'une telle éventualité représenterait.

À 08h59 le 12 août, sur ordre du président russe Dmitri Medvedev, les combats cessaient.⁶⁰⁰ Malgré tout, des tirs de missiles balistiques russes continuèrent quelques heures encore au prix de quelques victimes à Gori.⁶⁰¹ La bataille de Tskhinvali était à toutes fins pratiques, terminée. Le président Medvedev ordonna la fin des opérations militaires à 15h00, ostensiblement afin d'éviter qu'une intervention limitée ne dégénère en conflagration plus grande.⁶⁰² La Géorgie avait tenté de rétablir sa souveraineté sur l'Ossétie du Sud, mais en fin du compte, 14000 soldats russes, 100 blindés T-72, 400 BMP et 200 BTR garnissaient désormais l'Ossétie du Sud, l'Abkhazie, et la route de Gori à Mtskheta.⁶⁰³ Le fameux 693^{ème} RFM allait demeurer sur place pour éventuellement fonder la 4^{ème} base militaire russe du District militaire Sud de la Fédération de Russie.⁶⁰⁴

En cinq jours de combats, la Géorgie déplorait 295 tués, dont 186 militaires, quelque 1500 blessés, une marine coulée au port dès le début des combats, et une force aérienne clouée au sol. Le bilan de la

⁵⁹⁴ Lavrov, « Chronologie des Opérations... », 71.

⁵⁹⁵ Ibid., 72.

⁵⁹⁶ Ibid., 73.

⁵⁹⁷ Ibid., 73.

⁵⁹⁸ Asmus, *A Little War...*, 183.

⁵⁹⁹ Ibid., 184.

⁶⁰⁰ Smith, « Russian Chronology July-September 2008 », 70.

⁶⁰¹ Felgenhauer, « After August 7... », 175.

⁶⁰² Ibid., 179-180.

⁶⁰³ Viktor Khoudoleev, « Voiska Zadatshu Vipolnili », *Krasnaia Zvezda*, 13 août 2008, www.redstar.ru/2008/08/13_08/1_03.html, consulté le 4 mars 2009 et Smith, « Russian Chronology July-September 2008 », 77. Voir aussi Lavrov, « Chronologie des Opérations... », 74.

⁶⁰⁴ Grazvydas Jasutis, « Military Integration between Russia and South Ossetia : Quo Vadis? » *Baltic Security and Defence Review* 16, no 1 (2014): 55.

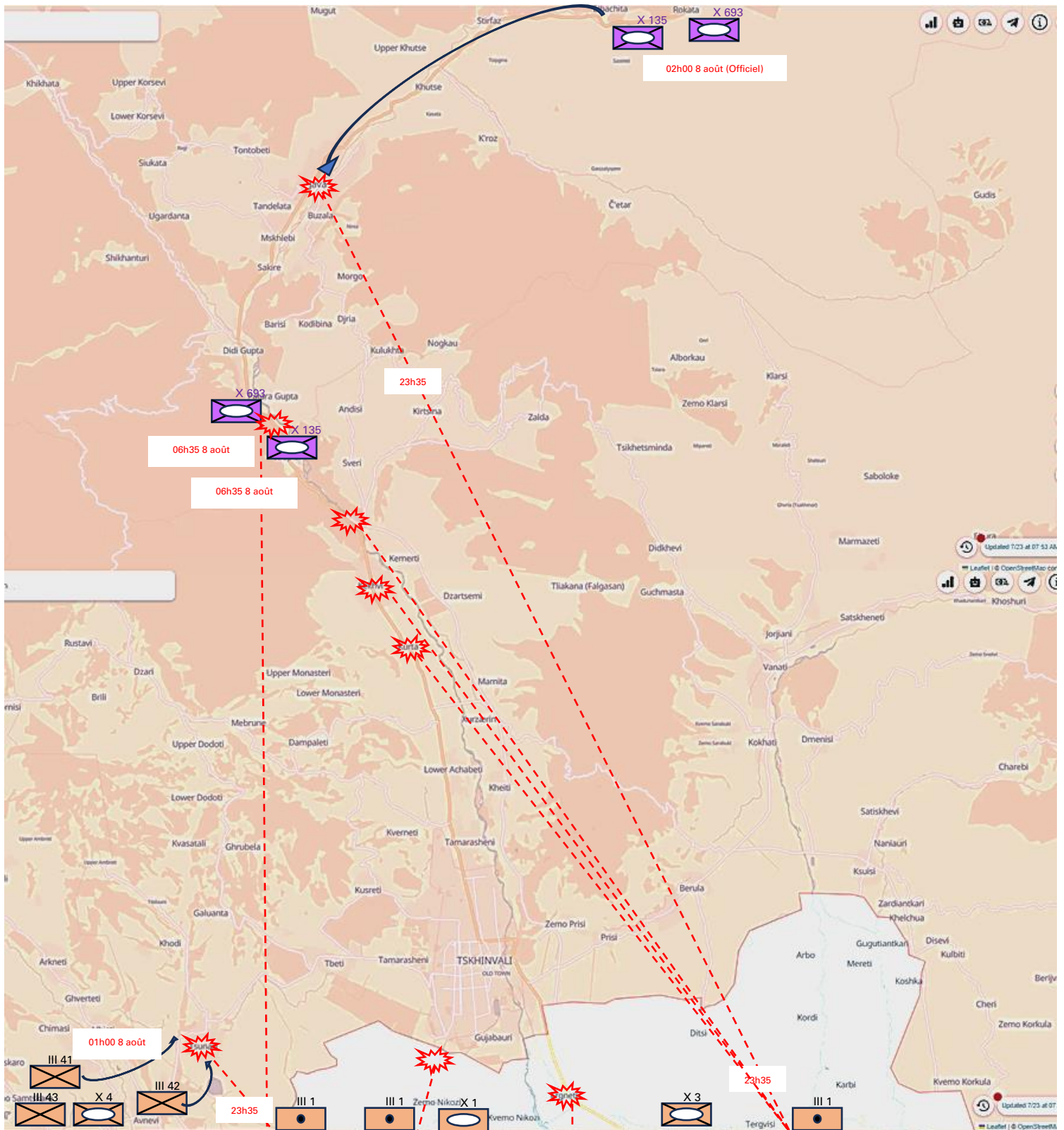
Bataille de Tskhinvali se soldait par une défaite stratégique pour la Géorgie, désormais disqualifiée de pouvoir intégrer l'OTAN. Cette défaite a soulevé de maintes questions, dont les hypothèses sont discutées dans la section suivante.

Carte 1 : La nuit du 6 au 7 août 2008⁶⁰⁵

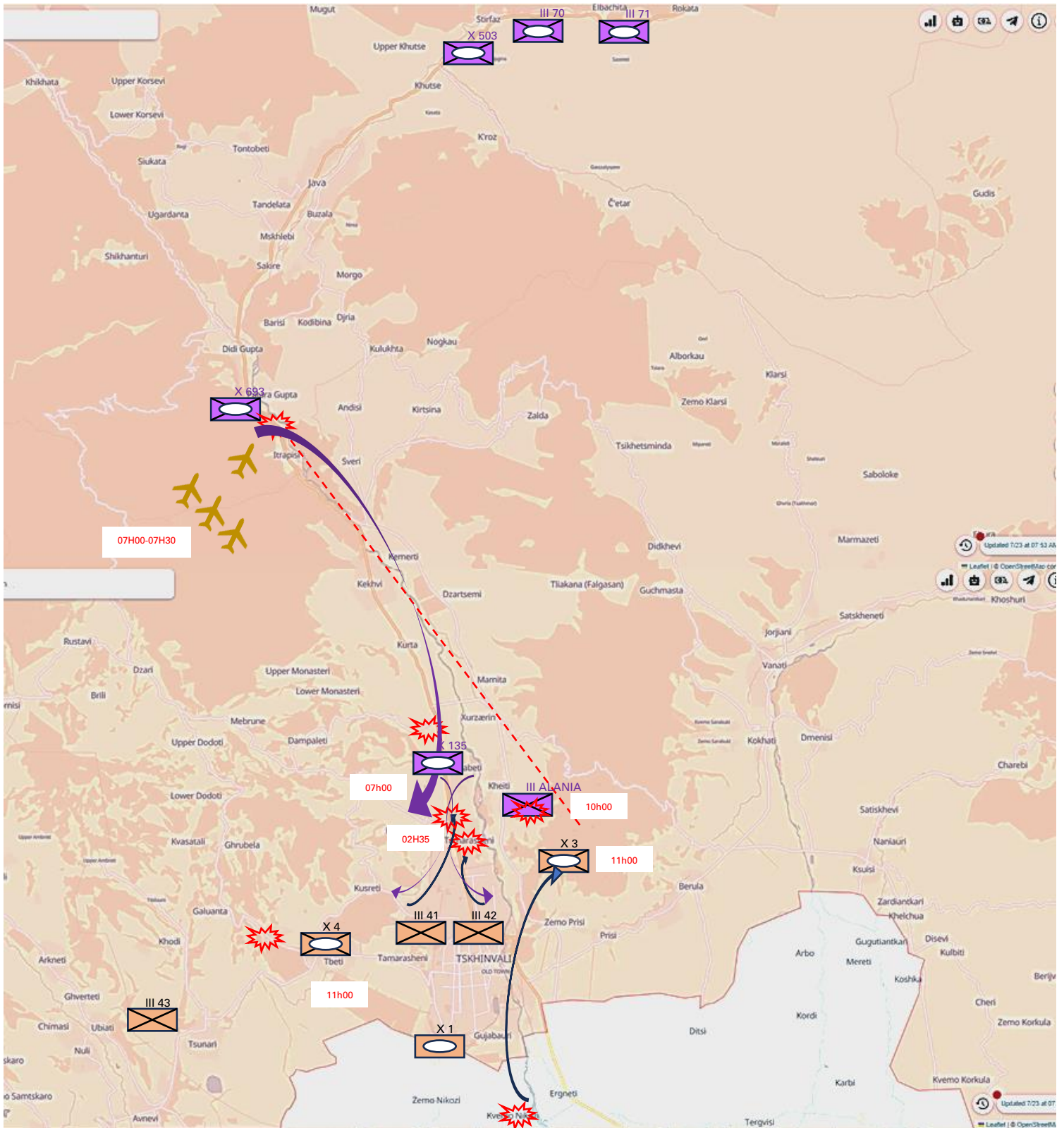


⁶⁰⁵ Les cartes 1 à 8 ont été conçues et dessinées par l'auteur à partir de saisies d'écran du site cartographique Yandex.

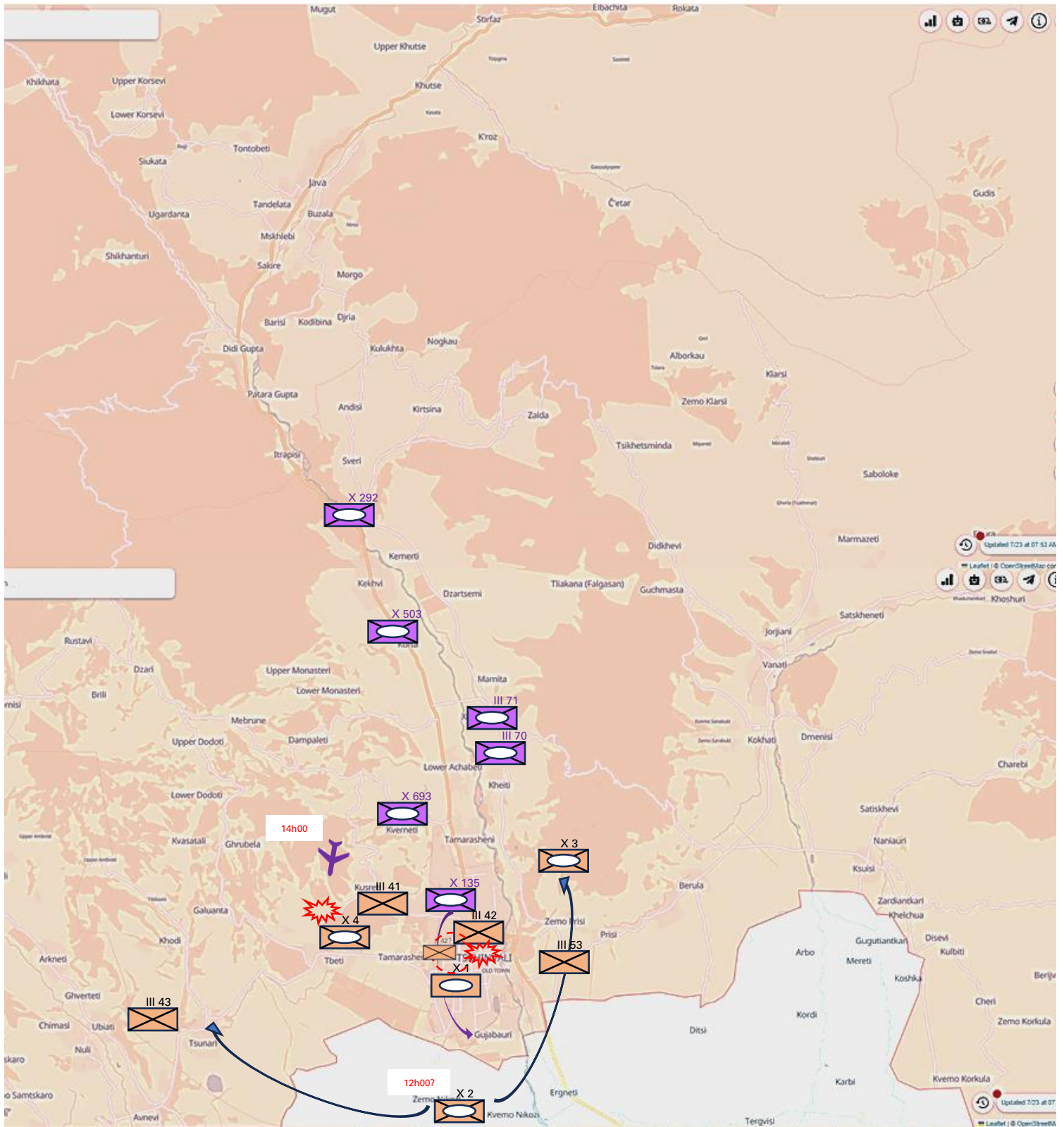
Carte 2 : La nuit du 7 au 8 août 2008



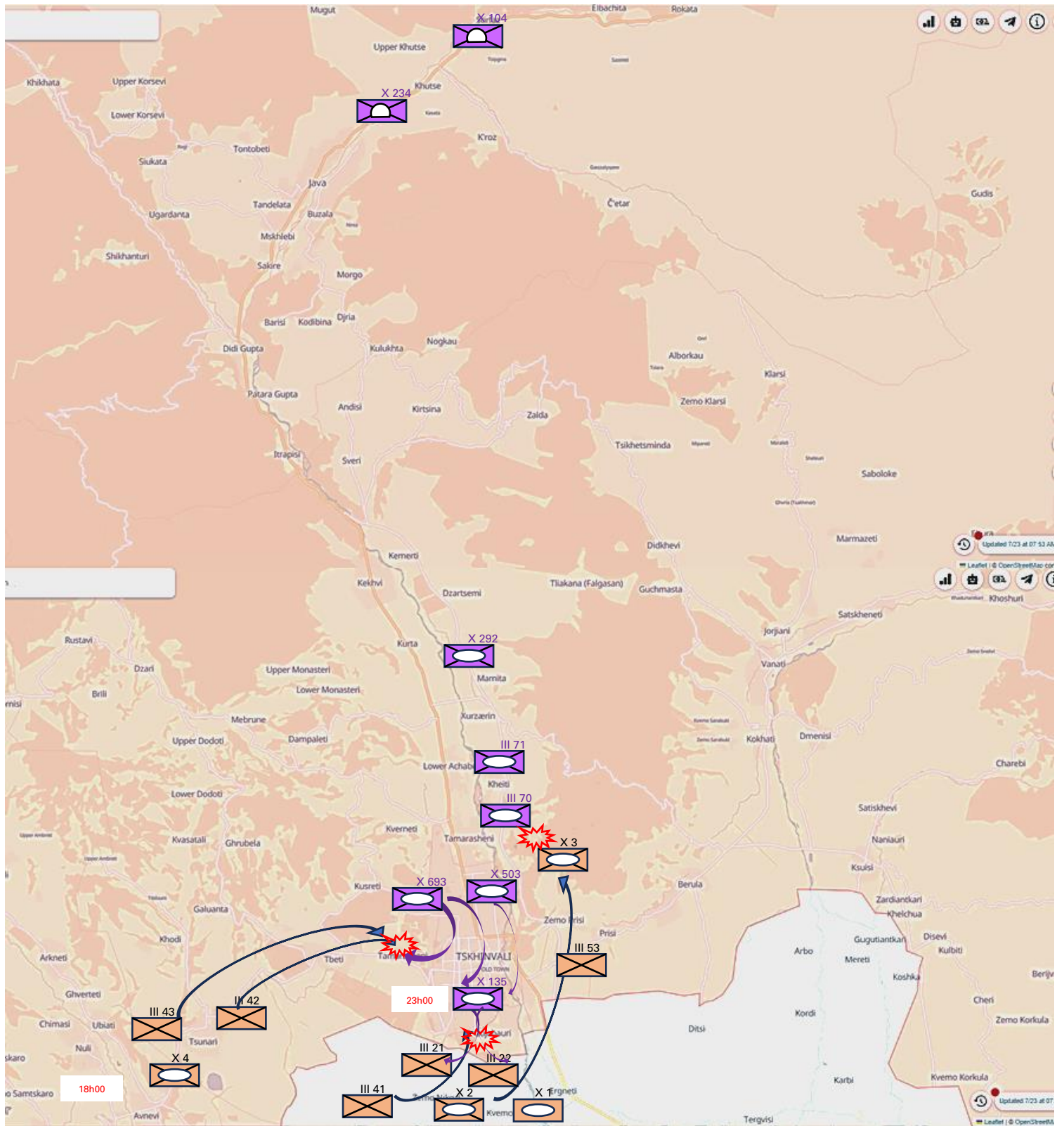
Carte 3 : Le matin du 8 août 2008



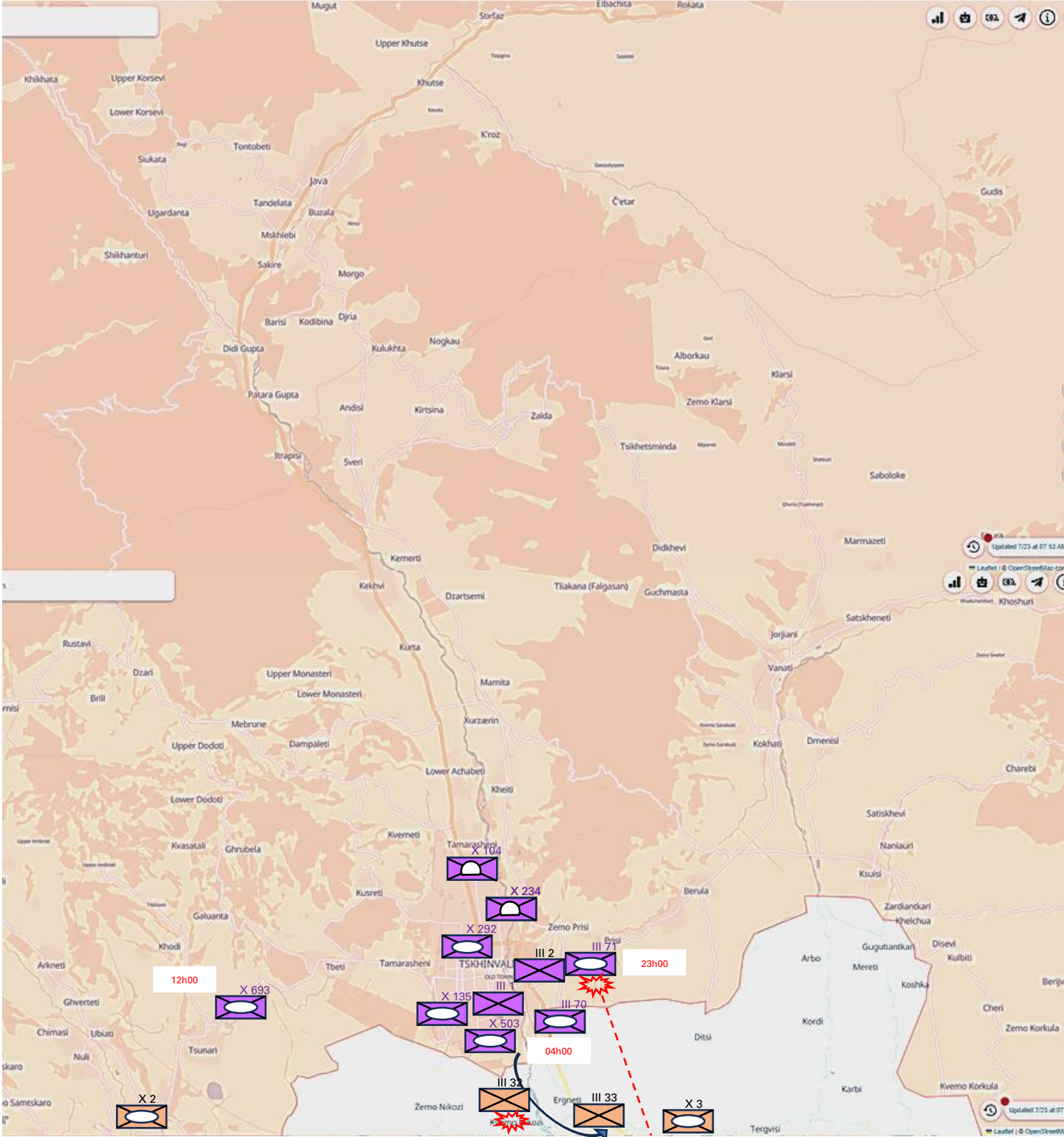
Carte 4 : L'après-midi du 8 août 2008



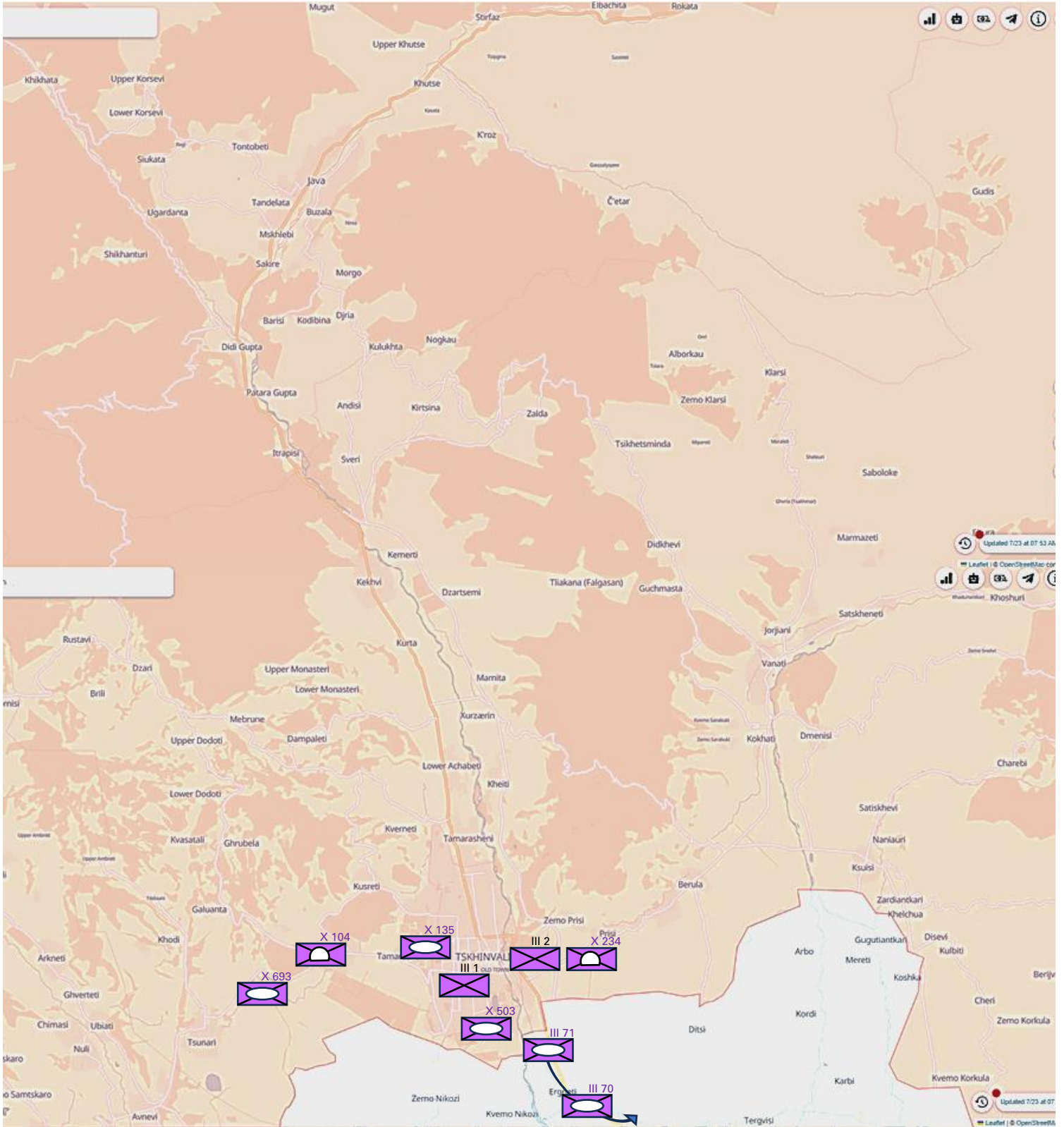
Carte 5 : La soirée du 8 août



Carte 7: Le matin et l'avant-midi du 10 août 2008



Carte 8: La journée du 11 août 2008



PARTIE V – ANALYSE DE L'ÉTUDE DE CAS ET DE LA DOCTRINE

LA DOCTRINE OTANIENNE, SON APPLICATION ET LA PERFORMANCE GÉORGIENNE

Les sections précédentes ont tracé l'évolution de l'idée de RASD comme étant le produit de la victoire des pays euro-atlantiques dans la Guerre froide, et de leur exigence à voir la transition démocratique des ex-pays communistes générer des forces capables de collaborer dans des missions conjointes. La manière dont ces forces devaient opérer – encadrée par les doctrines militaires – devait être le reflet de cette transition démocratique.

Les sections précédentes ont également illustré comment la Russie – s'obstinant à recréer un espace géostratégique dont elle aurait le contrôle exclusif – avait développé ses ambitions et ses attitudes prédatrices à l'égard de la Géorgie. Nous avons également vu comment le processus de RASD en Géorgie avait dépendu de nombreux facteurs domestiques et externes, à commencer par la fragilité du contrôle des élites politiques sur les forces armées, et la pression populaire au sujet de la réintégration territoriale. La Russie a habilement manipulé les mouvements de dissidence séparatistes pour culminer en une défaite géorgienne dans la Guerre des Cinq Jours. Il est maintenant nécessaire de faire l'analyse de l'étude de cas de la bataille de Tskhinvali afin de vérifier nos hypothèses de départ. Les hypothèses appuyant cette question sont reproduites ici et forment la structure de notre analyse dans cette section.

Hypothèse 1 : La réforme de l'appareillage de sécurité et de défense de la Géorgie n'avait pas été complétée, ou n'avait été que partiellement entérinée, causant une carence en estimation des risques et en préparation des FAG.

Question 1 : Qu'est-ce qui a empêché la Géorgie de compléter ou d'appliquer ces réformes?
Hypothèse 1 : La réforme de l'appareillage de sécurité et de défense de la Géorgie n'avait pas été complétée, ou n'avait été que partiellement entérinée, causant une carence en estimation des risques et en préparation des FAG.

Question 1.1 : Pourquoi la Géorgie n'a-t-elle pu compléter ou appliquer ces réformes?

Hypothèse 1.1 : La Géorgie n'a pas eu le temps de compléter son programme de réforme.
Hypothèse 1.2 : La Géorgie n'a pas pu mettre en pratique les méthodes euro-atlantiques au niveau tactique ou opérationnel.

Hypothèse 2 : La doctrine d'emploi de la force « proto-soviétique » déployée par la Russie – doctrine qui privilégie la masse et la puissance de feu – a supplanté les FAG.

Question 2.1 : Pourquoi les forces russes ont-elles si bien performé lors de la bataille de Tskhinvali?

Hypothèse 2.1 : La Russie a employé un calcul de corrélation de la force qui intégrait une réserve opérationnelle dans un déploiement en échelons, réduisant l'importance de la logistique, augmentant ainsi la puissance de la masse.
Hypothèse 2.2 : La Russie a mis à contribution toutes les branches des forces armées en appui au forces terrestres.

Hypothèse 3 : La doctrine otanienne est inefficace.

Question 3.1 : Quels facteurs nous permettent de prétendre que la doctrine occidentale est mal adaptée (ou mal adoptée) par les Forces géorgiennes?

Hypothèse 3.1 : La doctrine otanienne est inefficace si l'écart entre la taille structurelle des forces en présence est trop grand.

Hypothèse 3.2 : L'opération a été mal effectuée car la doctrine n'a pas été appliquée à bon escient.

Une RASD incomplète ou non entérinée (H1)

La formulation initiale de cette hypothèse provient d'observations empiriques menées en 2009, lors de la rédaction de « Sustainable Armor ». Une des conclusions tirées de ce texte était que l'artillerie géorgienne n'avait pratiquement pas été touchée durant les combats. Étant donné qu'il s'agit d'une branche des forces armées centrale à l'emploi de la force russo-soviétique, il était tentant d'émettre l'hypothèse que la doctrine d'emploi de l'artillerie durant la bataille de Tskhinvali était également d'inspiration soviétique.

Les innovations techniques originales dont a bénéficié la DCA géorgienne lui a donné une agilité qui s'est soldée par plusieurs succès opérationnels contre l'aviation russe. Le déploiement d'une force anti-aérienne non attachée à une structure de brigade est plutôt contre-intuitif, car une force de manœuvre devrait être pourvue de toute la panoplie de moyens d'auto-défense afin de s'assurer que la brigade soit en mesure d'accomplir les tâches qui lui seront confiées. Cette solution ne reflète ni l'approche soviétique ni l'approche otanienne. Elle a pourtant hautement bien performé, au vu du nombre d'aéronefs russes qu'elle a pu toucher, ou abattre.

Comme nous l'avons vu, ce sont les forces d'infanterie mécanisée – pourtant équipées à l'occidentale, avec la possibilité d'opérer de nuit – qui se sont très mal tirées d'affaire dans la bataille de Tskhinvali. Les retraits et replis des forces blindées semblaient être motivés par des raisons logistiques – ravitaillement ou changement d'équipages. Avec les nouvelles informations recueillies, il semble maintenant que ces mouvements aient été dus en partie aux multiples cessez-le-feu prononcés par le président Saakashvili. Jusqu'à maintenant, l'information manquait pour faire ressortir toutes les nuances de telles observations. Le questionnement que nous avons engagé devrait amener une plus grande richesse de détails.

Le facteur temps (H1.1)

La Géorgie s'y est mise trop tard pour se consacrer à la RASD de manière sérieuse. De précieuses années ont été gaspillées suivant l'indépendance. En effet, les forces armées géorgiennes continuèrent à être entraînées en Russie jusqu'en 1998.⁶⁰⁶ Les luttes anti-séparatistes, si mal exécutées, ont montré l'impuissance de l'armée géorgienne de l'époque, et il est possible de dire que la prédilection de Gamsakhourdia pour l'emploi débridé de la force est en soi un relent de la méthode de contrôle soviétique.⁶⁰⁷ Selon Young, si ce n'eût été de ces inconvénients, la Géorgie se serait retrouvée en plutôt bonne posture pour effectuer la régénération de son armée car elle n'avait jamais vraiment été atteinte par l'expérience soviétique.⁶⁰⁸ Il aurait facile pour les démocraties occidentales de pourvoir la Géorgie en conseillers et praticiens de la gestion de la défense, dès le début de cette nouvelle république.

Cependant, l'exécutif politique géorgien a trop longtemps tergiversé sur le développement d'une force professionnelle bien entraînée et bien rémunérée. Les mauvaises conditions d'enrôlement ont

⁶⁰⁶ Frédéric Labarre, « Sustainable Armor Capability for Small Powers : The Case of Georgia in the August War, » *Baltic Security and Defence Review* 11, no 2 (2009) :107, citant *Janes All the World's Armies*.

⁶⁰⁷ Julien Thorez, « Géorgie-Ossétie-Russie. Une guerre à toutes les échelles, » *EchoGéo* (En ligne), *Sur le Vif*, 13 février 2009, consulté le 15 août 2023, 8.

⁶⁰⁸ Young, « *Anatomy...*, » 69. Nous devons émettre un bémol à ce point de vue. Certes les Géorgiens étaient peu nombreux dans l'état-major soviétique, mais il y avait quand même une représentation proportionnelle de la Géorgie dans les membres du rang.

certainement contribué aux multiples mutineries et insubordinations qui ont affligé la nouvelle armée. Le climat de méfiance ainsi instauré entre les instances politiques et militaires ont débordé dans un processus hoquetant de RASD. De 1992 à 2002, l'exécutif politique a choisi de maintenir les habitudes de gestion qui ne reflétaient pas la transformation politique de la société et surtout de l'administration publique. Cette méfiance amenait les fonctionnaires juniors à développer des relations professionnelles serrées avec les conseillers occidentaux en gestion de la défense, mais les administrateurs ne détenaient habituellement pas assez de capital politique pour influencer sur les superviseurs administratifs et ministres nommés par le politique. Toute initiative de réforme était systématiquement bloquée par les niveaux supérieurs.

Le niveau ministériel était également incité à ne pas laisser les forces armées et de sécurité dériver vers l'adoption de principes occidentaux car la classe politique géorgienne tentait de ménager les inquiétudes de Moscou. La fonction publique géorgienne était peut-être activement réformatrice, mais l'engouement pour les réformes de la classe politique est demeuré purement déclaratoire tout le temps qu'elle espérait l'assistance de Moscou pour réintégrer les territoires séparatistes. Lorsqu'il apparut clairement que les promesses attendues ne se réaliseraient pas, Chevardnadze amorça une politique de rapprochement avec l'OTAN sans toutefois que ce positionnement ne se solde par des politiques de réforme militaire claires. Ainsi ce n'est qu'après l'arrivée de Saakashvili que les ministres furent incités à mettre les plans de réforme en action. Plutôt, ce sont les experts de l'OTAN, de DCAF et de l'ISAB qui sont accourus vers les fonctionnaires des ministères de la Défense, de la Justice et de l'Intérieur. L'enthousiasme de la fonction publique put enfin venir à bout de l'immobilisme politique avec l'arrivée de l'équipe Saakashvili au pouvoir.

Toutefois, comme nous l'a confié ROUGE, la majorité des réformes effectuées à la veille de la Guerre de 2008 n'avaient été qu'institutionnelles. Similairement, le major Japaridze nous confia en 2009 que les forces armées géorgiennes ont « sommeillé » tout le long de l'ère Chevardnadze.⁶⁰⁹ La planification des politiques avait beau être plus transparente, les tâches entre civils et militaires au ministère mieux allouées, et un ministre civil désormais à la tête du ministère de la Défense depuis 2004, ces changements institutionnels amenaient avec eux d'autres défis. Parmi ces défis, on compte l'expertise thématique. Si une gouvernance civile de l'appareillage de sécurité permet une plus grande transparence et imputabilité, il est rare de trouver une personne qui peut allier intégrité et expertise dans les affaires militaires et stratégiques. D'autres délais de développement furent encourus non pas à cause de la duplicité des ministres, mais par leurs lacunes en connaissances substantielles. Des sujets techniques comme l'organisation de la force, le rôle des différentes armes, le rythme de recrutement, et le système de formation professionnelle des militaires furent également retardés. Il faut du temps pour décider et faire accepter de nouvelles idées, de nouveaux principes, de nouvelles structures, et pour propager le changement.

Ceci expliquerait partiellement pourquoi l'artillerie fut employée de cette manière lors de la bataille de Tskhinvali, pourquoi la concentration massive de la puissance de feu sur le pont de Gupta telle qu'elle avait été pratiquée du temps de l'URSS. Ceci pourrait expliquer comment « in the course of the deployment, front and army rocket and artillery troops ... occupy firing positions and prepare for the destruction of the designated target. »⁶¹⁰ Appliquer ainsi la puissance de feu à un point prédéterminé (le pont de Gupta, par exemple) n'avait pas de rapport direct avec les manœuvres initiales des 3^{ème} et 4^{ème} brigades lancées respectivement à l'assaut des hauteurs de Prissi et de la ville de Tskhinvali.

⁶⁰⁹ Labarre, « Sustainable Armor... » 107.

⁶¹⁰ Wardak, *Voroshilov Lectures...*, 220. «Durant le déploiement, les troupes d'artillerie et de missiles du front... occupent des positions de tir et préparent la destruction de la cible désignée.» (Trad. Auteur).

Cette tentative de recourir à la puissance de feu fut l'approche qui fut employée la veille du début officiel des combats, et qui s'éloigne de l'approche manœuvrière préconisée par l'OTAN. La structure des forces géorgiennes n'ayant été décidée que depuis trop peu de temps, il est peu probable qu'une doctrine correspondante ait pu être mise en application. En effet, à consulter la structure des forces géorgiennes en annexe, on y note une tendance des forces géorgiennes à rendre leurs structures symétriques à celles des Russes. Selon la doctrine otanienne, une brigade doit avoir des éléments de DCA intégrés et un complément d'artillerie précisément pour permettre à la brigade de manœuvrer. Or, le récit des combats à Tskhinvali révèle au contraire une artillerie et une DCA qui semblaient opérer indépendamment de l'infanterie et des blindés. Cette observation n'est pas en soi un verdict d'une mauvaise organisation ou d'emploi des forces, mais plutôt une reconnaissance du fait que le temps a manqué aux Géorgiens pour élaborer leur structure de forces. Si l'on accepte la thèse que les FAG ont eu leur premier contact avec les méthodes otaniennes qu'à partir de l'inauguration du GTEP, alors à peine cinq années s'étaient écoulées avant la mise à l'épreuve des contingents géorgiens. Les programmes GTEP et GSSOP faisaient à la fois office de RASD et de programme d'entraînement.

Le manque de préparation (H1.2)

L'observation ci-dessus est d'autant plus plausible que la majorité de l'équipement acquis par la Géorgie ne fut livré qu'en 2007 et 2008.⁶¹¹ Au moment de réaliser leur structure de forces, les Géorgiens devaient aussi familiariser leurs troupes avec leur emploi. Le facteur temps a directement influé sur cette préparation et d'aucuns diraient que l'expérience du GTEP et du GSSOP aurait très bien pu combler les lacunes de préparation et d'entraînement.⁶¹² C'est sans doute vrai au niveau tactique, mais pas nécessairement vrai au niveau opérationnel. Trop peu de fantassins auraient eu la chance en l'espace de deux ans à peine, de se familiariser avec l'emploi conjoint de blindés et troupes à pied – à savoir les deux composantes centrales d'une brigade d'infanterie mécanisée. Si les documents capturés par les Russes et soumis à la Commission Tagliavini sont authentiques, la Géorgie n'aurait commencé à considérer la reprise des territoires renégats par la force qu'en 2005. Il est peu probable qu'en l'absence d'équipement, les troupes géorgiennes – occupées par ailleurs à servir en Afghanistan et en Irak – ont pu disséminer et transmettre l'entraînement à l'ensemble de la force. Il est encore moins probable que de telles unités aient eu l'opportunité d'avoir des exercices impliquant l'artillerie (intégrée ou non) dans un esprit manœuvrier. Bob Hamilton, en entrevue, s'est d'ailleurs lamenté que l'esprit de préparation des unités géorgiennes se dégradait fort rapidement entre les rotations parce qu'il n'y avait pas de capacité institutionnelle pour maintenir les unités entraînées à niveau.⁶¹³

Lorsque le 43^{ème} bataillon d'infanterie fut lancé à l'assaut de Tskhinvali à plus de trois reprises, les récits des combats révèlent trois approches différentes; la première reléguait les blindés aux abords de la ville, comme sorte d'artillerie d'appoint. La seconde employait quelques blindés appuyés d'un petit groupe de fantassins au sein des zones bâties. La troisième enfin, reprenait le même modèle que la seconde approche, mais plus musclée. Certes, les changements de tactiques démontrent une capacité d'adaptation, et probablement l'application honnête du principe de commandement de mission, mais ils trahissent aussi le manque d'un programme d'exercice qui aurait permis l'apprentissage de leçons avant d'en faire l'expérience douloureuse sur le terrain.

Ce verdict est moins applicable aux troupes du ministère de l'Intérieur qui étaient plus chevronnées dans ce genre d'opération. En 2006, elles avaient tenté de mettre un terme aux activités de contrebande dans la vallée de Kodori. Cette opération n'avait pas été exécutée en compagnie des forces armées, et son échec fut blâmé sur le manque d'effectifs. La campagne de Tskhinvali veillait à ne pas répéter cette erreur.

⁶¹¹ Voir Tableaux 1 et 3 en Annexe.

⁶¹² Entrevue JAUNE, Tbilissi, 30 juin 2023. Hamilton, «Taking Stock of U.S. Military Assistance to Georgia.»

⁶¹³ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

Cependant, l'absence d'exercices interministériels a certainement contribué à la disjonction de l'action entre les FAG et les troupes du ministère de l'Intérieur. Ce manque de formation conjointe alimente la thèse selon laquelle cette opération n'avait pas été planifiée par les états-majors, mais décidée à l'improviste par Saakashvili et son entourage.⁶¹⁴ Les vices d'exécution des opérations durant la bataille de Tskhinvali seraient donc davantage imputables à l'habitude de la personnalisation du pouvoir en Géorgie, et de la méfiance de l'exécutif envers une trop grande autonomie des services de sécurité.

Les exercices participent à la génération de la force aussi en permettant aux unités de se familiariser les unes avec les autres, et au niveau tactique, de développer une confiance et une compréhension mutuelles. Les témoignages nous provenant de JAUNE et de Bob Hamilton concernant l'expérience des troupes géorgiennes au sein du GTEP et du GSSOP font état d'un bon esprit de corps parmi les unités géorgiennes.⁶¹⁵ Il y a peu de doutes que les FAG se sont bien débrouillées au niveau tactique, particulièrement lorsqu'il s'agit des unités de reconnaissance et des forces spéciales géorgiennes qui avaient aiguisé leurs talents lors des campagnes de contre-insurrection en Afghanistan et en Irak. Les troupes géorgiennes étaient qualitativement mieux entraînées et mieux équipées que leurs adversaires au moins jusqu'au niveau des compagnies.⁶¹⁶ La valeur des déploiements à l'étranger n'est pas remise en question ici. Cependant, les troupes géorgiennes ont été incapables de capitaliser sur leur succès passé le 9 août, alors qu'elles contrôlaient Tskhinvali et ses flancs, et qu'il devint évident que plus de trois divisions de la 58^{ème} Armée russe fondaient sur eux.

Ici le manque de développement d'officiers d'état-major peut être mis en cause. Les écoles d'état-major géorgiennes nouvellement établies avaient à peine eu le temps de former une première cohorte d'officiers aux méthodes otaniennes. Selon Hamilton, ce n'est qu'à partir de 2006 que les FAG purent avoir accès à de l'entraînement et de la préparation au niveau opérationnel, lorsque la Géorgie proposa de contribuer une brigade pour des missions de combat en Irak.⁶¹⁷ Plusieurs de ces nouveaux officiers avaient été affectés aux missions outre-mer, et étaient par conséquent indisponibles lorsque la guerre éclata.⁶¹⁸ Il vaut la peine de se demander si le système d'éducation militaire permettait la rotation d'officiers expérimentés et aguerris dans les écoles de combat et d'état-major, histoire de transmettre les leçons apprises. Dans une certaine mesure, il ne fait aucun doute que ce transfert de connaissances a bien eu lieu, mais le facteur temps a certainement limité la propagation des connaissances.

On dénote en conséquence une différence entre la compétence tactique et opérationnelle des FAG durant la bataille de Tskhinvali. Cette différence peut aussi être due à l'opacité des objectifs réels de l'opération du point de vue des troupes – ou du moins au changement soudain des buts de guerre géorgiens. Les FAG devaient faire face à deux contingences – recouvrer la souveraineté en éliminant la menace séparatiste, et soudainement défendre la Géorgie contre une invasion russe. La préparation des troupes renvoie à une compréhension préalable de la tâche à accomplir, et du type de menace anticipé. Le manque d'entraînement ne peut donc qu'être partiellement mis en cause pour la préparation des FAG.

⁶¹⁴ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

⁶¹⁵ Entrevue JAUNE, 30 juin 2023, et Entrevue Hamilton, 3 octobre 2023.

⁶¹⁶ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

⁶¹⁷ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

⁶¹⁸ Entrevue Hamilton, 3 octobre 2023. Hamilton a confirmé en entrevue qu'une bonne proportion des membres des quatre brigades ont pu bénéficier de l'entraînement par l'entremise du GTEP et du GSSOP. La 1^{ère} brigade fut la première entraînée en 2003, suivie de la 2^{ème} et de la 3^{ème}. La 4^{ème} brigade, qui bénéficiait du nouveau programme GSSOP, a soudainement interrompu son entraînement précisément parce qu'elle devait se déployer à Tskhinvali. La 1^{ère} brigade, quant à elle, en était à son second déploiement en Irak.

La doctrine russo-soviétique est plus efficace relativement à l'objectif visé (H2)

Le but de la Fédération de Russie depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir a toujours été d'éloigner l'OTAN des frontières russes. Une des méthodes employées avait été de multiples tentatives de réformer et reconstruire la capacité militaire russe comme instrument dissuasif. Cependant, il était évident que la progression doctrinale des forces russes était stagnante depuis plusieurs années. Le mythe de la performance soviétique durant la Deuxième Guerre mondiale a certainement conspiré pour préserver les doctrines qui ont contribué à la victoire. En l'occurrence, l'art opérationnel russo-soviétique est lui aussi demeuré inchangé pour l'essentiel.⁶¹⁹ Dans le cas de la bataille de Tskhinvali, « Russian forces... generally used Soviet tactics, moving in column formation, fighting from the lead elements to press forward after making contact. »⁶²⁰ Il s'agit d'une manière coûteuse de parvenir à ses fins. Durant son administration, le ministre de la Défense Serdioukov avait pourtant bien tenté de rationaliser les effectifs et de compter sur l'amélioration technologique pour combler les lacunes des forces armées.⁶²¹ Les autorités et la bureaucratie militaires ont toutefois fructueusement résisté au vent de changement.⁶²² Même au moment de rédiger « Sustainable Armor », cet auteur concluait qu'à part l'emprunt de certaines idées issues de la Guerre du Golfe de 1991, l'art opérationnel russe persistait à s'inspirer de l'expérience soviétique. À certains égards, cette philosophie peut être salutaire, car la stratégie employée ne doit jamais faire abstraction des considérations politiques. Ironiquement, ceci pourrait signifier que le contrôle des forces militaires par les autorités civiles russes est beaucoup plus étroit qu'on n'ose l'imaginer. Contrairement à ce que pourraient prétendre les experts de DCAF, la nature civile de ce contrôle ne garantit en rien un frein parlementaire, ou un contrepoids démocratique à la décision d'employer ou non la force militaire pour régler un problème politique.

L'autre méthode employée dans la bataille de Tskhinvali pour faciliter la réalisation des objectifs russes fut l'instrumentalisation de la politique russe des compatriotes et de la protection des minorités russophones. L'art opérationnel doit être rigoureux dans son intégration des objectifs militaires et politiques.⁶²³ Ayant préparé le terrain politique, il ne restait plus à la Russie qu'à préparer une intervention qui allait culminer en une saisie de territoire pour le bénéfice de la Russie et des ressortissants sud-ossètes. Ainsi le risque d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN serait-il neutralisé.⁶²⁴ Il ne reste plus qu'à exécuter un plan basé sur une doctrine simple, mais efficace; la planification selon la corrélation des forces.

Le calcul de corrélation des forces et la masse de puissance de feu (H2.1)

Il est normal de présumer qu'en l'absence de réels changements dans les approches russes, que les doctrines demeureront les mêmes. En l'occurrence les planificateurs russes auraient procédé selon la méthode de corrélation des forces. Il s'agit d'une approche qui se décline du niveau politico-stratégique au niveau tactique.⁶²⁵ L'application de cette méthode doit répondre à la question suivante : le ratio des

⁶¹⁹ Wardak, *The Voroshilov Lectures...*, 26-27.

⁶²⁰ Cohen et Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War...*, 28.

⁶²¹ Carolina Vendil Palin et Fredrik Westerlund, «Russia's War in Georgia : Lessons and Consequences,» *Small Wars and Insurgencies* 20, no 2 (2009) : 415.

⁶²² Marcel DeHaas, «Russia's Military Reforms : Victory after 20 years of Failure,» *Cligendael Paper* 5, (novembre 2011), 32.

⁶²³ Igor N. Rodionov, «On Several Tenets of Military Doctrine,» dans *The Evolution of Soviet Operational Art 1965-1991*, H. Orenstein et D. Glantz, dir. (Londres : Frank Cass, 1992), 336.

⁶²⁴ Smith, «Russian Chronology July-September 2008,» 68-69.

⁶²⁵ Young, *Anatomy...*, 147. Julian Lider, «The Correlation of Forces : The Soviet Concept » *Journal of Peace Research* 17, no 2 (1980) : 150-151. Michael J. Deane, *The Soviet Concept of 'Correlation of Forces' »* Technical Note SSC-TN-4383-1 (Arlington, VA : Stanford Research Center, mai 1976), 21, citant le périodique *Kommunist*.

forces (politiques, militaires) en présence favorise-t-il la Russie? Nos recherches démontrent que les Russes n'anticipaient pas d'intervention occidentale pour venir au secours de la Géorgie. En outre la désunion relative de l'Alliance atlantique était manifeste dans son action disjointe en Afghanistan et en Irak depuis des années. De plus, la faiblesse relative des États-Unis devenait également palpable. En autant que certaines conditions soient observées (dont l'effet de surprise⁶²⁶), la corrélation des forces politiques permettait aux Russes d'être confiants de pouvoir damer le pion à l'Occident en Géorgie.

La planification d'une opération s'effectue d'ordinaire à partir du niveau d'un corps d'armée.⁶²⁷ Cette habitude relève de l'expérience de la Guerre froide, durant laquelle l'Union soviétique érigeait des plans à l'échelle transcontinentale pour repousser les forces de l'OTAN. Toutefois, ce niveau d'exécution a été nécessaire pour réaliser les opérations en Géorgie, permettant un degré d'ambition stratégique qui dépassait largement le seul théâtre d'opération d'Ossétie du Sud.⁶²⁸ Quoiqu'il en soit, le contrôle de ce théâtre est assuré ensuite directement par l'état-major, par l'entremise des officiers des différentes branches employées.⁶²⁹ C'est donc tout le contraire du principe de « commandement de mission » prôné par la doctrine occidentale. Dans le cas qui nous occupe, c'est le général Khrouliov qui fut un des maîtres d'œuvre de la planification et de l'exécution de l'opération en Ossétie du Sud.

L'ordre de bataille a été choisi en fonction d'une formule algorithmique permettant de déterminer la corrélation des forces susceptibles de remporter une victoire, selon les estimés des forces en présence. Ces nomogrammes sont des formules permettant aussi de calculer la puissance de feu requise en termes de saturation (par l'artillerie ou l'aviation) pour une aire donnée.⁶³⁰ Comme le lecteur peut le voir en annexe, la Géorgie disposait à peine de quatre brigades mécanisées et de certaines troupes auxiliaires appartenant au ministère de l'Intérieur. Tout au plus, l'équivalent d'une division. Le système de calcul de corrélation des forces est rigide et ne laisse pas beaucoup place à l'improvisation ou à l'initiative des officiers intermédiaires. Les préparations au préalable sont donc nécessaires pour éviter les mauvaises surprises. Le but de l'exercice Kavkaz 2008, qui eut lieu quelques semaines à peine avant l'invasion de la Géorgie, était justement de flairer les pépins d'exécution.⁶³¹ La condition opérationnelle de la manière de combattre russo-soviétique est le mouvement ininterrompu. Ceci requiert le positionnement en échelon de la force, afin de s'assurer qu'un certain ratio de forces sera toujours disponible à la pointe de la colonne. La quantité de forces que la Russie a déployée pour l'attaque sur Tskhinvali représente presque trois divisions, contre les forces géorgiennes. Contrairement à la méthode occidentale qui met l'accent sur les approvisionnements logistiques et les rotations au combat, la méthode russo-soviétique des attaques par échelons fait en sorte qu'une réserve active pousse toujours derrière la pointe de la colonne, prête à appuyer ou prendre le relais si les unités de pointe étaient détruites.⁶³² Les unités que nous pourrions appeler « de manœuvre » sont basées sur les RFM.⁶³³ Ces unités sont bien entendu subdivisées en bataillons afin de couvrir la largeur de l'ordre de marche permise par le terrain. Ainsi, la masse assure un volume de feu constant tout en maintenant le rythme d'avance de la colonne.

⁶²⁶ Wardak, *The Voroshilov Lectures...*, 218. Le prérequis le plus important d'un déploiement opérationnel est qu'il puisse se faire rapidement, secrètement, et de telle manière à établir une grosse concentration de forces selon les notes de Wardak.

⁶²⁷ Ibid., 218

⁶²⁸ Pour une argumentation convaincante voir Vendil Pallin et Westerlund, «Russia's War in Georgia...» 403.

⁶²⁹ Wardak, op. cit., 225.

⁶³⁰ Lester W. Grau et Charles K. Bartles, *The Russian Way of War : Force Structure, Tactics, and Modernization of the Russian Ground Forces* (Ft. Leavenworth, KS : Foreign Military Studies Office, 2016), 51-53.

⁶³¹ Vendil Pallin et Westerlund, « Russia's War in Georgia...» 400.

⁶³² Grau et Bartles, op. cit., 128. David Glantz, *Soviet Military Operational Art : In Pursuit of Deep Battle* (Londres : Frank Cass, 1992), 229-230, William P. Baxter, *The Soviet Way of War* (Londres : Brassey's Defence Publishers, 1987), 94-95 et Labarre, « Sustainable Armor...» 106, citant Richard K. Betts.

⁶³³ A. N. Zakharov, « Development Trends of Armed Struggle, » dans *The Evolution of Soviet Operational Art 1965-1991*. H. Orenstein et D. Glantz, dirs. (Londres : Frank Cass, 1992), 345, 348-349.

Dans l'expérience occidentale, l'équilibrage d'une telle puissance de feu ne peut se faire que par l'action coalisée. En effet, nul pays démocratique ne désire l'établissement d'une structure de forces si imposante qu'elle représenterait la militarisation de toute la société. La vision de l'Alliance atlantique est de voir chacun des membres et des partenaires contribuer de manière significative à l'effort total si l'on en venait aux coups. Pourtant, le mérite de la méthode russo-soviétique semble avoir des adhérents en Occident. Ainsi, Chris Donnelly a déjà confessé que durant la Guerre froide, les armées occidentales employaient une modélisation similaire pour déterminer les besoins nécessaires à une défense efficace contre une attaque soviétique. Le degré de granularité de ces analyses a d'ailleurs influencé la conception de plusieurs pièces d'équipement, notamment les blindés et les instruments antichars.⁶³⁴ Dans le système de défense américain, quatre modèles de calcul de corrélation de forces existaient en parallèle à l'aube de l'ère post-Guerre froide et on déplorait le manque de standardisation à cet égard : « the way the U.S. Army currently computes the correlation of forces is a travesty. It is a travesty because so much emphasis has been placed on determining force ratios using relative values, best guesses, and a variety of other methods that have limited or no factual basis whatsoever. »⁶³⁵

La pensée russe n'a jamais délaissé la possibilité d'une confrontation armée offensive en dehors des paramètres reconnus des opérations de stabilisation ou de maintien de la paix conjointes qui ont tant occupé les armées occidentales. Ces dernières ont conçu des doctrines reflétant de nouveaux types de missions conjointes, mais c'est un effort que la Russie n'a pas cru bon de faire. À cet égard, lorsque la Géorgie a précipité son réarmement, elle le faisait peut-être en connaissance de cause, estimant que ses forces n'étaient ni assez nombreuses, ni assez fortement armées pour faire face à l'éventualité de la puissance russe. Dans un contexte où la Géorgie n'a aucune garantie de sauvetage par la communauté internationale, la RASD telle qu'exigée par les conditions de l'OTAN devient alors un facteur de vulnérabilité.

Ainsi donc, lorsque les quelques bataillons géorgiens parvinrent au nord de Tskhinvali, ils faisaient face à l'équivalent de près d'une division sur deux échelons; avec le 693^{ème} RFM couvrant le nord-ouest et le 135^{ème} RFM descendant par le centre-ouest de la ville. L'imagerie satellitaire de l'ONU en annexe dénote une forte concentration de feux d'artillerie et de roquettes *Grad* provenant des forces russes et des forces géorgiennes au nord de Tskhinvali, dans la banlieue de Tamarasheni. Voilà le résultat de l'approche de la corrélation des forces russe; un espace désigné pour un bombardement de saturation, destiné à choquer et à faire lâcher prise aux bataillons géorgiens, empêcher leur progression ou couvrir l'avancée du premier échelon russe.⁶³⁶

⁶³⁴ Christopher Donnelly, «The Soviet Use of History for Operational Analysis : Establishing the Parameters of Force Sustainability », dans *Transformation in Russian and Soviet Military History : Proceedings from the Twelfth Symposium on Military History at U.S. Air Force Academy 1986*, C. Reddel, dir. (Washington DC : U.S. Air Force Academy, 1990), 250. Donnelly prône ainsi le déploiement d'un certain nombre de missiles guidés anti-chars par kilomètre carré pour repousser une attaque blindée soviétique. Inversement, le gouvernement soviétique, convaincu de la caducité des canons auto-moteurs et des chars d'assaut conventionnels, ont tenté de transformer les blindés soviétiques en plateformes lance-missiles. Voir United States Marine Corps. *Soviet/Russian Armor and Artillery Design Practices : 1945-1995*. MCIA-1141-001-96, Alexandria, VA : Marine Corps Intelligence Activity, Sept. 1996, I-60.

⁶³⁵ David R. Hogg, *The Correlation of Forces : The Quest for a Standardized Model* (Ft. Leavenworth KS: School of Advanced Military Studies, mai 1993), 39. «La manière employée par l'armée américaine pour tabuler la corrélation des forces est une chimère. C'est une chimère parce que tant d'emphase a été placée sur comment déterminer des proportions de forces employant des valeurs relatives, des feuilles-de-thé et une variété d'autres méthodes qui ont des bases factuelles limitées ou inexistantes.» (Trad. Auteur).

⁶³⁶ Entrevue BLANC, Tbilissi, 26 juin 2023.

La corrélation des forces, définie comme la proportion de troupes russes vis-à-vis les forces géorgiennes était localement au moins deux contre un. La corrélation de force définie comme puissance de feu cinétique était encore une fois en faveur des Russes, qui pouvaient faire pleuvoir des charges explosives sans craindre de feu de contre-batterie de la part de l'artillerie géorgienne. L'appui de blindés est important pour forcer le passage dans un contexte urbain, mais n'ayant pas la portée ou la possibilité d'avancer au travers du barrage d'artillerie qu'on leur opposait, leur efficacité s'en trouvait annulée. La situation était meilleure sur le côté est de la rivière, sur les hauteurs de Prissi, prises par la 3^{ème} brigade géorgienne, mais l'arrivée de RFM russes en renforts allait également démontrer que le poids du nombre était une qualité en soi, même si la 3^{ème} brigade géorgienne allait tenir le coup jusqu'au 10 août. Il faut donc conclure que l'approche manœuvrière, la spécialisation et l'acquisition d'équipement de pointe à ses limites face à un ennemi qui emploie une force surnuméraire avec une puissance de feu basée sur l'artillerie de masse.

Mikhail Barabanov traçait le bilan de deux formes de doctrines contradictoires, avec un parallèle inquiétant pour les soutiens occidentaux de la Géorgie;

A clear analogy can be drawn between the fate of the Georgian Army and the collapse of the armed forces of South Vietnam in 1975. Like the Georgian Army, the South Vietnamese Army was built, trained, according to the American model and was well equipped. However, when they fought against the forces of North Vietnam, which combined local combat techniques with Soviet and Chinese organization and tactics, the outwardly impressive South Vietnamese forces proved to be much less effective than expected and fell apart after several defeats. In Georgia, as in South Vietnam, the imitation of Western methods of organization and force generation failed to match Western levels of military effectiveness.⁶³⁷

La contribution d'autres armes à l'appui de l'effort terrestre russe (H2.2)

En Ossétie du Sud, la Russie a pourtant tenté l'expérience des armes combinées dans une certaine mesure. Par exemple, elle a mis à contribution la flotte de la mer Noire, résultant en la destruction de la majorité des vaisseaux géorgiens et permettant l'invasion de la Géorgie par l'Abkhazie, ce qui força des unités géorgiennes, la veille de l'arrêt des combats en Ossétie du Sud, à se porter à la rencontre des forces russes sur ce nouveau front. Cette action a certainement accéléré la défaite géorgienne, mais n'a pas eu de conséquences directes sur le déroulement des combats entre les forces géorgiennes et russes à Tskhinvali même; sauf à la toute fin, lorsque la 4^{ème} brigade géorgienne, chassée de Tskhinvali, prit la route de Koutaïssi pour affronter les nouvelles unités russes qui s'y dirigeaient par l'Abkhazie.

Plutôt, notre hypothèse ici est que l'implication d'autres services armés russes ont contribué efficacement à la victoire finale. Pour notre propos, nous considérons ici l'usage de l'aviation russe en appui à l'effort terrestre. Les penseurs stratégiques russes étaient conscients depuis plusieurs années que le développement technologique de haute précision au service de l'aviation serait déterminant pour l'avenir.⁶³⁸ Nous avons vu comment la Russie a peiné pour développer cette ascendance technologique, mais cela ne l'a pas empêché de tenter une approche réconciliant les objectifs aériens et terrestres des opérations.

⁶³⁷ Barabanov, «The August War between Russia and Georgia,» 11. «Une analogie évidente peut être tracée entre le sort de l'armée géorgienne et l'effondrement des forces armées du Sud-Vietnam en 1975. Comme l'Armée géorgienne, l'Armée sud-vietnamienne fut construite, entraînée selon le modèle américain et était bien équipée. Cependant, lorsqu'elle vint à combattre contre les forces du Nord-Vietnam, qui alliaient des techniques de combat locales avec les méthodes et tactiques d'organisation soviétiques et chinoises, les forces sud-vietnamiennes, en apparence si redoutables, étaient en fait moins efficaces et s'effondrèrent après plusieurs défaites. En Géorgie, comme au Sud-Vietnam, l'imitation des méthodes occidentales d'organisation et de génération de force ont failli à refléter les niveaux occidentaux d'efficacité militaire.» (Trad. auteur).

⁶³⁸ Labarre, « Sustainable Armor... » 104.

Ce n'était pourtant pas une idée nouvelle. Du temps de la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique employait l'aviation comme appui rapproché des troupes au sol. Une sorte d'artillerie volante. Zakharov pensait encore en ces termes en 1991 (effectivement en augmentation de l'approche de corrélation des forces) quand il prônait une action combinée « based on massed, grouped, concentrated strikes by different combat arms. »⁶³⁹ Or, les missions confiées à la 4^{ème} armées de l'air de la Fédération de Russie n'ont pas du tout rempli cette tâche. Plutôt, les objectifs des avions russes se situaient loin (et parfois très loin) de Tskhinvali même. En fait les principaux objectifs de l'aviation russe se trouvaient à l'est de Gori, en Abkhazie orientale, et surtout à Tbilissi et au sud de Tbilissi.⁶⁴⁰

Cette approche tente de copier l'expérience de la campagne *Desert Storm* qui eut un succès si retentissant. En quelques sortes, les Russes tentaient d'appliquer la doctrine américaine de combat AirLand⁶⁴¹ qui a pour objectif de combiner les méthodes de combat en conjugant des frappes au niveau stratégique qui ne se retrouvent pas nécessairement dans le même théâtre d'opération. Les cibles touchées par l'aviation russe n'avaient aucun rapport direct avec le cours des opérations à Tskhinvali; la destruction de bases d'entraînement essentiellement vides de leur personnel n'a qu'exposé les équipages russes à des risques inutiles. Les troupes russes, probablement par souci d'éviter les pertes fratricides, ont rarement bénéficié d'appui aérien rapproché. Le moment où la 4^{ème} brigade et les blindés de la 1^{ère} brigade furent repoussés par l'action combinée du 135^{ème} et du 693^{ème} RFM constitue l'exception plutôt que la règle dans la bataille de Tskhinvali.

Ce n'est donc pas la force aérienne russe qui a le plus inquiété les fantassins et les commandants de blindés géorgiens. L'hypothèse selon laquelle l'usage de la force aérienne russe aurait accéléré la défaite géorgienne – et donc que la doctrine AirLand *dans ce cas-ci est valable* – n'est pas très soutenue si les 693^{ème} et 135^{ème} RFM ne purent compter sur l'appui de cette arme. Il est possible toutefois que l'aviation ait tenté de se substituer aux moyens de détection russes usuels qui n'étaient pas disponibles pour appuyer leurs forces terrestres durant les combats.⁶⁴²

Les forces aériennes russes auraient été avisées de tenter de neutraliser l'artillerie géorgienne, mais n'y sont pas parvenues. Les tentatives d'exécuter des opérations de manière « combinée » ont été tout au plus superficielles. La « simultanéité » des frappes relevait plus de la coïncidence que d'une planification opérationnelle attentive. D'ailleurs, il est difficile de croire qu'une telle planification ait pu avoir lieu, étant donné que l'officier en charge de la 4^{ème} Armée de l'Air, le colonel-général Aleksandr Zelin, dirigeait les opérations par cellulaire à partir de son bureau de Moscou.⁶⁴³

L'aviation est l'arme où l'application de la doctrine occidentale par la Russie semble la plus évidente. Vendil Pallin et Westerlund ont noté une évolution de la stratégie russe visible dans l'incorporation d'unités d'autres ministères dans l'opération, même si en petits nombres. Similairement, les troupes de marine et le régiment aéroporté russes donnent une fausse impression d'une opération combinée car ces unités ont été employées au sein de régiments d'infanterie ordinaires. Autrement dit, ce qui fait de ces unités des outils spécialisés n'a pas été employé en tant que tel durant l'opération d'Ossétie du Sud. Ceci permet aux auteurs de conclure que « the limited success of these elements suggests that Russian strategy has not developed beyond Soviet military thinking. There is an ambition to move towards postmodern

⁶³⁹ Zakharov, «Development Trends of Armed Struggle,» 347.

⁶⁴⁰ Thorez, «Géorgie-Ossétie-Russie. Une guerre à toutes les échelles,» 4 (Carte 2). Aussi, entrevue BLANC, Tbilissi, 26 juin 2023.

⁶⁴¹ Robert Leonhard, *The Art of Maneuver : Maneuver Warfare and AirLand Battle*. (Novato: CA: Presidio, 1994).

⁶⁴² Cohen et Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War...*, 34.

⁶⁴³ Ibid. 35.

warfare and new thinking about military strategy is taking form, but the thinking is far from becoming integrated in standard operations. »⁶⁴⁴

L'inefficacité de l'Armée de l'Air russe peut être démontrée négativement par le succès de la DCA géorgienne. C'est donc dire que l'aviation russe était inutile opérationnellement parlant, car leur choix de cible et leur destruction n'avaient aucun effet opérationnel sur le sort des Géorgiens. En conséquence, il faut conclure que la doctrine occidentale telle qu'employée par les Russes n'a pas obtenu de résultats. Toutefois, la présence présumée de l'aviation russe a limité (mais pas tout à fait éliminé) le risque de voir l'aviation géorgienne faire des sorties au-dessus de Tskhinvali.

Ayant cédé les cieux à la Russie, la riposte anti-aérienne de la Géorgie vaut la peine qu'on s'y attarde car elle témoigne d'une innovation tactique aux conséquences opérationnelles profondes. Elle manifeste également une adaptation doctrinale d'une certaine originalité que les experts occidentaux négligent souvent d'apprécier. Les entretiens entre l'auteur et les majors Japaridze, Balakhadze et Ambroladze font état d'une activité aérienne importante au-dessus de Tskhinvali durant cette période. En revanche, bien que quelques analystes russes contredisent ces observations, par exemple Makienko ne note presque aucune activité aérienne⁶⁴⁵, la plupart reconnaissent au contraire son importance. Ainsi, Alan Parastaev a confié à l'auteur qu'il y avait au plus de deux ou trois avions russes en vol au-dessus de Tskhinvali à tout moment. Il s'agit donc d'une activité importante.

L'intention russe d'appliquer certaines méthodes occidentales s'appuyait sur le calcul de la corrélation des forces et la centralisation de la planification et de l'exécution. Elle a exposé la 4^{ème} force aérienne russe au désastre. En revanche, la décentralisation de la défense anti-aérienne géorgienne démontre un réel génie pour le commandement de mission et la flexibilité d'exécution. Alors que l'organisation de la force géorgienne prévoit un complément de défense anti-aérienne pour chaque brigade d'infanterie mécanisée, ces éléments ont opéré indépendamment de leur brigade. Cette autonomie leur avait été conférée par l'équipement qui avait été acquis par la Géorgie durant les années d'avant-guerre. Les pertes aériennes russes sont dues principalement aux batteries sol-air BUK-M1 procurées auprès de l'Ukraine (voir Annexe, tableaux 1 et 3). Cependant, il faut aussi créditer les « motocyclistes » et leurs MANPAD pour la chute de quelques appareils russes. Marques Guedes prétend que la majorité des systèmes de défense anti-aérienne de la Géorgie avaient été mis hors de combat par l'infanterie russe, mais cette information n'est corroborée nulle part ailleurs.⁶⁴⁶ Nous pourrions estimer que près de 75% des pertes russes en aviation seraient attribuables à des systèmes aussi peu complexes et dispendieux que deux hommes chevauchant un véhicule récréatif tout-terrain avec un lance-missile individuel.

Si le gouvernement russe ne déplore officiellement que quatre avions abattus, Barabanov, quant à lui, recense la perte d'un Tu-22M3 *Backfire*, un Su-24MR *Fencer*, et quatre Su-25 *Frogfoot*, pour un total de 6 appareils.⁶⁴⁷ Said Aminov présume qu'au moins sept appareils ont été abattus.⁶⁴⁸ Le tribut pourrait être aussi lourd qu'une dizaine d'appareils en seulement cinq jours d'action.⁶⁴⁹

⁶⁴⁴ Vendil Pallin et Westerlund, «Russia's War in Georgia...» 404. « les succès limités de ces éléments suggèrent que la stratégie russe n'avait pas progressé depuis l'ère soviétique. Il y a un désir latent de transformer les méthodes vers des approches post-modernes et une réflexion nouvelle sur la stratégie militaire est en train de prendre forme, mais cette pensée s'intègre mal dans les opérations habituelles.» (Trad. Auteur).

⁶⁴⁵ Konstantin Matienko, «Air Farce : The Russian Air Force didn't perform well during the conflict in South Ossetia.» *Russia & CIS Observer* 4, no 23, (novembre 2008) : www.ato.ru/rus/cis/archive/23-2008. Consulté le 19 janvier 2009.

⁶⁴⁶ Marques Guedes, *The Five Day War...*, 133.

⁶⁴⁷ Barabanov, «The August War between Russia and Georgia.» 10.

⁶⁴⁸ Said Aminov, « Georgia's Air Defences in the War against South Ossetia,» *Moscow Defence Brief* 3, no.13, (septembre 2008) : 21.

⁶⁴⁹ Labarre, « Sustainable Armor... » 97 (n26).

Un indicateur des pertes encore plus lourdes est le soin que l'aviation russe prit le matin du 11 août (seulement) pour tenter de détruire les radars de contrôle aérien géorgiens près de Gori et de Tbilissi.⁶⁵⁰ Les Géorgiens avaient opté pour un usage sporadique des méthodes de détection, relayant ensuite l'information aux systèmes d'interception au sol-air assignés.⁶⁵¹ Il appert que ces pertes de l'aviation russe ont été subies alors qu'elle était à la recherche d'une artillerie et d'une défense anti-aérienne géorgiennes compétentes, disciplinées et extrêmement bien dissimulées. À la fin des combats, l'artillerie géorgienne n'avait subi presque aucune perte et avait réussi à effectuer son désengagement en bon ordre.⁶⁵²

Le bilan de l'expérience d'opérations combinées russe n'aura vraisemblablement pas été concluante, étant donné les résultats médiocres obtenus ou difficiles à mesurer (comment peut-on, en effet, juger de la performance de troupes aéroportées alors qu'elles sont déployées comme infanterie, et sujettes au contrôle direct de l'état-major?) En définitive, ce sont les Russes qui ont mal appliqué la doctrine occidentale, surtout en ce qui concerne l'aviation. Les pertes sont importantes bien entendu, mais nous en voulons comme preuve la disjonction entre l'action aérienne et les effets négligeables sur les combats dans la région de Tskhinvali.

En contraste, les Géorgiens surent adapter une organisation de la force qui ne leur était pas utile pour l'autonomie d'emploi de leurs talents de défense anti-aérienne. C'est la DCA géorgienne qui a eu des effets les plus directs sur le déroulement des combats, car son action se traduisait par la protection de la force d'artillerie géorgienne. C'est cette dernière qui, au soir du 10 août, permit aux forces géorgiennes d'effectuer un désengagement de l'infanterie et du reste des forces mécanisées. Les Géorgiens ont ici fait preuve d'une originalité pleinement en accord avec le commandement de mission, la décentralisation de l'exécution et l'approche manœuvrière prônée par la méthode otanienne. Finalement, il faut s'en remettre au constat de Bob Hamilton voulant que le nombre ait été tout simplement trop accablant pour les forces géorgiennes, peu importent la performance des combattants et la qualité des opérations.

La doctrine otanienne est inefficace (H3)

Les sections qui précèdent laissent jusqu'ici entrevoir une balance du succès favorisant l'approche doctrinale russo-soviétique. Ceci se vérifie sur le terrain et dans la théorie. Nous avons vu comment le leadership géorgien court-circuitait la chaîne de commandement opérationnelle par des décisions qui rappelaient les habitudes de contrôle russo-soviétiques, dérobant les commandants de bataillons de l'autonomie nécessaire à l'application du commandement de mission. Nous avons vu comment l'entraînement et la préparation avait permis aux forces géorgiennes d'obtenir de bons résultats tactiques, mais que le manque de temps n'avait pas permis aux réformes de s'accomplir, empêchant ainsi la création d'unités de manœuvres bien préparées et adéquates à la tâche.

Nous avons vu que des analystes occidentaux demeuraient sensibles aux avantages apparents de la méthode de planification opérationnelle russo-soviétique, mettant l'accent sur la masse et le nombre au détriment de la manœuvre. Ces habitudes de planification ont démontré leur mérite durant la bataille de Tskhinvali et ont permis aux forces russes d'obtenir les résultats stratégiques qu'ils anticipaient. Mais nous avons aussi vu les forces russes faire le pari d'appliquer certains principes (incorrectement, nous en

⁶⁵⁰ Lavrov, « Chronologie des Opérations... », 70-71.

⁶⁵¹ Entrevue BLANC, Tbilissi, 26 juin 2023.

⁶⁵² Barabanov, «The August War between Russia and Georgia,» 11, ne s'accorde pas avec cette évaluation. Pourtant, Hackett, *The Military Balance, 2008-2009*, 177, prouve le contraire; la quantité de pièces d'artillerie pour la Géorgie est virtuellement inchangée de 2008 à 2009.

convenons) propres à la doctrine occidentale – les opérations combinées. Au final, cette tentative superficielle n'apparut pas comme déterminante dans l'obtention de la victoire en faveur de la Russie.

Ces constatations nous donnent des facteurs de réponses pour expliquer la défaite géorgienne, mais ne répondent pas directement à la question de savoir si c'est la doctrine otanienne elle-même qui doit être mise en cause. En particulier, nous devons examiner si la doctrine otanienne est adéquate face à la méthode russo-soviétique de calcul de corrélation des forces. Les analyses précédentes ne font que partiellement valider certaines hypothèses. Postulant que les Géorgiens sont sérieux dans leur désir de transformation de leur appareillage de sécurité et de défense, nous devons également postuler de leur désir de remplir les conditions techniques d'adhésion à l'OTAN imposées par l'Alliance.

En l'occurrence, nous ne pouvons que conclure que, pour les raisons élicitées plus haut, les Géorgiens ont bien réformé certaines de leurs institutions politiques et administratives. Cependant, cet esprit de réforme n'a pas eu le temps de se communiquer aux forces armées et de sécurité. La planification et l'exécution de l'opération militaire dans la région de Tskhinvali ne relevaient que partiellement de l'application de principes otaniens de manœuvre et du commandement de mission. La performance des FAG durant la bataille de Tskhinvali implique donc une doctrine inadéquate ou bien une doctrine relativement adéquate exécutée incorrectement. Ce sont ces deux dernières hypothèses que nous considérons ci-dessous.

Relativement aux objectifs visés et aux circonstances, la doctrine de combat occidentale est incomplète ou immature (H3.1)

Pour déterminer la seconde partie de cette hypothèse, il faut d'abord définir ce qu'on entend par « objectifs visés » et par « circonstances ». D'emblée, l'analyste est confronté à un dilemme concernant les buts. La documentation disponible laisse entrevoir que l'intention principale de la Géorgie était de réintégrer l'Ossétie du Sud par l'arrestation ou la neutralisation des autorités séparatistes à Tskhinvali et à Djava. Essentiellement, donc, de rétablir l'ordre constitutionnel de la Géorgie.⁶⁵³ Or, les déclarations faites par la diplomatie géorgienne à la Commission Tagliavini suggèrent que l'opération militaire entreprise par la Géorgie n'était destinée qu'à riposter à l'invasion russe.

Nominalement, une telle dichotomie serait problématique au niveau de l'analyse stratégique car il s'agit de deux objectifs stratégiques différents. L'un implique la résolution d'un problème interne (le séparatisme et la dissidence violente) et l'autre renvoie à la survie même de l'État (la violation des frontières et l'invasion). Cependant, au niveau opérationnel, la condition essentielle du succès dans un cas comme dans l'autre, demeure tout de même le contrôle de Tskhinvali et de la région au nord-est, de la route menant à Djava et, au-delà, vers l'entrée du tunnel de Roki. Isoler la région de Tskhinvali est donc l'objectif opérationnel essentiel à l'un et l'autre but stratégique. Cependant, c'est la manière selon laquelle cet objectif opérationnel est mis en œuvre qui nous intéresse – la doctrine elle-même. C'est ici qu'il nous faut considérer les circonstances de l'action à engager.

En tant que guide à l'action, une doctrine doit tenter d'inclure le plus précisément possible les circonstances avec les plus hautes probabilités de se matérialiser. Dans le cas qui nous occupe, les FAG avaient à faire face à des environnements opérationnels particuliers – l'action militaire en terrain montagneux et également en zones bâties. Ces particularités dictent quels aspects de la doctrine sont mis en application. Notre analyse porte donc sur ce que l'approche otanienne recommande relativement à l'emploi de forces terrestres dans ces environnements. On note immédiatement que la géographie du

⁶⁵³ Rédaction, «The Chronicle of a Caucasian Tragedy,» *Der Spiegel*, 25 août 2008, <https://www.spiegel.de/international/world/road-to-war-in-georgia-the-chronicle-of-a-caucasian-tragedy-a-574812.html>. Consulté le 8 juillet 2023.

terrain ne permet pas de se déplacer vers le nord sans passer par Tskhinvali. La ville elle-même et ses approches à partir du nord constituent donc les objectifs opérationnels des FAG.

Nos recherches indiquent que la doctrine occidentale semble être d'un piètre secours pour une telle opération. Par exemple, AJP 3.2 *Allied Joint Doctrine for Land Operations*, et ATP 3.2.1 *Allied Land Tactics*, ne consacrent que cinq pages chacune aux défis liés aux opérations en milieu urbain, et à peine plus pour les opérations en montagne. Le manuel de campagne de l'Armée américaine FM 3.06-11 *Combined Arms in Urban Terrain* lance un avertissement : « if the tactical situation allows, the commander should avoid attacks on urban areas. »⁶⁵⁴ Le Centre des Leçons retenues de l'Armée canadienne abonde dans le même sens et signale que les forces occidentales sont mal préparées pour la recrudescence des combats urbains à venir ; « une des principales caractéristiques de notre civilisation est la hausse sans cesse croissante de la population urbaine. L'établissement urbain... a rendu presque impossible l'ancienne doctrine... militaire d'éviter, de contourner et d'isoler le terrain urbain. »⁶⁵⁵

Cette observation émise en 2002 fait suite à près d'une décennie d'intervention en soutien à la paix en ex-Yougoslavie sous l'égide de l'ONU ou de l'OTAN. Elle précédait les deux décennies d'intervention qu'allaient vivre les forces occidentales vouées à la lutte au terrorisme. Jusque-là l'expérience des pays de l'OTAN dans des opérations urbaines contemporaines était quasiment inexistante. La doctrine de l'époque (celle disponible durant la guerre des Cinq Jours) met l'emphase sur l'action combinée et le caractère multinational de l'exécution d'une mission sanctionnée par la communauté internationale. Dans la majorité des cas, la doctrine traite la population comme d'un parti innocent, indifférent ou potentiellement sympathique aux forces déployées à leur aide. L'extrémisme dans les scénarios considérés par la doctrine est minoritaire. Ce n'est qu'avec l'opération *Iraqi Freedom* que les Américains et leurs alliés ont goûté à la réalité de l'insurrection en milieu urbain.⁶⁵⁶

Les FAG ont éprouvé une situation similaire à petite échelle : une population hostile, hautement mobilisée et appuyée par des agents russes, dont des membres de la JPKF, était déterminée à refouler une force militaire perçue comme occupante. La doctrine occidentale est à peu près muette sur de telles circonstances. Le besoin de concevoir des plans – et éventuellement mettre la doctrine à jour a bien été réalisé au début des années 2000, car jusque-là, l'exécution d'opérations urbaines ne pouvait compter que sur une expérience historique relativement ancienne. C'est le drame de l'invasion russe de Grozny en Tchétchénie qui a frappé l'imaginaire des concepteurs militaires et qui est venu enrichir la connaissance générale des opérations urbaines contemporaines.⁶⁵⁷ Bien que la campagne russe de Tchétchénie soit un contre-exemple, elle est toutefois porteuse d'enseignements précieux. Il devenait urgent d'entreprendre une mise à jour compréhensive de la méthode occidentale d'engager des combats urbains. Les armées américaines et canadiennes se sont attelées à la tâche, mais un bref historique de ces efforts de mise à jour suggère que les enseignements qui en ont découlé ne furent même pas disponibles à temps pour les forces géorgiennes en 2008.

Le Canada fut parmi les premiers à tenter de corriger ses lacunes doctrinales en procédant à l'exercice URBAN RAM en 2001. Il s'agissait du plus important exercice du genre depuis la Seconde Guerre

⁶⁵⁴ Secretary of the U.S. Army, *Combined Arms in Urban Terrain*, para. 4.2 b). « Si la situation tactique le permet, le commandant devrait éviter de devoir à combattre en milieu urbain. » (Trad. Auteur).

⁶⁵⁵ Centre des Leçons retenues de l'Armée canadienne, *Dépêches...*, 4.

⁶⁵⁶ Peter W. Wielhouwer, *Preparing for Future Joint Urban Operations : The Role of Simulations and the Urban Resolve Exercise*, Étude réalisée par General Dynamics Advanced Information Systems pour le compte de US JFCOM Command and Operations Group/J9 (2005), 6.

⁶⁵⁷ Centre des Leçons retenues de l'Armée canadienne, op. cit., 45.

mondiale.⁶⁵⁸ Cet exercice reflétait un besoin croissant mais qui tardait à se réaliser en termes de capacité d'entraînement. Une prise de conscience se faisait, ce qui se remarque dans de nombreux articles savants qui exigeaient qu'on mette plus d'emphasis sur les opérations en zones urbaines.⁶⁵⁹ Un certain retard conceptuel avait donc été accumulé, mais les autorités des Forces canadiennes avaient déjà créé un groupe de travail chargé d'étudier ces questions. Il émit son rapport en mai 2002⁶⁶⁰, mais ce n'est que 20 ans plus tard que le gouvernement du Canada se décida à doter ses Forces des infrastructures d'entraînement nécessaires à la tâche.⁶⁶¹ Il est donc peu probable que les idées canadiennes aient pu influencer toute doctrine otanienne alors en développement, qui aurait pu à son tour influencer sur les choix géorgiens.

Aux États-Unis, une véritable industrie vouée à sensibiliser les décideurs et planificateurs militaires se mobilisa pour identifier et corriger les lacunes les plus graves des forces américaines qui seraient appelées à opérer en zone urbaine. *Military Operations in Urban Terrain : A Survey of Journal Articles*, un rapport de synthèse recensant une cinquantaine de cas de combats urbains (dont certains très récents, de 1995 à 2000) fut publié en octobre 2000. Le rapport concluait que les capacités de combat urbain des forces américaines étaient inadéquates, tout comme les infrastructures d'entraînement.⁶⁶² En 2003, le Département de la Défense américain désignait la Joint Force Command (US JFCOM) en tant qu'agence responsable de l'amélioration des capacités de gestion et d'exécution d'opérations en milieux urbains. Les innovations conceptuelles générées par cette agence s'éloignent définitivement d'« operations that use massed confrontation, attrition, contiguous and sequential tactics, to operations that are information-based, using discriminate power projection, measured effects, and overmatching power. »⁶⁶³ Le Joint Urban Operations Office, créé par JFCOM, comptait entreprendre une série d'exercices complexes pour tenter de générer une nouvelle doctrine. L'horizon d'exécution de ce programme visait la période de 2015 à 2020.⁶⁶⁴ Il faut conséquemment concéder que la pensée américaine n'était pas à même d'influer sur la création d'une doctrine otanienne pour les opérations urbaines contemporaines. D'ailleurs le Bureau de Recherche technologique de l'OTAN était lui aussi aux prises avec les mêmes questions, au même moment.

En avril 2003, *Urban Operations in the Year 2020* envisageait le développement doctrinal pour un avenir relativement lointain. Cependant, le rapport reconnaissait l'urgence de sensibiliser les pays membres de l'OTAN à l'élaboration de méthodes d'incorporation de nouvelles capacités techniques; « the most urgent critical organisational requirement is to create an executive focus for these operations within NATO (SHAPE) to bring the urban environment into the mainstream of research and operational development including requirements, budgeting, system development, concept development and

⁶⁵⁸ G. S. Barton, *An Urban Operations Training Capability for the Canadian Army* (Dissertation pour le cours du Collège des Forces canadiennes (CCEM 31), 29 avril 2005), 36. Voir aussi Centre des Leçons retenues de l'Armée canadienne, *Dépêches...*, 6.

⁶⁵⁹ R. D. McIlroy, «A Requirement of Increasing Emphasis in Urban Operations,» *CFC Review* (2004) : 143-179.

⁶⁶⁰ Barton, op. cit., 6.

⁶⁶¹ *Feuille d'Érable*, «Lancement d'un Entraînement de Pointe pour les Forces armées canadiennes en vue d'Opérations en Zones urbaines,» (23 mars 2022) : <https://canada.ca/fr/ministre-defense-nationale/feuille-derable/defense/2022/03/entrainement-fac-operations-zone-urbaines.html>. Consulté le 17 août 2023.

⁶⁶² D. Robert Worley, Alec Wahlman, Dennis J. Gleeson, *Military Operations in Urban Terrain : A Survey of Journal Articles*, IDA document IDA-2125 (Alexandria VA : Institute for Defense Analyses, octobre 2000), S-2.

⁶⁶³ Wielhouwer, *Preparing for Future Joint Urban Operations...*, 9. Notons le clin d'œil à l'approche russo-soviétique ici. «d'opérations qui emploient un choc frontal, l'usure, des tactiques contigues et séquentelles, à des opérations basées sur l'information, projetant la puissance de feu de manière discernante, des effets mesurables et une puissance irrésistible.» (Trad. Auteur).

⁶⁶⁴ *Ibid.*, 10.

experimentation. »⁶⁶⁵ Le groupe d'étude a évalué la valeur opérationnelle de la doctrine contemporaine et du concept « Understand, Shape, Engage, Consolidate, Transition » (USECT)⁶⁶⁶ proposé par le bureau des Joint Urban Operations de USJFCOM et a recommandé d'adopter ce concept comme cadre analytique pour l'Alliance « as the basis for all further development of concepts and doctrine for urban operations. »⁶⁶⁷

Il est intéressant de noter l'influence intellectuelle américaine en action et la voir se transférer d'un produit national à un auditoire international. Quoiqu'il en soit, avant que ces principes ne soient adoptés, il faut que l'Alliance se prononce non seulement sur la valeur des concepts au niveau des ambassadeurs et du Comité militaire, mais également sur l'idée de prioriser l'étude des combats urbains et la génération d'une nouvelle doctrine. En conséquence, il est manifeste que ces concepts n'ont pu être intégrés dans la doctrine otanienne et étaient probablement en gestation dans la doctrine américaine. Donc, il s'agit de concepts qui étaient balbutiants et qui n'ont probablement pas été transmis aux agences géorgiennes responsables pour intégration à la doctrine nationale. Naturellement, les forces géorgiennes n'ont pu être exposées non plus. Une doctrine adaptée à ce que les FAG devaient avoir à endurer en 2008 était donc indisponible pour guider la planification et l'action.

Les documents doctrinaux auxquels les FAG avaient accès, tels que ceux que nous avons cités précédemment, offrent certains points de départ conceptuels, mais les contradictions qu'ils renferment se seraient révélées lors d'exercices voués à l'amélioration des capacités géorgiennes. Or nous avons noté plus haut que les opportunités de préparation et d'entraînement des FAG ne s'accordaient pas avec les ambitions géorgiennes. Seul le test de l'action a permis de révéler les limites de la doctrine contemporaine.

Par exemple, lorsque la 4^{ème} brigade s'est élancée à l'assaut de Khetagourovo, puis a traversé la bourgade de Tbeti, pour arriver à Tskhinvali par l'ouest à la hauteur de la gare, elle a dû transiter par deux environnements opérationnels différents. La 4^{ème} brigade a dû probablement faire des choix difficiles au moment de laisser derrière elle un environnement montagneux pour pénétrer dans un environnement urbain, notamment en termes d'organisation de l'ordre de déplacement des troupes. Heureusement, la doctrine occidentale est sensible à un tel dilemme : « because of the limited scope of movement, changing the combat organisation after the initial movement is complicated. »⁶⁶⁸ Fort bien que le document nous avertisse de ces complications possibles, mais la doctrine ne propose pas de remèdes.

Entre un terrain urbain et un terrain montagneux, il y a certaines différences que la doctrine reconnaît. Cependant, elle souligne que si les montagnes peuvent inclure des zones habitées, les municipalités d'importance se situent généralement dans les vallées.⁶⁶⁹ Aucune surprise dans cette observation, mais

⁶⁶⁵ Research and Simulation Panel Study Group, *Urban Operations in the Year 2020*, RTO-CR-071 (Neuilly-sur-Seine : NATO Research and Technology Office, avril 2003), 39. «le besoin organisationnel critique le plus urgent est de focaliser l'attention exécutive de ces opérations au sein de l'OTAN (SHAPE) afin de populariser l'environnement urbain dans la recherche et le développement opérationnel, incluant les budgets, le développement de systèmes et de concepts, et l'expérimentation.» (Trad. Auteur).

⁶⁶⁶ «Comprendre, Façonner, Foncer, Consolider, Transitionner.» (Trad. Auteur).

⁶⁶⁷ L'influence écrasante de la pensée américaine sur les concepts otaniens ne date pas d'hier; Bihan et Lopez, *Conduire la Guerre...*, 71-72. «...l'usage actuel 'd'art opérationnel' est généralement le fait d'auteurs qui fondent leur compréhension du concept sur la littérature américaine et 'otanienne'. Laquelle traduit la conception que s'en fait la doctrine des forces armées des États-Unis, et d'abord de l'U.S. Army...» Voir aussi Research and Simulation Panel Study Group, *Urban Operations in the Year 2020*, iv, 40. «en tant que pierre de touche pour le développement futur de concepts et doctrines d'opérations urbaines.» (Trad. Auteur).

⁶⁶⁸ OTAN, *Allied Land Tactics*, para. 09109. «Parce que l'espace de mouvement est limité, altérer l'organisation de combat après le mouvement initial est compliqué.» (Trad. Auteur).

⁶⁶⁹ Ibid., para. 09107.

dans le même souffle elle suggère aussi que les blindés sont mieux employés dans les vallées et les couloirs que dans les hauteurs et que les environnements montagneux devraient demeurer le domaine de forces légères et spécialisées.⁶⁷⁰

À cet égard, un canyon fait de rocs ou un canyon formé d'édifices ne représente pas une grande différence. Les villes sont « the post-modern equivalent of jungles and mountains... »⁶⁷¹ Le milieu urbain devient alors un terrain « rapproché » et l'emphase doit être mise sur la prise de certaines sections de ce terrain pour espérer établir une forme de contrôle; les intersections, les sorties de vallées ou de canyons etc.⁶⁷² Et ce contrôle ne peut être confié qu'à des troupes légères. Or, sans soutien rapproché (procuré par les blindés), ces troupes sont vulnérables aux tireurs embusqués. Le bond d'imagination requis pour percevoir un milieu urbain comme étant une autre forme de paysage montagneux n'est pas au-dessus des capacités des planificateurs géorgiens. Il est toutefois douteux qu'ils aient eu l'opportunité de faire ce bond dans le court laps de temps dont ils disposaient pour planifier leurs opérations. Nous pouvons affirmer que la doctrine est sympathique aux défis posés par les exigences de transition d'un terrain à l'autre, mais elle donne peu de suggestions pratiques pour résoudre ces dilemmes opérationnels.

Les FAG qui ont pris Tskhinvali d'assaut par Khetagourov ont tout d'abord procédé à une préparation par l'artillerie pour appuyer l'approche des fantassins embarqués. La rapidité du tempo des opérations a nécessité l'usage d'un convoi blindé composé de telle manière à pouvoir saisir les petites bourgades et ensuite foncer à travers Tskhinvali, pour clore par le nord de la ville à Tamarasheni, au moins, et, au mieux, saisir les jonctions de Gupta et si possible Djava. Les Géorgiens semblent avoir eu de la chance le 8 août car leurs unités auraient très bien pu se faire prendre au piège. Normalement, une transition entre la sortie des montagnes aurait dû permettre à l'infanterie de descendre, avancer au contact sous couvert des blindés en mouvement, alors que les chars demeuraient en retrait (hors de portée des tireurs d'élite et des RPG-7). On veut ainsi éviter un affrontement d'attrition.⁶⁷³

L'approche manœuvrière vise à fracasser non pas l'ennemi, mais sa cohésion : « just as tactical manoeuvre seeks to gain a *physical* position of advantage over the enemy through a combination of fire and movement, the manoeuvrist approach seeks to gain a position of *psychological* advantage over the enemy by attacking vulnerabilities and avoiding strengths. »⁶⁷⁴ La rapidité de locomotion a donc eu des résultats déterminants pour le succès géorgien des premières heures.

Pour maintenir cette célérité, l'ordre de bataille doit pouvoir allier agilité et rapidité.⁶⁷⁵ Cependant nul document doctrinal n'indique comment obtenir cet alliage. Au contraire, si les FAG s'étaient attardés à observer l'exactitude de la doctrine américaine, ils auraient vite compris la contradiction entre les principes de rapidité d'action et de sécurité de la force qui exige une approche en phases. « Tanks may support by fire when lead units are seizing a foothold. During the attack of an urban area, tanks overwatch the infantry's initial assault until an entry into the area can be secured. Tanks are supported by infantry organic weapons to suppress enemy strongpoints while they move into overwatch position. »⁶⁷⁶

⁶⁷⁰ OTAN, *Allied Land Tactics*, paras. 0313, 0334 et 0335 b), et OTAN, *Doctrine for Land Operations*, para. 135.

⁶⁷¹ Barton, *An Urban Training Capability...*, 1, citant Peters. «l'équivalent post-moderne de jungles et de montagnes.» (Trad. Auteur).

⁶⁷² OTAN, *Doctrine for Land Operations*, Annexe A, para. A 137.

⁶⁷³ Bill S. Lind, *Maneuver Warfare Handbook*, (Boulder, CO : Westview Press, 1984), 20-21.

⁶⁷⁴ OTAN, op. cit., para. 3.1. Italiques de l'auteur. «tout comme la manœuvre tactique vise à prendre une position physique avantageuse sur l'ennemi par une combinaison de feux et de mouvement, l'approche manœuvrière vise à prendre une positions psychologique avantageuse sur l'ennemi en attaquant ses vulnérabilités et en évitant ses points forts.» (Trad. Auteur).

⁶⁷⁵ Ibid., para. 3.15.

⁶⁷⁶ Secretary of the United States Army, *Combined Arms Operations in Urban Terrain*, para. 4-4 b) 1), «Les chars peuvent appuyer de leur feu les unités de pointe qui se saisissent d'une tête de pont. Durant l'attaque d'un

Notons que cette proposition ne précise pas clairement qui doit appuyer qui. De toute manière, cette approche ne semble pas avoir été nécessaire pour les Géorgiens le premier jour.

L'approche occidentale a sans doute inspiré les planificateurs géorgiens (comme on peut le déceler dans la présentation des « ordres opérationnels » en annexe). Dans ce cas-ci, suivre la doctrine à la lettre aurait signifié garder un ordre de bataille permettant la réduction des villages de Khetagourov et de Tbeti très rapidement, pour ensuite fondre sur Tskhinvali. Mais la doctrine ici (surtout américaine) semble dicter une pause opérationnelle délicate pour réorganiser la force pour le combat urbain. Cette réorganisation n'a pas été nécessaire dans le cas géorgien. Les Géorgiens n'avaient pas le choix d'entrer en ville. La doctrine américaine privilégie également l'appui de troupes de génie incorporées à l'unité d'assaut, ce dont les Géorgiens disposaient (voir tableau 1), car une fois en ville, les troupes opèrent dans un environnement en trois dimensions. La neutralisation de menaces en hauteur prend également beaucoup de temps (si l'on veut aussi observer les impératifs de préserver les infrastructures civiles intactes) car les canons des chars et des transports de troupes blindés n'ont pas l'élévation suffisante pour neutraliser des points en hauteur de manière précise et discriminante.⁶⁷⁷ Il faut faire appel aux sapeurs et aux fantassins, de pâtés en pâtés.⁶⁷⁸ Toute agilité est ainsi perdue. Pourtant la doctrine prône à la fois rapidité et circonspection, sans jamais réconcilier les deux.

La doctrine ainsi présentée aurait pu aussi compliquer la planification des opérateurs de la 3^{ème} brigade, chargée de saisir les hauteurs de Prissi, à l'est de Tskhinvali. Contrairement à la 4^{ème} brigade, la 3^{ème} brigade n'a qu'un type d'environnement avec lequel composer. Sa position était pratiquement à flanc de montagne, et le mérite de la 3^{ème} brigade fut de maintenir sa position jusqu'au 10 août. Cette performance a été facilitée par la nature du terrain: « mountainous terrain may allow a defence in depth, with deep engagement areas that allow an adversary to advance through low ground, be fixed by obstacles, mounted units and armour to the front and then engaged by fire throughout the adversary's depth from higher ground from the flanks. »⁶⁷⁹ Cette partie de la doctrine semble faire abstraction du fait que les zones bâties se situent normalement en vallées. Tskhinvali pourrait représenter l'obstacle au déploiement des troupes russes dans ce paragraphe. La position de la 3^{ème} brigade est donc bien choisie. Gott présume pour sa part que l'approche russo-soviétique compte sur les milieux urbains pour attirer l'adversaire à sa perte. Des unités russes ou sympathiques aux Russes pourraient donc avoir servi d'appât à la 4^{ème} brigade, pour créer des conditions de défense en profondeur, mais en milieu urbain plutôt que montagneux.⁶⁸⁰

On note immédiatement une incohérence doctrinale ici. Un adversaire doit procéder par une vallée dans laquelle des feux générés à partir des hauteurs, l'auront canalisé, soit. Parmi les moyens pouvant faire obstacle à l'ennemi, on compte aussi sur la présence des chars et des blindés à la pointe. Alors qu'une ville peut couvrir toute la vallée. Comment organiser la force de sorte à ce que des blindés puissent s'opposer à l'envahisseur alors que la doctrine recommande qu'ils se tiennent en retrait en milieu

endroit urbain, les blindés doivent surveiller l'assaut initial de l'infanterie jusqu'à ce qu'une percée soit assurée. Les blindés sont appuyés par les armes comprises dans leur unité pour réduire les points forts ennemis tandis qu'il se déplacent en position de surveillance.» (Trad. Auteur). Voir aussi Centre des Leçons retenues de l'Armée canadienne, *Dépêches...*, 17.

⁶⁷⁷ Kendall D. Gott, *Breaking the Mold : Tanks in the Cities* (Ft. Leavenworth, KS : Conflict Studies Institute Press, 2006), 80 et Centre des Leçons retenues de l'Armée canadienne, *Dépêches...*, 18.

⁶⁷⁸ Secretary of the United States Army, *Combined Arms Operations in Urban Terrain*, para. 4-4 c) et para. 1-6 h), OTAN, *Allied Land Tactics*, para. 0574 a) et OTAN, *Doctrine for Land Operations*, annexe A, para. A 6 a).

⁶⁷⁹ Ibid., Annexe A, para. A 146. «Du terrain montagneux peut permettre une défense en profondeur, avec des points de contact profonds qui permettent à l'adversaire de se déplacer en terrain sousbaissé, d'être fixé par des obstacles, des unités embarquées avec des blindés en pointe et ensuite le soumettre au feu tout le long de sa profondeur d'approche par les flancs.» (Trad. Auteur).

⁶⁸⁰ Gott, *Breaking the Mold...*, x.

urbains? C'est un dilemme évident pour les planificateurs, mais il est nécessaire de faire ressortir de telles incohérences là où elles apparaissent. L'usage dont les Géorgiens ont fait de l'artillerie semble avoir été assez judicieux pour appuyer les troupes du Ministère de l'Intérieur et du bataillon blindé autonome qui s'avançaient à la rencontre du 135^{ème} et 503^{ème} RFM par l'avenue Staline. L'imagerie satellitaire UNOSAT révèle qu'effectivement de nombreux feux ont éclaté le long de l'avenue, c'est-à-dire dans la profondeur de progression des troupes russes. Ce résultat n'est pas surprenant étant donné que la doctrine guide également l'action manœuvrière de l'artillerie: « only by destroying key battlefield functions in the enemy deployment will friendly forces be able to launch an attack with reasonable chance of success. »⁶⁸¹ Il semble toutefois que l'approche russo-soviétique d'opposer la masse à la manœuvre ait eu plus de succès, car rien ne pouvait freiner l'avancée russe au 10 août.

Bien que l'artillerie eut effectivement bien appuyé les 3^{ème} et 4^{ème} brigades dans leurs secteurs de responsabilité respectifs, il faut noter certaines incohérences sémantiques. La doctrine met l'emphase sur le « contrôle » de certaines sections-clés de terrain, comme des couloirs ou des intersections.⁶⁸² Dans d'autres cas, comme celui de la 3^{ème} brigade, l'action de l'artillerie devrait soutenir la défense en profondeur. Dès que les Géorgiens eurent compris qu'ils devaient changer de posture d'offensif à défensif, ils auraient employé l'artillerie afin d'empêcher l'avancée russe. Néanmoins, même si ceux-ci procédaient selon une avenue exigüe, ils ne furent pas stoppés.

La doctrine manifeste donc certaines faiblesses et ces faiblesses étaient connues des analystes. Ces derniers s'en sont remis, au début des années 2000, à concevoir l'action en milieu urbain au diapason de l'expérience historique non augmentée par un entraînement plus rigoureux. Dans un article de *Parameters* reproduit pour l'ouvrage *Block by Block : The Challenge of Urban Operations*, Ralph Peters lamente que les forces américaines ne soient pas à l'époque « doctrinally, organisationally, or psychologically prepared, nor... trained and equipped for a serious urban battle, and... must task organize radically even to conduct peacekeeping operations in cities. »⁶⁸³

Les historiens et les analystes ne s'accordent pas sur les conclusions les plus élémentaires. L'expérience historique démontre que l'usage de blindés en zones urbaines ne permet pas de généralisations suffisantes pour informer la doctrine.⁶⁸⁴ Kendall Gott, pour sa part, s'empresse de préserver le rôle des blindés en milieux urbains, disant que « the vulnerability of armor in cities is proven to be overestimated and outweighed by the ability of the tank to bring its heavy firepower to the urban fight. »⁶⁸⁵ Une telle conclusion fait abstraction de l'expérience russe à Grozny, une expérience qui a pourtant cristallisé l'opinion professionnelle à l'encontre de l'usage de blindés en ville. Ainsi les pays de l'OTAN semblent avoir préféré s'en tenir à une doctrine très générale, malgré les quelques succès probants de combats urbains impliquant des chars d'assaut, comme l'expérience israélienne à Beyrouth en 1982. Cependant, ces succès outre-mer n'influencèrent pas la doctrine américaine et, par-là, la doctrine otanienne.⁶⁸⁶

⁶⁸¹ OTAN, *Allied Land Tactics*, para. 0579. «Les forces amies ne pourront lancer une attaque avec des chances raisonnables de succès seulement en détruisant les fonctions de campagne clés au déploiement de l'ennemi.» (Trad. Auteur).

⁶⁸² Ibid., annexe A, para. A 134, aussi para. 09112 a).

⁶⁸³ Ralph Peters, «Our Soldiers. Their Cities,» dans *Block by Block : The Challenge of Urban Operations*, W. G. Robertson et L. A. Yates, dirs. (Ft Leavenworth, KS : US Army Command and General Staff College Press, 2003), 455. «(ni) doctrinalement, organisationnellement ou psychologiquement préparées, ni... entraînées et équipées pour une bataille urbaine sérieuse et... doit même s'organiser radicalement pour la conduite de missions de paix en villes.» (Trad. Auteur).

⁶⁸⁴ Centre des Leçons retenues de l'Armée canadienne, *Dépêches...*, 18.

⁶⁸⁵ Gott, *Breaking the Mold...*, ix. «Les vulnérabilités des chars en milieux urbains sont exagérées. La puissance de feu qu'un char peut amener dans un combat urbain fait contrepoids.» (Trad. Auteur).

⁶⁸⁶ Ibid., 67.

La doctrine porte à confusion quand elle tente de promouvoir l'approche manœuvrière sans vraiment la définir. Cette confusion est d'autant plus exacerbée quand des principes sont mis en opposition. La philosophie opérationnelle privilégie l'approche manœuvrière, soit.⁶⁸⁷ Le commandant de la force doit aussi articuler ses plans en fonction d'une intention, de manœuvres et de gestion du théâtre d'opérations claires.⁶⁸⁸ Mais la doctrine recommande de tenir compte des combats en terrains rapprochés. Dans de telles circonstances, les opportunités de manœuvre se trouvent réduites à cause de la géographie architecturale de l'environnement et de l'action de l'infanterie qui doit persévérer dans son avance un édifice à la fois.⁶⁸⁹ De plus, le 10 août, les forces russes occupaient tout le front de la vallée, avec le 693^{ème} RFM à l'ouest, les 135^{ème} et 503^{ème} RFM au centre, et les 70^{ème} et 71^{ème} RFM à l'est. Les Géorgiens n'avaient pas la possibilité de déborder les flancs russes non seulement à cause de la structure des forces qui les opposait, mais aussi à cause des obstacles géographiques. Enfin, le centre de l'effort géorgien, essentiellement composé de troupes du ministère de l'Intérieur, était moins bien garni.

La doctrine otanienne est conçue pour les cas où le rythme d'opération est sous contrôle ami. Les principes de planification s'appuient sur ce postulat. La doctrine fait bien une distinction entre une posture offensive et une posture défensive, et propose aussi que le commandement de mission – le style de commandement des unités tactiques – puisse promouvoir l'unité d'effort dans toutes les opérations majeures qui combinent des éléments offensifs et défensifs exécutés simultanément sur de multiples échelons.⁶⁹⁰ Une formulation si générale ne peut que pécher par ambiguïté, elle devient alors d'une utilité douteuse.

La doctrine otanienne était à la fois indisponible et incomplète – sinon contradictoire – pour que les planificateurs des FAG puissent s'en inspirer pour concevoir leurs plans d'opération. Ils n'ont pu en conséquence isoler Tskhinvali, former l'engagement et consolider leur présence dans le théâtre d'opérations. Et ce, même si les FAG ont bien appliqué la doctrine!

La doctrine otanienne n'a pas été appliquée à bon escient (H3.2)

Les ordres opérationnels rédigés par le major Kalandadze constituent un bon point de départ pour évaluer la performance des FAG relativement à la doctrine à laquelle les forces géorgiennes auraient été vraisemblablement exposées. Nous ne faisons pas de distinction entre la version « authentique » soumise par la Géorgie et la version « contrefaite » soumise par la Russie à la Commission Tagliavini. Les deux documents comportent des lacunes qui rendent l'exécution de toute mission difficile. La formulation des consignes ressemble beaucoup à ce qu'un officier d'état-major formé aux méthodes otaniennes produirait. Les intentions du commandant, l'attachement du rédacteur à la protection des infrastructures civiles et le degré de détail sont indicatifs d'une approche privilégiant le commandement de mission.⁶⁹¹ Sur papier, on croirait que la RASD a bien été accomplie et les principes otaniens bien intégrés aux niveaux tactique et opérationnel. L'heure estampillée sur le document numéro 1 (01h30 le 7 août) et celle du document numéro 2 (05h15 le 7 août) ne précèdent que de 24 heures le début des combats, ce qui appuie l'hypothèse d'un manque de temps de préparation. Si cependant les Russes avaient voulu convaincre la Commission Tagliavini que la Géorgie préparait son coup depuis des lunes, le faussaire aurait mieux fait de mettre une date encore plus antérieure au document. Dans la même ligne de pensée, si la Géorgie avait réellement planifié son coup de longue date, ou bien si la Russie avait voulu convaincre la communauté internationale de la préméditation géorgienne, la section 3 a) « Commander's Critical Information Request (CCIR) » ne serait pas restée vierge. On tente de nous faire croire qu'à la

⁶⁸⁷ OTAN, *Allied Land Tactics*, paras. 0150, 0153 et OTAN, *Doctrine for Land Operations*, para. 3.1.

⁶⁸⁸ Ibid., para. 0402.

⁶⁸⁹ Ibid., paras. 0933, 0611 f) (2) et (3). Voir aussi Gott, op. cit., 105.

⁶⁹⁰ Ibid., para. 066.

⁶⁹¹ Voir Annexe, Document 2, point 3.

veille d'une attaque imminente, les FAG n'avaient à peu près rien exécuté en termes de collecte de renseignement humain.

Dans l'optique des ordres opérationnels « contrefaits » par les autorités russes, le commandant de la 4^{ème} brigade n'avait aucune idée des obstacles ou conditions possibles qu'il devait affronter. Il ne savait pas qui pourrait appuyer les séparatistes, où sont les caches d'armes principales, où l'ennemi aurait intérêt à engager le combat et, finalement, qui sont les personnes les plus influentes chez l'ennemi, susceptibles d'affecter le théâtre d'opérations. Ce sont d'intéressantes questions à poser quand la partie russe insiste pour dire que la Géorgie a prémédité son invasion. L'absence de questionnement, au contraire, invite à croire plutôt en l'absence de préméditation.

On note aussi des lapsus graves qui laissent croire à une falsification. À deux reprises dans le texte de cet ordre opérationnel, les « anti-séparatistes » sont identifiés comme « hostiles », ce qui ne fait aucun sens. Un des objectifs cités par l'ordre opérationnel est « to identify *anti-separatist* forces in the region ». Au point 3 a), alinéa 1), on demande quels « assets/methods/techniques may be used by *anti-separatist* forces to destabilise the situation in the region. »⁶⁹² Répétée deux fois, il est improbable que cette erreur eut été causée par la fatigue ou le surmenage des officiers de l'état-major géorgiens, ce qui alimente la thèse d'un faux. Néanmoins, le document ordonne que du travail de reconnaissance soit exécuté seulement pour permettre à la 4^{ème} brigade d'être déployée au point de rassemblement.⁶⁹³

De l'avis du premier sous-ministre des Affaires étrangères géorgien Giorgi Bokeria, recensé dans une note adressée à la commissaire Tagliavini, les ordres opérationnels factices, présentés par la Russie, et les ordres opérationnels « authentiques » qui furent remis par la Géorgie, dénotent tous l'emploi de la structure de présentation de l'information en conformité avec le manuel de campagne américain FM 101-5.⁶⁹⁴ C'est donc dire que les Géorgiens utilisaient consciemment la doctrine disponible, et que les Russes admettent (s'ils sont véritablement les auteurs d'une contrefaçon) que les Géorgiens ont néanmoins entamé un processus de RASD qui a abouti à l'adoption de certaines pratiques occidentales. Selon nous, toutefois, les ordres opérationnels « authentiques » sont encore plus problématiques que les « faux ». Tout d'abord, une première version est rédigée à 09h00 le 7 août, ce qui semble contredire les témoignages de Ron Asmus selon lesquels ces ordres auraient été rédigés à la hâte durant la nuit. La deuxième version d'ordres opérationnels « authentiques » a été rédigée et soumise à partir de 15h00 le 7 août. Dans ces documents, on ne dénote aucune référence au besoin de renseignements autres que ceux dont on disposait déjà; soit qu'une colonne de blindés russe traversait le tunnel de Roki et que les Sud-Ossètes canardaient les positions géorgiennes.⁶⁹⁵ Que les ordres opérationnels aient été incomplets, c'est une chose. Mais il est une négligence capitale d'engager une préparation à l'action militaire sans collecte de renseignement préalable. Ce que les ordres « authentiques » nous laissent entendre est que les forces géorgiennes ont eu encore moins de temps disponible pour effectuer une telle collecte (et interprétation) de renseignement.⁶⁹⁶

Les FAG n'ont pas eu le temps de recueillir ou évaluer l'information nécessaire pour appuyer la planification et développer une compréhension globale et cohérente de l'environnement d'opérations comme le recommande la doctrine occidentale.⁶⁹⁷ En fait, les Géorgiens, qui admettent s'inspirer du modèle américain, ne donnent aucune indication de pourvoir le commandement avec un CCIR digne du

⁶⁹² Tagliavini, *Report Vol. III*, 619. « identifier les forces anti-séparatistes dans la région », «atouts/méthodes/techniques pourraient être employés par des forces anti-séparatistes pour déstabiliser la situation dans la région.» (Emphase et trad. Auteur).

⁶⁹³ Ibid., 616.

⁶⁹⁴ Ibid., 623.

⁶⁹⁵ Ibid., 625-626.

⁶⁹⁶ Cohen et Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War...*, 21-22.

⁶⁹⁷ OTAN, *Doctrine for Land Operations*, para. 3.38 et annexe A para. A 140.

nom.⁶⁹⁸ En conséquence, les Géorgiens n'ont pu pleinement appliquer la méthode manœuvrière car, sans possibilité d'obtenir du renseignement humain⁶⁹⁹ (HUMINT), il deviendrait par la suite impossible de calculer les effets attitudinaux et comportementaux que leurs opérations auraient sur « l'auditoire ». ⁷⁰⁰ Il est vrai qu'avec une situation qui « changeait d'heure en heure, sinon de minute en minute »⁷⁰¹, il est peu probable que les forces géorgiennes auraient pu procéder à des évaluations de leurs opérations à temps. Le manque de renseignement demeure une lacune qui a compliqué la planification et mis en péril l'exécution de l'opération de Tskhinvali. Que Tskhinvali fût inévitable relevait de l'évidence. Toutefois, les ordres des états-majors n'étaient pas clairs sur ce qui devait advenir de cet espace urbain; devait-il être sécurisé tout entier, ou bien est-ce que la 4^{ème} brigade ne devait que seulement se frayer un passage ou assurer un corridor d'accès vers Tamarasheni/Goupta/Djava? Les ordres opérationnels de ce qu'on demandait à la brigade n'étaient pas clairs, contrairement à ce que la doctrine indique.⁷⁰²

Le plan géorgien exige que les FAG puissent se frayer un passage pour déboucher sur la sortie nord de Tskhinvali, afin de parvenir aux environs de Djava, si possible, afin de soit se saisir du palais présidentiel sud-ossète et neutraliser l'administration d'Édouard Kokoïty, ou bien simplement isoler Tskhinvali par le nord pour le cas où des alliés nord-ossètes (ou pire, russes) n'arrivent en renfort. Dans cette éventualité, nous présumons que les FAG n'anticipaient qu'une résistance limitée offerte par les quelques centaines de miliciens sud-ossètes. Si par contre la Géorgie aurait à riposter à une attaque russe, ne déployer que deux brigades face à une telle menace semblait imprudent. La mobilisation tardive de la 2^{ème} brigade, le rappel de la 1^{ère} brigade des sables irakiens deux jours plus tard et la mobilisation anarchique de quelque 10000 réservistes indiquent que la Géorgie a été surprise de l'apparition d'une division russe sur son territoire. Ces décisions révèlent un mauvais emploi de la doctrine, même si au tout début, les forces géorgiennes ont réussi à pénétrer à Tskhinvali sans trop de heurts.

L'approche manœuvrière semblerait avoir quand même été appliquée ici, à n'en juger qu'aux pertes plutôt basses éprouvées par les miliciens sud-ossètes. En effet, leurs forces, qui ne dépassent guère les 3500 personnes, regrettèrent la mort de 365 des leurs, dont 162 civils.⁷⁰³ Les FAG ont donc réussi à éviter de plonger dans une lutte d'attrition et de « force the enemy into action that narrows his options, reduces his fighting power and exposes him to decisive offensive action. »⁷⁰⁴ À cet égard, les forces géorgiennes ont été capables de neutraliser les capacités des miliciens sud-ossètes et des forces de la JPKF jusqu'à ce que les renforts russes n'entrent en jeu.⁷⁰⁵ Ce résultat ne s'apparente pas à une force qui s'inspire des méthodes d'action russo-soviétiques. C'est un succès dont les Géorgiens peuvent se féliciter sauf si l'on conçoit que les miliciens sud-ossètes et la JPKF n'aient servi d'appâts pour tendre un piège aux FAG.

Contrairement à la doctrine occidentale, l'approche russo-soviétique ne craint pas les opérations urbaines. En fait, une force qui opère à la soviétique compte sur des environnements complexes comme les villes pour piéger l'adversaire. Les villes ne sont attirantes que par souci opérationnel, lorsqu'un acteur s'obstine à y faire pénétrer son effort principal vers un objectif qu'il identifie à un centre de gravité. En propulsant leur effort principal par des zones habitées, les Russes entraînent l'adversaire dans un environnement où la manœuvre devient impossible à cause des règles de combat restrictives et des

⁶⁹⁸ Secretary of the United States Army, *Combined Arms Operations in Urban Terrain*, para. 4-15.

⁶⁹⁹ Ibid., paras. 1-5 a) et 1-6 j).

⁷⁰⁰ OTAN, *Doctrine for Land Operations*, paras. 1.16, 1.7, annexe A, para. A 140, *OTAN, Allied Land Tactics*, paras.0104 et 0150, et Director of Army Doctrine, *Land Operations*, para. 208, art. 2.

⁷⁰¹ Entrevue ROUGE, Tbilissi, 27 juin 2023.

⁷⁰² OTAN, *Allied Land Tactics*, para. 0950 b).

⁷⁰³ Tagliavini, *Report Vol. I*, 21.

⁷⁰⁴ OTAN, op. cit., para. 0604. «forcer l'ennemi dans une manœuvre qui réduit ses options, réduit sa capacité de combat, et l'expose à une contre-offensive.» (Trad. Auteur).

⁷⁰⁵ Tagliavini, *Report Vol. III*, 520.

angles d'attaque étroits.⁷⁰⁶ Cette condition opérationnelle pourrait expliquer la progression plutôt rapide des forces géorgiennes le premier jour; les Forces armées russes les leurraient avec l'aide de leurs alliés sud-ossètes dans un contexte où l'application de la bataille en profondeur était plus complète.

Il faut toutefois donner le bénéfice du doute et convenir que la simplicité du plan opérationnel géorgien (tel qu'exprimée par les ordres opérationnels « authentiques ») est une qualité importante ayant contribué au succès initial, conformément à la doctrine.⁷⁰⁷ Cette simplicité a également permis aux troupes géorgiennes de maintenir un tempo d'exécution élevé et de préserver l'élan de l'avancée géorgienne jusqu'au matin du 9 août. Il faut ici blâmer les interventions répétées de l'équipe Saakashvili, du ministre de la défense et du chef d'état-major et la lubie que la déclaration unilatérale d'un cessez-le-feu serait obéie par le camp russe. Les gains géorgiens furent effacés en un après-midi, le 9 août, par cet interventionnisme mal venu.

De plus, les FAG ont négligé, par leur précipitation, d'isoler la région au préalable. Un plan compréhensif en ce sens aurait dû être développé pour clore la sortie du tunnel de Roki conformément à ce que la doctrine recommande.⁷⁰⁸ Isoler la région, sécuriser le milieu urbain vital, consolider les gains (et les défenses), puis procéder au nettoyage. Voilà ce que la doctrine suggère. Cette consolidation a été impossible à cause de l'action de la JPKF, qui s'est trouvée renforcée quelques heures plus tard par les forces russes qui arrivaient en banlieue.

La méthode d'exécution a aussi souffert du manque de discrétion de l'opération. Par exemple, l'usage massif de feux d'artillerie a éliminé tout effet de surprise. Pourtant, l'artillerie visait à saper la défense sud-ossète des bourgades qui se trouvent sur le chemin de Tskhinvali.

The attack on the outskirts of built-up areas is mounted from a surprise direction, ideally by armoured units... The defence... needs to be neutralized by means of fire support... The built-up area is captured by pushing through with the infantry grouped on the depth to the exits from the area as quickly as possible. This attack is characterized by a decentralized method of operating by companies and platoons supported by engineer assets.⁷⁰⁹

Non seulement pouvons-nous noter certaines contradictions entre les impératifs de vitesse et de précautions (mentionnées dans la sous-section précédente), mais nous pouvons aussi percevoir l'influence américaine, qui interprète la « manœuvre » comme étant dépendante du travail des sapeurs et ingénieurs, autant que des artilleurs.⁷¹⁰ Les FAG disposaient de tels éléments dans la structure de leurs brigades, mais il n'est pas clair qu'ils aient eu à s'en servir. Le travail de l'artillerie semble s'être déroulé conformément à la doctrine également. Une brève consultation du document fourni par UNOSAT montre une concentration relativement faible de feux d'artillerie au sud et sud-ouest de Tskhinvali, alimentant la thèse que les contacts directs aient été limités le premier jour et que ces feux ont eu l'effet désiré : faire fuir les miliciens sud-ossètes et faire taire les troupes de la JPKF. L'artillerie a donc été employée dans les règles de l'art opérationnel occidental, tout du moins au premier jour.⁷¹¹

⁷⁰⁶ Secretary of the United States Army, *Combined Arms Operations in Urban Terrain*, para. 4.12.

⁷⁰⁷ OTAN, *Allied Land Tactics*, para. 0950 d).

⁷⁰⁸ Ibid., paras. 0951 et 0952.

⁷⁰⁹ Ibid., para. 0953. « Une attaque à l'orée d'un endroit bâti doit bénéficier de l'effet de surprise, idéalement par des unités blindées... La défense... doit être neutralisée par l'appui rapproché... L'endroit bâti est capturé en forçant le passage avec l'infanterie groupée en profondeur pour sortir le plus vite possible. Une telle attaque se remarque par une méthode décentralisée d'opérer par des compagnies et pelotons appuyés par le génie. » (Trad. Auteur).

⁷¹⁰ Secretary of the United States Army, *Combined Arms Operations in Urban Terrain*, para. 4-4 c).

⁷¹¹ Entrevue ROUGE, Tbilissi, 27 juin 2023, OTAN, *Allied Land Tactics*, paras. 0579 et 068. Voir aussi Cohen et Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War...*, 56. Voir Document 1, en annexe.

Le travail de la 3^{ème} brigade et de l'artillerie postée à Gori semble également témoigner d'une application judicieuse de la doctrine, au moins jusqu'au 10 août. Les feux recensés par UNOSAT à Tamarasheni et le long de l'avenue Staline ont été les plus intenses et correspondent à une tentative désespérée de retarder la progression des 135^{ème} et 503^{ème} RFM russes. Vers le milieu de la journée du 9 août, les Géorgiens se sont rendus compte de la présence des forces russes en grand nombre et ont été capables d'effectuer une transition de posture offensive à défensive en plein combat, ce qui témoigne d'une assez bonne coordination et communication.⁷¹² Les FAG ont su prendre avantage de leurs positions en accordance avec la doctrine, ce qui leur a permis d'obtenir certains succès comme la prise en embuscade du GEN Khrouliov du 135^{ème} RFM.⁷¹³ Ces succès tactiques cachaient cependant un effritement de l'unité d'effort géorgien, occupées que les unités subordonnées étaient à vouloir retarder l'avance russe dans leurs secteurs respectifs.

Nous avons beaucoup insisté sur le fait que la RASD géorgienne avait signifié l'adoption de principes d'exécution militaire otaniens. Nous avons parlé de manœuvre, mais associée à la manœuvre est la philosophie du *commandement de mission*. Il s'agit d'une approche critique dont la différence avec la philosophie d'action russo-soviétique se résume ainsi : le commandement de mission décrit quoi *accomplir*, tandis que l'approche russo-soviétique détermine quoi *faire*. « [...] brigade commanders must fight their brigades as is needed to achieve the task, not be told what to do – that is the real NATO standard to follow. »⁷¹⁴ Le commandement de mission incorpore une planification centralisée et une exécution décentralisée et met l'emphase sur les « effects... to be created rather than specifying the ways in which it should be done. »⁷¹⁵ La mise en œuvre de cette philosophie est très difficile à identifier seulement par une description de l'action.

À en juger par les ordres opérationnels soumis à la Commission Tagliavini, il n'est pas certain que les planificateurs géorgiens aient bien saisi la nuance entre effets à créer et actions à entreprendre. Par exemple, les effets à obtenir sont très mal définis – on emploie des verbes (ce qui suggère une continuation de l'action) au lieu de termes qualitatifs ou quantitatifs (qui suggèrent un effet mesurable et la création de conditions spécifiques à l'accomplissement d'un plan) pour décrire les effets. Ainsi, la compréhension de ce qui se passe sur le terrain devient plus difficile à déterminer. En rédigeant les ordres opérationnels de la sorte, le haut commandement dérobe les unités subordonnées de leur autonomie et des moyens de contrôle qui facilitent l'exécution décentralisée.⁷¹⁶ La vitesse de planification n'a peut-être pas permis aux unités subordonnées de concevoir un plan d'action qui incorporerait les mesures de contrôle graphiques et géographiques nécessaires (lignes de phases, lignes de défense ou lignes d'attaque correspondant à certaines rues ou points de référence).⁷¹⁷

L'absence probable de ces points de référence ont rendu l'action des compagnies et bataillons opaque pour les commandants supérieurs et les décideurs politiques, ce qui a certainement encouragé leur intrusion dans le processus des opérations après que les événements n'aient commencé à se précipiter avec l'arrivée des forces russes en grands nombres. Comme le mentionnent Cohen et Hamilton, les

⁷¹² Entrevue BLANC, Tbilissi, 26 juin 2023.

⁷¹³ OTAN, *Allied Land Tactics*, paras. 09114 et 09128.

⁷¹⁴ Commentaire émis par le lieutenant-colonel (à la retraite) Glen Grant (R.-U.), ancien conseiller militaire auprès de l'Estonie, ancien attaché militaire auprès de la République de Finlande, le 3 août 2023 à 19h50 (Facebook). «Les brigadiers doivent mener leurs unités tel que requis pour accomplir la tâche, et non se faire dire quoi faire – voilà le véritable critère de l'OTAN à suivre.» (Trad. Auteur).

⁷¹⁵ OTAN, *Doctrine for Land Operations*, paras. 3-16 et 3-19. «effets... à créer plutôt que de spécifier comment accomplir ces buts.» (Trad. Auteur).

⁷¹⁶ Secretary of the United States Army, *Combined Arms Operations in Urban Terrain*, para. 4-12, et OTAN, *Allied Land Tactics*, para. 0158.

⁷¹⁷ *Ibid.*, para. 4.13 c).

autorités géorgiennes ont dû changer leurs plans quand ils ont été surpris sur un front très large, ce qui a dilué l'effort principal géorgien.⁷¹⁸ La dislocation des forces géorgiennes a causé un choc au moral des troupes et est symptomatique d'un environnement où l'autonomie de décision tactique et opérationnelle n'est pas familière. De ne pas avoir concentré la puissance de feu en appui à l'effort principal est un facteur déterminant de la capitulation géorgienne. En l'espace de quelques heures les FAG ont été confrontées à deux circonstances principales : tout d'abord maintenir l'effort géorgien destiné à investir Tskhinvali et établir le contrôle jusqu'à Djava; en second lieu, suite au contact avec les forces russes, la nécessité de transiter vers une posture défensive capable de protéger Tbilissi. La puissance de feu géorgienne s'est trouvée dans l'impossibilité de prioriser son action.

La perte de cohésion des FAG a transformé l'effort principal, en somme. Et il ne peut qu'y avoir un effort principal.⁷¹⁹ Tout dépend de la rapidité de réalisation de ce qui se passe sur le terrain. L'effort principal se définit par le but opérationnel visé et non par le volume de feu ou la quantité de forces à un endroit donné. Ainsi donc, la présence de la 4^{ème} brigade à l'ouest, de troupes du Ministère de l'Intérieur au centre, accompagnées des blindés de la 1^{ère} brigade, et de la 3^{ème} brigade sur les hauteurs de Prissi ne constituent pas trois catégories d'effort différents. Ces unités devaient opérer en conjonction l'une avec l'autre au service de l'objectif commun. Elles sont toutefois différenciées par leurs objectifs intermédiaires. La dislocation des FAG se produisit quand il devint clair que les forces russes se précipitaient vers l'intérieur de la Géorgie à partir de l'Abkhazie. C'est à ce moment que l'unité d'effort géorgien se scinda en trois : une brigade vers Koutaïssi, une autre à couvrir Tskhinvali et la troisième en retraite, à la descente des hauteurs de Prissi.

Les montagnes du Caucase représentent un obstacle naturel formidable, mais dont les caractéristiques laissent tout de même la place à l'usage de blindés, comme nous avons pu le voir avec la 3^{ème} brigade. Ce n'est pourtant pas ce que la doctrine recommande. Plutôt, les montagnes, tout comme les forêts, devraient être le domaine de l'infanterie légère et spécialisée.⁷²⁰ Les cimes entourant la région de Gori et Tskhinvali, bien que vertigineuses, ne représentent pas un environnement de combat rapproché. La 3^{ème} brigade n'a donc pas eu à craindre de devoir s'adapter à un quelconque changement de terrain alors qu'elle procédait par Eredvi vers les hauteurs de Prissi. Sa progression fut également rapide et l'infanterie a pu faire presque tout le trajet à bord de véhicules, contrairement aux recommandations de la doctrine.⁷²¹

Cependant, la 3^{ème} brigade semble ne pas avoir été assez nombreuse en personnel pour pouvoir créer sa propre réserve, conformément aux suggestions doctrinales. En effet, « the size of the units that receive independent tasks and orders must be such that they can form their own reserves. »⁷²² Dès l'instant où la 3^{ème} brigade fut confrontée aux 70^{ème} et 71^{ème} RFM protégeant le flanc gauche du 135^{ème} RFM à Tskhinvali, elle se retrouva avec une corrélation des forces qui la désavantageait. C'est la 2^{ème} brigade qui fit office de réserve impromptue. Vers les derniers jours de combat, deux bataillons de cette brigade tentaient d'appuyer les deux flancs de la ville de Tskhinvali, ce qui met en cause un dernier point : la profondeur opérationnelle.

Les entrevues que nous avons menées révèlent que le facteur géographique fut déterminant pour la bonne exécution des opérations basées sur une application judicieuse de la doctrine. La région de Tskhinvali est

⁷¹⁸ Cohen et Hamilton, *The Russian Military and the Georgia War...*, 12-13. OTAN, *Allied Land Tactics*, para. 0160.

⁷¹⁹ Lind, *Maneuver Warfare Handbook*, 107.

⁷²⁰ OTAN, *Doctrine for Land Operations*, annexe A, para. A 135. OTAN, *Allied Land Tactics*, paras. 0313, 0339 et 0335 b).

⁷²¹ Ibid., paras. 142 et 0906.

⁷²² Ibid., annexe A, para. A 145.

trop exigüe pour permettre de pleinement prendre avantage de l'approche manœuvrière.⁷²³ Surtout après le 9 août, lorsqu'il devint évident que les FAG devaient battre en retraite, simplement pour survivre, la ville de Tskhinvali ne représentait plus qu'une série de couloirs meurtriers.

L'emploi de blindés dans de telles conditions, pourtant déconseillé par une partie de la doctrine, devint nécessaire parce que les forces russes avaient les leurs en pointe de colonne du 135^{ème} RFM. Les blindés devaient appuyer l'infanterie par feu direct (bien que ce fut rare) pour les aider à se désengager, mais ce sont les chars géorgiens qui se retrouvèrent pris au piège. Le feu indirect opposé par les Russes eut raison d'au moins la moitié des blindés de la 4^{ème} brigade. La masse et la puissance de feu russes à des points précis et prédéterminés (près du parlement d'Ossétie du Sud, à l'angle des rues Staline et Isaakieshvili) font honneur à l'approche de bataille en profondeur privilégiée par les Russes, car elles ont miné l'agilité des forces géorgiennes.⁷²⁴ Les Russes amenaient donc les Géorgiens dans le type de combat qui leur était le plus familier : l'attrition. Les feux notés le long de l'avenue Staline par l'ONU témoignent de la sauvagerie des combats dans cette région.⁷²⁵

La concentration de la force, définie comme la capacité des unités géorgiennes à opérer en concert et d'amener leur puissance de feu au service de la manœuvre, n'a pu être maintenue, car il était impossible aux FAG de saisir où se trouvait l'effort principal russe⁷²⁶ (et, conséquemment, les points vulnérables de leur front) : était-ce le 693^{ème} RFM qui s'installait à l'ouest de la ville? Était-ce le 135^{ème} qui tentait de faire la jonction avec la JPKF? Était-ce les nouveaux RFM qui étaient surgis face à la 3^{ème} brigade? Ou bien était-ce l'ouverture d'un nouveau front en Akhazie? Ces circonstances rendent toute riposte cohérente impossible, car chaque unité se retrouve confrontée avec une partie du problème posé par les forces russes. La 4^{ème} brigade avait le dos tourné à l'Abkhazie qui alimentait des troupes russes toutes fraîches, la 3^{ème} brigade faisait face au nord, responsable des hauteurs qu'elle avait gagnées, et les troupes du Ministère de l'Intérieur faisaient face au 135^{ème} RFM qui parvenait au sud de Tskhinvali. La 2^{ème} brigade faisait du mieux qu'elle pouvait avec les 21^{ème} et 22^{ème} bataillons, mais les communications physiques difficiles – immeubles, boulevards ciblés par l'artillerie russe, rivières et montagnes maintenaient la dislocation physique des forces géorgiennes qui n'avaient pas d'espace de manœuvre.

En conséquent, l'application de l'approche manœuvrière devint impossible puisque les FAG ne pouvaient ni identifier les faiblesses adverses dans les lignes russes, conformément à la doctrine, ni tenter d'éviter la masse de ces forces qui se manifestaient partout à la fois.⁷²⁷ Ces observations se vérifient négativement. Les troupes géorgiennes ne retrouvèrent leur cohésion qu'une fois parvenus hors des zones d'abattage désignées par les forces russes, là où l'espace de manœuvre était plus généreux, au sud des villages de Nikozi et au nord de Gori. Ils ont donc été capables d'identifier le « terrain vital »⁷²⁸ leur permettant ensuite de mettre en œuvre une défense mobile hautement efficace qui leur a permis d'éviter la déroute.⁷²⁹ Cette capacité de manœuvrer retrouvée leur a permis de préserver leur précieuse artillerie et d'effectuer un repli couvert par une force minimale vers les banlieues de Tskhinvali, à Igoeti et à Mtskheta. Cette opération s'est faite dans les règles de l'art.⁷³⁰ Laissant derrière un ou deux pelotons pour couvrir la retraite, les FAG démontraient que dans un environnement clos, ou en terrain rapproché (dans

⁷²³ Entrevue BLANC, Tbilissi, 26 juin 2023, entrevue ROUGE Tbilissi, 27 juin 2023 et entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

⁷²⁴ OTAN, *Doctrine for Land Operations*, Annexe A, para. A 17 c).

⁷²⁵ Voir Annexe, document 1.

⁷²⁶ OTAN, *Allied Land Tactics*, para. 0611.

⁷²⁷ Ibid., para. 0139.

⁷²⁸ Ibid., para. 0611 f) (3).

⁷²⁹ Ibid., para. 0615.

⁷³⁰ Ibid., para. 0873 a) et b).

lequel les Russes tentaient de s’extirper pour se lancer à la poursuite des forces géorgiennes), une petite force agile peut souvent damer le pion à une force plus grosse.⁷³¹

En somme, c’est l’absence de profondeur opérationnelle qui a empêché la synchronisation des effets souhaités par les FAG.⁷³² De plus, le recours à ce qu’on appelait alors « l’approche compréhensive » (concept tout nouveau à l’époque qui tentait de répondre aux défis posés par les forces insurrectionnelles en Irak et Afghanistan) ne pouvait être invoqué, car non seulement les forces n’avaient pas d’appuis dans Tskhinvali, mais la diplomatie géorgienne et l’interventionnisme de l’exécutif politique a révélé des lacunes de communications et de responsabilités entre les parties civile et militaire durant la bataille.

Si plusieurs agents sécuritaires ont été mis à contribution durant la bataille de Tskhinvali, il n’en ressortit pas pour autant une coopération étroite et harmonieuse en vertu du principe d’action combinée prônée par la doctrine.⁷³³ Le Ministère de l’Intérieur et ses troupes ont opéré en parallèle avec les FAG, mais pas de manière synchronique : « [...] the] Georgian Interior Ministry – instead of the Defence Ministry managed the campaign. The choice was consistent with international law, given the fact that South Ossetia nominally belongs to Georgia. From a military standpoint, however, the decision was disastrous. »⁷³⁴

Nous pourrions enfin nous attarder sur les éléments doctrinaux concernant l’appui aérien et la disponibilité des transports pour transférer le personnel plus rapidement, mais les FAG avaient choisi de ne miser que sur les forces terrestres et les opérations au sol. Similairement, la décision de ne pas employer l’aviation en appui rapproché a peut-être été salutaire pour les Géorgiens car leur absence a facilité le travail de la DCA, pour qui tout écho radar ne pouvait que représenter une cible russe.⁷³⁵ En rétrospective, deux facteurs expliquent le succès inespéré de la DCA géorgienne: premièrement, le fait qu’elle opérait comme arme indépendante des forces terrestres et, deuxièmement, la mauvaise application de l’aviation par les Russes au-delà du théâtre d’opération immédiat, exposant les avions russes aux missiles géorgiens.

À la lumière de ces analyses, il est permis de conclure qu’une bonne partie des forces géorgiennes activées lors de la bataille de Tskhinvali – surtout celles du Ministère de l’Intérieur – manquait de familiarité avec la doctrine occidentale. La doctrine elle-même n’est pas en cause, mais elle a été invalidée par des circonstances particulières et non seulement à cause de vices de conceptions. Les Géorgiens ont commis des fautes de planification beaucoup plus que des fautes d’exécution. Il n’en reste pas moins que cet épisode est riche en enseignements pour les Géorgiens, certes, mais également pour les forces occidentales qui n’ont à vrai dire que rarement eu l’occasion de mettre leur doctrine en pratique contre un adversaire comme la Russie.

Sommaire des déductions

En somme, seules quelques-unes de nos hypothèses se trouvent confirmées et permettent d’expliquer la performance des FAG lors de la bataille de Tskhinvali. Elles offrent l’image d’un complexe de

⁷³¹ OTAN, *Allied Land Tactics*, para. 0528.

⁷³² Ibid., paras. 02136 et 01238.

⁷³³ Ibid., para. 0416.

⁷³⁴ Rédaction, «The Chronicle of a Caucasian Tragedy,» *Der Spiegel*, 25 août 2008, <https://www.spiegel.de/international/world/road-to-war-in-georgia-the-chronicle-of-a-caucasian-tragedy-a-574812.html>. Consulté le 25 août 2023. «Le ministère de l’Intérieur géorgien – plutôt que le ministère de la Défense gérait la campagne. Ce choix était logique du point de vue du droit international, puisque l’Ossétie du Sud appartient nominalement à la Géorgie. Du point de vue militaire, cependant, cette décision fut désastreuse.» (Trad. Auteur).

⁷³⁵ Entrevue BLANC, Tbilissi, 26 juin 2023.

circonstances plus ou moins hors du contrôle de l'exécutif géorgien. Ainsi, l'hypothèse H 1.1, selon laquelle le temps aurait fait défaut à la réforme semble expliquer le mieux la défaite géorgienne. Suite à son indépendance, la Géorgie a mis trop de temps à maîtriser son appareillage de sécurité – notamment, à ériger les structures de défense et les doter de moyens. Pendant toute l'ère Chevardnadze, la politique géorgienne a tant tergiversé entre l'orientation civilisationniste russe et l'orientation atlantiste préférée par la bureaucratie que cette dernière demeura ambivalente quant à la question du processus de RASD. Lorsqu'elle se décida enfin à se camper fermement avec l'Occident, la Russie s'était remise de ses malaises économiques et militaires et ses politiques prédatrices suscitèrent un sentiment d'urgence en Géorgie, nécessitant une hausse vertigineuse du budget de défense et de l'acquisition d'équipement seulement deux ou trois ans avant la guerre.

Ainsi, la préparation des FAG en fut également affectée, tel que supposé par l'hypothèse H 1.2. Non seulement les FAG n'ont-elles bénéficié d'une formation « manière OTAN » que très tard, elles reçurent un entraînement qui cadrait surtout avec les priorités correspondant à la lutte au terrorisme international et non à la défense nationale géorgienne. Ainsi, les avantages conférés par la participation aux programmes américains GTEP et GSSOP n'a produit qu'un niveau d'expertise militaire appréciable qu'au niveau tactique, et ce, pour le mauvais type de mission. Bien entendu l'entraînement prodigué par les États-Unis correspondait avec leurs préoccupations géopolitiques; terrorisme international d'une part et, d'autre part, nécessité de ne pas brusquer la Russie. Les doctrines euro-atlantiques se sont également trouvées influencées par le type de conflit présumé de cette époque. Ce sont ces concepts qui ont été communiqués dans les programmes GTEP et GSSOP. Il est donc plausible de dire que les doctrines de combat que les FAG avaient la tâche d'intégrer étaient sinon incomplètes ou immatures, du moins inadaptées à ce qu'elles devaient avoir à affronter. L'hypothèse H 3.1 se trouve également vérifiée par le fait que les puissances otaniennes et occidentales péchaient par leurs concepts désuets de combats urbains – qu'elles ne se mirent à reconsidérer que tout récemment.

Les hypothèses qui ne se trouvent que partiellement vérifiées sont celles qui concernent l'emploi des doctrines russo-soviétiques (H 2.1) et l'application à bon escient de la doctrine occidentale (H 3.2). Pour les Russes comme pour les Géorgiens, la doctrine n'a été appliquée que partiellement. La Russie ne s'en est pas tenue à ses habitudes d'emploi de la force traditionnelle. Ceci est bien évidemment dû tout d'abord à la nature du combat lui-même, mais aussi par la tentative par la Russie d'appliquer certains principes mis en œuvre par la Coalition lors de la Guerre du Golfe de 1991. La Géorgie, quant à elle, n'a pas pu appliquer les méthodes de combat otaniennes. Elle a démontré que l'impossibilité de la manœuvre peut être compensée par l'application d'une puissance de feu massivement employée au niveau local. De plus, l'exactitude douteuse des documents de planification prétendant corroborer soit les dires des Russes, soit les dires des Géorgiens ne nous permet pas de conclure de manière définitive que l'application des doctrines puisse être mise en cause ni pour la victoire russe, ni pour la défaite géorgienne, qui sont toutes relatives. Bref, nous ne pouvons conclure que la méthode de corrélation des forces privilégiée par les Russes ou l'approche de commandement de mission des Géorgiens aient une quelconque supériorité l'une par rapport à l'autre. Il est toutefois critique de reconnaître que l'approche euro-atlantique de combattre et que les doctrines qui s'y rattachent, *ne sont peut-être pas suffisantes pour vaincre un adversaire conventionnel symétrique.*

L'hypothèse la moins valide demeure le rôle joué par la capacité alléguée aux Russes d'employer leurs forces de manière conjointe (H 2.2). À l'évidence, les forces terrestres, aériennes et navales de la Russie ont toutes été employées dans cette campagne, mais en parallèle et non de manière combinée. Les effets de cette combinaison des forces ne se sont pas focalisés pour développer un avantage particulier. Aviation et forces terrestres russes travaillaient *en même temps*, mais non *ensemble*. Ce ne sont pas ces effets qui ont eu raison des forces géorgiennes.

L'hypothèse générale de cette dissertation, qui présumait que la RASD géorgienne avait produit l'application d'une doctrine occidentale durant la bataille de Tskhinvali, et que cette doctrine était à blâmer pour la défaite des FAG *n'est pas justifiée*. Cependant, nous répétons ici que les doctrines otaniennes elles-mêmes ne s'en trouvent pas absolument validées pour autant. Ceci devrait hautement inquiéter les concepteurs stratégiques et opérationnels dans les capitales otaniennes et à Bruxelles.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSION

L'analyse précédente ne nous permet pas de déterminer de manière catégorique les causes de la défaite géorgienne durant la bataille de Tskhinvali. Bien souvent dans de tels cas, les causes sont multiples et c'est leur combinaison qui conspire contre la victoire. Au point de vue analytique, le peu de données disponibles et le biais manifeste des sources invitent à la prudence. Dans une analyse telle que celle-ci, un analyste impartial est pris entre deux points de vue qui cherchent à faire fléchir l'opinion de la communauté internationale. La guerre russo-géorgienne de 2008 perdue par l'entremise de publications médiatiques et académiques. Cet auteur désire se préserver de tout biais et limiter autant que possible les influences funestes qui viendraient ternir la qualité de l'analyse. Ceci veut également dire que la corroboration – même par des sources qui ont participé aux combats ou qui ont été témoin des combats – est d'utilité limitée. Nous pouvons toutefois arriver à certains constats avant de nous hasarder à une conclusion.

1. Le Caucase du Sud et la Géorgie sont apparus dans le collimateur de la Fédération de Russie très tôt dans l'après-Guerre froide, dénotant des appétits russes qui précèdent le débat sur l'élargissement de l'OTAN et la reconstitution du secteur de sécurité géorgien.
2. La Géorgie a trop longtemps apaisé la Russie en jouant la carte du rapprochement pro-occidental et la carte de la loyauté pro-russe simultanément.
3. La pression populaire a plus d'influence sur la formulation des politiques internes de la Géorgie que les conditions posées par les grandes puissances ou par l'OTAN.
4. La RASD est un principe moteur de la réorganisation des forces géorgiennes et est dépendante de l'assentiment des hautes instances politiques géorgiennes.
5. La RASD telle que pratiquée par la Géorgie a surtout obtenu une transformation politique et institutionnelle, tandis que la transformation militaire (technique) a tardé.
6. La Géorgie s'est servie de la programmation de réforme conditionnée par l'OTAN pour se rebâtir une armée qui serait utilisée pour des fins non recommandées par l'Alliance.
7. Le régime de préparation des FAG, appuyé par les États-Unis, l'Alliance et des conseillers indépendants, a produit des forces tactiquement habiles à appuyer des missions de stabilisation conjointes. Cependant la Géorgie s'orientait vers des missions auxquelles ses forces n'étaient opérationnellement pas préparées.
8. Le paradoxe du réarmement géorgien est qu'il catalysa l'hostilité de la Fédération de Russie alors qu'il désirait signaler à l'Alliance que la Géorgie serait une « contributrice » à la sécurité.
9. Le réarmement géorgien a en outre laissé présager que les réformes de défense étaient laissées de côté en faveur d'un retour à la masse, par la préparation structurelle et le calcul de la corrélation des forces, au lieu de principes otaniens.
10. Les méthodes de l'adversaire paraissent attrayantes : les forces russes ont tenté d'appliquer certains principes de manœuvre tandis que les Occidentaux louent les méthodes russes de corrélation des forces pour créer des effets chez l'ennemi.

Hormis ces constats, la réforme de l'appareillage de sécurité et de défense de la Géorgie a été victime de circonstances particulières qui ont miné le rythme de transformation. Ce sont ces circonstances qui ont

jalonné les années de tentatives de transformation qui ont encadré un processus dont les aboutissements ont été sous-optimaux à Tskhinvali.

La réforme en tant qu'idée est survenue en même temps que pour les autres RSS et les anciens satellites soviétiques. À prime abord, réforme ne signifiait que désarmement et désarmement devenait gage de sécurité régionale et internationale. L'idée de réforme s'est ensuite transformée pour accueillir le processus d'intégration euro-atlantique. Il s'agissait alors de réformer les forces armées de sorte qu'elles puissent contribuer dans des missions de stabilisation de manière conjointe – pour faire face aux défis post-Guerre froide et à la guerre contre le terrorisme et les insurgés. Il s'agissait donc de créer des forces interopérables, avec des capacités de niche, prêtes à œuvrer auprès de partenaires institutionnels seniors, comme l'ONU, l'OSCE, l'UE ou peut-être même l'OTAN, ou les États-Unis.

Mais puisque la Russie se refusait à assister la Géorgie dans son intégrité territoriale, cette dernière s'est tournée définitivement, après plusieurs années de tergiversations, vers l'OTAN. Ce volte-face plus ou moins complet s'accompagnait d'objectifs de RASD aux conditions de plus en plus exigeantes. Or, la Géorgie a incorporé les programmes de RASD au service de la reconstruction de ses forces armées alors que la belligérance de la Russie augmentait, et ce, très tard – seulement quatre ans avant la tenue des hostilités de 2008.

En conséquence – ce que cette thèse a tenté de démontrer – la RASD géorgienne n'était que partiellement achevée. Les forces armées de Géorgie étaient partiellement réformées parce qu'on avait trop longtemps hésité sur les destinées géopolitiques du pays – et sur le cheminement de réforme nécessaire. Jusqu'à l'arrivée de l'administration Saakashvili en 2004, les réformateurs de l'administration publique voyaient leurs efforts systématiquement sapés par l'inaction, l'apathie ou l'obstruction des forces conservatrices de l'appareillage géorgien. Les disputes intra-gouvernementales n'ont évidemment pas aidé non plus, de sorte qu'un temps précieux de transformation, de réarmement et de préparation a été perdu, entraînant une réforme incomplète. D'ailleurs, en entrevue, ROUGE nous a confié que c'est *suite* à la bataille de Tskhinvali que le programme de réforme de défense et du secteur de sécurité de la Géorgie a réellement pris son envol.⁷³⁶

Les institutions politiques et administratives – dont un certain nombre de processus ayant trait au budget et au contrôle parlementaire des forces armées – ont bien été réformées. Cependant il s'agit là de réformes institutionnelles. Au niveau du ministère de la Défense et des forces armées, les réformes techniques ont mis beaucoup de temps à commencer à se manifester. Selon Bob Hamilton, bien des procédures administratives et institutionnelles n'étaient pas au rendez-vous pour permettre aux unités entraînées par l'entremise des programmes GTEP et GSSOP de pouvoir se maintenir à niveau. En conséquence, les unités des FAG étaient en état de reconstitution constant.⁷³⁷ Les succès enregistrés par les forces géorgiennes sont dus principalement à la participation des FAG à des missions de stabilisation en Afghanistan et en Irak, donnant aux troupes géorgiennes des bases de combat tactiques solides.

Cependant, une transformation tardive ou incomplète a un impact au niveau préparatoire et doctrinal. Les réformes techniques qui permettent à la Géorgie de rebâtir leurs forces armées afin qu'elles soient interopérables avec l'OTAN ne sont pas que le fruit de la volonté, ou même de la compétence, mais aussi d'une transformation des esprits. Ceux qui tirent avantage de « l'ancien régime » ou des méthodes héritées du passé sont rarement équipés pour effectuer une métamorphose intellectuelle, surtout s'ils sont animés par la conviction que les anciennes méthodes étaient de meilleures garantes de succès. Dans le cas de la Géorgie, la doctrine qui était sensée guider l'action militaire de FAG s'est donc retrouvée non mûrie. Comme nous l'avons vu, les planificateurs géorgiens étaient prompts à se saisir des documents

⁷³⁶ Entrevue ROUGE, Tbilissi, 27 juin 2023.

⁷³⁷ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

doctrinaux américains et de tenter de les mettre en pratique par mimétisme, alors que des séries d'exercices auraient été plus à propos.⁷³⁸ On pourrait attribuer ces difficultés à des relations civiles-militaires non mûries, car en plus de «[...] preventing the military from 'intruding' into politics, protecting the military from micro-management carried out by politicians is a also a major and permanent problem. Civil control should not imply civil supremacy in every situation and in every issue. »⁷³⁹

Le mimétisme doctrinal devient problématique lorsque la doctrine américano-otanienne est elle-même non mûrie. Notre examen de l'état de la doctrine concernant l'usage de forces armées en zones urbaines démontre que la pensée occidentale contemporaine à cet égard ne s'inspirait que de cas très anciens ou de l'expérience désastreuse des Russes en Tchétchénie. Nous avons vu également comment les concepteurs américains, en particulier, tardaient même à incorporer les expériences de certains alliés dans leurs manuels. Une doctrine plus adaptée à ce que les Géorgiens ont tenté de faire était donc indisponible pour inspirer leurs planificateurs.

Les doctrines qui étaient à la disposition potentielle des planificateurs géorgiens péchaient par manque de détails et de considérations pour les multiples surprises qu'un environnement urbano-montagneux pouvait recéler pour une force non-membre de l'OTAN, agissant unilatéralement dans un contexte domestique offensif. Cependant, même une doctrine bien élaborée et une force bien aguerrie ne peuvent avoir beaucoup de succès sans un effort de renseignement soutenu sur lequel baser l'action. Les forces géorgiennes ont commis une faute capitale en négligeant l'aspect du renseignement, leur privant d'une bonne compréhension du théâtre d'opérations et des surprises qui s'y trouvaient. À cet égard, les Géorgiens n'ont pas appliqué la doctrine à bon escient.

Lorsque la réalité de la présence russe fit irruption au rythme d'une division complète, la surprise fut totale et la sanction sans appel. Il s'agit ici d'un déterminant crucial dans cette défaite; les Géorgiens se sont préparés à l'action pensant avoir affaire à un type d'adversaire bien précis, alors que l'évidence d'un guet-apens russe était visible pour peu qu'on fasse devoir de diligence le moins possible. La majorité de l'effort de RASD des FAG avait pour contenu l'entraînement subi par l'entremise des programmes GTEP et GSSOP. Pour Bob Hamilton, d'avoir entraîné les FAG pour la lutte contre-insurrectionnelle et d'avoir négligé la défense territoriale est le premier facteur qui explique la performance des FAG durant la bataille de Tskhinvali.⁷⁴⁰ Pour ce qui est du reste, l'analyse démontre que les Géorgiens ont passablement bien appliqué les autres principes doctrinaux, en autant qu'ils soient applicables à la situation. Les Géorgiens se sont plutôt bien défendus compte tenu des circonstances et ont démontré un certain savoir-faire en terme de commandement de mission, infligeant certaines mauvaises surprises aux forces russes.

Cette attitude autonomiste, parfois très bien démontrée (notamment par les preuves d'adaptabilité manifestées par la 4^{ème} brigade, lorsqu'elle s'élança à au moins trois reprises au centre de Tskhinvali), fut néanmoins sapée par l'interventionnisme de Mikheil Saakashvili. Les interruptions de combat souhaitées par le président n'ont eu pour effet que de bloquer l'élan et le rythme de l'action des forces géorgiennes, tandis que les Russes utilisaient ces pauses pour consolider leur contrôle et accomplir leurs manœuvres. Les relations civiles-militaires – un facteur important de la RASD – continuaient de souffrir du dirigisme à la soviétique.

⁷³⁸ Labarre, «Sustainable Armor...» 105-107.

⁷³⁹ Darchiashvili, *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*, 14. « [...] empêcher le militaire 'd'intervenir' dans la politique, protéger le militaire de la micro-gestion par les politiciens est un problème majeur qui perdure. Le contrôle civil ne devrait pas équivaloir à une suprématie civile dans toutes les situations et sur tous les sujets. » (Trad. Auteur).

⁷⁴⁰ Entrevue Hamilton, Zoom, 3 octobre 2023.

Même sans cet interventionnisme, il demeure douteux qu'en les circonstances les FAG auraient quand même pu remporter la victoire. Toute l'autonomie de commandement et l'originalité conceptuelle ne peut avoir raison des embûches que présente un environnement urbain cerné de montagnes, d'une part, et de la structure de force et de la puissance de feu aussi massive que celle que la Russie a employé à l'époque. L'approche manœuvrière devenait quasiment impossible à appliquer alors que le théâtre d'opérations était tout simplement trop restreint pour permettre une manœuvre adéquate.

Ainsi donc nous ne pouvons que partiellement conclure que la défaite de la Géorgie repose sur l'exécution de l'opération par les FAG. Elles n'ont pas eu le temps de compléter leur RASD. Ayant poursuivi leur transformation en vertu de missions otaniennes, les FAG ne se sont jamais préparées aux types de mission auxquelles elles auraient affaire. Au niveau procédural, la doctrine en vigueur était d'une utilité limitée et la meilleure application de cette doctrine était minée par le manque d'espace opérationnel et le nombre de forces ennemies. Ces deux facteurs matériels sont les éléments opérationnels qui pour nous sont les plus pertinents pour expliquer la défaite géorgienne.

La doctrine occidentale n'est donc que partiellement (et minimalement) mise en cause dans la défaite géorgienne. Il n'y a pas de garanties que la doctrine russo-soviétique soit meilleure non plus. Ceci ne signifie pas que les pays occidentaux devraient se féliciter de leurs principes et approches opérationnels pour autant, ni de leur doctrine. L'autonomie de commandement, l'approche manœuvrière et la vision compréhensive des opérations ne peuvent accomplir de miracles passé un certain rapport de forces en présence. « La violence, la durée d'une guerre résultent de nombreux facteurs, comme la capacité de destruction des armes, les ressources des belligérants – à la fois dans l'absolu et l'un par rapport à l'autre – et l'endurance stratégique qui en résulte... »⁷⁴¹ La leçon la plus criante de la bataille de Tskhinvali est qu'une certaine masse et puissance de feu doit être entretenue et maintenue. Les analystes occidentaux qui pourraient s'inspirer de cette thèse pour penser la défense de l'espace de l'OTAN en considération de grandes puissances au tempérament volatile devraient se pencher sur ce problème avant tout, mais d'autres recommandations sont aussi pertinentes.

⁷⁴¹ Bihan et Lopez, *Conduire la Guerre...*, 63.

RECOMMANDATIONS

Les suggestions qui suivent ne sont pas exhaustives et s'inspirent des conclusions de cette recherche et de discussions avec des officiels et conseillers en RASD que l'auteur a eues au cours de vingt ans de carrière, de même que de l'expérience de l'auteur lors de son passage comme conseiller en matière de défense en Estonie en 2000-2001.

1. Il faut développer un programme de recherche appliquée dont le produit serait une réconciliation de l'approche de la corrélation des forces et de l'approche manœuvrière.
2. Il peut être périlleux d'entretenir une force de défense trop petite. Une plus grande emphase doit donc être mise sur les capacités offensives des forces au détriment des capacités de soutien. On doit donc prévoir une nouvelle vague de réforme qui verrait certaines fonctions et processus réorientés pour augmenter la capacité offensive.
3. L'apport expérientiel et intellectuel des petits pays devrait être traité avec plus de sollicitude par les agences des grandes puissances et des organisations internationales dominantes. L'évaluation de solutions non familières aux conseillers en RASD de l'OTAN devrait être moins biaisée en faveur de méthodes occidentales qui en réalité n'ont pas été testées dans l'environnement contemporain.
4. Les organisations internationales devraient se munir d'outils pour évaluer les capacités objectives de transformation d'un État *au préalable de toute promesse à l'adhésion*.
5. Les grandes puissances devraient remplir leur devoir hégémonique de manière plus rigoureuse, sinon sévère. Elles ont la responsabilité de l'environnement géostratégique et donc se doivent de maintenir une certaine discipline dans les rangs de leurs alliés, et des adhérents potentiels visant l'intégration à l'OTAN.
6. Une institution de sécurité devrait conserver assez de flexibilité pour changer d'avis sur une politique. Le narratif devrait être ainsi présenté de sorte à ce que tout changement n'implique pas pour autant un doute sur la crédibilité de l'organisation de remplir ses obligations.
7. Une institution de sécurité ne devrait pas craindre d'afficher de désaccords dans ses rangs. Désaccord ne signifie pas désunion.
8. Une institution de sécurité qui veut vraiment se transformer doit être prête à absorber les leçons retenues de ses membres les moins influents, de ses partenaires et de ses adversaires de manière formelle.

Il faut finalement considérer la Guerre d'Août 2008 comme d'une salve annonciatrice d'une lutte à long terme entre deux modèles de société. La Géorgie contemporaine semble ambivalente; un gouffre sépare l'élite politique civilisationniste de son public atlantiste. L'OTAN aurait intérêt à réaliser que cette ambivalence découle des conditions capricieuses et d'un excès de timidité, autant que par la témérité de la Géorgie à employer la force pour la résolution de ses conflits. Ceci n'enlève rien aux valeurs de l'OTAN que nous croyons universelles et de la nécessité de les défendre.

BIBLIOGRAPHIE

- Akhiezer, Alexander, Igor Klyamkin, et Igor Yakovenko. «Time to Decide on Russia's Identity.» *Russia in Global Affairs*, juillet-septembre 2006.
- Aksenyonok, Alexander. «Self-Determination between Law and Politics.» *Russia in Global Affairs*, janvier-mars 2007.
- Alexeyeva, Ludmilla. *Soviet Dissent: Contemporary Movements for National, Religious and Human Rights*. Middletown, CT: Wesleyan University Press, 1985.
- Aminov, Said. «Georgia's Air Defences in the War against South Ossetia.» *Moscow Defence Brief* 3, n° 13 (septembre 2008).
- Arbatov, Alexei. «Don't Throw Stones in A Glass House.» *Russia in Global Affairs*, juillet-octobre 2008.
- Asmus, Ronald. *A Little War that Shook the World*. New York: Palgrave, 2010.
- Assanbayev, Mukhit. «Reflections on Russia's Compatriot Policy in Commonwealth of Independent States.» *Suleyman Demiral University Bulletin*, 2017.
- Baev, Pavel K. «Russia, Turkey, and Iran: Regional Actors and their Respective Security Policies in the South Caucasus.» Dans *The South Caucasus: Promoting Values through Cooperation*, de J. Dufourcq et L. Ponsard. Rome: Collège de Défense de l'OTAN, juillet 2004.
- Barabanov, Mikhail. «The August War between Russia and Georgia.» Dans *Les Chars d'Août*, de R. Pukhov. Moscou: Centre d'Analyses Stratégiques et Technologiques (CAST), 2010.
- . «The August War between Russia and Georgia.» *Moscow Defence Brief* 3, n° 13 (septembre 2008).
- Barany, Zoltan. «How to Build Democratic Armies.» *Prism*, 2012.
- Barton, G.S. «An Urban Operations Training Capability for the Canadian Army.» *Travail soumis en conformité aux exigences du programme de cours du Collège des Forces canadiennes*. Toronto, 29 avril 2005.
- Baxter, William P. *The Soviet Way of Warfare*. Londres: Brassey's Defence Publishers, 1987.

- Beaulieu-Brossard, Philippe. *La Russie et le Poids de l'(In)sécurité de la Grandeur: L'Impact des Événements internationaux sur la Transformation des Fondements identitaires et sécuritaires de la Politique étrangère russe (2000-2010)*. Mémoire présenté en conformité aux exigences du programme de maîtrise en Sciences politiques, Montréal: UQAM, avril 2011.
- Beaver, Paul. «Jane's All the World's Armies 2000: Russian Federation.» décembre 1999.
- Berryman, John. «Geopolitics.» Dans *Routledge Handbook on Russian Foreign Policy*, de A. Tsygankov. Londres: Routledge, 2018.
- Betts, Richard K. *Understanding Military Readiness: Concepts, Choices, Consequences*. Washington, DC: Brookings, 1995.
- Bihan, Benoist, et Jean Lopez. *Conduire la Guerre: Entretiens sur l'Art Opératif*. Paris: Perrin, 2023.
- Blandy, Charles W. *NATO Promoting Stability and Security in the South Caucasus*. Rapport de Séminaire #20, de J. Dufourcq et L. Ponsard. Rome: Collège de Défense de l'OTAN, 2004.
- Bogdanov, Sergei. «Tsena Mira.» *Krasnaya Zvezda*, août 2008.
- Boot, Max. *War Made New*. New York: Penguin Press, 2003.
- Born, Hans. «Democratic Control of Defence Activities.» Dans *Defence Institution Building: A Sourcebook in Support of the Partnership Action Plan (PAP-DIB)*, de W. Van Eekelen et P. Fluri. Vienne: Landesverteidigungsakademie, 2006.
- Boulanger, Philippe. «L'Élargissement de l'OTAN.» *ÉchoGéo*, 5 juin 2008.
- Brown, James F. *Surge to Freedom: The End of Communist Rule in Eastern Europe*. Durham, NC: Duke University Press, 1991.
- Bryden, Alan, et Rory Keane. *Security Sector Reform: What Have We Learned? Results and Trends from the Publication and Dissemination of the OECD DAC Handbook on Security Sector Reform*. Paris: OECD Publishing, novembre 2009.
- Bucur-Marcu, Hari. «Introduction.» Dans *Defence Management: An Introduction*, de H. Bucur-Marcu, T. Tagarev et P. Fluri. Genève: DCAF, 2009.

- Bureau du Président de Russie. «Allocution du Président Poutine au Munich Security Forum.» Moscou, 10 février 2007.
- . «Foreign Policy Concept of the Russian Federation.» Moscou, 28 juin 2000.
- . «National Security Concept of the Russian Federation.» Moscou, 10 janvier 2000.
- Buzan, Barry. *Peoples, States, and Fear*, 2ème éd. Londres: Cambridge University Press, 1991.
- Centre des Leçons retenues de l'Armée canadienne. «Opérations urbaines.» *Dépêches*, 2002.
- Chace, James, et Charles Kupchan. «Bring Mother Russia into the Fold.» *Los Angeles Times*, juillet 2001.
- Chernov, Vladislav. «Russia's National Interests and Threats to its Security.» *Nezavisimaya Gazeta*, avril 1993: 1-3.
- Claude, Inis. *Swords into Ploughshares: The Problems and Progress of International Organizations*, 4th ed. New York: Random House, 1988.
- Cohen, Ariel, et Bob Hamilton. *The Russian Military and the Georgia War: Lessons and Implications*. Carlisle, PA: Strategic Studies Institute/U.S. Army War College, 2011.
- Cornell, Svante. *Small Nations and Great Powers: The Study of Ethnopolitical Conflict in the Caucasus*. Londres: Curzon Press, 2001.
- Darchiashvili, David. *Security Sector Reform in Georgia 2004-2007*. Tbilissi: Caucasus Institute for Peace, Democracy and Development, 2008.
- Dawisha, Karen. *Eastern Europe, Gorbachev, and Reform: The Great Challenge*, 2ème édi. New York: Cambridge University Press, 1990.
- Deane, Michael J. *The Soviet Concept of 'Correlation of Forces'*. Technical Note, Arlington, Va: Stanford Research Center, mai 1976.
- Degoyev, Vladimir. «Wider Europe's Horizons in the Caucasus.» *Russia in Global Affairs*, octobre-décembre 2004.
- DeHaas, Marcel. «Russia's Military Reforms: Victory after 20 Years of Failure.» *Clingendael Papers #5*, novembre 2011.

- . *Putin's External and Internal Security Policy*. Shrivenham: Conflict Studies Research Center, février 2005.
- Delbrück, Hans. *History of the Art of War, volumes I-IV*. Trad. W. J. Renfroe Jr. Lincoln, NE: University of Nebraska Press, 1982.
- Demurin, Mikhail. «The Conflict of Civilizations: What is in Store for Russia.» *Russia in Global Affairs*, octobre-décembre 2006.
- Denisov, Vitalii. «Kto voorujal Gruziyou.» *Krasnaya Zvezda*, août 2008.
- Devderiani, Jaba. «Georgia and Russia: The Troubled Road to Accommodation.» Dans *Statehood and Status: Georgia after the Rose Revolution*, de B. Coppieters et R. Legvold. Cambridge MA: MIT Press, 2005.
- Directeur de la Doctrine de l'Armée. «Land Operation.» *B-GL-300-001/FP-001*. Ottawa: Ministère de la Défense/QG de la Défense, 2008.
- Donnelly, Chris. «Learning from SSR in Central and Eastern Europe.» Dans *Reform and Reconstruction of the Security Sector*, de A. Bryden et H. Hänggi. Berlin: LIT Verlag, 2005.
- . *Red Banner*. Londres: Jane's, 1989.
- . «The Soviet Use of History for Operational Analysis: Establishing the Parameters of Force Sustainability.» Dans *Transformation in Russian and Soviet Military History: Proceedings of the Twelfth Military History Symposium at U.S. Air Force Academy 1986*, de C. Reddel. Washington, DC: U.S. Air Force Academy, 1990.
- Dzebisashvili, Shalva. «Conditionality and Compliance: The Shaky Dimension of NATO Influence - The Georgian Case.» *Connections Quarterly*, printemps 2014.
- English, John. «The Operational Art: Developments in the Theories of War.» Dans *The Operational Art: Developments in the Theories of War*, de B.J.C. McKercher et M. A. Hennessy. New York: Praeger, 1996.
- Felgenhauer, Pavel. «After August 7: The Escalation of the Russia-Georgia War.» Dans *The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia*, de S. Cornell et F. Starr. New York: M.E. Sharpe, 2009.

- Fluri, Philipp. «Preface.» Dans *Defence Institution Building: A Sourcebook in Support of the Partnership Action Plan (PAP-DIB)*, de W. Van Eekelen et P. Fluri. Vienne: LandesverteidigungsAkademie, 2006.
- Frank Jr., Willard C. et Philip S. Gillette. *Soviet Military Doctrine from Lenin to Gorbachev 1915-1991*. Westport CT: Greenwood Press, 1992.
- Freedman, Lawrence. *Strategy: A History*. Londres: Oxford University Press, 2013.
- Friedman, Norman. *The Fifty Year War: Conflict and Strategy in the Cold War*. Newport, RI: Naval Institute Press, 2000.
- Fritz, Antje. «Security Sector Governance in Georgia (1) - Status.» Dans *From Revolution to Reform: Georgia's Struggle with Defence Institution Building and Security Sector Reform*, de P. Fluri et E. Cole. Vienne: LandesverteidigungsAkademie, 2005.
- Parlement de Géorgie. «Constitution de la République de Géorgie.» Tbilissi, 2012.
- Giles, Keir. *Moscow Rules: What Drives Russia to Confront the West*. Londres: Chatham House, 2019.
- Gillespie, Nick & Welch, Matt. «How 'Dallas' Helped Win the Cold War.» *Washington Post*, Avril 2008: (En ligne).
- Glantz, David M. *Soviet Military Operational Art: In Pursuit of Deep Battle*. Londres: Frank Cass, 1992.
- . «The Intellectual Dimension of Soviet (Russian) Operational Art.» Dans *The Operational Art: Development in the Theories of War*, de B.J.C. McKercher et M. A. Hennessy. Westport CT: Praeger, 1996.
- . «Toward Deep Battle: The Soviet Conduct of Operational Maneuver.» Dans *Transformation in Russian and Soviet Military History: Proceedings from the Twelfth Military History Symposium at the U.S. Air Force Academy 1986*, de C. Reddel. Washington, DC: U.S. Air Force Academy, 1990.
- Glover, Michael. *Wellington as Military Commander*. New York: Penguin, 1968.
- Gogueliani, Tina. «Georgia's Security Conception.» *Conflicts and Negotiations*, Printemps Hiver 1998.
- Golts, Aleksandr. «Does a 'Space' Need a Foreign Policy?» 13 septembre 1991. 3.

- Gorbatchev, Mikhail S. *Mémoires*. Paris: Du Rocher, 1997.
- Gorodetskaya, Natalya. «Caucasus: Abkhazia and South Ossetia Fear the Consequences of the Russian-Georgian Treaty, but they are ready to sit down at the negotiating table with Georgia.» *Sevodnya*, février 1994: 2.
- Gott, Kendall. *Breaking the Mould: Tanks in Cities*. 2005.
- Grachev, Pavel. «Nuclear Weapons are a Means of Deterring Any Aggression against the Russian Federation.» *Nezavisimaya Gazeta*, juin 1993: 1-5.
- Grau, Lester W., et Charles K. Bartles. *The Russian Way of War: Force Structure, Tactics, and Modernization of the Russian Ground Forces*. Fort Leavenworth, KS: Foreign Military Studies Office, 2016.
- Grudinina, Irina. «Russia Proposes its Own Version of a Concept of European Security.» *Sevodnya*, février 1994: 3.
- Gürer, Heidemaria. «Regional and International Organizations in Georgia.» Dans *From Revolution to Reform: Georgia's Struggles with Defence Institution Building and Security Sector Reform*, de P. Fluri et E. Cole. Vienne: LandesverteidigungsAkademie, 2005.
- Hackett, James. *The Military Balance 2008*. Londres: Brassey's, 2008.
- . *The Military Balance 2008-2009*. Londres: Routledge, 2009.
- Hackett, Richard Sir. *The Profession of Arms*. Londres: Brassey's, 1984.
- Halbach, Uwe et al. *Machtpoker am Kaukasus: Nachlese zum "Fünf-Tage-Krieg" in Georgien im Sommer 2008*. Vienne: International Institut für Liberale Politik, 2009.
- Haltiner, Karl W. «Mass Armies in Western Europe.» Dans *The European Military in Transition*, de M. Vlachova. Baden-Baden: Nomos, 1998.
- Hamilton, Robert. «The Bear Came Through the Tunnel: Georgian Planning and Operations in the Russo-Georgian War and Impact on U.S. Policy.» Dans *Crisis in the Caucasus: Russia, Georgia and the West*, de Paul B. Rich. Londres: Routledge, 2010.

- Hänggi, Heiner. «Conceptualising Security Sector Reform and Reconstruction.» Dans *Reform and Reconstruction of the Security Sector*, de H. Hänggi et A. Bryden. Berlin: LIT Verlag, 2005.
- Helly, Damien, et Giorgi Gogia. «Georgian Security and the Role of the West.» Dans *Statehood and Status: Georgia after the Rose Revolution*, de B. Coppieters et R. Legvold. Cambridge, MA: MIT Press, 2005.
- Hewitt, George. «Review: Crisis in the Caucasus: Russia, Georgia and the West.» *Slavonic and Eastern European Review*, 2012.
- Hiscock, Duncan. «Azerbaijan and Georgia: Perspectives for NATO Membership.» Dans *The South Caucasus: Promoting Values through Cooperation*, de J. Dufourcq et L. Ponsard. Rome: Collège de Défense de l'OTAN, juillet 2004.
- Hoffman, Stanley. *The Oligarchs*. New York: PublicAffairs, 2004.
- Hogg, David R. *The Correlation of Forces: The Quest for a Standardization Model*. U.S. Army, Fort Leavenworth, KS: School of Advanced Military Studies, mai 1993.
- Hogg, Ian. *Tank Killing*. New York: Sarpedon, 1996.
- Holmes, Richard. *Wellington: The Iron Duke*. London: HarperCollins, 2003.
- Huseynov, Vasif. «The Foreign Policy of Post-Soviet Georgia: Strategic Idealism and the Russian Challenge.» *Caucasus International*, 2015.
- Hyppia, Rémi. «L'OTAN et le Partenariat pour la Paix.» *Revue québécoise de Droit international*, 1995.
- . «Georgia and its Partners: Directions for a New Millenium.» International Security Advisory Board, 2000.
- . «International Security Advisory Board Report.» Tbilisi, juin 2005.
- Ivanov, Sergei. «Russia's Geopolitical Priorities and Armed Forces.» *Russia in Global Affairs*, janvier-février 2004.
- Jasutis, Grazvydas. «Military Integration between Russia and South Ossetia: Quo Vadis?» *Baltic Security and Defence Review*, 2014.
- Jégo, Marie. «Spécial Crise géorgienne: Autopsie d'un Conflit.» *Le Monde*, août 2008.

- Jensens, Marenne, et Eric-Hans Kramer. «The Future of the Comprehensive Approach as a Strategy for Intervention.» Dans *Violence in Extreme Conditions: Ethical Challenges in Military Practice*, de E-H Kramer et T Mollendijk. New York: Springer, 2023.
- Johnson, Sir Garry. «International Security Advisory Board Report.» Tbilisi, 2005.
- Jolicoeur, Pierre. «L'Union européenne et l'OTAN face à l'implication de la Russie dans les Conflits gelés: Deux Voies divergentes.» *Études Internationales*, décembre 2009.
- . «Qui reconnaît l'indépendance du Kosovo doit en assumer les conséquences.» *Points de Mire*, mai 2008.
- Jolicoeur, Pierre, et Frédéric Labarre. «The Kosovo Model: A (Bad) Precedent for Conflict Management in the South Caucasus?» *Connections Quarterly*, été 2014.
- . «NATO's Engagement in the South Caucasus: Looking for Energy Security or Expanding Norms and Values?» Dans *Reassessing Security in the South Caucasus*, de A. Jafalian. Londres: Ashgate, 2011.
- Jones, Archer. *The Art of War in the Western World*. Londres: Oxford University Press, 1987.
- Jones, Stephen. *Georgia: A Political History since Independence*. Londres: I.B. Tauris, 2013.
- Joseph, Edward P. «Kosovo's Independence and Secessionist Movements: Dire Consequences or Benign Impacts?» *Université du Texas*. Center for Transatlantic Relations. mars 2013.
https://minio.la.utexas.edu/webeditorfiles/european_studies/pdf/secession20paper20joseph.pdf
 (accès le mai 11, 2023).
- Joshi, Shanshak. «'Ypres with AI': Special Report: Warfare after Ukraine.» *Economist*, juillet 2023.
- Kakachia, Kornely. «Problems of Post-Conflict Security Management in Georgia.» Dans *From Revolution to Reform: Georgia's Struggles with Defence Institution Building and Security Sector Reform*, de P. Fluri et E. Cole. Vienne: LandesverteidigungsAkademie, 2005.
- Kakachia, Kornely, et Salomé Minesashvili. «Identity Politics: Exploring Georgian Foreign Policy Behaviour.» *Journal of Eurasian Studies*, 2015.

- Karabeshkin, Leonid, Frédéric Labarre, et Pierre Jolicoeur. «On Integration of Russia and its 'Difficult' Ally Belarus.» Dans *Asymmetric Neighbors and International Relations: Living in the Shadow of Elephants*, de I. Roberge, N. Park et T. Klassen. Londres: Routledge, 2023.
- Karaganov, Sergei A. «Moscow and Tbilisi: Beginning Anew.» *Russia in Global Affairs*, janvier-février 2004.
- . «A New Epoch of Confrontation.» *Russia in Global Affairs*, octobre-décembre 2007.
- Keegan, John. *The Mask of Command*. London: Pimlico, 1987.
- . *The Face of Battle*. New York: Penguin, 1976,
- Kemoklidze, Kakhaber. «Economic and Security 'Cross-Pollination': The Case of Georgia.» Dans *Peacebuilding through Economic and Infrastructure Integration in the South Caucasus*, de F. Labarre et G. Niculescu. Vienne: LandesverteidigungsAkademie, 2022.
- Kerr, Alexandra. «Introduction.» Dans *Effective, Legitimate, Secure: Insights for Defense Institution Building*, de A. Kerr et M. Miklaucic. Washington, DC: National Defense University Press, 2017.
- Khrolenko, Aleksander. «Khronika prinuzhdeniya k Miru.» *Krasnaya Zvezda*, août 2008.
- Khudoleev, Viktor. «Voiska Zadatschu Vipolinii.» août 2008.
- Kissinger, Henry. *Diplomacy*. New York: Simon & Schuster, 1994.
- Kokoshin, Andrei. «Real Sovereignty and Sovereign Democracy.» *Russia in Global Affairs*, octobre-décembre 2006.
- Kosachev, Konstantin. «A Dictatorship of Incompetence.» *Russia in Global Affairs*, avril-juin 2006.
- Kozyrev, Andrei. «In the Republic's National Interest.» *Rossiskie Vesti*, décembre 1992: 2.
- Kühn, Ulrich. «Medvedev's Proposal for a New European Security Order: A Starting Point or the End of the Story?» *Connections Quarterly*, 2010.
- Kuznetsova, Ekaterina. «The Near-Abroad: Increasingly Far Away from Russia.» *Russia in Global Affairs*, janvier-mars 2006.

- Kimball, Daryl. *The Conventional Armed Forces in Europe (CFE) Treaty and the Adapted CFE Treaty at a Glance*. Fact Sheet Arms Control Association: Washington DC, novembre 2023.
- Labarre, Frédéric. «Russian Military Reform: An Overview.» *Baltic Defence Review*, 2001.
- . «Sustainable Armor Capability for Small Powers: The Case of Georgia in the August War.» *Baltic Security and Defence Review*, 2009: 92-129.
- . «Russian Innovation and Foreign Policy.» Dans *Russia after 2012: Continuity, Change, or Revolution?*, de J.L. Black et Michael Johns. Londres: Routledge, 2013.
- . «Russian Capabilities, '888' (The Russian-Georgian War) and the Impact on the Alliance.» *SITREP*, décembre 2008.
- . «The Battle of Tskhinvali Revisited.» *Small Wars Journal*, octobre 2014.
- . «The Sources of Neo-Mercantilism.» Dans *From Putin to Medvedev: Continuity or Change?*, de J.L. Black et M. Johns. Manotick, ON: Penumbra Press, 2009.
- Larsson, Robert L. «L'Ennemi intérieur: Le Retrait militaire de la Russie de Géorgie.» *Journal d'Études militaires slaves*, 2004.
- Lavrov, Anton. «Chronologie des Opérations militaires russes et géorgiennes en août 2008.» Dans *Les Chars d'Août*, de R. Pukhov. Moscou: Centre d'Analyses Stratégiques et Technologiques (CAST), 2010.
- . «Natshalo Reformi Vozdouchno Desantnii Voisk.» Dans *Novaya Armiya Rossii*, de M. Barabanov et R. Poukhov. Moscou: Centre d'Analyses de Stratégies et de Technologie (CAST), 2010.
- Lavrov, Sergei. «The Present and Future of Global Politics.» *Russia in Global Affairs*, avril-juin 2007.
- Lemay-Hébert, Nicolas, et Nadia Proulx. «Pris entre deux feux: Généalogie récente de la Construction de l'État sud-ossète.» Dans *Déterminants des Conflits et Nouvelles Formes de Prévention*, de J.-P. Vettovaglia et et al. Bruxelles: Bruylant, 2013.
- Leonhard, Robert. *The Art of Maneuver: Maneuver Warfare and AirLand Battle*. Novato, CA: Presidio, 1994.
- Lider, Julian. «The Correlation of Forces: The Soviet Concept.» *Journal of Peace Research*, 1980.

- Lind, William S. *Maneuver Warfare Handbook*. Boulder, CO: Westview Press, 1984.
- Lortkipanidze, Shorena. «The Georgian Security Sector: Initiatives and Activities.» Dans *From Revolution to Reform: Georgia's Struggle with Democratic Institution Building and Security Sector Reform*, de P. Fluri et E. Cole. Vienne: LandesverteidigungsAkademie, 2005.
- Lukin, Vladimir. «Russia's Global Role and European Identity.» *Russia in Global Affairs*, janvier-mars 2008.
- Lukyanov, Fyodor. «Putin's Foreign Policy.» *Foreign Affairs*, mai-juin 2016.
- MacFarlane, Neil S. *Armed Conflict in Georgia: Political Parties, Achievements, and Prospects*. Amsterdam: Eburon Academic Publications, 2009.
- MacFarlane, Neil S., Larry Minear, et Stephen D. Shenfield. *Armed Conflict in Georgia: A Case Study of Humanitarian Action and Peacekeeping*. Newport, RI: Watson Jr. Institute of International Studies, 1996.
- Makienko, Konstantin. «Air Farce: The Russian Air Force didn't perform well during the Conflict in South Ossetia.» *Russia and CIS Observer*, novembre 2008.
- Mampaey, Luc. «Les Pyromanes du Caucase: Les Complexités du Réarmement en Géorgie.» *Notes d'Analyse du GRIP (Group d'Information sur la Paix et la Sécurité)*, 26 septembre 2008.
- Mamradze, Petre. «How Yeltsin was threatening Shevardnadze: Oil Pipelines, Secret Letters, and the Art of Transforming the Impossible.» *Kviris Palitra*, 2016.
- Mann, Chris, et Christer Jorgensen. *Strategy and Tactics: Tank Warfare*. Staplehurst: Spellmount, 1999.
- Marin, Anaïs. «Does State Violence translate in a more Bellcose State Behavior? Domestic Predictors of International Conflict Propensity in Post-Soviet Eurasia.» *Journal of Soviet and Post-Soviet Politics and Society*, 2016.
- Markedonov, Sergei. «The Paradoxes of Russia's Georgia Policy.» *Russia in Global Affairs*, avril-juin 2007.
- Marques Guedes, Armando. *The Five-Day War: Russia's Invasion of Georgia*. Manuscrit public , Lisbonne: (Aucune maison d'édition), 2009.

- Martin-Bittman, Lawrence. «Is the Cold War Back?» *Journal of Intelligence, Propaganda, and Security Studies*, 2015.
- Matienko, Konstantin. «Air Farce: The Russian Air Force didn't perform well during the conflict in South Ossetia.» *Russia and CIS Observer* 4, n° 23 (novembre 2008).
- Mazloomi, Emaeil, et al. «From Status Inconsistency to Revisionism: Russian Foreign Policy after the Color Revolutions.» *Japanese Journal of Political Science*, 2018.
- McIlroy, R.D. «A Requirement for Increasing Emphasis in Urban Operations.» *CFC Review*, 2004.
- Medvedev, Dmitri. «Allocution lors d'une rencontre des leaders civiques, politiques et parlementaires.» *Ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*. 5 juin 2008.
www.mid.ru/brp_4.nsf/0/c080dc2ff8d93629c32574600 (accès le mai 13, 2022).
- Migranian, Andranik. «Georgia Propels its Disintegration.» *Russia in Global Affairs*, octobre-décembre 2004.
- . «Geopolitics: Russia and the Near-Abroad - The Entire Sphere of the former USSR is a Sphere of Russia's Vital Interests.» *Nezavisimaya Gazeta*, janvier 1994: 4-8.
- Minasyan, Sergei. «Moratorium on the CFE Treaty and South Caucasus Security.» *Russia in Global Affairs*, juillet-septembre 2008.
- Minesashvili, Salomé, Frédéric Labarre, et Pierre Jolicoeur. «Dealing with Russia: Georgia's Endeavor to Escape Trampling.» Dans *Asymmetric Neighbors and International Relations: Living in the Shadow of Elephants*, de I. Roberge, N. Park et T. Klassen. Londres: Routledge, 2023.
- Mitrofanova, Eleonora. «The 'Russian World' without Borders.» *Russia in Global Affairs*, février 2004.
- Mlechin, Leonid. «The Corridors of Power: Who is Pushing Minister Kozyrev to Resign?» *Novoye Vremya*, n° 32 (1994): 8-10.
- Nodia, Ghia. «Georgian Perceptions of the West.» Dans *Commonwealth and Independence in Post-Soviet Eurasia*, de B. Coppieters et et al. Londres: Frank Cass, 1998.
- Nye, Joseph S. «A Partnership with Peace.» *Christian Science Monitor*, 1 mai 1995.

- Office of the Press Secretary. *President Bush and Russian President Putin Discuss Progress*. 23 octobre 2001.
- . *Press Conference by President Bush and Russian President Putin*. Washington DC, 16 juin 2001.
- Okara, Andrei. «Sovereign Democracy: A New Russian Idea or a PR Project?» *Russia in Global Affairs*, juillet-septembre 2007.
- Orenstein, Harold S. *The Evolution of Soviet Operational Art 1927-1991 Volume 2: Operational Art 1965-1991*. Londres: Frank Cass, 1992.
- Organisation de Coopération et de Développement en Europe (OCDE). *The OECD DAC Handbook on Security Sector Reform: Supporting Security and Justice*. Paris: OECD Publishing, 2008.
- Organisation des Nations Unies (ONU). «Résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU.» *S/1808/2008*. New York: Bureau d'Information de l'ONU, 2008.
- . «Résolution S/RES/1244.» 10 juin (1999).
- Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). *Étude sur l'Élargissement de l'OTAN*. Bruxelles: Bureau d'Information de l'OTAN, septembre 1995.
- . «Déclaration du Conseil de l'Atlantique Nord au sujet du Traité sur les Forces Conventionnelles en Europe (CFE).» *Communiqué 047 (2008)*. Bruxelles: Bureau d'Information de l'OTAN, 28 mars 2008.
- . «Déclaration du Sommet de Bucarest.» *Communiqué 049 (2008)*. Bruxelles: Bureau d'Information de l'OTAN, 3 avril 2008.
- . «Partenariat pour la Paix: Document Cadre.» *Communiqué de Press M-01 (1994)*. 10 janvier 1994.
- . «The Reader's Guide to the NATO Summit in Washington.» Bruxelles: NATO Office of Information and Press, 1999.
- . «Allied Land Tactics.» *ATP.3.2.1*. Bruxelles: Bureau d'Information de l'OTAN, février 2009.
- . «Doctrine for Land Operations.» *AJP 3.2 ed. B, version 1*. Bruxelles: NATO Standardization Office (NSO), 2022.
- . «Étude sur l'Élargissement.» Bruxelles: Bureau d'information de l'OTAN, 3 septembre 1995.

- . «Factsheet: Defence Institution Building School: An Initiative of the Substantial NATO-Georgia Package.» Bruxelles: Bureau d'Information de l'OTAN, 2017.
- . «Plan d'Action pour l'Adhésion (MAP).» Bruxelles: Bureau d'Information de l'OTAN, 1999.
- . «Statement by President of Georgia Eduard Shevardnadze.» *OTAN*. 22 novembre 2002.
<https://www.nato.int/docu/speech/2002/s021122h.htm> (accès le avril 24, 2023).
- Oskanyan, Kevork. «The Balance Strikes Back: Power, Perception and Ideology in Georgian Foreign Policy.» *Foreign Policy Analysis*, 2016.
- Ostalski, Andrei. «NATO Prepares to Impose Peace by Force.» *Izvestia*, n° 23 (juin 1992): 5.
- . «Threatening Statements by Moscow Politicians are Putting Russia on the Brink of War with Georgia and Moldova.» *Izvestia*, juin 1992: 1.
- Peters, Ralph. «Our Soldiers. Their Cities.» s.d.
- Petriashvili, Maka. *Defense Institution Building: The Dynamics of Change in Georgia and the Need for Continuity*. Thèse soumise en conformité avec le programme Master of Arts in Security Studies, Monterey, CA: Naval Post Graduate School, 2014.
- Pierzynska, Justyna. «Brothers in Arms: Imagining a Meta-Historical Brotherhood of Georgia and Poland in Polish Media and Political Discourses.» *Zeitschrift für Diskursforschung*, 2016.
- Pinna, Alessandra. «The International Dimension of Democratization.» *Marine Corps University Journal*, printemps 2014.
- Poleshchuk, Andrei. «Is an Expansion of NATO Justified? The Special Operation of Russia's FIS.» *Nezavisimaya Gazeta*, novembre 1993: 1-3.
- Pomerantsev, Peter. *Nothing is True and Everything is Possible*. New York: PublicAffairs, 2014.
- Popjanevski, Johanna. «From Sukhumi to Tskhinvali: The Path to War in Georgia.» Dans *The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia*, de S. Cornell et F. Starr. New York: M.E. Sharpe, 2009.
- Portnikov, Vasili. «Opinion: Russia is Being Drawn to War - This is not to the Advantage of the President or the People.» *Nezavisimaya Gazeta*, juin 1992: 6.
- Posen, Barry S. «The Security Dilemma and Ethnic Conflict.» *Survival* 35, no. 1, 1993.

- Primakov, Evgeniy. *Le Monde après le 11 Septembre et la Guerre en Irak*. Paris: La Renaissance, 2003.
- Radin, Andrew, et Clint Reach. *Russian Views of International Order*. Santa Monica, CA: RAND Corporation, 2017.
- Radvanij, Jean. *Les États post-soviétiques, 2ème éd.* Paris: Armand-Collin, 2004.
- Rédaction. «Help Yourself for Europe to Help You - George Khutsishvili Interview.» *Conflicts and Negotiations*, automne 1997.
- . «La Chute de Zviad Gamsakhourdia.» *Les Échos*, janvier 1992.
- . «Lancement d'un Entraînement de Pointe pour les Forces armées canadiennes en d'Opérations en Zones urbaines.» *Feuille d'Érable*. 23 mars 2022. www.canada.ca/fr/ministre-defense-nationale/feuille-derable/defense/2022/03/entrainement-fac-operations-zone-urbaines.html (accès le août 17, 2023).
- . «Georgiophobia.» *Russia in Global Affairs*, janvier-mars 2004.
- Rédaction. «The Language of Diktat is Unacceptable.» *Pravda*, n° 8 (1994): 29.
- Rédaction. «The Road to War in Georgia: The Chronicle of a Caucasian Tragedy.» *Der Spiegel*, août 2008.
- Rédaction. «US Embassy Cables: Partition of Kosovo Hardening, Warns US Ambassador.» *The Guardian*, décembre 2010.
- Renz, Bettina. «Why Russia is Reviving its Conventional Military Power.» *Parameters*, été 2016.
- Rezuvayev, Vladimir. «Sticks and Carrots.» *Nezavisimaya Gazeta*, n° 10 (mars 1992): 15.
- Rice, Condoleeza. «The Strategy of a Revolutionary State.» Dans *Strategy from Machiavelli to the Nuclear Age*, de P. Paret. Princeton, NJ: Princeton University Press, 1986.
- Rioux, Jean-François, E. Keenes et G. Légraré. «Le néo-réalisme ou la formulation du paradigme hégémonique en relations internationales.» *Études internationales* 19, no. 1, 1988), printemps 2014.
- Ripley, Tim. *Battle Tactics: Tank Warfare*. Londres: Compendium, 2003.

- Robertson, W.G., et L.A. Yates. *Block by Block: The Challenge of Urban Operations*. Fort Leavenworth, KS: U.S. Army Command and General Staff College Press, 2003.
- Rodionov, Boris. «The UN Sanctions against Yugoslavia do not take Russia's Interests into Account.» *Izvestia*, n° 22 (juin 1992): 4.
- Rodionov, Igor. «On Several Tenets of Military Doctrine.» Dans *The Evolution of Soviet Operational Art 1965-1991*, de H. Orenstein et D. Glantz. Londres: Frank Cass, 1992.
- Rondeli, Alexander. «The Choice of Independent Georgia.» Dans *The Security of the Caspian Sea*, de G. Chufrin. Londres: Oxford University Press/Stockholm International Peace Research Institute, 2001.
- Roskin, Michael G. «The New Cold War.» *Parameters*, printemps 2014.
- Ross, Thomas. «Defining the Discipline in Theory and Practice.» Dans *Effective, Legitimate, Secure: Insights for Defense Institution Building*, de A. Kerr et M. Miklaucic. Washington, DC: National Defence University Press, 2017.
- Rossi, Michael. *Five Inconvenient Truths about Kosovo*. 17 juillet 2013.
www.transconflict.com/2013/07/five-inconvenient-truths-about-kosovo-177 (accès le may 18, 2022).
- RTO Studies, Research and Simulation Panel Study Group. «Urban Operations in the Year 2020.» Neuilly-sur-Seine: NATO Research and Technology Office, avril 2003.
- Rumer, Eugene. *Russian National Security and Foreign Policy in Transition*. Santa Monica, CA: RAND Corporation, 1995.
- Rupnick, Jacques. *The Other Europe*. Londres: Nicholson and Weidenfeld, 1988.
- Russett, Bruce, Layne, C., Spiro, D. E. et Doyle, M. W. "Correspondence: The Democratic Peace." *International Security* 19, no 4, printemps 1995.
- Sakwa, Richard. *Russian Politics and Society*, 2ème éd. Londres: Routledge, 1998.
- Seaton, Albert, et Jane Seaton. *The Soviet Army from 1918 to Today*. New York: New American Library, 1986.

- Secretary of the United States Army. «Combined Arms Operations in Urban Terrain.» *FM 3-06.11*.
Washington, DC: Department of the Army, février 2002.
- Shiriyev, Zaur. «Saakashvili's New Attempt: Strategy on the Occupied Territories?» *Political Reflection* 1, no 1 (mars-avril-mai 2010): 28-35.
- Simpkin, Richard. *Deep Battle: The Brain Child of Marshal Tukhachevskii*. Londres: Brassey's, 1987.
- Smith, Graham. *The Post-Soviet States: Mapping the Politics of Transition*. New York: Oxford University Press, 1999.
- Smith, Julianne. «Relations OTAN-Russie: Moment de Vérité ou Déjà-Vu?» *Politique Étrangère*, 2008.
- Smith, Mark A. *Russian Chronology July-September 2008*. Advanced Research and Assessment Group, Shrivenham: Defence Academy of the United Kingdom, 2008.
- Stankevitch, Sergei. «A Power in Search of Itself.» *Nezavisimaya Gazeta* 13 (mars 1992): 1-4.
- Stockholm International Peace Research Institute*. 15 septembre 2023. www.sipri.org (accès le février 12, 2009).
- Stöhs, Jeremy. «U.S. Defence Policy after the Cold War.» *Journal for Intelligence, Propaganda, and Security Studies*, 2014.
- Tagliavini, Heidi. «International Independent Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia.» Volume 1, Strasbourg, 2009.
- . «International Independent Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia.» Volume 2, Strasbourg, 2009.
- . «International Independent Fact-Finding Mission on the Conflict in Georgia.» Volume 3, Strasbourg, 2009.
- Tchourkine, Vitaly. «OON v Mire i Rossiya v OON: Vzglyad iz Niou-Yorka.» Dans *Sovremenniy Mir i Geopolitka*, de O. Ivanov. Moscou: KanonPlus, 2015.
- The Thin Red Line*. Réalisé par Terrence Malick. Interprété par Nick Nolte et Elias Koteas. 1998.
- Thorez, Julien. «Géorgie-Ossétie-Russie: Une Guerre à toutes les Échelles.» *ÉchoGéo*, 13 février 2009.

- Toal, Gerard. «Russia's Kosovo: A Critical Geopolitics of the August War over South Ossetia.» *Eurasian Geography and Economics*, 2009.
- Trapans, Jan-Arved. «Georgia, the Black Sea, and the Approaching West.» Dans *From Revolution to Reform: Georgia's Struggle with Defence Institution Building and Security Sector Reform*, de P. Fluri et E. Cole. Vienne: LandesverteidigungsAkademie, 2005.
- Trenin, Dmitry. «The Revival of the Russian Military: How Moscow Reloaded.» *Foreign Affairs*, mai-juin 2016.
- Tselyuko, Vyacheslav. «Force Development and the Armed Forces of Georgia under Saakashvili.» *Moscow Defense Brief*, 12 septembre 2008.
- Tsyganok, Anatoly D. *Voïna 8.8.8: Prinuzhdennie Gruzii k Miru*. Saint-Pétersbourg: Vetche, 2011.
- Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS). *Constitution of the USSR*. Moscou: Novosti Publishing Agency, 1982.
- United States Marine Corps (USMC). *Soviet/Russian Armor and Artillery Design Practices: 1945-1995*. Alexandria, VA: Marine Corps Intelligence Activity (MCIA), septembre 1996.
- Van Creveld, Martin. *Command in War*. Cambridge, MA: Harvard University Press, 1985.
- Vandemoortele, Antoine. «The Promotion of Security Sector Reform: Comparing the Role of the European Union and Canada.» *Review of European and Russian Affairs*, 2007.
- Vashakmadze, Mindia. «Democracy and Security: The Legal Framework for Security Governance in Georgia.» Dans *From Revolution to Reform: Georgia's Struggle with Defense Institution Building and Security Sector Reform*, de P. Fluri et E. Cole. Vienne : LandesverteidigungsAkademie, 2005.
- Vasilev, Sergei. «Podarivshinie Tskhinvali Zhizn.» *Krasnaya Zvezda*, août 2008.
- Vendil Palin, Carolina, et Fredrik Westerlund. «Russia's War in Georgia: Lessons and Consequences.» *Small Wars and Insurgencies*, 2009.

- Vigor, Peter H. «The Function of Military History in the Soviet Union.» Dans *Transformation in Russian and Soviet Military History: Proceedings of the Twelfth Military History Symposium at the U.S. Air Force Academy 1986*, de Carl Reddel. Washington, CD: U..S. Air Force Academy , 1990.
- Walt, Stephen M. «Alliance Formation and the Balance of World Power.» *International Security*, 1985: 3-34.
- . *The Origins of Alliances*. Ithaca, NY: Cornell University Press, 1987.
- Walther, Ulf. «The KGB and the End of the Soviet Union.» *Journal for Intelligence, Propaganda, and Security Studies*, 2014.
- Wardak, Ghulam Dastagir. *The Voroshilov Lectures: Materials from the Soviet General Staff Academy, Vol.1*. Washington, DC: National Defense University Press, 1989.
- Weller, Jac. *Wellington at Waterloo*. London: Greenhill Books, 1967.
- Wheatley, Jonathan. *Georgia from National Reawakening to the Rose Revolution: Delayed Transition in the Former Soviet Union*. Burlington, VT: Ashgate, 2005.
- Wielhouwer, Peter W. *Preparing for Future Joint Urban Operations: The Role of Simulations and the Urban Resolve Exercise*. U.S. Joint Force Command (US JFCOM)/J9 Command and Operations Group, Washington DC: General Dynamics Advanced Information Systems, 2005.
- Winkler, Theodore. *Challenges of Security Governance*. Genève: DCAF, 2003.
- Worley, D. Robert, Alec Wahlman, et Dennis J. Gleeson. «Military Operations in Urban Terrain: A Survey of Journal Articles.» n° IDA-2125. Arlington, VA: Institute for Defense Analyses, octobre 2000.
- Wright, Patrick. *Tank*. New York: Viking, 2000.
- Wynne, Russell. «Russian Relations in the Near-Abroad.» Dans *Russian Foreign Policy since 1990*, de P. Shearman. Boulder, CO: Westview Press, 1995.
- Yeltsin, Boris N. *Midnight Diaries*. New York: PublicAffairs, 2001.
- Yost, David. *NATO Transformed*. Washington, DC: United States Institute of Peace, 1998.

Young, Thomas-Durrell. *Anatomy of Post-Communist European Defense Institutions: The Mirage of Military Modernity*. New York: Bloomsbury, 2017.

Zakareishvili, Paata. «Georgia's Relationship with Abkhazia.» *Caucasus Analytical Digest*, 2009.

Zakharov, A. N. «Development Trends of Armed Struggle.» Dans *The Evolution of Soviet Operational Art 1965-1991*, de H. Orenstein et D. Glantz. Londres: Frank Cass, 1992.

Zurabishvili, Salomé. «Kosovo as a Positive Precedent.» *Russia in Global Affairs*, avril-juin 2007.

Zürcher, Christoph. «Georgia's Times of Trouble: 1989-1993.» Dans *Statehood and Security: Georgia after the Rose Revolution*, de B. Coppieters et R. Legvold. Cambridge, MA: MIT Press, 2005.

ANNEXE

Tableau 1 : Acquisition de matériel militaire par la Géorgie 1992-2008⁷⁴²

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total
Aéronefs						4				8				49	5	24		90
DCA															16	20	44	80
Blindés		4							6	66			11	36	30	91	36	280
Artillerie										1		1	3	8	9	5		27
Moteurs																	1	1
Missiles								2							12	20	22	56
Senseurs															25		18	43
Marine							28	22		10			22				11	92
Total/An		4				4	28	23	6	85		1	37	92	97	161	132	669

Tableau 2 : Dépenses militaires de la Géorgie 1992-2008 en USD de 2021⁷⁴³

GÉORGIE	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Millions USD 2021	102.5	63.9	61.7	47.5	32.4	41.2	58.9	71.6	99.9	265.4	450.9	892.8	847.5
%PIB	2.21	1.25	1.14	0.92	0.62	0.74	1.00	1.07	1.37	3.34	5.22	9.16	8.52
% Dépenses gov.	11.70	5.57	5.85	4.55	3.54	4.28	6.09	6.46	7.09	15.03	22.40	32.22	26.08
USD per capita	14.0	9.3	9.0	5.8	4.3	5.5	8.0	10.1	16.7	50.8	96.5	223.6	263.1

Tableau 3 : Importations d'équipement militaire de la Géorgie 1992-2008⁷⁴⁴

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Bulgarie										10				18	5	2	
Tchéquie									6	67		1	1	19	44	4	
Allemagne							4										
Grèce							2	2					22				
Israël														0		13	35
Kazakhstan															6		
Pologne																8	
Russie		4															
Turquie							3			2						6	26
Ukraine						4	18	22					14	52	43	128	70
USA										6							1
Ouzbekistan														4			
Total		4				4	28	23	6	85		1	37	92	97	161	132

⁷⁴² Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) www.sipri.se

⁷⁴³ Ibid. Les points de suspension indiquent qu'aucune donnée n'est disponible pour ces années.

⁷⁴⁴ Ibid.

Tableau 4 : Comparaison brigades/régiments Géorgie/Russie, 2000⁷⁴⁵

Brigade d'infanterie mécanisée géorgienne	Régiment de Fusiliers motorisé russe (RFM)
ca. 2100 soldats	Ca. 2170 soldats
Compagnie de QG	Compagnie de QG
bataillon de fusiliers motorisé	bataillon de Fusiliers motorisé
bataillon d'infanterie (monté sur véhicules)	bataillon de Fusiliers motorisé
N/A	bataillon de Fusiliers motorisé
bataillon d'artillerie	bataillon d'artillerie
bataillon de blindés	bataillon de blindés
Compagnie de reconnaissance	Compagnie de reconnaissance
Compagnie de génie	Compagnie de génie
Compagnie de signaux	Compagnie de signaux
bataillon de défense aérienne	Batterie de défense aérienne
Batterie anti-tank	Batterie anti-tank
Complément logistique	bataillon logistique
Force totale des troupes terrestres: 12600 pers.	Force totale des troupes terrestres: 800000 +
Taille divisionnaire: N/A	Taille divisionnaire: 12400-13000

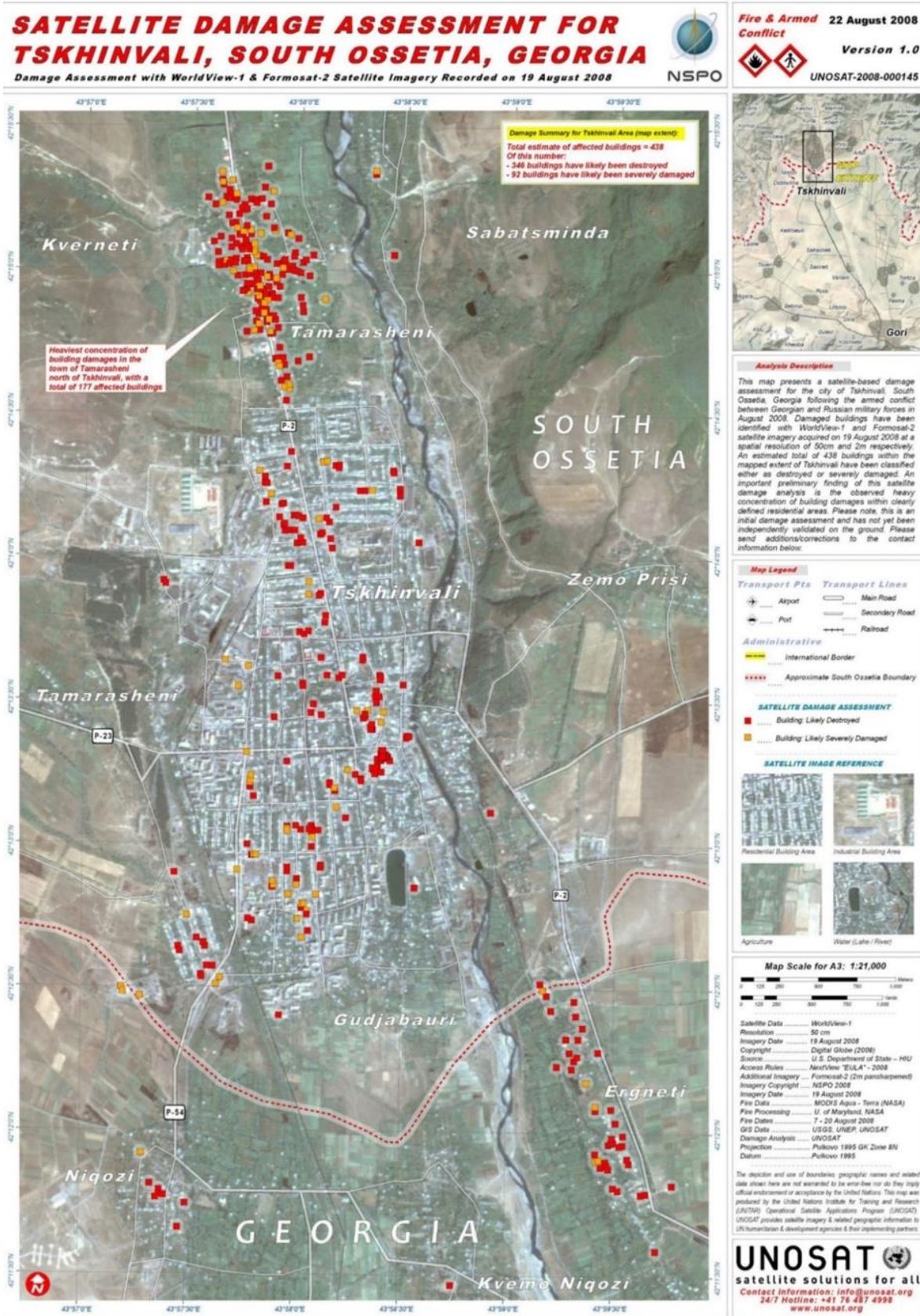
Tableau 5 : Comparaison brigades/régiments Géorgie/Russie, 2008⁷⁴⁶

brigade d'infanterie mécanisée géorgienne	Régiment de Fusiliers motorisé russe (RFM)
ca. 3205 soldats	ca. 2400 soldats
Compagnie de QG	Compagnie de QG
bataillon d'infanterie (monté sur véhicules)	bataillon de Fusiliers motorisé
bataillon d'infanterie (monté sur véhicules)	bataillon de Fusiliers motorisé
bataillon d'infanterie (monté sur véhicules)	bataillon de Fusiliers motorisé
bataillon d'artillerie	bataillon d'artillerie
bataillon de blindés	bataillon de blindés
Compagnie de reconnaissance	Compagnie de reconnaissance
Compagnie de génie	Compagnie de génie
Compagnie de signaux	Compagnie de signaux
bataillon de défense aérienne AUTONOME	bataillon de défense aérienne
Batterie anti-tank	Batterie anti-tank
Complément logistique	bataillon logistique
Force totale des troupes terrestres: ca. 17900	Force totale des troupes terrestres: 800000 +
Taille divisionnaire: N/A	Taille divisionnaire: ca. 13000

⁷⁴⁵ Jane's World Armies 2000, <https://warfare.ru>

⁷⁴⁶ The Military Balance 2008, The Military Balance 2009, Strategic Defence Review 2007 (Géorgie), <http://warfare.ru>

Document 1 : L'imagerie satellitaire des bombardements (ONU/UNOSAT)



Document 2 : Page 1 du facsimile des ordres opérationnels de 01h30 du Major Kalandadze (basé sur une photocopie soumise à la Commission Tagliavini)

Handwritten notes and signatures:
დავით
სამაჩაბლო
2008

საიდუმლო
ეგ.ზ.ნ.შ.
მე-4 ქვეითი ბრიგადის
შტაბი
დ.ვაზიანი
07.0130 აგვისტო 2008 წ.

განაყოფილებული ბრძანება №01
რუკა №1:50 000, K-38-64-A, K-38-90- B, K-38-64-B, K-38-64-Г
1987 წ. გამოშვება
დროითი ხარტყელი: ადგილობრივი

1. ვითარება

90 იანი წელებში დაიძაბა სიტუაცია სამაჩაბლოს რეგიონში, ადგილობრივმა ხელისუფლებამ რუსეთის პოლიტიკური დახმარების საშუალებით მოახდინა ქართული მოსახლეობის ნაწილის რეგიონიდან განდევნა. რეგიონში დარჩა მხოლოდ დიდი ლიახვის კომპაქტურად დასახლებული ქართული მოსახლეობა. რუსეთმა პოლიტიკურ-ეკონომიკური ბერკეტების გამოყენებით მოახდინა სამშვიდობო ძალების შეყვანა რეგიონში, რომლებიც ხელს უწყობენ რეგიონში დესტაბილიზაციას, ღიად უჭერენ რა მხარს სეპარატისტულ მთავრობას.

ბოლო დროს არაკანონიერი ბანდფორმირებები რეგულარულად ახორციელებენ თავდასხმას რეგიონში მცხოვრებ ქართულ მოსახლეობაზე, გაუხსნეს ცეცხლიუ როგორც მცირე კალიბრიანი ასევე მსხვილ მკალიბრიანი შეიარაღებიდან, პარალელურად ხორციელდება ბანდ-ფორმირებების აღჭურვა, რაც თავის მხრივ ზრდის საფრთხეს რეგიონში მცხოვრები ქართული მოსახლეობისათვის.

ა. მოწინააღმდეგე ძალები.

სამაჩაბლოს რეგიონში ოსი სეპარატისტები აგრძელებენ მშვიდობიანი მოსახლეობისა და სამშვიდობო ძალების მიმართულებით შეიარაღებულ საცეცხლე დაპირისპირებას.

მათ ძირითად ტაქტიკურ ხერხებს წარმოადგენს თვითნაკეთი ასაფეთქებელი მოწყობილობები, სნაიპერები, თვითნაკეთი რაკეტმგყორცნები, 60-82 მმ. ნალმგყორცნები, ასევე ანხორციელებენ კომპლექსურ ჩასაფრებებს.

ბ. საკუთარი ძალები:

- 41 ქვეითი ბატალიონი
- 42 ქვეითი ბატალიონი
- 43 ქვეითი ბატალიონი
- ჯ/საგანკო ბატალიონი
- საარტილერიო დივიზიონი
- უზრუნველყოფის ბატალიონი
- საშტაბო ასეული
- საღაზვერეო ასეული
- საინჟინრო ასეული
- ჯ/გ ასეული

გ. მომარტებული ქვედანაყოფები.
არ გყავს

2. ამოცანა

IV- ქვეითი ბრიგადის დაქვემდებარებული ქვედანაყოფები მოვიდნენ საბრძოლო მზადყოფნაში დისლოკაციის ადგილზე არაუგვიანეს 2008 წლის 7 აგვისტოს 08:00 საათამდე, რათა განახორციელონ ოპერატიული დაჯგუფების მხარდაჭერა.

საიდუმლო
2008

3. აღსრულება.

ა) ოპერაციის კონცეფცია: ამ ოპერაციაში მნიშვნელოვანია დისლოკაციის ადგილზე სწრაფი საბრძოლო მზადყოფნაში მოყვანა, რათა განვახორციელოთ კომბინირებული ოპერატიული დაჯგუფების ოპერაციების მხარდაჭერა, რომელიც ხელს შეუწყობს სტაბილურობის დონისპიეზებს მოქმედების ცხინვალის რეგიონში. ბრიგადა განახორციელებს ოპერაციის სრულ სპექტრს სამანვერო ქვედანაყოფებით.

ბ) დავალებები სამანვერო ქვედანაყოფებს:

მსუბუქი ქვეითი ბატალიონები

დავალება: ქვედანაყოფები მოიყვანონ საბრძოლო მზადყოფნაში არა უგვიანეს 2008 წლის 11:00 საათამდე, ბრიგადის დისლოკაციის ადგილიდან გამოსასვლელად და ოპერატიული დაჯგუფების ოპერაციების მხარდასაჭერად; მოქმედების რაიონში სტაბილურობის, შეგვეითი და თავდაცვითი ოპერაციების საწარმოებლად.

გ) დავალებები მხარდამჭერ ქვედანაყოფებს:

საარტილერიო დივიზიონი

დავალება: მზად იყოს სამანვერო ქვედანაყოფებისათვის მხარდამჭერი ოპერაციების განახორციელებლად.

ღამვერვის ასეული

დავალება: საღამვერვო ასეულმა ოპერაციის რაიონში დაიწყოს საღამვერვო ოპერაციების წარმოება მ/წლის 7 აგვისტოს 05:00 საათიდან. ბრიგადის თავმოყრის რაიონის ადგილის შესწავლის მიზნით

დ) მაკოორდინირებელი ინსტრუქციები:

1. ბრძანება ძალაში შედის გამოცემიდან;

2. მეთაურის მოთხოვნა მნიშვნელოვან ინფორმაციაზე

- ქვედანაყოფების სრული მზადყოფნა ამოცანის შესასრულებლად;

-დაკომპლექტება აღჭურვილობით სრული სტანდარტების მიხედვით, დასახლებულ პუნქტებში დღისით და

ღამით ოპერაციების შესასრულებლად;

- მომარტების კლასების მდგომარეობა;

3. ბრძოლაში ჩართვის წესების დაცვა;

4. ქვედანაყოფებს მოქმედებენ ბრიგადისთან კოორდინირებულად.

4. მაგერიალურ-ტექნიკური უზრუნველყოფა;

IV ქვეითი ბრიგადის უზრუნველყოფა კლასების მიხედვით განხორციელდება უზრუნველყოფის ბატალიონის ძალებით.

პრიორიტეტი ეძლევა შემდეგ კლასებს I, III, V, VIII და წყალი.

5. მართვა და კავშირი.

მართვა და კავშირი განხორციელდება ხგანდარტული ოპერატიული პროცედურების შესაბამისად. (SOP)

მეოთხე ქვეითი ბრიგადის მეთაური

მაიორი

გ. კალანდაძე

(Translation from Georgian)¹

Addressed to:
Chief of Staff
Signature 07.08.08

Classified
Copy No. 2
4th Infantry Brigade
Headquarters
Vaziani
01.30 07 August 2008

Preliminary order No. 01
Map No. 1:50000, K-38-64-A, K-38-90-B, K-38-64-V, K-38-64-G
Revision 1987
Local time

1. Background

In the 1990-s the situation in the Samachablo region *{South Ossetia -original translator's note}* deteriorated, the local administration used the Russian political backing to drive the ethnic Georgian population out of the region. The only remaining ethnic Georgian residents settled within the boundaries of the Didi-Liakhavi district *{a village north of Tskhinvali}*. Russia used its political and economic leverage to send peacekeeping forces into the region. These forces destabilized the situation and openly supported separatist leaders.

As of late illegal armed gangs have regularly attacked ethnic Georgians residing in the region and opened fire from small and large calibre weapons. At the same time these gangs continue to rearm, which in turn poses a greater threat to the Georgian population of the region.

A. Opposing force *{the numbering convention is the same as in the original language}*

Ossetian separatists in the Samachablo region continue their military confrontation with the local population and the peacekeeping forces.

Their key tactical methods and capabilities are as follows: improvised explosive devices (IEDs), sniper fire, improvised rocket launchers, 60-82mm mortars as well as complex ambushes.

Traduction non-officielle des ordres opérationnels de 01h30 par la Commission Tagliavini (suite)

B. Own forces:

- 41st infantry battalion
- 42nd infantry battalion
- 43rd infantry battalion
- armour battalion
- artillery battalion division
- support battalion
- HQ company
- reconnaissance company
- engineer company
- signal company

Registration stamp 7.08.
2008

C. Augmentation units

Not available

2. Mission objectives

Units of the 4th infantry brigade will be put on high combat readiness alert at the location of their deployment no later than 8.00 on 7 August 2008 in order to provide support to the Task Group.

3. Execution

a) Concept of operation: in this operation it is important to quickly transition to a higher combat readiness at the location of deployment in order to provide support to the combined Task Group engaged in a stabilisation operation in the Tskhinvali region. The brigade is to carry out a full spectrum of operations using manoeuvre units.

b) Manoeuvre units mission:

Light infantry battalions.

Objective: these units will quickly transition to combat readiness no later than 11.00 *{no date specified}* 2008 to redeploy from the current location to provide support to the Task Group; the units will carry out stabilisation, offensive and defensive missions in the area of operation.

c) Support units mission:

Artillery division

Mission: be ready to support the manoeuvre units in the course of the operation.

Reconnaissance company

Mission: the reconnaissance company will begin to carry out a reconnaissance mission in the area of operation as of 05.00 on 7 August of this year in order to study the brigade's area of deployment.

d) Coordinating instructions

1. The order shall enter into force immediately upon its issue;
-

2. Key commander requirements:

- all units must be fully ready to carry out their missions;
- [all units] must be armed in full compliance with the standard procedure applicable to operations carried out in residential settlements in the daytime and at night;
- situation with respect to classes of supplies;

3. Compliance with the rules of engagement;

4. All units must coordinate their operation with the brigade.

4. Logistical support

Logistical support shall be provided to the 4th infantry brigade in accordance with the supply classification requirements applicable to battalion-size forces.

Priority shall be given to the following classes I, III, V, VIII and water.

5. Control and Communications

Control and communications shall be executed in accordance with the standard operating procedures (SOP).

Commander, 4th Infantry brigade
Major *Signature* G. Kalandadze

Reverse side:

No. 0666

Printed: 7 (seven) copies

Copy No.1-16161

Copy No.2-16162

Copy No.3-16163

Copy No.4-16164

Copy No.5-16165

Copy No.6-16166

Copy No.7-16167

To be distributed in selected companies

Executed by: Major Z. Dzhandzhalia, G-3

Tel. 877-19-39-49

7.08.2008

Document 2 : Page 1 du facsimile des ordres opérationnels de 05h15 du Major Kalandadze (basé sur une photocopie soumise à la Commission Tagliavini)

Handwritten signature and scribbles in the top left corner.

საიდუმლო
გვ.ზ.№
მე-4 ქვეითი ბრიგადის
შტაბი
დ.ვაზიანი
07.0515 აგვისტო 2008 წ.

გამაფრთხილებელი ბრძანება №02
თემა №1:50 000, K-38-64-A, K-38-90- B , K-38-64-B, K-38-64-F
1987 წ. გამოშვება
დროითი სარტყელი: ადგილობრივი
1. შიშაობა.
ცვლილებების ბარემში (იხილეთ გამაფრთხილებელი ბრძანება №01)
ბ. მოწინააღმდეგე კალეზი.
ცვლილებების ბარემში (იხილეთ გამაფრთხილებელი ბრძანება №01)
ბ. საკუთარი ძალები:
ცვლილებების ბარემში (იხილეთ გამაფრთხილებელი ბრძანება №01)

ზემდგომი მითაურის ამოცანა

ოპერატიულმა დაჯგუფებამ განახორციელოს საბრძოლო ოპერაცია სამხარაზლოს რეგიონში და 72 საათის განმავლობაში განააღმშროს მოწინააღმდეგე ალაღბონოს საქართველოს იურიდიული რეგიონში.

ზემდგომი მითაურის ჩანაფიქრი

- სწრაფი საბრძოლო მოქმედების განხორციელება;
- მშვიდობიანი მოსახლეობისა და მათი ქონების განადგურების რისკის შემცირება;
- ზუსტი წერტილოვანი დარტყმებით მოწინააღმდეგე ძალების განადგურება;
- საკუთარი ძალების დაცვა

გ. მომაგრებული ქვედანაყოფები.
არ გყავს

2. ამოცანა

IV- ქვეითი ბრიგადის დაქვემდებარებული ქვედანაყოფები მოვიდნენ საბრძოლო მზადყოფნაში დისლოკაციის ადგილზე არაუგვიანეს 2008 წლის 7 აგვისტოს 11:00 საათამდე, რათა განახორციელონ ოპერატიული დაჯგუფების მხარდაჭერა.

3. აღსრულება.

მითაურის ჩანაფიქრი:

- სწრაფი საბრძოლო მოქმედების განხორციელება;
- მშვიდობიანი მოსახლეობისა და მათი ქონების განადგურების რისკის შემცირება;
- ზუსტი წერტილოვანი დარტყმებით მოწინააღმდეგე ძალების განადგურება;
- საკუთარი ძალების დაცვა
- ოპერაციის რაიონში შეტყვევითი და თავდაცვითი ოპერაციების განხორციელება;
- სამოქალაქო ფუნქციების უსაფრთხოების დაცვა;

საბოლოო შედეგი:

- რეგიონში ანტი სეპარატისტული ძალების გაუნებელყოფა
- რეგიონში მშვიდი და უსაფრთხო გარემოს შექმნა.

მე-4 ბრიგადა საერთო საზღვრები:
ჩრდილოეთით: კ. 858864; კ. 056868.
აღმოსავლეთით: კ. 056868 კ. 112732
სამხრეთით: კ. 112732; კ. 977690; კ. 951682; კ. 868709
დასავლეთით: კ. 868 709

საბრძოლო მითაური
გვ.ზ. № 30-1
"4" აგვისტო 2008 წ.
საბრძოლო მითაური

Page 2 du facsimile des ordres opérationnels de 05h15 du Major Kalandadze (basé sur une photocopie soumise à la Commission Tagliavini)

მე-4 ბრიგადის შიდა საზღვრები:

41 ქვეითი ბატალიონი:

ჩრდილოეთით: კ. 858864; კ. 935865

აღმოსავლეთით: კ. 935865; კ. 977690

სამხრეთით: კ. 977690; კ. 948681. . 878708

დასავლეთით: კ. 878708; კ. 858864.

42 ქვეითი ბატალიონი:

ჩრდილოეთით: კ. 935865; კ. 973867

აღმოსავლეთით: კ. 973867; კ. 025748; კ. 046718

სამხრეთით: კ. 046718; კ. 977690

დასავლეთით: კ. 977690; კ. 935865

43 ქვეითი ბატალიონი:

ჩრდილოეთით: კ. 973867; კ. 056868

აღმოსავლეთით: კ. 056868; კ. 112732

სამხრეთით: კ. 112732; კ. 046718.

დასავლეთით: კ. 046718; კ. 025748. . 973867

მეთაური მოთხოვნა მნიშვნელოვან ინფორმაციაზე (CCIR).

(ა) დაზვერვის პრიორიტეტული მოთხოვნები (PIR).

1 საშუალებები/მეთოდები/რეჟიმები, რომელთაც გამოიყენებენ ანტისეპარატისტული ძალები რეგიონის უსაფრთხოების დესტაბილიზაციისათვის.

2 სად ხდება უშუალოდ ძალების დაპირისპირება.

3 ვინ უჭერენ მხარს ანტისეპარატისტულ ძალებს?

4 სად მდებარეობენ ანტისეპარატისტული ძალების ბანაკები, და სამალავები;

5 სად აქვთ განლაგებული ძირითადი საცეცხლე საშუალებები;

6 რა შემადგენლობა და საშუალებები გააჩნიათ მოწინააღმდეგე ძალებს;

7 სად და როდის ჩაატარებენ მოწინააღმდეგე ძალების სხვადასხვა დაჯგუფებები კოორდინირებულ შეტევას საკუთარი ძალების წინააღმდეგ

8 ვინ არის გავლენიანი პირები (ლიდერები) ოპერაციის რაიონში.

რისკი

— სამაჩაბლოს რეგიონში არსებული რუსული სამშვიდობო ბაზები ზრდის პროვოკაციის რისკს მათზე ცეცხლის გახსნის შემთხვევაში;

— მშვიდობიანი მოსახლეობისა და ლტოლვილთა გადმოადგილებისას საშიშროება, რომ მათ შორის აღმოჩნდეს სეპარატისტული დაჯგუფების წევრები, რომლებაც შეეცდებიან დესტაბილიზაციის შექმნას ზურგში

დავალებები სამანვერო ქვედანაყოფებს:

- სამანვერო ქვედანაყოფებმა (41-ე; 42-ე და 43-ე ბატალიონები) მოამზადონ სადაზვერვო ოცეულები ტაქტიკური სადაზვერვო ოპერაციების საწარმოებლად თავთავიანთ საპასუხისმგებლო რაიონში;
- სამანვერო ქვედანაყოფებთან შეტყეითი და თავდაცვითი ოპერაციების საწარმოებლად, ჩაატარო ვარჯიშები ოპერაციების საწარმოებლად, (შეტყევა დასახლებულ პუნქტებში, შენობებში შესვლა ჩხრეკა, თავდასხმითი და აყვანის ოპერაციები)

დავალებები მხარდამჭერ ქვედანაყოფებს:

ბრიგადის მხარდამჭერი ქვედანაყოფებმა (ჯ/სატ. ბატ; საარტ. დივიზიონი; უზრ. ბატალიონი და ცალკეული ასეულები) – მოიყვანოს ქვედანაყოფები სრულ საბრძოლო მზადყოფნაში სამანვერო ქვედანაყოფების მხარდასაჭერად და იყვნენ მზად მარშის განსახორციელებლად ბრიგადის თავმოყრის რაიონში კვ. 0259

უსაფრთხოების ღონისძიებები:

- მარშის მსვლელობისას დაცული იქნეს უსაფრთხოების ზომები;
- ქვედანაყოფებმა თავიანთ გადაადგილების მიმართულებებზე უზრუნველყონ ფლანგები და ზურგის დაცვა.

4. მატერიალურ-ტექნიკური უზრუნველყოფა;
ცვლილებების ბარეში (იხილეთ გამაფრთხილებელი ბრზანება №01)
5. მართვა და კავშირი.
ცვლილებების ბარეში (იხილეთ გამაფრთხილებელი ბრზანება №01)

მეოთხე ქვეითი ბრიგადის მეთაური

მაიორი



გ. კალანდაძე

Traduction non-officielle des ordres opérationnels de 05h15 par la Commission Tagliavini

(Translation from Georgian)

Addressed to: Chief of Staff Signature 07.08.08

Classified
Copy No.
4th Infantry Brigade
Headquarters
Vaziani
05.15 07 August 2008

Preliminary order No. 02
Map No. 1:50000, K-38-64-A, K-38-90-B, K-38-64-V, K-38-64-G
Revision 1987
Local time

1. Situation

No changes (see Preliminary order No.

01) A. Opposing force.

No changes (see Preliminary order No.

01) B. Own forces:

No changes (see Preliminary order No. 01)

Higher Commander's Mission

The Task Group shall carry out a combat operation in the Samachablo region {*South Ossetia*} and defeat the enemy within 72 hours. Restore Georgia's jurisdiction in the region. **Higher Commander's intent:**

- quick execution of a combat operation;
- reduce the risk of civilian casualties and damage to civilian property;
- launch precision strikes to destroy the opposing force;
- defend own forces

D. Augmentation units Not available

2. Mission objectives

Units of the 4th infantry brigade will be put on high combat readiness alert at the location of their deployment no later than 11.00 on 7 August 2008 in order to provide support to the Task Group.

3. Execution

Commander's intent:

- quickly execute a combat operation;
- reduce the risk of civilian casualties and damage to civilian property;
- launch precision strikes to destroy the opposing force;
- defend own forces;
- carry out offensive and defensive missions in the area of operation;
- ensure security of municipal functionality [infrastructure];

Traduction non-officielle des ordres opérationnels de 05h15 par la Commission Tagliavini (suite)

End result:

- identify anti-separatist (sic!) forces in the region;
- restore peace and security in the region.

General boundaries of the 4th Brigade (code map coordinates):

North: c. 858864; c. 056868.

East: c. 056868 c. 112732

South: c. 112732; c. 977690; c. 951682; c. 868709

West: c 868 709

Inner boundaries of the 4th Brigade:

41st infantry battalion

North: c. 858864; c. 935865.

East: c. 935865 c. 977690

South: c. 977690; c. 948681; c. 878708

West: c 878708; c. 858864

42nd infantry battalion

North: c. 935865; c. 973867

East: c. 973867; c. 025748; c. 046718

South: c. 046718; c. 977690

West: c 977690; c. 935865

43rd infantry battalion

North: c. 973867; c. 056868

East: c. 056868; c. 112732

South: c. 112732; c. 046718

West: c 046718; c. 025748.. 973867

Critical Command Information Requirements (CCIR)

(a) Priority Intelligence Requirements (PIR)

1. Assets/methods/techniques that may be used by the anti-separatist forces to destabilise the situation in the region.
2. Where will the actual confrontation of forces take place?
3. Who supports the anti-separatist forces?
4. Where do the anti-separatist forces maintain their camp and cover position?
5. Where do they deploy their core firepower;
6. Strength of the opposing force and assets at its disposal;
7. Where and when will different enemy groups carry out offensive operations against our forces?
8. Who are the most influential persons (*leaders*) in the area of operation?

Risks

- the fact that the Russian peacekeeping bases are located in the Samachablo region entails a risk of provocations should they come under fire;
- there is a risk that members of the separatist groups may mix with the civilian population and refugees on the move and destabilise the situation in the rear.

Tasks for the manoeuvre units:

Traduction non-officielle des ordres opérationnels de 05h15 par la Commission Tagliavini (suite et fin)

- manoeuvre units (41st, 42nd and 43rd battalions) shall ready reconnaissance platoons to carry out tactical reconnaissance operations in their respective areas of responsibility;
- manoeuvre units shall conduct an exercise to train for offensive and defensive operations (offensive operations in residential settlements, penetration of buildings, searches, assault and takeover).

Tasks for support units:

Brigade support units (armour battalion; artillery battalion; support battalion and selected companies) shall be put on full combat readiness alert to be able to provide support to manoeuvre units and be ready to deploy to the brigade assembly point sq. 0259.

Security measures:

- [troops] on the march must maintain a secure distance;
- during the redeployment phases units shall ensure protection from the flanks and the rear using own forces.

4. Logistical support

No changes (see Preliminary order No. 01)

5. Control and Communications

No changes (see Preliminary order No. 01)

Commander, 4th Infantry brigade
Major *Signature* G. Kalandadze

Document 3 : Ordres opérationnels « authentiques » de 09h00 soumis à la Commission Tagliavini par la Géorgie

საიდუმლო
ეგზ. № 1
მე-4 ქვეითი ბრიგადის
შტაბი
დ. ვაზიანი
09:00, 07.08.2008

გამაფრთხილებელი ბრძანება №01

1. ვითარება:

უკანასკნელ დღეებში ინტენსიურად მიმდინარეობს ცხინვალის რეგიონში განლაგებული ქართული სოფლების, პოლიციისა და სამშვიდობო ქვედანაყოფების წინააღმდეგ ცეცხლი, მათ შორის მსხვილკალიბრიანი არტილერიითაც. არიან დაჭრილები.

ცხინვალის რეგიონში რუსეთიდან ინტენსიურად შემოდის მძიმე ტექნიკა და შეიარაღებული ქვედანაყოფები.

2. ამოცანა:

მე-4 ქვეითი ბრიგადის დაქვემდებარებული ქვედანაყოფები მოვიდნენ საბრძოლო მზადყოფნა №1-ში დისლოკაციის ადგილზე, არაუგვიანეს 2008 წლის 7 აგვისტოს 13:00 საათამდე; ბრძანების მიღებისთანავე მზად იყვნენ დასმული ამოცანების შესასრულებლად.

3. აღსრულება:

სტანდარტიული ოპერატიული პროცედურების შესაბამისად

4. მატერიალურ-ტექნიკური უზრუნველყოფა:

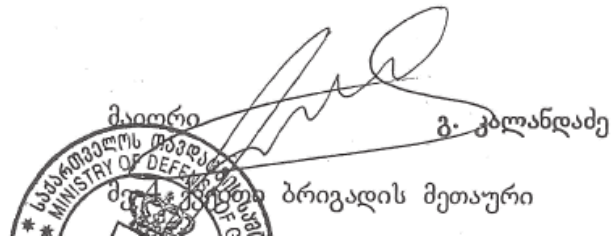
განხორციელდეს უზრუნველყოფის ბატალიონის ძალებით.

პრიორიტეტი კლასების მიხედვით: I, III, V, VIII.

5. მართვა და კავშირი:

სტანდარტული ოპერატიული პროცედურების შესაბამისად.

მაიორი გ. კლანდაძე
მე-4 ქვეითი ბრიგადის მეთაური



Secret
Copy #1
HQ of the 4th Infantry
Brigade
S. Vaziani
09:00, 07.08.2008

WARNING ORDER #01

1. SITUATION:

During the last days intensive fire, including from large caliber artillery, has been conducted against Georgian villages, police and peacekeeping units. There are injuries.

Heavy armament and armed units are being intensively deployed to Tskhinvali Region from the Russian Federation.

2. MISSION:

Put subunits of the 4th Infantry Brigade on operational readiness no.1 on their dislocation place, not later than 13:00, August 7 2008; Subunits must be ready to implement the tasks assigned to them.

3. EXECUTION:

According to Standard Operational Procedures.

4. SERVICE SUPPORT:

To be implemented by the Logistic Battalion.
Priorities following classes: I, III, V, VIII.

5. COMMAND AND SIGNAL:

According to Standard Operational Procedures.

Major /Signature/ G. Kalandadze
Commander of the 4th Infantry Brigade

/Seal/

საიდუმლო
ევზ. № 1
მე-4 ქვეითი ბრიგადის
შტაბი
დ. ვაზიანი
15:00, 07.08.08

გამაჯრთხილვქელი ბრქანქება №02

რუქბა: 1:50.000, K-38-64-A, K-38-64-B, K-38-64-B, K-38-64-Γ.

1. ჰითარქება:

გრძელქება ცხინვალის რეგიონში განლაგებული ქართული სოფლები, პოლიციისა და სამშვიდობო ქვედანაყოფების წინააღმდეგ ცეცხლი, მათ შორის მსხვილკალიბრიანი არტილერიითაც. სამშვიდობო ძალებში არის მსხვერპლი.

ცხინვალის რეგიონში რუსეთის ფედერაციიდან გრძელქება მიიმე ტექნიკისა და შეიარაღებული ქვედანაყოფების შემოსვლა.

2. ამოცანა:

მე-4 ქვეითი ბრიგადის დაქვემდებარებული ქვედანაყოფები გადაადგილდნენ ბრიგადის თავმოყრის რაიონში ცენტრით სიმაღლე 701.6 (0259). მზად იყვნენ ბრძანების მიღებისთანავე დასმული ამოცანების შესასრულებლად.

3. აღსრულება:

ა) დავალებები სამანევრო ქვედანაყოფებს:

41-ე ქვეითმა ბატალიონმა განახორციელოს გადაადგილება მარშრუტით ვაზიანი-თბილისი-გორი და 18:00 სთ-სთვის განლაგდეს თავმოყრის რაიონში ცენტრით სიმაღლე 658.0 (0060), იყოს მზადყოფნაში დასმული ამოცანების შესასრულებლად.

42-ე ქვეითმა ბატალიონმა განახორციელოს გადაადგილება მარშრუტით ვაზიანი-თბილისი-გორი და 18:00 სთ-სთვის განლაგდეს თავმოყრის რაიონში ცენტრით 677.0 (0459), იყოს მზადყოფნაში დასმული ამოცანების შესასრულებლად.

43-ე ქვეითმა ბატალიონმა განახორციელოს გადაადგილება მარშრუტით ვაზიანი-თბილისი-გორი და 18:00 სთ-სთვის განლაგდეს თავმოყრის რაიონში ცენტრით 712.2 (0260), იყოს მზადყოფნაში დასმული ამოცანების შესასრულებლად.

ბ) დავალებები მზარდამჭერ ქვედანაყოფებს:

ჯავშანსატანკო ბატალიონი, საარტილერიო დივიზიონი, უზრუნველყოფის ბატალიონი და ცალკეული ასეულები მოიყვანილ იქნენ სრულ საბრძოლო მზადყოფნაში სამანევრო ქვედანაყოფების მზარდასაჭერად და განახორციელონ მარში მარშრუტით ვაზიანი-თბილისი-გორი და 18:00 სთ-სთვის განლაგდნენ ბრიგადის თავმოყრის რაიონში ცენტრით სიმაღლე 701.6 (0259).

4. მატერიალურ-ტექნიკური უზრუნველყოფა:

განხორციელდეს უზრუნველყოფის ბატალიონის ძალებით.

პრიორიტეტი კლასების მიხედვით: I, III, V, VIII.

5. მართვა და კავშირი:

სტანდარტული ოპერატიული პროცედურების შესაბამისად.

მაიორი

გ. კალანდაძე

მე-4 ქვეითი ბრიგადის მეთაური



Traduction des ordres opérationnels « authentiques » de 15h00 soumis à la Commission Tagliavini par la Géorgie

Secret
Copy #1
HQ of the 4th Infantry
Brigade
S. Vaziani
15:00, 07.08.2008

WARNING ORDER #02

MAP: 1:50.000, K-38-64-A, K-38-64-B, K-38-64-B, K-38-64-Г.

1. SITUATION:

Intensive fire, including from large caliber artillery, is continuing against Georgian villages, police and peacekeeping units. There are casualties among the Peacekeeping Forces.

Deployment of heavy armament and armed units to Tskhinvali Region from the Russian Federation is continuing.

2. MISSION:

Deploy subunits of the 4th Infantry Brigade to the assembly point of the brigade with the center on height 701.6 (0259); Subunits must be ready to implement the assigned tasks immediately after receiving order.

3. EXECUTION:

a) Tasks to maneuver units:

The 41st Infantry Battalion moves on the route Vaziani-Tbilisi-Gori and by 18:00 must be deployed at the assembly point with the center on height 658.0 (0060), ready to implement the assigned tasks;

The 42nd Infantry Battalion moves on the route Vaziani-Tbilisi-Gori and by 18:00 must be deployed at the assembly point with the center on height 677.0 (0459), ready to implement the assigned tasks;

The 43rd Infantry Battalion moves on the route Vaziani-Tbilisi-Gori and by 18:00 must be deployed at the assembly point with the center on height 712.2 (0260), ready to implement the assigned tasks;

b) Tasks to combat support units:

Put Armored Battalion, Artillery Division, Logistic Battalion and separate companies on full operational readiness to support maneuvering subunits, march on the route Vaziani-Tbilisi-Gori and by 18:00 deploy at the assembly point of the brigade with the center on height 701.6 (0259).

4. SERVICE SUPPORT:

To be implement by the Logistic Battalion.

Priorities following classes: I, III, V, VIII.

5. COMMAND AND SIGNAL:

According to Standard Operational Procedures.

Major /Signature/ **G. Kalandadze**
Commander of the 4th Infantry Brigade

/Seal/

Carte 9 : Une carte opérationnelle soviétique semblable à celles mentionnées dans les ordres opérationnels (l'auteur est en possession de deux exemplaires réels)

